

**Incertitude en Suède  
après  
les élections législatives**

LIBRE PAGE 8

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 1,30 F; Belgique, 1,30 F; Brésil, 1,30 F; Canada, 1,30 F; Chine, 1,30 F; Danemark, 1,30 F; Espagne, 1,30 F; États-Unis, 1,30 F; France, 1,30 F; Grèce, 1,30 F; Inde, 1,30 F; Italie, 1,30 F; Japon, 1,30 F; Mexique, 1,30 F; Pays-Bas, 1,30 F; Portugal, 1,30 F; Royaume-Uni, 1,30 F; Suède, 1,30 F; Suisse, 1,30 F; Tchécoslovaquie, 1,30 F; Tunisie, 1,30 F; Turquie, 1,30 F; Union soviétique, 1,30 F; Yougoslavie, 1,30 F.

## ● AFGHANISTAN

### L'Union soviétique semble avoir été prise de court par le coup de force à Kaboul

**Un homme à poigne**

Depuis le renversement de la monarchie, en 1973, l'insurrection par un conseil de l'Union soviétique, M. Mohammed Daoud, d'un régime républicain, puis l'arrivée au pouvoir des communistes pro-soviétiques à l'issue, en avril 1978, d'une révolution sanglante ressemblant plus à un coup d'État militaire, l'Afghanistan n'a cessé de connaître des luttes internes et des mutineries. En outre, une rébellion des milieux religieux conservateurs et de tribus contre le gouvernement « athée » de Kaboul s'étend aujourd'hui à la quasi-totalité du pays.

Aussi bien la destination déguisée du président Taraki à la suite d'une « révolution de palais », la prise du pouvoir par M. Hafizullah Amin, qui faisait déjà depuis quelques temps figure d'« homme fort », ne constituent-elles pas vraiment une surprise.

L'ancien premier ministre avait, ces derniers mois, assuré son ascendant sur le régime, en particulier la police et les moyens d'information; écarté souvent par la manière forte ses principaux rivaux, et n'attendait plus que le moment propice pour prendre la place du chef de l'État et du parti. S'il a ainsi pris le pouvoir, le nouveau maître du pays n'en dispose pas moins d'une base politique extrêmement étroite.

Au cours de purges successives, de nombreux responsables du parti démocratique et populaire avaient été éliminés depuis la révolution. M. Amin fait aussi prévoir l'expulsion de « tous les étrangers » — sur l'initiative du parti communiste dirigeant. Certes, il passe pour une personnalité radicale, mais c'est surtout parce qu'il a montré plus d'énergie que son prédécesseur par le passé, sans pour autant exprimer de convictions socialistes très fortes. S'il est considéré également comme plus prosoviétique, c'est peut-être parce qu'il a, en politique étrangère, donné des pages à Moscou.

Il reste maintenant à savoir quelle attitude le nouveau chef de l'État adoptera à l'égard de la rébellion islamique et si le changement d'hommes à Kaboul entraînera une modification dans les rapports avec l'Union soviétique, voisine et protectrice du régime révolutionnaire.

Les réformes hâtives et la politique répressive poursuivies par celui-ci ont entraîné le soulèvement des milieux les plus conservateurs, qui se sont sentis trahis par le triomphe de l'islam en Iran et au Pakistan proches. La rébellion s'est renforcée à la suite de défections dans les forces armées et a pris l'allure d'un véritable soulèvement populaire. On voit mal pourquoi M. Amin aurait plus de chances que M. Taraki d'en venir à bout uniquement par la force. Le changement d'hommes pour voir s'ouvrir l'éventualité d'un changement de politique dans le sens d'une réconciliation nationale? M. Amin, personnalité à poigne, paraît peu porté au compromis.

Les rapports avec l'U.R.S.S. ont toujours occupé une place dominante dans la politique étrangère afghane, et plus encore depuis la révolution. Le régime de Kaboul s'est rangé dans le camp soviétique, auquel il doit, de notoriété publique, sa survie. Le développement de la révolte islamique a placé dans l'embarras l'U.R.S.S., qui avait dénoncé les voisins du sud, protégé, y compris la Chine, et, ces derniers mois, renforcé son assistance militaire au régime révolutionnaire. Est-il possible, après l'accueil chaleureux qu'avait reçu la semaine dernière M. Taraki à Moscou, que les Soviétiques aient été pris de court par les événements de Kaboul? Dans ce cas, il faudrait admettre que M. Amin s'est senti les reins suffisamment solides pour écarter le chef de l'État, ayant toutes les raisons de penser que les Soviétiques pourraient difficilement lui refuser leur appui.

### Le premier ministre, M. Hafizullah Amin a évincé le président Taraki

Le premier ministre, M. Hafizullah Amin, a pris le pouvoir à Kaboul et remplacé, à l'issue d'une « révolution de palais », le chef de l'État M. Nour Mohammed Taraki. Radio Kaboul a annoncé que M. Taraki avait « démissionné en raison de sa mauvaise santé et de son hypertension ».

Ce changement s'est produit après le retour de l'ancien chef de l'État de la conférence des pays non-alignés à La Havane. Lors de son passage à Moscou, il avait eu des entretiens avec les responsables soviétiques qui lui avaient renouvelé leur confiance. Selon notre correspondant à Moscou, Daniel Vernet, le Kremlin semble avoir été pris de court par les événements.

À l'issue d'une réunion des instances dirigeantes du pays, la semaine dernière, un remaniement ministériel avait été annoncé. Les principales victimes en avaient été les deux seuls militaires du précédent gouvernement, les colonels Aslam Watanjar (ministre de l'Intérieur) et Shariar Masdooryar (ministre des affaires frontalières) qui avaient joué un rôle de premier plan dans la révolution du 27 avril 1978. À l'issue d'une opération militaire, un groupe de membres du parti démocratique et populaire d'Afghanistan — formé des deux branches du mouvement communiste, le Khalq (le peuple) et le Parcham (le drapeau) — et d'officiers avaient alors renversé le régime républicain de M. Mohammed Daoud. Dès l'été, les membres du Parcham avaient été éliminés de l'équipe dirigeante, envoyés à des postes d'ambassadeurs, et finalement accusés de complot et pour certains, arrêtés.

M. Hafizullah Amin avait été nommé premier ministre en mars 1978. En juillet, il avait abandonné le ministère des affaires étrangères et s'était attribué celui de la défense — chef du pouvoir

## ● ISRAËL

### Jérusalem autorise l'achat de terres dans les territoires occupés

Le premier anniversaire des accords de Camp David, qualifiés par le président Carter, ce lundi 17 septembre, de « tournant historique », est passé presque inaperçu en Égypte et en Israël.

Deux événements, en revanche, suscitent de vives polémiques à Jérusalem: l'indulgence manifestée par le chef de l'État-major à l'égard du lieutenant Pinto condamné en appel à huit ans de prison pour l'assassinat de quatre civils libanais, mais qui serait prochainement libéré; et, d'autre part, la décision du gouvernement de Jérusalem d'autoriser l'achat de terres par des Israéliens dans les territoires occupés. Les protestations de la presse et des responsables palestiniens en Cisjordanie et à Gaza contre cette mesure se multiplient.

De notre correspondant

Jérusalem. — Avec vingt-quatre heures d'avance, le gouvernement israélien a célébré à sa manière le premier anniversaire des accords de Camp David en décidant, le dimanche 16 septembre, de lever l'interdiction faite aux Israéliens (qu'il s'agisse de particuliers ou d'organisations) d'acquiescer des terres en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza.

Cette mesure, qui complète la politique actuelle de développement des implantations dans les territoires occupés, est le résultat d'une promesse contenue dans le programme électoral du Likoud. Jusqu'à présent, les implantations israéliennes étaient principalement établies sur des terres domaniales ou réquisitionnées, l'initiative revenant au seul gouvernement.

Toutefois, par divers moyens détournés, en utilisant notamment de nombreux intermédiaires, des transactions ont déjà pu avoir lieu. Ainsi, près de Bethléem, récemment, un propriétaire arabe a accepté de vendre 40 hectares au profit du Fonds national juif pour l'extension d'une colonie de peuplement. Le gouvernement semble donc avoir décidé de légaliser finalement une

pratique qui était déjà relativement courante.

Le secrétaire général du gouvernement, M. Arye Naor, a toutefois précisé qu'il s'agissait pour le moment d'une « décision de principe ». Il a ajouté qu'une commission ministérielle serait chargée de définir ultérieurement les conditions dans lesquelles les transactions pourraient être conclues. En expliquant que le cabinet avait seulement mis fin à une situation fautive et « discriminatoire », M. Naor a déclaré: « Jusqu'à maintenant, Israéliens ou juifs pouvaient acheter des terres dans le monde entier sans en Judea et en Samarie (Cisjordanie) et à Gaza. Ils en étaient empêchés purement et simplement parce qu'ils étaient juifs ou Israéliens. »

La mesure prise dimanche devrait être à l'origine d'un nouveau débat juridique, car elle est apparemment en infraction avec les dispositions du droit international concernant les territoires occupés. D'autre part, cette décision a déjà provoqué de très vives réactions en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza.

RANCIS CORNU.

(Lire la suite page 6.)

## ● CENTRAFRIQUE

### L'opposition dénonce une nouvelle vague de répression

Isolé, condamné par ses pairs africains depuis la publication du rapport de la « mission de constatation » africaine sur les événements de janvier et d'avril à Bangui, Bokassa I<sup>er</sup> n'a pas désarmé. Selon des témoignages de membres du Front patriotique ougaandien — l'un des mouvements d'opposition dirigé par M. Gombou, — Bokassa I<sup>er</sup> vient d'ordonner l'arrestation des personnes qu'il soupçonne d'avoir renoué les relations avec Bangui. La répression vise particulièrement les enseignants et les étudiants qui avaient pris des risques considérables en acceptant de rencontrer les étrangers venus s'informer après les révolutions sur les massacres.

Cette vengeance de l'empereur a été précédée, il y a une dizaine de jours, par de nouvelles exécutions sommaires dans la prison de Bangui. Selon le F.P.O., une quarantaine de personnes ont été tuées.

Parmi les victimes, dont le F.P.O. vient de communiquer les noms à Amnesty International, figurent le général Mandaba et deux personnalités soupçonnées par l'empereur d'avoir des relations avec M. Gombou: le commandant Sana et M. Abel Gamango, fondateur au ministère de la santé publique.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 6.)

## Un entretien avec M. Paul Dijoud

- « Une plus grande justice sociale doit se manifester outre-mer »
- « Il y a un large consensus dans le monde pour admettre que la France est chez elle dans les DOM-TOM »

M. Paul Dijoud a présidé, dimanche 16 septembre, à Nouméa, la séance d'ouverture d'un colloque organisé à son initiative, jusqu'au 20 septembre, sur l'utilisation des ressources de la mer dans les territoires français du Pacifique. Le secrétaire d'État doit profiter de son séjour dans le Pacifique pour se rendre aux Nouvelles-Hébrides, afin de s'y entretenir avec les autorités de l'archipel, en compagnie de son homologue britannique, de l'avancement des travaux de la conférence constitutionnelle qui doit aboutir, conformément au

### AU JOUR LE JOUR

Neuf cents concurrents et Jimmy Carter pour un cross de 10 kilomètres dans le Maryland. Mais le chef de la Maison Blanche, épuisé, n'a pas pu aller au-delà de 6,5 kilomètres. Un symbole. Dès, il y a trois semaines, en George, alors que le président se baignait tranquillement dans une barge, il avait été, d'après lui, attaqué par un lapin nageur et agressé. L'Amérique avait souri. Maintenant, elle se moque franchement, laissant

### Cross

entendre que le cerveau de Jimmy Carter, comme ses bronches, ne reçoit peut-être pas assez d'oxygène ou qu'il est à bout de souffle, on voit mal pourquoi il poursuivrait son parcours à la Maison Blanche.

Et, d'ici peu, il se trouvera sûrement un mauvais esprit pour prétendre que le meilleur agent électoral de Ted Kennedy, c'est en fin de compte... Jimmy Carter.

MICHEL CASTE.

## Tibor Mende

### Fourmis et poissons

Carnets de route

Une fête à Mexico, un enfant de Bombay, une nuit à Mandolay: des gens, des rencontres, des situations. Une manière fraternelle d'en dire plus sur les grands désordres et les injustices du monde.

192 pages

SEUIL

## ● L'or dépasse les 350 dollars l'once

LES CINQ ESTIMENT COHÉRENTS LEURS POLITIQUES RESPECTIVES CONTRE L'INFLATION (page 48)

## ● L'enrichissement chimique de l'uranium

LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS SIGNENT UN ACCORD DE COOPÉRATION (page 20)

## A L'OPÉRA DE ZÜRICH

### Une autre Lulu

Les Suisses, dit-on, n'ont pas la mémoire courte, et leur patience est inépuisable. Ainsi, certains mélomanes zurichois, qui avaient assisté à la création mondiale des deux premiers actes de *Lulu*, le 2 juin 1937, sont-ils revenus le 8 septembre 1979, sur les soirs suivants, pour découvrir le dernier acte. Après Paris en février et Santa-Fé début août, l'Opéra de Zurich est le troisième à présenter l'œuvre complète dans une production différente et, dès à présent, on attend, au mois de décembre, le *Lulu* du Komische Oper de Berlin-Est, mise en scène par Joachim Herz.

Pour son spectacle de rentrée, l'Opéra de Zurich a fait appel à Götz Friedrich, qui est presque un habitué de la maison et a réalisé en 1970 une *Lulu* pour la télévision danoise, et à Ferdinand Leitner, chef principal de l'Opéra de Zurich depuis 1963, qui a dirigé le second ouvrage lyrique de Berg à plusieurs reprises, notamment dans la production de Wieland Wagner. Aussi, l'œuvre ne courait-elle pas plus de risques à Zurich que les économies d'un rentier dans le coffre d'une banque suisse.

L'orchestre, déjà excellent d'habitude, semble avoir eu à cœur de rendre tous les détails de la polyphonie; de plus, les dimensions

de la salle et de la scène paraissent mieux appropriées à une partition qui tient autant de la musique de chambre que du drame lyrique. Enfin, quoi qu'en pensent les adversaires du troisième acte, invoquant, comme Karl Böhm, le surcroît de fatigue pour les spectateurs, le drama, avec sa chute largement développée, est peut-être plus « public » qu'avec la conclusion provisoire qu'on lui donnait.

Parmi les griefs retenus contre la mise en scène de Chéreau à Paris, il y avait la transposition dans les années 30 et un excès de stylisation. Que ceux qui, sûrs de détenir la vérité, s'étaient sentis personnellement offensés se rassurent: Götz Friedrich a situé l'action de nos jours, et Wolfgang Roth, l'auteur des décors, peut envier à Richard Peduzzi son sens de l'espace et du dépouillement.

À Zurich, tout l'opéra se joue sur la scène d'un cirque de deuxième catégorie. La piste centrale en demi-cercle, entourée de panneaux tournants qui figurent les portes est surmontée d'une galerie où l'on accède par un escalier métallique en colimaçon, sur la gauche, ou par une échelle verticale, sur la droite.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 18.)

**En Israël:**  
La radio et la télévision rompent le silence sur les crimes commis par un officier au Liban

Jerusalem. — La radio et la télévision israéliennes ont rompu le silence sur les crimes commis par un officier au Liban. Les médias ont diffusé des images montrant des soldats israéliens entrant dans une ville libanaise, saccageant des maisons et tuant des civils. Les images ont été prises par un journaliste libanais qui a été capturé et torturé par les soldats israéliens. Les médias ont également diffusé des déclarations de responsables israéliens qui ont nié les accusations de crimes de guerre.

**LA CONFÉRENCE DE LONDRES**  
Les trois projets de Constitution de Zimbabwe-Rhodesie ont très peu de points communs

Londres. — La conférence de Londres sur la Constitution de Zimbabwe-Rhodesie a débuté dimanche 17 septembre. Les trois projets de Constitution présentés par les trois camps (le régime de Ian Smith, le mouvement de libération de Robert Mugabe et le mouvement de libération de Joshua Nkomo) ont très peu de points communs. Les discussions ont été marquées par de vives tensions entre les participants.

La conférence de Londres sur la Constitution de Zimbabwe-Rhodesie a débuté dimanche 17 septembre. Les trois projets de Constitution présentés par les trois camps (le régime de Ian Smith, le mouvement de libération de Robert Mugabe et le mouvement de libération de Joshua Nkomo) ont très peu de points communs. Les discussions ont été marquées par de vives tensions entre les participants.

**En l'an 2000.**  
L'Europe des Affaires  
L'Union européenne des Affaires  
L'Union européenne des Affaires  
L'Union européenne des Affaires



# idées

## Qu'est-ce que la vérité ?

par  
JACQUES BOUVÉRESSE (\*)

En dépit de ses difficultés bien connues, la théorie de la vérité correspondance donne l'impression d'exprimer un aspect essentiel du concept de vérité qu'il semble impossible d'abandonner entièrement : un énoncé ne peut être vrai que s'il existe quelque chose dans la réalité en vertu de quoi il est vrai. Même ceux qui ont renoncé à la notion de vérité-correspondance restent généralement fidèles à une conception fondamentalement réaliste de la vérité. Le réalisme en la matière est la conception selon laquelle tout énoncé déclaratif est rendu vrai ou faux par l'existence ou la non-existence d'un certain état de choses, indépendamment de la possibilité que nous avons de savoir si celui-ci existe ou non. Le critère du réalisme pour une certaine classe d'énoncés est l'adhésion stricte au principe de bivalence pour les énoncés de cette classe. Et le problème général du réalisme est la question de savoir pour quelles catégories d'énoncés nous pouvons légitimement admettre le principe de bivalence. Il n'y a évidemment pas de raisons de s'attendre qu'une réponse uniformément positive ou uniformément négative puisse être apportée à cette question.

Traditionnellement, comme c'est le cas dans la controverse entre le réalisme et le nominalisme, le désaccord est supposé porter sur l'existence de certaines entités problématiques (universaux, nombres, objets physiques, etc.). La conviction de Michael Dummett (1) est que cette façon de poser le problème n'est pas la bonne, en tout cas pas la plus éclairante ni la plus féconde. Le réalisme et l'anti-réalisme doivent être considérés avant tout comme deux options divergentes en matière de théorie de la signification, deux façons différentes de rendre compte du sens d'un énoncé.

### La notion de démonstration

Le réalisme (ou, comme on l'appelle généralement, le « platonisme ») mathématique considère qu'un énoncé mathématique porte sur un certain type de réalité abstraite dans laquelle sa valeur de vérité est déjà décidée d'un sens ou dans l'autre. Cela n'implique évidemment en aucune façon sa décidabilité pour nous, mais tout au plus la possibilité de principe, pour un sujet connaissant hypothétique dont les capacités pourraient excéder

considérablement les nôtres, de le reconnaître effectivement comme vrai ou faux. (La combinaison du réalisme mathématique avec le théisme est naturelle et classique.) Pour un intuitionniste, ce recours à une faculté de connaissance que nous ne possédons pas ne constitue pas une extrapolation analogique légitime, mais un non-sens. La notion cruciale en philosophie des mathématiques n'est pas celle de vérité, mais celle de démonstration. Le sens d'un énoncé mathématique est déterminé uniquement par ce que nous reconnaissons éventuellement comme une démonstration

ou une réfutation de cet énoncé ; et il est vrai si nous sommes effectivement en mesure de le démontrer.

Un énoncé comme « Il y a un nombre parfait impair » ne peut être considéré comme vrai ou faux, de ce point de vue, que si nous pouvons produire effectivement un nombre de ce genre ou disposons d'une méthode générale qui permet d'établir pour un nombre parfait arbitraire, qu'il doit être pair. Comme il peut très bien se faire qu'aucune de ces deux conditions ne soit satisfaite, il n'est pas possible en général d'appliquer aux énoncés de ce genre le principe du tiers exclu qui autoriserait à dire que l'énoncé lui-même ou sa négation sont forcément vrais et que nous ignorons simplement laquelle de ces deux éventualités est la bonne.

La reformulation de la position anti-réaliste proposée par Dummett résulte essentiellement d'une transposition et d'une généralisation des principes fondamentaux de la philosophie des mathématiques de l'intuitionnisme. Celui-ci est généralement considéré comme suspect par les philosophes et les épistémologues à cause de ses implications psychologiques et subjectivistes. Mais le cas du deuxième Wittgenstein démontre clairement que l'on peut opter pour une théorie de la signification constructiviste sans rien renier de l'héritage antipsychologiste que nous tenons de Frege. Et, de toute façon, comme l'a fait remarquer Kripke, le problème crucial n'est pas de savoir si l'existence des objets mathématiques, mais celui de l'objectivité des énoncés mathématiques. Le désaccord entre le platonisme et l'intuitionnisme porte sur la question de savoir à quoi les entités mathématiques doivent leur existence : pour le premier, les objets et les structures mathématiques ont une existence indépendante de toute activité humaine ; pour le second, ils doivent être considérés comme des produits irréductibles de notre activité mentale. Mais l'intuitionnisme n'est évidemment aucun raisonnement de nier qu'ils existent, dans son sens à lui, ni de se croire autorisé à dire ou démontrer n'importe quoi à leur sujet.

Un des avantages majeurs de l'interprétation de Dummett est qu'elle permet de regrouper sous un même schéma un bon nombre de controverses métaphysiques classiques et modernes : entre l'interprétation réaliste et l'interprétation intuitionniste des constructions théoriques dans les sciences, entre le phénoménalisme et le physicalisme à propos des processus psychiques, entre une interprétation réductiviste et une interprétation vérificationniste des énoncés portant sur le passé ou le futur. Dummett se déclare convaincu que la question du réalisme et de l'anti-réalisme est « un des problèmes les plus fondamentaux de la philosophie ». Si le réalisme est généralement remporté dans l'histoire de la philosophie, « une victoire beaucoup trop facile », c'est essentiellement parce que l'anti-réalisme a été lié traditionnellement avec le réductionnisme. Or ce lien est contestable dans la mesure où même ceux qui soutiennent, par exemple, que la signification authentique des énoncés portant sur des choses matérielles doit être donnée par une traduction en termes d'énoncés portant sur des données sensorielles immédiates peuvent encore avoir à choisir entre une interprétation réaliste (fondée sur une application stricte du principe de bivalence) et une interprétation anti-réaliste des énoncés de réduction.

Ce bref aperçu ne donne malheureusement qu'une idée très insuffisante de la richesse et de la qualité tout à fait exceptionnelles du livre de Dummett. La satisfaction que l'on éprouve à constater, en le lisant, que la philosophie d'aujourd'hui, même quand elle s'occupe des grands problèmes traditionnels, peut donner une impression de vie et de vitalité plus grandes que jamais, n'est atténuée que par le regret de voir la philosophie française perdre progressivement tout contact avec ce type de problèmes. Nos philosophes les plus influents ont consacré généralement plus d'efforts à dénoncer le caractère « idéologique » de la notion rationnaliste de vérité qu'à l'analyse de cette notion, ce qui constitue une façon caractéristique de mettre la charrue devant les bœufs. L'actualité d'une problématique comme celle de la vérité se démontre par des contributions effectives du genre de celle de Dummett bien plus efficacement que par des arguments métaphysiques ou historico-métaphysiques contestables. Quelque chose puisse être l'importance de leur apport dans les domaines où ils se cantonnent, le modernisme présentiel et agressif de nos penseurs les plus en vue dissimule en réalité de plus en plus mal un retard qui s'aggrave et une marginalité croissante.

(\*) Maître de conférences à l'université de Paris-I.

## La révolte de l'esprit

par JEAN LACROIX

Olivier Clément, orthodoxe et universitaire, vient de publier, en collaboration avec Stan Rougier, prêtre catholique, un ouvrage remarquable sur ce qu'il appelle la révolte de l'esprit. Philosophes, philosophes et historiens, il a déjà écrit plusieurs livres importants et crée l'Association des écrivains croyants d'expression française, partageant la foi juive, chrétienne ou musulmane, croyant et athée dans sa jeunesse. Il s'est converti à l'orthodoxie dans une large mesure sous l'influence de penseurs russes comme Soloviev et Berdiaev. Parce que l'orthodoxie n'existe guère en France, il n'a pas encore eu toute l'audience qu'il mérite. D'inspiration spirituelle et mystique, il a découvert que l'évangile demandait d'aimer Dieu aussi avec l'intelligence, alors que l'homme moderne a pris l'habitude d'être intelligent pour tout, sauf pour les choses de Dieu. L'union du mysticisme et de la raison, de l'Orient et de l'Occident, telle apparaît sa vie intérieure, qui sous-tend ses analyses.

Olivier Clément est un « personneliste ». Le vrai grand mal actuel est que la notion de personne est confondue avec celle

d'individu. Le christianisme occidental a su donner son élan à la science et à la technique, mais n'a pas su les orienter. L'expérience mystique n'a plus fécondé la pensée chrétienne, et donc toute notre société : elle s'est marginalisée. D'où est née une véritable corruption. La technique, sans spiritualité, s'est livrée à la volonté de puissance et au profit. On est ainsi passé de la personne spirituelle, qui englobe le monde, à l'individu que le monde englobe et explique. Comme Nédoncelle, Clément lie directement la personne humaine à la personne divine, substantiellement une aux deux autres personnes de la Trinité. Maintenant il n'y a plus guère de « consubstantialité » réelle chez les hommes. De Dieu, pensent contre l'homme est née l'information de l'homme contre l'homme, la désunion des individus. Au dix-neuvième siècle, pour bien des catholiques, notamment en France, sa liaison avec la politique a fait plus ou moins du christianisme une sorte de secte prônant, en partie, moins une religion qu'une idéologie.

### Un « christianisme du dehors »

Le socialisme, historiquement, est né dans une grande mesure, de cette part de l'évangile que l'Eglise n'assume plus. Péguy l'appela un « christianisme du dehors ». Dans une large mesure, il s'est développé en marxisme. A vrai dire, Marx est plus près de la pensée bourgeoise qu'on ne le croit : il n'a cessé d'exalter la science et la technique. Mais il les a utilisées autrement et les a portées plus loin. Il annonce l'avènement de l'homme générique, de l'individu qui trouve son accomplissement dans l'unité humaine, dans une humanité démarquée qui absorbe mal les forces de la nature et les transforme en histoire liée à l'homme. L'agent de la libération est le prolétariat : on transpose en lui les antiques préceptes du marxisme, on lui assigne un rôle messianique. Comme tout messianisme, il divise l'histoire en deux : avant l'avènement du messie, c'est-à-dire du prolétariat, règne le « royaume de la nécessité », après la transition de la dictature du prolétariat, ce sera « celui de la liberté ». La force du marxisme, c'est d'avoir promis de la modernité à la promesse d'une communauté parfaite. On peut même y découvrir, à la manière de Marcel Henry des éléments d'une doctrine existentielle et personnelle qui serait utile aux chrétiens. Ainsi Stan Rougier, qui a parcouru l'univers, montre

qu'en Amérique du Sud beaucoup de chrétiens utilisent le marxisme pour avoir prise sur les réalités politiques et font avec cet outil d'analyse ce que saint Thomas fit avec la philosophie d'Aristote.

L'erreur et la faute essentielles ont sans doute été la méconnaissance de l'importance du rôle de l'Esprit (Saint). Il a été étouffé dans une certaine dépendance à l'égard du Père, la Trinité étant comme réduite au couple du Père et du Fils. L'Eglise orthodoxe peut faciliter une meilleure compréhension, bien que d'autres faiblesses l'altèrent, parce qu'elle a su préserver la continuité ininterrompue de la tradition apostolique et patristique et dépasser l'opposition spirituelle des « orientaux » et des « occidentaux ». Trop souvent les « orientaux », par exemple l'Inde, ont eu tendance à situer l'existence humaine dans une sorte de sphère magique impersonnelle, et les « occidentaux » rationalistes ont développé un questionnement lié à la volonté de puissance. Ce qui sauve l'Eglise orthodoxe, c'est d'avoir gardé l'eucharistique. Son erreur a été trop souvent de ne pouvoir prendre conscience d'elle-même qu'en s'opposant à l'Occident, et surtout à Rome. Mais elle a su garder cette vérité première que « l'Eucharistie intègre réellement l'assemblée en Corps du Christ ». Le pain eu-

charistique n'établit pas seulement un lien entre la Résurrection et chacun de nous, il nous initie à « l'unité-dans-l'être de toute l'humanité ». Partagé, il fait de nous des êtres de partage. Il ne s'agit pas d'une morale sociale, mais d'une conception essentielle de la solidarité humaine : elle est le « sacrement du frère ».

Ce qui éclaire le problème si discuté, et jamais résolu, du sens de l'histoire. Sans la Révélation, rien ne l'empêche de se refermer sur elle-même, de se diviser sans continuité. L'Esprit seul peut la féconder : son mouvement intérieurement dirigé n'existe que par la venue de Dieu au cœur du temps. L'Occident a voulu conquérir l'espace comme pour dominer le temps. Mais c'est oublier le temps et l'attention qu'il faut pour présenter le mystère de la personne. Faire dérouler l'histoire en Christ, c'est permettre à l'existence personnelle de dépasser peu à peu toute détermination naturelle et sociale pour l'ouvrir du même mouvement à l'union avec Dieu et à l'unité humaine : le Christ nous rassemble en lui et permet ainsi la communion entre toutes les personnes. Il faut partir de l'évangile, de la personne et de la liberté comme les chrétiens des premiers siècles. Berdiaev voulait un « Moyen Âge avec la liberté » et Maurice Clavel un « Moyen Âge sans les serfs ».

Le sens complet de la Résurrection ainsi éclairée : elle est intrusion de l'éternité dans le temps, force de vie, capacité d'amour créateur. C'est le sens de l'Esprit-Saint. En lui et par lui toute extériorité s'abolit. Le vrai problème est de savoir comment articuler la transcendance éternelle de Dieu et son intériorité en chacun de nous. La solution doit se trouver dans le Moi : il ne peut coïncider avec l'absolu, mais doit toujours être en état de transfiguration insaisissable. Seul l'avènement de la Personne donne sa plénitude à l'intériorité. La meilleure expression de la Trinité, qui est l'union totale des Personnes, c'est le mariage chrétien. L'Esprit qui le fonde et le maintient est un don du Christ, qui n'est pas passion, mais compréhension mutuelle : il n'est pas une loi, mais une grâce. Cette grâce, il faut l'accepter. On peut ne pas lui correspondre. Il arrive que le couple sombre dans le pire échec, devienne une sorte de lieu privilégié de la haine et de la destruction.

Le moindre mal, alors, est la coupure. « Il y a des situations », disait Berdiaev, où le divorce n'est pas un droit mais un devoir. Le christianisme, aujourd'hui, reste trop souvent indéterminé, comme la petite vague d'un océan divin sans visage. Cependant, chez les jeunes surtout, une spiritualité créatrice se dessine. Une nouvelle étape, transfigurante, paraît commencer. Ne tend-elle pas à faire rencontrer les religions et permettre, au moins aux religions juive, chrétienne et musulmane, de retrouver cette inspiration sous-jacente qui les veut que se développent ? Cette « rencontre » est celle du plus profond désir divin. A cette œuvre, l'orthodoxie peut avoir une part capitale. Massignon lui-même disait que le christianisme est l'amour, l'amour la foi et le judaïsme l'espérance.

Le sens du titre, la révolte de l'Esprit, éclaire l'union de l'humanité et de la divinité dans le Christ, constitue le seul espace où la révolte de l'Esprit puisse devenir créatrice. C'est dans un visage humain que Dieu achève de se révéler. C'est dans « l'immobilité mouvement d'amour » de la Trinité que l'homme achève de s'humaniser. Dieu peut tout, sauf contraindre l'homme à l'aimer. Le Christ, combattant au Père dans sa divinité, nous est consubstantiel dans son humanité. L'Esprit maintient en nous une tension amoureuse créatrice. « Tout vient du Père, par le Fils, dans le Saint-Esprit ». Cette formule résume l'idée inspiratrice de ce livre, suivant lequel la foi chrétienne repose moins sur des idées que sur des personnes. Pour l'orthodoxe Olivier Clément, nous avons besoin de l'Esprit pour surmonter sans cesse le mal : la révolte de l'Esprit, en traitant l'histoire, lui donne seule sa signification.

\* La Révolte de l'Esprit, par Olivier Clément (en collaboration avec Stan Rougier, dont les interventions sont imprimées en italique), éd. Stock, 1979, 1 vol. de 461 pages.

### A PROPOS DES TRADUCTIONS DE POPPER

#### La « falsification des mots »

Sans entrer ici le moins du monde dans la discussion sur le rôle, la place et le caractère dépassé ou non de la philosophie des sciences de Karl Popper, je me bornerai à faire une simple remarque de vocabulaire qui touche au problème toujours délicat de la traduction et donc, plus que jamais, du maintien d'un échange de correspondance sur le sujet (voir respectivement le Monde du 24 juillet et du 4 août, nous rappelant que, pour Karl Popper, une connaissance, pour prétendre à être scientifique, doit se présenter sous la forme d'hypothèses « falsifiables », c'est-à-dire susceptibles d'être réfutées (ou au contraire vérifiées) par l'expérience. Bien que, employé dans ce sens, le mot « falsifiable » ait depuis déjà assez longtemps droit de cité dans les ouvrages consacrés à l'épistémologie, tout le monde sent que cet usage résulte d'une véritable, fautive du vocabulaire, car, en français, qu'on le déplace ou non, pour la commodité de l'expression, « falsifiable » ou « falsification » ne peuvent pas être utilisés comme pendants de « vérifiable » ou de « vérification ».

Tant Maurice Duverger, dans son article « L'illusion de la science » (le Monde du 25 juillet), que MM. Jean Léca et Jean-Marie Benoit, dans leur échange de correspondance sur le sujet (voir respectivement le Monde du 24 juillet et du 4 août, nous rappelant que, pour Karl Popper, une connaissance, pour prétendre à être scientifique, doit se présenter sous la forme d'hypothèses « falsifiables », c'est-à-dire susceptibles d'être réfutées (ou au contraire vérifiées) par l'expérience. Bien que, employé dans ce sens, le mot « falsifiable » ait depuis déjà assez longtemps droit de cité dans les ouvrages consacrés à l'épistémologie, tout le monde sent que cet usage résulte d'une véritable, fautive du vocabulaire, car, en français, qu'on le déplace ou non, pour la commodité de l'expression, « falsifiable » ou « falsification » ne peuvent pas être utilisés comme pendants de « vérifiable » ou de « vérification ».

Les traducteurs ont cependant décidé de passer outre, estimant peut-être qu'en disant d'un énoncé qu'il est « falsifiable » on exprime quelque chose de plus qu'en disant plus simplement qu'il est « réfutable » (tant il est facile de se persuader qu'un mot nouveau — ou — à un mot ancien affublé d'un sens nouveau — correspond une

nuance nouvelle de la pensée). Tel n'est cependant pas le vrai principal intérêt. Dans une « note » qu'elle a placée en exergue de l'ouvrage de Karl Popper la connaissance objective, publiée aux Presses universitaires de France, la traductrice, Mlle Catherine Bastyns, écrit : « Que le lecteur ne s'étonne pas, tel, de la disparition d'un des termes-clés du vocabulaire popperien francophone. Il s'agit du verbe « falsifier » et de ses dérivés. Construit sur un des termes de l'opposition vrai/faux, il avait l'avantage de marquer par son étymologie qu'il s'agissait de démontrer la fausseté d'un énoncé, et le désavantage de n'être pas raciné au dictionnaire avec cette signification. » Karl R. Popper a bien voulu retirer la traduction qui suit et m'a signalé qu'il souhaitait que le terme en usage soit remplacé par celui de « réfutable » (et ses dérivés). Il insistait sur ceci, que, si en anglais et en allemand les termes concernés signifiaient à la fois réfuter et admettre, en français, par contre, le verbe « falsifier » n'a que ce dernier sens. Un point intéressant est que, même en anglais, son « falsify » est pour lui synonyme de « refute ».

Nous sommes heureux de pouvoir accéder à la demande de l'auteur et de satisfaire ainsi un souci de clarté qui honore.

Il n'est en effet pas indifférent que ce soit le philosophe germano-anglais qui rappelle qu'on n'a pas besoin de recourir à un langage codé pour le traduire, et que, loin de servir le « rationalisme critique » dont notre auteur se réclame, on le desservirait plutôt en détournant le vocabulaire français de son acception traditionnelle.

PAUL FABRA.

## ALLEZ DE L'AVANT AVEC LE 30° SICOB

De l'équipement de base aux dernières nouveautés techniques, les exposants du monde entier vous proposent toutes les catégories de matériels d'informatique et d'organisation du bureau.

Améliorez votre gestion, maintenez votre expansion, affrontez l'avenir — le Sicob une occasion unique dans l'année de tout voir, de tout comparer pour bien acheter.

— et visitez Sicob Boutique Informatique, où tous peuvent se familiariser avec les multiples applications de l'informatique dans la vie quotidienne.

**SICOB**

Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation du Bureau du 22 au 28 septembre 1979 (fermé le dimanche 23 septembre) CNIT - PARIS LA DEFENSE 9 h 30-18 h

X<sup>e</sup> Convention Informatique : 17-21 septembre X<sup>e</sup> Congrès International de la Micrographie (IMC) : 24-27 septembre CJP, PARIS-PORTE MAILOT

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Farret, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX<sup>e</sup> 1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.



Le Monde

## étranger

## LE COUP DE FORCE EN AFGHANISTAN

Moscou paraît avoir été pris de court

Six ans de lutte pour le pouvoir

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a annoncé, dimanche 16 septembre, sans commentaire, le remplacement de M. Taraki par M. Amin. La Proclamation de lundi reprend le texte sur sa première page sans ajouter la moindre précision. Le texte de Tass fait simplement état de la réunion du comité central du parti démocratique et populaire d'Afghanistan, au cours de laquelle a été examinée « la demande de M. Taraki de ne plus continuer à exercer ses fonctions au sein du parti et de l'Etat en raison de son état de santé ». Le comité central a élu le premier ministre Hafizullah Amin au poste de secrétaire général du parti.

La révolution de palais en Afghanistan a, selon toute vraisemblance, pris de court les Soviétiques. Ils n'auraient pas réservé au début de la semaine dernière, un accueil amical à M. Taraki, s'ils avaient soupçonné que ses jours au pouvoir étaient comptés. Le président déchu, qui restait de la conférence des pays non alignés à La Havane, avait eu droit, le lundi 10 septembre, à un entretien avec M. Brejnev, « dans une atmosphère de cordialité et de compréhension ».

A cette occasion, le chef de l'Etat et du parti soviétique avait — selon le communiqué officiel — « assuré Nur Mohammad Taraki que le peuple soviétique et l'Union soviétique étaient toujours prêts à l'aider dans ses efforts pour la construction d'une patrie nouvelle ».

« Bien que rien n'en transparaît dans la presse, les dirigeants du Kremlin ne peuvent manquer d'être inquiets à propos de la situation en Afghanistan. Non seulement l'armée régulière, puissamment aidée par les Soviétiques, ne parvient pas à mettre au pas les rebelles musulmans, mais, dans la capitale même, les révolutions de palais succèdent aux coups d'Etat manqués. En juillet, les Soviétiques pouvaient encore en rejeter la responsabilité sur les manœuvres de l'impérialisme et les complots fomentés par les milieux afghans réactionnaires à partir de l'étranger. Il leur sera plus difficile cette fois-ci d'employer le même langage et surtout de se convaincre de son sérieux ».

DANIEL VERNET.

M. Hafizullah Amin :

## le véritable « homme fort » de la révolution

Communiste « radical » ? Pro-soviétique ? Le nouveau maître du pouvoir à Kaboul est surtout considéré comme une personnalité ambitieuse, affichant une grande assurance et n'hésitant pas à user de méthodes brutales pour éliminer ses rivaux. En fait, depuis des mois, M. Hafizullah Amin était le véritable « homme fort » du régime né de la révolution d'avril 1978. L'ancien chef de l'Etat et du parti avait pris ombrage de cet ascendant et tenté à plusieurs reprises de réduire l'influence de son puissant lieutenant. Celui-ci avait reçu, au lendemain de la révolution, le poste de vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères. M. Taraki gardait la haute main sur l'Etat et le parti au pouvoir, le Khalq (le peuple), l'une des branches du mouvement communiste. En mars 1979, M. Hafizullah Amin est nommé premier ministre, poste qu'il détient jusqu'à la fin de l'année.

Ces conflits d'influences soulignent déjà la lutte d'influence,

siège de la lutte de pouvoir, entre les deux hommes. C'était un secret de polichinelle à Kaboul que le brillant second attendait son heure et peut-être un signal des Soviétiques pour éliminer le président, à moins qu'il ait voulu les mettre au pied du mur. Les Soviétiques n'ont-ils pas craint, en effet, de ne pas disposer de M. Amin, personnalité énergique et autoritaire, d'un interlocuteur aussi souple que M. Taraki, homme paisible et aux convictions socialistes plus solides que son successeur ? Car si le nouveau chef de l'Etat a milité naguère au sein du Khalq, où il était notamment chargé des relations avec l'armée, il a surtout montré depuis la révolution un remarquable sens de l'opportunisme et de grandes capacités à surmonter les crises qui ont secoué le régime, ce qui lui a permis d'avoir aujourd'hui le dessus sur tous ses adversaires.

Agé de cinquante et un ans, appartenant comme M. Taraki à la petite bourgeoisie urbaine, ancien maître d'école, il a poursuivi des études aux Etats-Unis et a même écrit un mémoire sur le système d'éducation américain. Au cours de son séjour, il a noué des relations amicales avec quelques intellectuels d'origine afghane. Cette formation n'a cependant pas marqué depuis qu'il est au pouvoir ses professions de foi et il a surtout donné l'impression de se décerner de fournir des gages à l'U.R.S.S. — G. V.

## La France expose à ses partenaires

## ses demandes d'« adaptation » du traité d'Euratom

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne commencent, mardi 18 septembre, à Bruxelles, l'examen de la demande française d'adaptation du traité instituant la Communauté atomique (Euratom). C'est une affaire à laquelle le gouvernement attache une grande importance, non seulement en raison de sa portée diplomatique et technique, mais aussi de son retentissement dans la politique intérieure française et plus récemment dans la majorité. La démission de M. Debré des « prétentions insoules de la Cour européenne de justice » d'appliquer littéralement et même abusivement le traité, afin, selon lui, de permettre à la France de réaliser toute politique atomique française, n'a pas été étrangère à la décision du gouvernement de demander, le 24 juillet dernier, l'« adaptation » d'un des traités fondamentaux de la Communauté.

La démarche française ne va pas sans risque. En touchant au fondement de l'édifice communautaire, la France ne va-t-elle pas se heurter à un refus pur et simple de ses partenaires ou susciter chez ceux-ci des exigences contraires aux intérêts français dans d'autres domaines, de par un marchandage général ? A la lumière des conversations exploratoires, le premier risque semble écarté. Les partenaires de la France reconnaissent que le fonctionnement ou le non-fonctionnement de l'Euratom pose un vrai problème à une Communauté qui a proclamé à Strasbourg, en juillet 1965, l'absolue nécessité de développer l'énergie nucléaire.

Le second risque subsiste. Aussi le gouvernement se garde-t-il de demander une révision du traité d'Euratom. Il entend seulement faire jouer le traité lui-même dont l'article 76 prévoit que ses dispositions s'appliquent aux matières fissiles, « peuvent être modifiées » selon certaines modalités. C'est un article dont la rédaction ne manque pas d'ambiguïté. Il dispose qu'au bout de sept ans (révisés depuis 1965) le conseil des ministres « peut confirmer » les dispositions concernant l'approvisionnement, « à défaut de confirmation, poursuit l'article 76, de nouvelles dispositions sont arrêtées » par le conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la commission. Or le conseil n'a ni confirmé ni modifié le traité ; et une pratique s'est instituée en matière d'approvisionnement, fort éloignée de sa lettre et de son esprit.

## La colère de M. Debré

Le traité créait une Agence d'approvisionnement, placée sous le contrôle de la commission, qui disposait d'un droit d'opinion sur les matières fissiles (destinées à l'usage civil seul) produits par les Etats membres et « du droit exclusif » de conclure des contrats sur ces matières et en provenance de l'étranger ou de l'intérieur de la Communauté. Il s'agit, dit le gouvernement français, d'un monopole exorbitant, inspiré par le dirigeant de l'époque (1957), applicable seulement dans une phase expérimentale et qui n'a d'ailleurs jamais été vraiment exercé. En fait, pendant longtemps, la commission (qui tend aujourd'hui à revenir sur cette procédure simplifiée)

Simultanément arrivait à conclusion une négociation pour la fourniture d'uranium par l'Australie à la Communauté. La France tint à préciser dans le texte de cet accord qu'il ne créait pas de précédent susceptible de l'empêcher de conclure elle-même des contrats d'achat d'uranium — précision que ses partenaires lui refusent.

MAURICE DELARUE.

## DIPLOMATIE

## M. GÉRARD SERRE

## AMBASSADEUR AU MALI

Le Journal officiel annonçait, mardi 18 septembre, le nom de M. Gérard Serre comme ambassadeur au Mali, en remplacement de M. Robert Mazeyrie. M. René Chaisnel, ancien ambassadeur à la Trinité et Tobago en juillet (Le Monde des 22 et 23 juillet), voit, d'autre part, ses attributions étendues à Grenade et à Sainte-Lucie.

En 1984, M. Serre est ancien élève de l'Ecole nationale des hautes études. Intégré en 1938 aux affaires étrangères, il a été en poste à Ouagadougou (1960-1961), Abidjan (1962-1967). Après un retour à l'administration centrale (1967-1968), il a été en poste à Phnom-Penh (1970-1973), puis consul général à Naples.

## LE CONTROLE INTERNATIONAL DU DESARMEMENT PAR SATELLITES EST « TECHNIQUEMENT RÉALISABLE ».

Genève (Nations unies). — Les experts chargés d'examiner la possibilité de créer une agence internationale de satellites de contrôle pour surveiller l'application des traités de désarmement ont été à la conclusion, vendredi 14 septembre à Genève, que cette agence était techniquement réalisable. Ce résultat a été obtenu à l'issue d'une proposition française. Les experts de onze pays (Italie, France, Suède, Colombie, Tunisie, Roumanie, Argentine, Yougoslavie, Indonésie, Inde et Autriche) ont rédigé un rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale à l'automne.

## LE TIERS-MONDE DEMANDERA LA RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD

Nations unies (New-York). — La Tunisie a présenté, vendredi 14 septembre, un projet de résolution recommandant à l'Assemblée générale des Nations unies d'opérer la relance du dialogue Nord-Sud en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. Le projet recommande à l'Assemblée l'ouverture d'une série de négociations multilatérales fondées sur la coopération économique internationale pour le développement.

MAURICE DELARUE.

## VIETNAM

## M. FRANÇOIS-PONCET CONFIRME LA VOLONTÉ FRANÇAISE DE COOPÉRATION AVEC HANOÏ

« L'intention des autorités françaises est de poursuivre une politique de coopération avec le Vietnam en la situant dans le contexte plus général de l'évolution de l'Asie du Sud-Est », indique M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, dans une réponse — publiée dans le Journal officiel du 15 septembre — à une question de M. Frédéric-Dupont (appartenu R.F.R.). Le ministre ajoute : « Il va sans dire que les besoins manifestes, qui sont ceux du Vietnam comme de tous les pays en voie de développement, ne sauraient en aucune façon justifier de sa part une attitude qui le conduirait à méconnaître ses obligations internationales en ce qui concerne le traitement des réfugiés. Le respect des principes de l'Organisation des Nations unies et des engagements souscrits s'impose à tous les Etats, et la France s'attache à ce respect une importance déterminante pour la poursuite de sa coopération en vue du développement ».

## A TRAVERS LE MONDE

## Angola

LES PRÉSIDENTS EANES PORTUGAL, TOLEBERT (L.R.P.) et ZAMBELO (M.O. ZAMBELO) sont arrivés à Luanda, où ils doivent assister aux obsèques du président Agostinho Neto ce lundi 17 septembre. — (A.F.P.)

## Nicaragua

LE NICARAGUA ET LE VIETNAM ont exprimé dimanche dans un communiqué commun leur volonté de lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste, au lendemain de la visite à Managua de M. Pham Van Dong, premier ministre vietnamien. Les dirigeants nicaraguayens ont fait de leur enthousiasme pour « la victoire des forces éprises de paix mondiale au Vietnam », exprimant leur soutien pour ses efforts en faveur de la paix et de l'indépendance et de la prospérité nationale. Ils déclarent soutenir la décision de Hanoï de s'opposer « à l'impérialisme et à la Chine contre le Laos et aux incursions des forces réactionnaires dans les affaires intérieures du Kampuchéa ». — (A.F.P.)

## R. F. A.

M. KLAUS CROISSANT, condamné en mai à deux ans et demi de prison par le tri-

bunal de grande instance de Stuttgart pour « soutien à une association criminelle », a engagé samedi 15 septembre une procédure d'appel pour tenter de faire lever la mesure d'interdiction dont il avait été frappé dans l'exercice de sa profession d'avocat. — (A.F.P.)

## Union soviétique

VINGT-HUIT PRISONNIERS SONT MORTS D'ETOUFFEMENT le 7 avril 1978 dans un wagon à ris stationné dans une cour de prison, affirme le procureur général Youri Orlov, condamné en 1978 à douze années de détention, dans un nouvel extrait de son étude sur le régime pénitentiaire soviétique. « Mon rapport date du 16 septembre », publié samedi 15 septembre par la Libre Belgique. — (A.F.P.)

## Yémen du Sud

M. KOSSYGUINE A ADEN. — Venant d'Addis-Abeba, où, selon les autorités éthiopiennes, sa visite de six jours a été un « total succès », M. Kossyguine est arrivé le dimanche 16 septembre au Yémen du Sud à la tête d'une délégation de trente-sept membres. Le président du Conseil soviétique a rencontré M. Abdel Fatah Houthi, président de la République. — (A.F.P.)

## Ecole des Attachés de Direction

## Communiqué aux bacheliers :

- Ecole supérieure de gestion, l'EAD ouvre de réels débouchés au sein des différents départements de gestion de l'entreprise.
- Options : Gestion financière - Gestion du personnel - Etude du produit et distribution - Publicité et Relations publiques - Commerce international.
- 3 ans d'études après le baccalauréat.
- (Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'un D.U.T., d'un B.T.S ou d'une licence).
- Rentrée : lundi 15 octobre.

E.A.D. Enseignement supérieur privé  
15, rue Soufflot - 75240 PARIS - CEDEX 05 - Tél. : 329-57-50.  
Demandez notre documentation

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Niveau d'études \_\_\_\_\_

## Ite de l'esprit

de JEAN LACROIX

Le monde est un vaste champ de bataille. Les hommes s'y affrontent, se battent, se tuent. Les uns pour le pouvoir, les autres pour la liberté, les autres encore pour la justice. Mais tous, en fin de compte, ils se battent pour la même chose : la survie. La survie de leur race, de leur nation, de leur civilisation. Et c'est là, dans cette lutte incessante, que se joue le destin de l'humanité.

La civilisation est une construction humaine. Elle est fragile, elle est éphémère. Elle peut être détruite par la guerre, par la famine, par la peste. Mais elle peut aussi être reconstruite, elle peut être renforcée. C'est à nous, hommes, de décider si nous voulons la laisser tomber ou si nous voulons la défendre. Car c'est elle, la civilisation, qui est le fruit de notre intelligence, de notre créativité, de notre capacité à nous dépasser.

La civilisation est une œuvre d'art. Elle est le reflet de notre âme, de nos aspirations, de nos rêves. Elle est le témoignage de notre humanité. Et c'est pourquoi, elle doit être protégée, elle doit être défendue. Car si elle disparaît, si elle est détruite, alors nous serons réduits à l'état de bestes, à l'état de brutes. Et c'est là, dans ce retour à l'état de nature, que réside le véritable danger pour l'humanité.

La civilisation est une lumière. Elle est la lumière qui guide notre chemin, la lumière qui nous permet de voir au-delà de nos intérêts immédiats, la lumière qui nous permet de nous unir, de nous comprendre, de nous aimer. Et c'est pourquoi, elle doit être allumée, elle doit être entretenue. Car c'est elle, la civilisation, qui est le véritable espoir de l'humanité.



# AFRIQUE

La visite du premier ministre mauritanien à Paris

## Le lieutenant-colonel Mohamed Ould Heydalla souhaite un soutien plus net de la France

Le premier ministre mauritanien, le lieutenant-colonel Mohamed Ould Heydalla, était attendu en France ce lundi 17 septembre pour une visite officielle de trois jours. Il doit s'entretenir avec M. Giscard d'Estaing qui le recevra à déjeuner mercredi. Le Front Polisario a annoncé à Alger avoir fait plusieurs centaines de morts et de prisonniers lors d'une embuscade dimanche, près de Zag, dans le Sud marocain. Rabat affirme, de son côté, avoir infligé de lourdes pertes aux Sahraouis lors d'une attaque jeudi contre Lamased. Des journalistes ennuyés sur les lieux pas les guérilleros ont déclaré, à leur retour à Alger, avoir dénombré cinquante et un blindés marocains détruits ou abandonnés au cours de la bataille de Leboustrat, le 24 août. Enfin, M. Yasser Arafat, qui se trouve actuellement au Maroc après une visite en Algérie, tenterait une médiation entre les deux pays.

Le colonel Mohamed Ould Heydalla entend, selon ses collaborateurs, exposer à ses interlocuteurs français la façon dont il conçoit la coopération bilatérale entre les deux pays. Les deux principaux points, à ses yeux, une « déstabilisation » du régime, et la « partition » du territoire.

Le premier ministre mauritanien souhaite se maintenir à égale distance de Rabat et d'Alger, et entretenir de bons rapports avec les deux capitales. Or, expliquent certains de ses collaborateurs, dès que Nouakchott a signé la paix avec le Front Polisario, le Maroc a cherché à abattre le régime, d'abord en retardant le retrait — aujourd'hui achevé — de ses troupes stationnées en Mauritanie, puis en tentant de susciter un « contre-pouvoir » dans le pays et en constituant son propre territoire d'un front d'opposition armé par un transfuge, le lieutenant-colonel Abdel Kader.

Le nouvel « homme fort » mauritanien attirera, en outre, l'attention du président Giscard d'Estaing sur les « manœuvres » de divers protagonistes visant à faire éclater la Mauritanie. Ses proches rappellent que le président Senghor, qui soutient les thèses marocaines dans le conflit

PAUL BALTA.

Tunisie

## Le président Bourguiba entend rappeler qu'il est seul maître du jeu

De notre correspondant

Tunis. — Le remplacement de M. Abdallah Farhat à la direction du ministère de la défense nationale (Le Monde du 14 septembre) continue d'attirer toutes les conversations. Favorisées par l'absence de tout commentaire autorisé et la discrétion absolue des organes d'information, les rumeurs les plus fantaisistes vont bon train. Si l'annonce, samedi 15 septembre, à Alger, par M. Brahim Toubal (1) qu'un « coup d'Etat militaire » venait d'être déjoué n'a été prise au sérieux par personne, il n'en demeure pas moins que la vie politique tunisienne paraît connaître actuellement quelques remous.

Selon plusieurs sources tunisiennes et diplomatiques dignes de foi, le départ de M. Farhat de la direction des armées serait directement en rapport avec la tenue du dixième congrès du parti socialiste destourien (Le Monde du 14 septembre). Le président Bourguiba n'aurait pas approuvé la façon dont M. Farhat, en tant que trésorier du bureau politique, a organisé ces assises et les débats. Il lui reprocherait principalement d'avoir fait appel à ses collaborateurs de la défense nationale pour l'assister.

Le président aurait également émis de sérieuses réserves sur le déroulement des élections au comité central du parti, dont il a implicitement mis en cause la régularité, en déplorant publiquement que certains gouverneurs (préfets) aient donné des directives de vote aux congressistes. En portant aux premiers rangs du comité central des « technocrates » siégeant pour la plupart au gouvernement, mais n'ayant jamais été mêlés de près à la vie du parti, au détriment de certains « politiques » et brillants, quelques-uns proches du palais de Carthage, comme M. Mohamed Sayal, directeur du bureau politique, le congrès allait incontestablement à l'encontre des vœux de M. Bourguiba : il consacrait la victoire d'une tendance et compromettait un équilibre que le chef de l'Etat s'est de tout temps efforcé de maintenir.

Michel Deuré.

Zimbabwe-Rhodésie

## Durcissement des positions à la conférence constitutionnelle de Londres

De notre correspondant

Londres. — L'avenir de la conférence constitutionnelle sur le Zimbabwe-Rhodésie, qui reprend ses travaux ce lundi 17 septembre à Lancaster-House, se jouera cette semaine. Tel est l'avis des milieux officiels britanniques à la lumière des déclarations faites au cours du week-end par les dirigeants africains des deux camps. On estime ici qu'elles ont sensiblement réduit les chances de concilier des points de vue radicalement opposés.

Ainsi, dans un message enregistré à Londres pour l'opinion de Salisbury, l'évêque Muzorewa a remis en question l'accord sur l'ordre du jour laborieusement négocié la semaine passée. « Nous ne discuterons pas des problèmes concernant les forces de sécurité, notre armée et notre police », a-t-il dit, car aucun pays ne pourrait accepter le démantèlement de son dispositif de sécurité et des forces assurant le maintien de l'ordre. Le chef du gouvernement de Salisbury va ainsi plus loin dans les réserves qu'il avait déjà exprimées sur la décision prise, la semaine passée, de lier étroitement le débat constitutionnel, la discussion sur un cessez-le-feu éventuel et l'organisation de la période transitoire.

D'autre part, l'évêque a critiqué le président Nyerere de Tanzanie et les autres chefs de gouvernement « de première ligne », qui, « poussés par l'ambition, n'arrivent pas à s'entendre sur l'homme qu'ils veulent imposer au peuple du Zimbabwe ». Après cette diatribe, les Britanniques craignent qu'une fois achevée la discussion constitutionnelle, et même avant, l'évêque ne mette à exécution sa menace de quitter Londres, ce qui les placerait dans une situation difficile.

Du côté du Front patriotique, le ton se durcit également. Dans une interview à la B.B.C., M. Mugabe,

dirigeant de la ZANU, a déclaré que le Front patriotique ne négocierait pas avec l'évêque Muzorewa, mais avec les Britanniques. La conférence, a-t-il ajouté, devrait continuer avec les Britanniques même si l'évêque s'en va.

Les Britanniques espèrent encore faire accepter leur projet de Constitution comme base de discussion, mais la situation se complique du fait d'un durcissement de la position des Blancs. L'évêque Muzorewa ayant insisté sur le fait qu'il était prêt à abandonner les clauses de sauvegarde prévues pour la minorité blanche dans la Constitution actuelle, M. Smith, ancien chef du gouvernement des colonies, a déclaré qu'elles étaient « essentielles » à la protection des Blancs et que ce pouvoir de blocage assurait aux députés de la minorité représentée la meilleure des garanties.

De leur côté, les dirigeants du Front patriotique ont confirmé leur refus d'accepter des dispositions spéciales en faveur de la minorité blanche. Toutefois, M. Nkomo a admis que si les Britanniques insistent pour « introduire le racisme » dans la Constitution, le Front patriotique accepterait finalement que la minorité blanche dispose de sièges « réservés » au Parlement, mais sans qu'elle obtienne un pouvoir de blocage. Apparemment, les dirigeants du Front patriotique entendent faire un effort de modération pour mieux mettre en évidence l'« intransigeance » de l'évêque Muzorewa et isoler des Britanniques.

HENRI PIERRE.

● Vingt-neuf personnes, dont trois femmes, ont été tuées au Zimbabwe-Rhodésie au cours des dernières quarante-huit heures, a annoncé samedi 15 septembre à Salisbury un communiqué militaire. — (A.F.P.)

## Un nationaliste soucieux d'efficacité

Le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Heydalla, premier ministre mauritanien, est le troisième officier appelé à diriger son pays depuis le renversement du président Moktar Ould Daddah, le 10 juillet 1978. Il a, en effet, succédé au lieutenant-général Ould Bouceif — tué dans un accident d'avion le 27 mai dernier, — qui avait lui-même supplanté, le 6 avril, au cours d'une révolution de palais, le président Ould Salek. Celui-ci s'est définitivement effacé en démissionnant de ses fonctions, le 3 juin.

Certains considèrent le lieutenant-colonel Ould Heydalla comme un « progressiste », mais ses proches préfèrent le présenter comme « un nationaliste sérieux et efficace, soucieux avant tout de défendre la souveraineté et les intérêts de son pays ». « Il représente, disent-ils, les forces nationales et les forces de paix qui entendent assurer la survie de la Mauritanie plutôt que de se lancer dans de vaines querelles idéologiques. »

Né en 1940, originaire de Bir-Zerem, au Sahara occidental, il appartient à une tribu Rguibat. Après avoir fait ses études secondaires à Rosso, il embrasse la carrière militaire et est un des très rares officiers de carrière mauritaniens à être passé par Saint-Cyr. Particulièrement sensible, de par ses origines, au problème sahraoui, il organise, avec une poignée de militaires et de civils, le renversement de Moktar Ould Daddah, pour « mettre fin à une guerre ruineuse et fratricide ». « Il devient alors chef de l'Etat-major, et son influence ne cesse de s'affirmer. C'est lui qui, le 20 mars, avait fait écarter le ministre de l'Intérieur, le commandant Jiddou Ould Salek, trop favorable à la R.A.S.D., et qui avait imposé ensuite le lieutenant-colonel Bouceif, tout en attribuant le ministère de la Défense. Le 31 mai, le comité militaire de salut national le nomme premier vice-président et premier ministre, avant de porter à la tête de l'Etat, avec des pouvoirs restreints, le lieutenant-colonel Mohamed Mahmoud Ould Ahmed Louly.

Fin, visage émacié, regard perçant, petite barbe noire, le premier ministre passe pour un homme à poigne qui a le sens de l'efficacité. Ses trois principales préoccupations sont de maintenir la cohésion du peuple mauritanien, de mettre en place une administration sérieuse, active et honnête, et d'assurer le redressement économique par une politique d'austérité, l'accroissement de la productivité, la limitation du gaspillage et la récupération des impôts dus par les sociétés. — P. B.

Centrafrique

## Une nouvelle vague de répression

(Suite de la première page.) Depuis plusieurs mois, bien des hauts fonctionnaires de l'administration civile ne cachent plus leur hostilité au régime, mais l'élément nouveau est peut-être qu'une partie de l'armée a aussi cessé de croire que l'empereur pourra se maintenir longtemps au pouvoir.

Le 9 septembre, deux officiers supérieurs de la garde impériale ont atterri à Bérou, au nord du Congo, à bord d'un avion de la « cour » de Bérengé, et ont obtenu l'asile.

Autre fait nouveau : le président Mobutu, qui avait jusqu'ici soutenu Bokassa I<sup>er</sup>, prend visiblement ses distances. Des étudiants, des professeurs et leurs familles fuient la répression en passant au Zaïre sur des pirogues. La police du président Mobutu les laisse fuir et ne les livre pas à l'empereur, malgré les demandes de celui-ci.

Il est, en apparence, surprenant qu'un chef d'Etat, condamné d'une façon sans précédent par des juristes mandatés par les dirigeants des pays voisins, retranché dans un palais éloigné de sa capitale, puisse se maintenir au pouvoir. En fait, la population, traumatisée par la répression de janvier, s'est réfugiée dans un attentisme d'autant plus prudent

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« Je n'ai pas toujours le choix de ma destination, mais, Dieu merci, je peux choisir ma compagnie aérienne. »

Propos authentique d'un passager.



Lufthansa

الخطوط الألمانية

RAN



## AFRIQUE

### Zimbabwe - Rhodésie

#### Le vol de bétail, hantise des fermiers blancs...

L'interminable conflit rhodésien ne met pas au rang des victimes uniquement les hommes et les femmes. Les bêtes, aussi, peuvent être visées.

Sallisbury. — Une odeur nauséabonde envahit la voiture: le long de la route, des cadavres de bœufs et d'ânes gisent sur le bas-côté sur près de 2 kilomètres.

La bœuf est un des principaux revenus de la colonie britannique rebelle. Il figure à la seconde place des exportations après le tabac. Au début de septembre, le gouvernement a dû rationner de 10 % sa consommation à l'intérieur du pays, et les exportations, selon un responsable de l'industrie du bétail qui ne veut pas donner de chiffre, « ont diminué de beaucoup plus ».

Or, on estime que, du fait des vols et des massacres, deux mille animaux disparaissent actuellement chaque semaine. Il s'agit surtout des troupeaux de reproducteurs.

La presse rhodésienne publie les noms d'alarme de représentants des éleveurs qui demandent à ce qu'on stimule la reproduction. Selon M. Dennis Norman, président de l'Union des fermiers commerciaux (C.F.U.), le troupeau national comptait environ six millions de têtes l'an passé: trois dans le secteur des fermiers blancs, trois dans celui des Africains.

« Les Blancs », déclare M. Norman, ont perdu environ deux cent cinquante mille reproducteurs, les Africains plus d'un million, pour des raisons diverses.

M. John Burt, président de la Cold Storage Commission, qui contrôle les exportations, et

De notre envoyée spéciale

fermier lui-même, estime ces chiffres en dessous de la réalité: chez les Blancs, ainsi que chez les Noirs, dont les troupeaux sont, en outre, décimés par les maladies.

Six mille cinq cents centres sanitaires sur les huit mille existants ont dû être fermés à cause de la grippe, empêchant les troupeaux des Africains de recevoir leur douche hebdomadaire d'immunisation contre les tiques, mortelles dans cette partie du monde.

M. Burt est à présent à même de témoigner personnellement de l'étendue du problème chez les fermiers blancs. Alors qu'il avait été jusqu'à présent épargné, trente de ses vaches venaient de lui être volées la veille de notre visite.

Lorsqu'on arrive chez lui, c'est un garde africain muni d'une carabine qui ouvre la grille. Les granges, la porcherie, les étables, sont entourées de barbelés, de même que la propriété. Il y a des chiens un peu partout.

Bientôt, un couple nous rejoint: M. et Mme Kay, des Écossais installés en Rhodésie depuis plus de trente-cinq ans. Leur ferme se trouve à une trentaine de kilomètres plus loin, à l'intérieur des terres. Elle borde deux tristes lacs, des réserves africaines.

Chaque soir, ils se demandent combien d'animaux auront disparu au lever du soleil. Ils ont déjà perdu six cents têtes sur mille huit cents. « La mois dernière », raconte M. Kay, nous avons été prévenus que des voleurs avaient enlevé vingt-huit vaches. On leur a tendu une

embuscade sur leur route. Il y avait avec eux quatre terroristes armés. On a réussi à capturer un des voleurs. On l'a remis à la justice, mais, comme il a déclaré qu'il avait été forcé d'agir par les terroristes, il a été acquitté.

Beaucoup de fermiers n'hésitent pas à réclamer la peine de mort et même à tuer sur place les voleurs. Le ministre du maintien de l'ordre, M. Francis Zindoga, leur a donné le feu vert à cet égard.

« Que voulez-vous qu'on fasse, on ne peut pas valser jour et nuit », s'exclame M. Burt. Et puis, il y a l'armée... Régulièrement nos fils doivent participer à des opérations. On est venu chercher le mien à 4 heures ce matin.

Les plus touchés sont les grands ranches. Ils disparaissent les premiers. Lorsque l'éleveur pratique également l'agriculture, ses chances de succès sont plus grandes, et c'est probablement ce qui relève le moral de nos interlocuteurs. Tous deux produisent notamment du tabac.

M. Burt et son fils ont entrepris une rénovation de leur ferme pour traiter les faibles de tabac, et signe de leur confiance en l'avenir, y investissent quelque 30 000 dollars rhodésiens (près de 200 000 francs). Ils espèrent rentrer rapidement dans leurs frais. Lorsque nous avons rencontré M. Burt, il se déclarait confiant dans les résultats de la conférence de Londres.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

INSTITUT TECHNIQUE DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

**i.c.d. recrute**

PROMOTION 79/81

50 étudiants (es) 18 ans

niveau BAC

Motivés par:

une carrière active

rémunératrice

offrant des emplois

après 2 ans d'étude

en alternance:

(cours + stages en entreprises)

2 options proposées:

- Grandes surfaces.

- Magasins indépendants spécialisés.

Enseignement réalisé en liaison étroite

avec les milieux professionnels

de la Distribution

Ecrire ou téléphoner à MAX MAYETTE

I.C.D. 11 rue Viette 75017 PARIS

TEL.: 766.23.90

**"Belle..."**

et tellement méchante!

"aussi drôle que

sophistiqué"

Michael Stewart Roman

Mit Collection "11" comme l'ennemi

INROUVRABLE

chaîne Hi-Fi

**SONY**

**2450F**

• Ampli Sony TA 212 2x15 W din

• Platine Sony PST 20 auto direct

• 2 enceintes Sony SS 1050

Et la qualité Sony

Garantie totale 1 an - Crédit

CETEL - Expédition franco

**SONO CLUB**

**TOPERA**

16 rue La Fayette - Paris 9<sup>e</sup>

246.19.95

**Si vous êtes né entre le 23 août-22 septembre**

Le **Grand Livre de la Vierge**

Chez votre libraire ou chez **Tchou**  
2 rue du Pont-Neuf  
75001 Tel. 233.61.18

**Portakabin**  
Locaux professionnels instantanés



Les unités mobiles Portakabin vous procurent tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles installations. Ce sont des constructions robustes, entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées prêtes à l'emploi.

**Achetez ou louez.** Pour plus d'informations, appelez François Martin au (16.20) 96.04.00, ou notre Agence Région Paris au 794.48.44. Ou encore postez ce coupon-réponse à PORTAKABIN (2FG), 59175 TEMPLEMARS. Tél. 160322

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_

toujours  
ma  
n,  
merci,  
noisir  
gnie

**Quand on sait équiper une ville, on sait équiper tout le monde.**

**RANK XEROX**

**OPÉRATION MIMIZAN**

Equiper une ville, c'est ce que fait Rank Xerox avec "Opération Mimizan". Mimizan, c'est une petite ville du Sud-Ouest de 7 672 habitants. Une petite ville qui représente par sa taille, par sa vie, par ses habitants, l'ensemble des petites villes de France. Elle a ses traditions: les courses de vachette, les échassiers ou la chistera, et comme toutes les villes de France, ses centres d'activité, tels qu'une mairie, des écoles, des commerces, des P.M.E.

Pendant plusieurs mois, pendant toute la durée de "Opération Mimizan", ces centres d'activité sont équipés de matériel Rank Xerox. Ainsi, les machines à écrire à mémoire, les télécopieurs, les photocopieurs de Rank Xerox aident les Mimizanais à mieux diffuser l'information, à mieux la recevoir, à tous les niveaux et à tous les moments de la vie quotidienne.

**La nouvelle gazette de Mimizan.** Une nouvelle gazette, ça faisait longtemps qu'on en parlait. Maintenant, grâce à la Xerox 9400, on l'a; elle s'appelle la "Gazette de Mimizan".

Dans le prochain numéro, par exemple, il y a environ dix rubriques. Le troisième âge s'est octroyé un recto-verso complet.

Monsieur Bourden a donné le programme culturel et artistique et notre poète, Luc Bernay, nous a offert une superbe chanson.

Et comme la Xerox 9400 tire 7200 copies à l'heure, recto verso, et le tout trié, s'il vous plaît, tout Mimizan est vite informé.

**Marguerite dit tout.** Chez Félix Plantier & Cie, où Marguerite a été placée, on est très content d'elle. Marguerite ou la Xerox 850 dialogue avec la secrétaire qui peut changer, enlever, ajouter ou remettre en page les textes ou parties de textes qu'elle veut.

Avec son nouvel écran, Marguerite est capable de visualiser à tout moment l'une au choix des 140 pages qu'elle a en mémoire: des trames de circulaires ou de courriers, des bases de tableaux à remplir en fonction de l'évolution des éléments en compte, etc.

**Les bergers aussi grands que nature.** Chez nous, s'il y a une chose dont on est fier, c'est bien de nos bergers montés sur leurs échasses. On les a reproduits en plusieurs exemplaires avec la Xerox 3450. Elle tire en grand format; c'est l'idéal pour eux: un format 29,7 x 43, ça leur permet de montrer leurs échasses en entier sans perdre le bétail!

En plus, la Xerox 3450 sait faire des tas d'autres choses qui nous sont utiles à l'Office du Tourisme: elle sait réduire et trier.

**Le copieur de la Classe.** C'est la révolution à l'Ecole des Garçons de Mimizan. Grâce à la Xerox 2600, ils peuvent copier et faire connaître à toute la ville une étude sur l'environnement naturel de Mimizan. On n'a pas fini d'entendre parler du copieur de la classe!

**La mascotte du XV de Mimizan.** La dernière mascotte du XV de Mimizan, c'est la Xerox 2300. Elle tire tous les plans de jeu et les programmes des matches.

Avec ses mensurations: 80 cm x 30 cm x 60 cm, elle se faufile partout. Du coup, elle est devenue notre mascotte.

**RANK XEROX**

Tout ce matériel, vous pouvez l'essayer au SICOB, Venez nous voir, nous parlerons de chistera, d'échasses, et... de nos nouveaux équipements.



# PROCHE-ORIENT

## La reconnaissance d'Israël dépendra de la création d'un État palestinien

déclare un dirigeant de l'O.L.P.

Arrivé dans la matinée du dimanche 17 septembre au Maroc, M. Yasser Arafat a été reçu le même jour par le roi Hassan II à Marrakech (Marrakech-Atlas). Selon le bureau de l'O.L.P. à Rabat, l'entretien a porté non seulement sur la situation au Proche-Orient et les tensions au Liban, mais aussi sur le problème du Sahara occidental. Le président de l'O.L.P. avait été reçu samedi par le président algérien, M. Chadli Bendjedid, des son arrivée à Alger. Il venait de Madrid, où il avait fait une visite officielle de quarante-huit heures.

Interrogé sur les conditions qui permettraient à l'O.L.P. de reconnaître Israël, M. Arafat a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il souhaitait que l'on parle du sort des Palestiniens avant de se préoccuper de celui d'Israël.

Répondant à une question arabe, M. Arafat a déclaré, sous le pseudonyme de « M. Arafat », qu'il était prêt à reconnaître Israël, mais qu'il fallait d'abord que les Palestiniens aient obtenu leur droit de s'opposer.

● **Libérations en Égypte.** — La Cour suprême de sûreté de l'État a décidé, le dimanche 16 septembre, la mise en liberté de trente-huit personnes accusées d'activités subversives au sein du parti communiste égyptien clandestin et détenues depuis le 18 août. Néanmoins, la décision de la Cour n'aura été exécutée qu'après un délai de quinze jours au cours duquel le chef de l'État a le droit de s'y opposer.



### FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

200.000 F

**Prêt-à-porter de style.** — Une importante entreprise de prêt-à-porter féminin, qui a acquis une excellente notoriété en France et à l'étranger, recherche un cadre de haut niveau susceptible d'évoluer à terme vers un poste complet de Direction Générale. En relation étroite avec le Président-Directeur Général qu'il assistera dans l'administration de la société, l'intervient notamment pour l'organisation et la coordination des activités de production (conception, approvisionnement, fabrication, expédition...), supervisera les services comptables et administratifs et sera chargé à part entière de la politique humaine et sociale de l'entreprise (250 personnes). Il se verra confier progressivement des responsabilités concernant la politique et la gestion commerciale et participera aux négociations avec la clientèle française et internationale. Ce poste s'adresse à un candidat de tout premier plan, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure et possédant une large expérience du management et de sérieux atouts pour la négociation commerciale. Ce poste est basé dans une grande ville de province. La rémunération de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera liée à l'expérience et à la valeur du candidat. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Écrire à P. POUQUET à Paris.

Ref. A/2812BM

### RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES

140.000 F

**Région Nord.** — Une société industrielle française appartenant au secteur de la métallurgie, ouverte à l'exportation et résolument décidée à élargir sa politique sociale, recherche pour son usine (1.000 personnes), située dans le Nord de la France, son Responsable des Relations Sociales. Rendant compte au Directeur de l'Usine et en très étroite liaison avec le secrétaire général de la société, il aura à étudier, proposer et mettre en œuvre toutes dispositions susceptibles d'améliorer et de dynamiser les activités humaines et sociales de cette unité de production. Outre l'animation d'une équipe de 25 personnes en charge de la gestion et de l'administration du personnel, il jouera un rôle permanent de conseil auprès des responsables opérationnels afin de faciliter toutes les actions de formation, d'information ou de concertation au sein de leurs services. Ce poste se peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion et ayant complété sa formation sur le plan juridique. Il devra justifier d'une expérience d'environ 5 ans, acquise à un poste similaire couvrant tous les aspects de la gestion du personnel, notamment l'amélioration des conditions de travail, au sein d'une importante unité de production. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction du niveau de compétence. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

Ref. A/2789BM

### MÉDECIN ÉTUDES CLINIQUES

Sud-Ouest

**Industrie Pharmaceutique.** — Une société française largement implantée en Europe et dont les spécialités pharmaceutiques ont acquis un rayonnement mondial, recherche un Médecin chargé des études cliniques. Rendant compte au Directeur de la Recherche, il travaillera en très étroite liaison avec les différents unités de recherche responsables de la mise au point des nouvelles molécules. Il se verra progressivement confier les essais thérapeutiques (de la phase I à la phase IV) sur des molécules souvent prises à un stade précoce de développement. Ce poste conviendrait à un jeune médecin, âgé d'au moins 28 ans et possédant de grandes qualités humaines ainsi que des facilités sur le plan rédactionnel. Un complément de formation en statistiques, pharmacocinétique ou pharmacologie serait très souhaitable. Il devra enfin justifier d'une première expérience réussie d'un an ou deux dans le domaine des études cliniques et de leur méthodologie, acquise en laboratoire. La rémunération annuelle de départ sera fonction du niveau de compétence. Ce poste, évolutif pour un candidat de valeur est à pourvoir dans une ville universitaire du Sud-Ouest de la France. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

Ref. A/2832M

### RELATIONS INDUSTRIELLES

100.000 F

**Adjoint au Chef du Personnel.** — Une société performante appartenant à un puissant groupe multinational, recherche pour son usine du Nord, un Adjoint à son Chef du Personnel. Secondant ce dernier dans tous les aspects de sa mission, il sera plus spécialement chargé des relations industrielles : liaison permanente avec la direction et les chefs de service, préparation des réunions du comité d'entreprise, participation aux contacts avec les organisations syndicales. Il se verra également confier l'élaboration et l'analyse de statistiques concernant par exemple les salaires, les classifications... Ce poste convient à un candidat âgé de 28 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur possédant de bonnes connaissances en Droit du Travail. Il aura acquis une première expérience de la fonction personnel en milieu industriel, si possible dans une multinationale. La pratique courante de l'anglais, lu, écrit et parlé est indispensable. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 100.000 francs pour un candidat d'acquis le justifie. Ce poste comporte de réelles perspectives d'avenir. Écrire à M. OLARI à Croix.

Ref. A/4457M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30  
19, résidence Flandre - 93170 CROIX - Tél. (01) 72-52-25

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Strasbourg - Zurich

## Israël

### L'ASSASSINAT DE CIVILS LIBANAIS PAR UN OFFICIER

## « L'affaire Pinto » prend les proportions d'un scandale national

De notre correspondant

Le chef d'état-major a mis fin à son silence dimanche soir en faisant publier un communiqué. Mais celui-ci ne porte pas sur le fond du débat. Le général Eytan se contente de déclarer que les propos qu'il avait tenus dans une interview en juillet dernier ont été « mal interprétés ». Il regrette que l'on ait pu penser qu'il défendait la version des faits donnée par l'officier incriminé.

### Un climat passionnel

Le lieutenant Pinto a invoqué des circonstances atténuantes en affirmant avoir agi dans le feu de l'action et dans une réaction d'auto-défense, alors que le tribunal militaire devait juger qu'il y avait eu préméditation. Le général Eytan répondait ainsi à certains soupçons exprimés par l'éditorialiste du journal *Haaretz*. Ce dernier, dans une analyse très sévère, réclame la démission du chef d'état-major en rappelant insidieusement que le général était engagé à préserver la « pureté » des armes israéliennes et avait souvent insisté sur le rôle d'éducation que l'armée devait avoir auprès de la jeunesse du pays.

Comme il l'avait déjà fait deux mois plus tôt, au moment des premières révélations sur cette affaire, M. Uri Avnery, député du Shelli, a une nouvelle fois exigé le départ du chef d'état-major. C'est une lettre adressée au 24 septembre, au nom de tous les membres du Parlement qui a été à l'origine des précisions publiées la semaine dernière. M. Meir Pail, lui aussi député du Shelli, ancien directeur d'une école militaire, a fait savoir qu'il avait eu connaissance récemment d'autres cas troublants. Dans l'un d'eux, un officier supérieur serait im-

pliqué. Antérieurement, M. Pail avait affirmé que le chef d'état-major avait été amené à réduire la peine du lieutenant Pinto parce que ce dernier était l'ami de la fille du général Daniel Matt, coordonnateur du gouvernement militaire de Cisjordanie.

Le président par intérim du groupe parlementaire travailliste, M. Uri Baran, a déclaré que le général Eytan devait rendre publics tous les détails concernant le dossier du lieutenant Pinto. Le président de la commission parlementaire du contrôle de l'État a annoncé qu'il détenait une lettre du ministre de la Défense confirmant la plupart des faits révélés par M. Uri Avnery. Malgré leur répugnance à provoquer davantage la gêne du gouvernement, les chefs de file des deux principales formations de la majorité de la Knesset, M. Abraham Shalom (Likoud) et M. Yehuda Ben Meir (Parti national religieux), sont convenus qu'un examen « approfondi » de l'affaire devait avoir lieu au plus tôt au sein de la commission des affaires étrangères et de la défense, devant laquelle le chef d'état-major doit faire un rapport de « routine » le 18 septembre.

Par ailleurs, un climat passionnel a déjà commencé de se manifester. Pour faire pièce aux accusations dirigées contre le général Eytan, un mouvement favorable à ce dernier commence à s'organiser. Un comité de soutien composé essentiellement de militaires a été créé, pour rappeler notamment que le général Eytan avait été l'un des héros de la guerre d'octobre 1973. Trois cent cinquante lycéens ont publié une lettre dénonçant la « campagne déchaînée par des groupes extrémistes ». Un député du Likoud a été encore plus loin en accusant M. Avnery d'être « à la solde de l'O.L.P. ».

F. C.

### JERUSALEM AUTORISE L'ACHAT DE TERRES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

(Suite de la première page.)

Le maire de Bethléem, M. Elias Frelj, a déclaré que la décision allait sonner le glas du projet d'autonomie. Il a ajouté que la résistance des Palestiniens à ce projet et aux accords de Camp David se trouverait ainsi renforcée. Le quotidien modéré *Al Quds* déclare que cette décision confirme l'intention d'Israël d'annexer la Cisjordanie et le territoire de Gaza aussitôt que possible.

En Israël, les partisans de la colonisation ne semblent pas contrariés de l'intérêt que représente la mesure prise à leur intention. Ainsi, des militants du Gush Emounim ont déclaré qu'ils ne croyaient pas que les propriétaires arabes des territoires occupés manifesteraient maintenant davantage leur intention de vendre leurs terres. Ils ont fait remarquer qu'autre part, que la saisie de terres risquait « de leur le plus ar moyen » d'étendre la présence juive dans les terres occupées.

D'autre part, le conseil des ministres a refusé de réexaminer deux projets d'implantations nouvelles qui avaient été récemment contestées par le vice-premier ministre, M. Itgal Yadin (le Monde du 11 septembre).

En outre, la Cour suprême a rejeté dimanche la requête présentée par des habitants d'un village arabe proche de Jérusalem contre la création d'une nouvelle colonie, où une douzaine de familles israéliennes se sont installées samedi dernier.

FRANCIS CORNU.

### BIBLIOGRAPHIE

#### « MON PAYS, MA PRISON »

de R. Kawa-Tawil

Le sous-titre, *Une femme de Palestine, raconte un destin marqué par une double mutilation : celle d'une bourgeoise de milieu aisé et cultivé, née à Acre, n'a cessé, en effet, de ressentir avec la même révolte fongueuse la condition de la femme en Palestine, et la situation de son pays natal puis de la Cisjordanie occupée où elle vit aujourd'hui.*

C'est le combat contre ce double asservissement que Raymond Kawa-Tawil décrit dans ce témoignage. Elle raconte avec une sincérité émouvante comment la petite fille traumatisée par l'exil et par le « scandaleux » divorce d'une mère qui déjà bravait les tabous, est devenue, en passant par un mariage de convenances, la personne d'un mariage avec « l'ennemi » dominant de la tablatour aux autorités israéliennes d'occupation et faisant de sa maison de Naplouse, où une assignation à résidence lui donna les loisirs d'écrire, une précieuse escale obligée pour les journalistes étrangers.

Ne prétendant pas à l'analyse politique ou à la révélation de faits inconnus, l'auteur apporte pourtant une contribution capitale à la compréhension de la situation dans ce qui fut la Palestine. Étrangère à tout fanatisme, horrifiée par la violence, elle a de par son éducation avec de jeunes israéliennes, sa connaissance de l'hébreu, ses sympathies dans le camp libéral à Jérusalem, acquis une familiarité avec l'« ennemi » qui lui interdit tout simplisme et lui a d'ailleurs valu de faire souvent scandale parmi les siens. Du même coup, elle donne à l'affrontement entre deux peuples toute sa complexité psychologique et sa véritable dimension humaine. Au-delà de l'arrogance, de la brutalité et du mépris dont elle montre de bouleversants exemples qui marquent, comme toute occupation militaire étrangère, celle de la Cisjordanie, Raymond Kawa-Tawil, Palestinienne totalement fidèle à son peuple, maintient les chances d'un dialogue le jour où il aura retrouvé ses droits. Elle lui cite le père fondateur du sionisme, Theodor Herzl : « Si vous le désirez, de ne sera pas une simple fable. » — P.-J. F.

Éditions du Seuil. Collection « Traversée du siècle », 234 pages.

● **La situation des Arméniens au Liban.** — Mgr Serobé Manoukian, délégué pour l'Europe du Catholicoat des Arméniens et archevêque des Arméniens de Paris, a adressé au président Sarkis un message dans lequel il exprime son « émotion et son indignation » concernant les récentes « agressions » commises contre les Arméniens du Liban. M. Manoukian ajoute : « Au nom de la communauté arménienne, nous vous adressons un pressant appel pour prendre toutes mesures pour la sauvegarde des vies, des biens et des institutions des Arméniens du Liban. »

## Iran

### Le ministère de la défense n'est plus autorisé à recourir à du personnel américain

Le Conseil de la révolution — la plus haute instance de la République iranienne — a pris diverses mesures au cours du week-end qui pourraient avoir, dans l'immédiat, des répercussions. Par un décret adopté le samedi 15 septembre, le Conseil a abrogé une loi qui autorisait le ministère de la défense à employer du personnel militaire américain. Cette décision va à l'encontre des vœux d'un certain nombre d'officiers qui souhaitent reconstituer l'armée avec l'aide des États-Unis.

Passant outre aux protestations du premier ministre, M. Bazargan, le Conseil de la révolution a, d'autre part, adopté dimanche un décret-loi prévoyant une épurée radicale de l'administration iranienne. Ce décret prévoit l'exclusion de l'administration « de tous les fonctionnaires ayant collaboré avec les services policiers de la SAVAK, des incapables et des corruptibles ». En outre, les fonctionnaires en retraite, considérés d'être des « anciens agents de la SAVAK », seront privés de leurs pensions.

Les épurations en cours dans les universités suscitent un profond malaise. Dans la seule université de Téhéran, qui doit ouvrir ses portes le 24 septembre, quelque 175 étudiants et professeurs « corruptibles » ont été expulsés depuis le début de ce mois. Le Conseil de la révolution, qui préside à ces épurations, a décidé, dimanche, que toutes les écoles privées seront désormais placées sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale. La mesure serait appliquée pendant une année à titre d'expérience. Les deux écoles françaises de Téhéran pourraient continuer leur enseignement, mais il leur est interdit d'admettre de nouveaux élèves de nationalité iranienne.

### Les attaques

contre M. Bazargan

De vives polémiques se sont déroulées dimanche à Téhéran, à l'occasion du premier séminaire économique tenu depuis la révolution. En présence de plusieurs membres du gouvernement et de dignitaires du clergé, M. Mehdi Bazargan, répondant à ses détracteurs, s'est élevé contre ceux qui « cherchent à déstabiliser les institutions existantes dans le pays ». Il a notamment dénoncé « les éléments hostiles à la propriété privée ».

Le premier ministre est l'objet depuis quelques jours d'attaques, apparemment concertées, de la part de personnalités qui se réclament de l'imam Khomeiny, et dont certaines exigent sa démission. C'est le cas de M. Abdel Hassan Bani Sadr, membre du Conseil de la révolution,

qui, au cours de ce séminaire économique, a déclaré qu'il fallait « déstabiliser le gouvernement Bazargan, pour le remplacer par une équipe vraiment révolutionnaire ». Il a accusé le ministre Bazargan non seulement d'être incompetent mais de chercher, en fait, à « préserver les structures du régime déchu ». L'ayatollah Beheshti, vice-président de la Constituante et chef du parti républicain islamique, a accusé avec la même véhémence M. Bazargan de ne pas appliquer les décisions prises par le Conseil de la révolution. Tout aussi hostile au gouvernement, l'ayatollah Azari Qomi, procureur général de la révolution à Téhéran, a démissionné dimanche de ses fonctions. Il entendrait ainsi protester contre l'interdiction faite aux parquets et aux tribunaux islamiques de s'ingérer dans les affaires gouvernementales. L'ayatollah Qomi, dans une interview à la presse, a rejeté les qualifications de « réactionnaire » et de « conservateur » lancées par le premier ministre contre certains membres du clergé iranien.

Au Kurdistan, les Peshmargas (guérilleros) paraissent avoir repris leurs opérations contre les forces de l'ordre. En effet, la radio nationale a annoncé, dimanche, que des rebelles kurdes avaient encerclé et attaqué à la grenade samedi soir un poste de miliciens islamiques à Baneh, près de la frontière irakienne. Un milicien a été tué et quatre autres blessés. Selon les autorités, trois autres miliciens ainsi que quatre médecins et infirmières ont été pris en otages la semaine dernière par des membres du parti démocratique kurde ; les trois miliciens auraient été, peu après, décapités.

La procureur de la révolution, dans la province du Sistan-Balouchistan, a pour sa part lancé un cri d'alarme concernant l'agitation qui règne dans cette province. Il affirme que des « foyers » et des « agents de la SAVAK » avaient rejoint l'opposition de gauche pour faire régner l'insécurité sous le couvert d'un « Front de libération du Balouchistan ». Le procureur de la révolution exige du gouvernement qu'il s'attaque « une fois pour toutes » au problème de la misère qui règne dans la province. — (A.F.P., U.P.A., Reuters.)

● **Mise au point.** — La Société nationale iranienne des pétroles (NIOC) nous fait savoir que, contrairement à des informations fait l'écho (le Monde du 28 août), aucune grève du personnel ou baisse de la production ne s'est produite dans la province pétrolière du Khuzistan. D'autre part, ajoute le NIOC, l'ayatollah Beheshti s'est rendu dans la province sur la demande de M. Hossein Nazif, président de la société.



## AMÉRIQUES

## El Salvador

## Une fusillade fait trois morts dans la capitale

De notre envoyé spécial

San Salvador. — La commémoration de l'indépendance de l'Amérique centrale (15 septembre 1821) a été l'occasion, dans la capitale du Salvador, d'une fusillade qui a fait au moins trois morts et une vingtaine de blessés.

Encouragés par l'exemple nicaraguayen, des groupes révolutionnaires ont annoncé au mois de septembre « chand ». De leur côté, les autorités militaires ont défilé au plein soleil de l'extrême gauche, à l'occasion des fêtes de l'indépendance.

Une première manifestation organisée, le 12 septembre, par le FAPU (Front d'action populaire) était terminée sans incident, bien que des militants se soient livrés à des actions ostensiblement provocatrices. Consistent de la dégradation de l'image du pays et apparemment de l'indignation d'un dialogue avec l'opposition modérée démocrate chrétienne, le général Romero, chef de l'Etat, avait, semble-t-il,

donné ce jour-là des consignes de modération aux forces de l'ordre.

Le 14 septembre, c'était au tour du Bloc populaire révolutionnaire de convoquer une manifestation dans la capitale. Le BPR, qui avait organisé l'occupation de l'ambassade de France à San Salvador, en mai dernier, est la plus importante organisation révolutionnaire de masse du pays : il revendique trente mille membres (1). La manifestation s'est terminée tragiquement. Alors que les participants, au nombre de deux mille environ, se dispersaient, ils ont essuyé un tir nourri d'armes à feu des forces de sécurité postées sur le toit des bâtiments de la police.

La version officielle fait état d'une « provocation » et la presse a publié la photo d'un « manifestant » tenant un revolver à la main. Quel qu'il en soit, les forces de l'ordre ont ouvert un feu continu de dix minutes sur les manifestants. Des tirs sporadi-

ques ont ensuite été entendus pendant près d'une heure. Dans leur retrait, des militants du BPR se sont attaqués à des véhicules ; ils en ont incendié une dizaine.

En mai dernier deux fusillades, l'une devant la cathédrale et l'autre devant l'ambassade du Venezuela avaient fait officiellement trente-deux morts parmi les manifestants.

De source ecclésiastique, la répression a fait, depuis le début de cette année, près de cinq cents victimes — sans compter plus de cent disparus dont le sort inspire les craintes les plus vives. Les trois mouvements de guérilla d'extrême gauche qui opèrent dans le pays ont, de leur côté, revendiqué l'assassinat de plusieurs dizaines de personnes — hauts fonctionnaires militaires, policiers et hommes d'affaires pour la plupart.

Le samedi 15 septembre, en fin de matinée, un millier de sympathisants du Bloc populaire révolutionnaire, partis de l'église du Rosaire occupée depuis plusieurs semaines par des membres du BPR, ont accompagné jusqu'au cimetière les dépouilles de deux jeunes gens retrouvés assassinés l'avant-veille. L'un d'eux était un enseignant militant du BPR. Depuis l'assassinat, le 23 mai dernier, du ministre de l'éducation, trente maîtres ont péri de mort violente.

Dans son homélie du dimanche 16 septembre, Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, a annoncé que durant la semaine écoulée, vingt personnes avaient été tuées « pour des raisons politiques » au Salvador.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le Salvador compte environ 4,5 millions d'habitants.

## Argentine

## A L'ISSUE D'UNE MISSION D'INFORMATION

## Des sénateurs français souhaitent le retour « à une démocratie authentique et à un Etat de droit »

Buenos-Aires (A.F.P.). — Sept sénateurs français ont exprimé le souhait que « l'Argentine retourne à une démocratie authentique et à un Etat de droit » à l'issue d'une mission d'information accomplie du 8 au 15 septembre dans ce pays.

Le groupe, dirigé par M. Adolphe Chauvin (C.D.S.-Val-d'Oise) était composé de MM. Jacques Braconnier (R.P.R.-Aisne), Jean Méseaud (C.N.R.-Charente), Robert Schwintz (P.R.-Dordogne), Pierre-Christophe Taittinger (R.I.-Paris), Joey Motnet (M.R.G.-Charente-Maritime) et Charles Lederman (P.C.-Val-de-Marne).

Dans une déclaration commune remise dimanche 16 septembre, les sénateurs ont condamné « le terrorisme d'Etat qu'a pratiqué et continue de pratiquer l'Argentine » et ont indiqué qu'ils ont recueilli, à travers les témoignages recueillis, « la profonde malice et la douleur endurées par les Argentins à cause du terrorisme ». A ce sujet, M. Lederman a précisé qu'il « n'est pas possible de confondre le terrorisme de groupes incontrôlés et le terrorisme d'Etat qui régit actuellement en Argentine », opinion à laquelle s'est rallié M. Chauvin, au nom de l'ensemble de la mission.

Les sénateurs ont suggéré au ministre argentin de l'Intérieur de décréter une amnistie. « Une telle initiative, ont-ils précisé, traduirait dans les faits la

volonté du gouvernement argentin de revenir à l'Etat de droit ». Ils ont également demandé que « l'on mette fin à l'impunité des auteurs de disparus » et qu'ils soient également demandés des informations sur les disparus français sans obtenir de réponse précise, de leurs interlocuteurs.

D'autre part, c'est une véritable remise en question de la légitimité du gouvernement militaire qui a entraîné la visite en Argentine de la Commission inter-américaine des droits de l'homme (C.I.D.H.), estimant les observations. Partant de l'analyse de la situation des droits de l'homme, le parti péroniste, principale force électorale argentine, a, pour la première fois depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976, repoussé toute idée de coopération avec le gouvernement militaire.

« Les bénéficiaires de l'actuelle situation sont et seront nos impitoyables adversaires. Et nous soutenons que ceux qui s'opposent au privilège ne pourront le maintenir que par l'usage d'une violence systématique des droits de l'homme », ont affirmé les péronistes devant la C.I.D.H.

Cette prise de position du premier parti argentin a provoqué une onde de choc à Buenos-Aires.

Les péronistes ont ainsi posé le problème de l'existence d'un gouvernement qui, « implanté un terrorisme d'Etat » tandis que « des millions » d'Argentins souffrent de l'azul intérieur, de la répression, du silence et de la faim ». Dans les milieux proches des militaires, on laisse entendre que les partisans d'une ouverture progressive sortiraient affaiblis de cet épisode.

« La mission sénatoriale d'information conduite par M. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste (Val-d'Oise), est arrivée, samedi 15 septembre, au Chili, où elle doit être notamment reçue par plusieurs dirigeants.

## Chili

## A L'HONNEUR

Le Mercurio, influent journal de Santiago du Chili, se félicite de ce que M. Cubillos, ministre des affaires étrangères du général Pinochet, a reçu en France un meilleur accueil que partout ailleurs, au cours de sa tournée diplomatique de la semaine dernière.

La visite discrète de M. Cubillos au Quai d'Orsay aurait pu nous laisser penser le contraire dans la mesure où il avait été reçu par l'escalier de service. Mais il faut croire que les diplomates de Paris et de Santiago ont estimé qu'ils pouvaient se passer de l'escalier d'honneur pour passer les commandes.

BERNARD CHAPUIS.

## Etats-Unis

## M. CARTER A BOUT DE SOUFFLE

Déjà mal parti dans la course à la Maison-Blanche, M. Carter a été contraint à l'abandon aux trois quarts d'un cross de 10 kilomètres en terrain accidenté dont, le dimanche 16 septembre, il avait pris le départ aux côtés de neuf cent quarante concurrents. Le voyant pâle, défilant, presque titubant, son médecin lui ordonna de se retirer d'une compétition visiblement au-dessus des capacités physiques d'un quinquagénaire couvert tout récemment au « jogging ». Mais publicité oblige : « Je ne voulais pas m'arrêter. Je me suis arrêté de force », a dit M. Carter, bien qu'il ait été ramené à la voiture présidentielle soutenu par deux gardes du corps et que, comme dans un roman du dix-neuvième siècle, on lui ait donné des « eies » à respirer.

Pour bien montrer qu'il ne s'agissait pas d'une défaillance, le président a tenu à participer au pique-nique offert à l'arrivée du cross. « Je me sens en pleine forme », a-t-il dit aux coureurs qui avaient terminé l'épreuve. Malheureusement pour lui, l'image que retiendra le grand public de cette performance ratée est celle qu'ont fixée les caméras : un président Carter livide et manifestant à bout de souffle.

## MICRO INFORMATIQUE: LES FRANÇAIS S'INTERROGENT.

## Pour ECET EFI, la micro informatique passe d'abord par l'information.

## SÉMINAIRE MI 1 Porte ouverte sur la micro informatique

Vous êtes sensibilisés par les différentes possibilités d'intégration des microprocesseurs dans votre entreprise.

Vous voulez donc savoir choisir un matériel adapté à vos besoins.

4 jours/3 300 F.

## SÉMINAIRE MI 2 Votre entreprise à l'heure de l'automatisme

Vous avez commencé à vous initier à la micro-informatique.

3 jours/2 800 F.

## SÉMINAIRE MIG 1 Quand la gestion rencontre la micro informatique

Confrontés aux problèmes de PME et PMI, vous recherchez une informatique de gestion à coût réduit et à utilisation simple.

5 jours/4 200 F.

## SÉMINAIRE MIG 2 La micro informatique au « top niveau »

Vous êtes informaticien et vous voulez optimiser vos analyses par une méthode performante dans l'évaluation des programmes.

5 jours/4 200 F.

## SÉMINAIRE MIG 3

16 bits : aujourd'hui la micro informatique de demain

Le 16 bits, c'est la nouvelle génération des microprocesseurs.

3 jours/2 800 F.

## N'hésitez pas à nous téléphoner pour obtenir de plus amples informations sur nos programmes et leurs différentes dates.

(M. Hénard — 544.38.50 — poste 413) -

ECET EFI 544.38.50

Euro Formation Informatique ECET

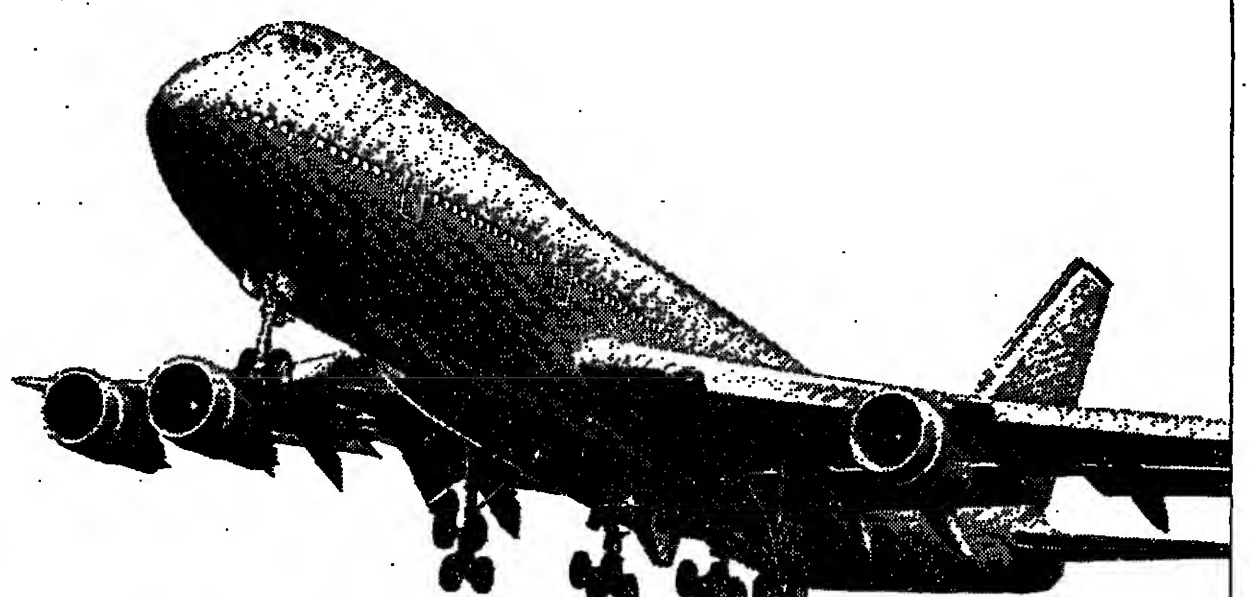
91, rue du Cherche-Midi — 75006 PARIS

Reprise des séminaires le 18 septembre

DOCTEUR... JE VOIS DES MICRO-PROCESSEURS TOUT ROSES!

Micro informatique : Pas de décision sans formation.

• Prix hors taxes valables jusqu'au 31/12/79.



# C'est nous Braniff.

## Nous sommes le seul 747 sans escale pour Boston.

## Nous sommes le seul 747 pour Dallas/Fort Worth, et le seul sans escale.

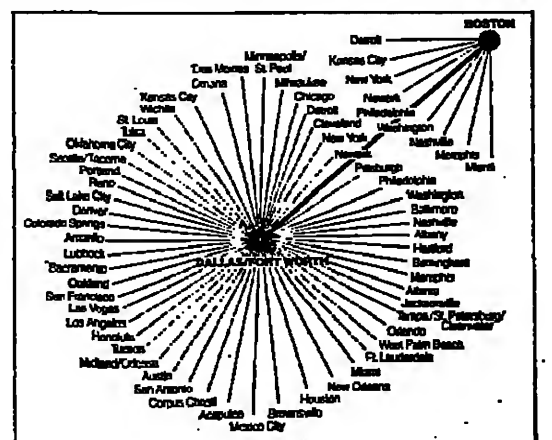
Et nous sommes la seule compagnie aérienne à vous proposer des correspondances vers 57 villes américaines.

De plus, dans ces deux aéroports de Boston et Dallas/Fort Worth, nous vous offrons des correspondances dans la même aéroport entre nos vols transatlantiques et nos vols intérieurs américains.

### Ligne Concorde vers Dallas/Fort Worth.

Cette liaison fonctionne tous les lundi et vendredi. Elle est effectuée en coopération avec Air France, via Washington DC.

Pour toute information ou réservation appelez votre Agent de Voyage ou le (1) 720 42 42.





## EUROPE

## Tchécoslovaquie

## Six des personnes interpellées dans les milieux catholiques sont maintenues en détention

Prague (A.F.P., Reuter). — L'opération de police lancée, lundi 10 septembre, à Prague et dans plusieurs villes de province (le Monde du 15 septembre) contre les milieux catholiques contestataires aurait abouti, selon les dernières informations recueillies dans les milieux proches de la Charta 77, à une quinzaine d'arrestations.

Neuf des personnes interpellées ont été relâchées après un long interrogatoire mais font l'objet de poursuites judiciaires. Il s'agit de MM. Jan Svoboda, signataire de la Charta, Jiri Kaplan, cinquante-cinq ans, du R.P. Josef Zverina, soixante-cinq ans, journaliste de la Charta, tous de Prague; du R.P. Pavel Michal, de Brno (Bohême du Sud); de MM. Emil Tomas, Zdenek Spacek et de son père, de M. Radomir Malý et de Mme Dagmar Klavova, signataires de la Charta, tous de Brno.

Six autres, MM. Josef Adamek, soixante-cinq ans, ancien imprimeur (beau-père de M. Tomas), Miroslav Ruzick, Josef Brtník, resté à Brno, le R.P. František Liska, trente-cinq ans, journaliste de la Charta, M. Kromholz et son fils, d'Olomouc (Moravie) ont en revanche été maintenus en détention. On est

sans nouvelles du R.P. Barta, de Liberec (Bohême du Nord).

On confirme dans les milieux proches de la Charta, que cette opération de police aurait pour but de trouver les animateurs des publications religieuses clandestines diffusées dans le pays.

Trois étudiants de Prague, MM. Bednar, Froustier et Ragan, auxquels on reprocherait leur participation à des réunions philosophiques interdites, ont, d'autre part, été arrêtés mardi 11 septembre. Jeudi, une signataire de la Charta, Mme Vera Vranova, a été violemment battue par deux inconnus alors qu'elle sortait de chez Mme Tomášová, l'un des porte-parole du mouvement.

Deux citoyens tchécoslovaques ont enfin adressé une lettre à la Croix-Rouge internationale pour lui demander d'intervenir en faveur de M. Petr Cibulka, vingt-neuf ans, signataire de la Charta, condamné en octobre à deux ans de prison pour avoir distribué le texte du manifeste et organisé des concerts illégaux. M. Cibulka observe actuellement une grève de la faim pour protester contre les sévices qui lui sont infligés par ses codétenus. C'est la deuxième grève qu'il observe pour le même motif : il a perdu 27 kilos et a été placé pour trente jours en régime de « détention sévère ».

## R.D.A.

## BALLON NON CAPTIF

Deux familles est-allemandes ont réuni, dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16 septembre, à s'échapper de la République démocratique allemande et à gagner l'Allemagne fédérale en montgolfière. Deux pères de famille avaient construit le ballon à air chaud, à bord duquel huit personnes avaient pris place, et qui a pu atteindre la Bavière.

C'est probablement l'évasion la plus spectaculaire de ressortissants est-allemands depuis l'édification de la frontière interallemande entre les deux Allemagnes, frontière que ses très importants ouvrages de défense rendent, du côté R.D.A., infranchissable par des moyens plus classiques. Mais ce n'est pas la première fois que leur ingéniosité permet à des Allemands de l'Est de passer à l'Ouest.

Le 14 décembre, par exemple, un habitant de Dresde a réussi à s'emparer d'un petit avion et à conduire sa famille en R.F.A. en volant à basse altitude, sans avoir de connaissances aéronautiques. Voilà quatre ans, un étudiant est-allemand avait pu gagner la côte ouest-allemande de la Baltique sans encombre en hissant un pavillon polonais sur le petit volier qu'il avait emprunté. Mais le record appartient sans doute à ce bricoleur de R.D.A., qui, dans les années 50, parvint à traverser l'Elbe à bord d'une sorte de pédalo sous-marin.

## LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN SUÈDE

## Les votes par correspondance peuvent renverser le sens du scrutin légèrement favorable à la gauche

Stockholm. — Comme on pouvait s'y attendre, les élections suédoises du dimanche 16 septembre ont été très disputées et il faudra attendre mercredi, lorsque la totalité des votes par correspondance aura été décomptée, pour connaître les résultats définitifs. Lundi matin, les résultats « officiels provisoires » des trois-vingt-cinq districts donnaient une infime avance de deux mille quatre-vingts voix à la gauche social-démocrate et communiste

sur le bloc des trois partis non socialistes : cent soixante-quinze sièges contre cent soixante-quatre au Riksdag. Il n'est pas exclu que le résultat final soit inversé puisque, parmi les quelque quarante mille électeurs qui ont, selon les estimations, choisi de voter par correspondance samedi et dimanche, il y a de nombreux Suédois résidant à l'étranger qui reportent traditionnellement leurs suffrages aux formations bourgeoises.

## De notre correspondant

suffrages contre 15,8 % il y a trois ans, le parti conservateur devient la première formation du bloc bourgeois. M. Bohman était naturellement satisfait de cette victoire, mais il est resté extrêmement prudent dans ses déclarations. « Nous avons, a-t-il dit, mené ces dernières années, une politique ferme, en repoussant toute tentative de compromis avec la gauche. Les questions que nous avons soulevées au cours de la campagne concernent la vie quotidienne des Suédois et, à la lecture de ces résultats, nous ne pouvons plus décemment être présentés comme des épouvantails de droite puisqu'un électeur sur cinq vote pour nous ».

La gauche regagne du terrain par rapport aux élections de 1976 : peut-être même sera-t-elle majoritaire et pourtant le grand vainqueur des élections de dimanche est bien M. Gösta Bohman, le chef des conservateurs, qui a su exploiter l'inquiétude et le mécontentement croissants des Suédois à l'égard des impôts, de l'éducation nationale et, dans les grandes villes, de l'ordre public. Avec 20,4 % des

M. Ulsten, chef du parti libéral et premier ministre, était lui aussi très déçu des résultats. Il ne cachait pas qu'il s'attendait à un meilleur score. Avec 10,8 % des libéraux perdent 0,5 % et demeurent les petits derniers de la famille bourgeoise. On voit mal maintenant, quelle que soit l'issue finale du scrutin, comment M. Ulsten pourrait ne pas présenter la démission de son cabinet ministériel.

Les résultats des deux « partis du milieu », qui se présentent comme la seule alternative à la social-démocratie, en Suède, ne sont pas, en fait, étonnants. Car cette fameuse alternative est bien faible. Après s'être disputés continuellement pendant la session parlementaire de printemps, MM. Fälldin et Ulsten ont ébauché une tentative de réconciliation, en présentant à quelques jours du scrutin, les grandes lignes d'une politique économique et fiscale commune. Mais ce document n'a apparemment pas convaincu leurs sympathisants, surpris par leur mésaventure.

Les sociaux-démocrates, prudents également dans leurs commentaires, paraissent satisfaits des résultats obtenus : 43,5 % des suffrages, soit 0,9 % de plus qu'en 1976. Après avoir habilement écarté de la campagne électorale les questions de l'énergie nucléaire et des fonds des salaires, ils ont pu développer des thèmes qui leur sont plus favorables, tels que l'économie et l'emploi. « Le parti sort renforcé de ces élections », a déclaré M. Palme. Les bourgeois n'ont pas atteint leur objectif qui était de briser notre unité. Mais le fait marquant, à mon avis, de ces élections est l'appartenance en Suède d'une droite agressive, comme dans plusieurs autres pays d'Europe, à commencer par l'Angleterre. Le centre et le parti libéral perdent des voix parce qu'ils n'ont pas suffisamment pris leurs distances avec les conservateurs.

Le dirigeant social-démocrate a dit qu'il n'était pas question de collaborer avec l'un des partis bourgeois. Si la gauche l'emporte, — nous le saurons mercredi, — M. Palme formera un gouvernement minoritaire qui bénéficiera de l'appui discret des communistes au Parlement. Les élections de 1979 ressemblent beaucoup à celles de 1973. Il y a six ans les deux blocs avaient fait match nul : cent soixante-quinze mandats pour les sociaux-démocrates et les communistes, cent soixante-quinze également pour les trois partis bourgeois. Mais cette situation ne peut se reproduire puisque, après la réforme de la Constitution, le Riksdag ne compte plus que trois cent quarante-neuf sièges.

ALAIN DESOYE

PARTIS	VOIX (en %)	SIÈGES	
		Nombre	+ ou -
Social-démocrate	43,5 (+ 0,9) (1)	155	(+ 3) (1)
Conservateur	20,4 (+ 4,8)	72	(+ 17)
du Centre	18,2 (- 3,8)	64	(- 22)
Libéral	10,8 (- 0,5)	38	(- 1)
Communiste	5,6 (+ 0,9)	20	(+ 3)
Divers	1,6 (- 0,1)		

(1) Par rapport aux élections de 1976.

## Italie

## Une cinquantaine d'intellectuels s'inquiètent du cours de l'enquête concernant M. Piperno

De notre correspondant

Rome. — Dans un communiqué, une cinquantaine d'intellectuels italiens viennent d'exprimer leurs préoccupations quant à l'arrestation de M. Franco Piperno et de certains militants de l'Autonomie ouvrière. Ce texte porte notamment les signatures des écrivains Alberto Moravia et Leonardo Sciascia, du cinéaste Bernardo Bertolucci, du compositeur Luigi Nono, et du juriste Stefano Rodotà.

Sans se prononcer sur la culpabilité des personnes arrêtées depuis le 7 avril et sans vouloir « entrer dans le débat peut-être mal formulé par certains intellectuels étrangers sur la répression en Italie », les signataires s'inquiètent de la manière dont la justice a procédé. « Les citoyens, écrivent-ils, ont le droit de savoir si la magistrature possède vraiment les preuves qu'elle affirme détenir ou si, une fois de

plus, les autorités et la presse ne disent pas aux citoyens ce qu'elles estiment juste ou véritable mais ce qui sert quelque dessein politique ».

Le communiqué poursuit : « S'il existe des preuves, les inculpés doivent être jugés le plus vite possible (...) sinon, il faut rappeler que les principes constitutionnels qui garantissent la libre expression et la présomption de non-culpabilité de l'inculpé doivent être respectés vis-à-vis de tout citoyen ».

Les signataires affirment s'être publiquement exprimés « pour que l'efficacité de la lutte contre le terrorisme ne serve pas d'alibi à la restriction des libertés et à un affaiblissement progressif de la démocratie, et pour que ne réussisse pas le dessein de ceux qui veulent faire connaître qu'il n'y a vraiment pas d'alternative entre l'arbitraire du pouvoir et le terrorisme ». — R. S.

## ABS ABS ABS

BLOCAGE SYSTEME ANTI-BLOCAGE SYSTEME ANTI-BLOCAGE SY

Le 1<sup>er</sup> Mercedes lance le système qui révolutionne le freinage.

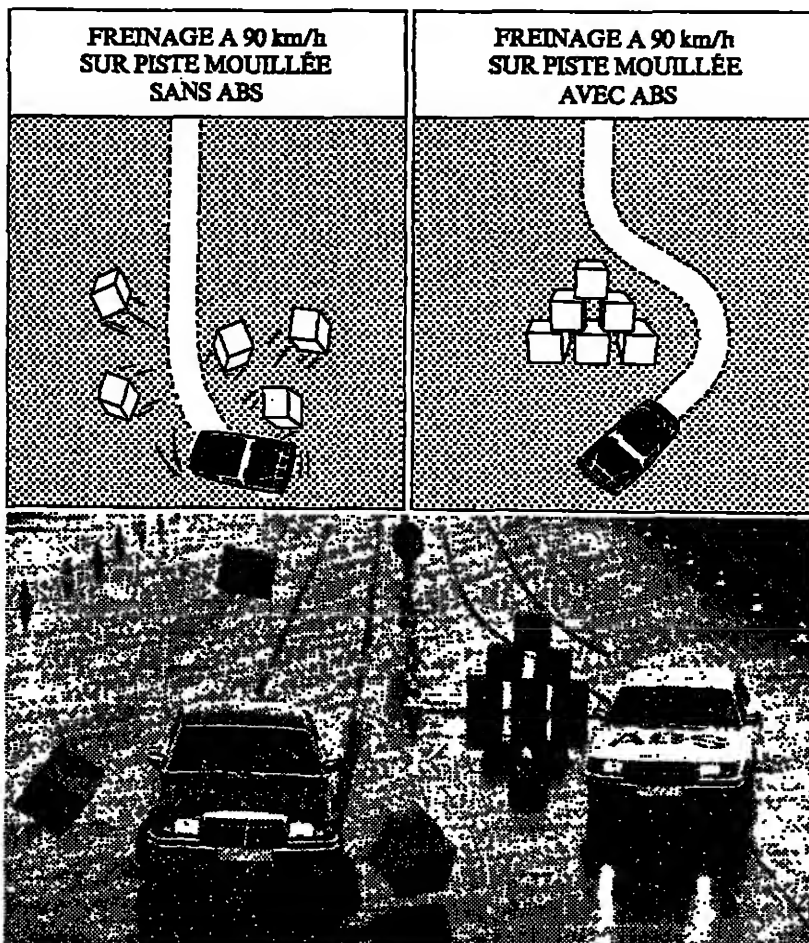
Même celui de Jacques Laffite.



« Fantastique ! » Jacques Laffite n'est pourtant pas homme à s'émouvoir facilement, surtout au volant. Mais l'essai qu'il vient de faire sur cette piste désafectée du Bourget l'a proprement stupéfait. Mettez-vous à sa place : lancé à 90 km/h sur le bitume inondé, vous appuyez à fond sur la pédale de frein de votre Mercedes 280 SE, à moins de vingt mètres d'un empilage de gros cubes en mousse. Logiquement, les quatre roues devraient se bloquer et la voiture glisserait sur l'obstacle. La tête rentrée dans les épaules, vous donnez instinctivement un coup de volant et... docile, la Mercedes contourne les cubes et stoppe en quelques mètres. La même expérience se répète dans un freinage en virage serré et un freinage avec deux roues passant sur une feuille de plastique recouverte d'eau.

Ce n'est pas un miracle à répétition, c'est l'ABS, le système anti-blocage révolutionnaire mis au point par Mercedes en collaboration avec Bosch. Son principe, lui, est un miracle de simplicité et d'efficacité : les deux roues avant et le pignon d'attaque du pont arrière sont équipés de capteurs de vitesse qui transmettent en permanence à une unité de commande électronique des signaux sur la vitesse de rotation des roues. Quand cette vitesse devient si faible que la roue est sur le point de se bloquer, l'unité de commande fait s'ouvrir légèrement les électrovannes du modulateur hydraulique : instantanément la pression du liquide de frein diminue et la roue continue à tourner dans des conditions idéales de freinage.

Et ce processus se reproduit autant de fois que nécessaire : en fonction de l'adhé-



rence, de 5 à 10 cycles de réglage de la pression par seconde !

Premier constructeur à lancer l'ABS et à équiper ses voitures de la classe S (en série sur la 450 et la 6.9), Mercedes fait ainsi faire à l'automobile en général

« un progrès majeur en matière de sécurité active ».

C'est un spécialiste de la sécurité active qui le dit. Il s'appelle Jacques Laffite.

## Venez découvrir l'ABS chez votre concessionnaire Mercedes.

BONNEUIL-SUR-MARNE: Segmat S.A. Z.I. « Les Petits Carreaux ». Tél. 898.70.11. BOULOGNE-SUR-SEINE: Port-Marly Garage. 32 bis, route de la Reine. Tél. 603.50.50. BOULOGNE-SUR-SEINE: Ateliers Waurin S.A.R.L. 105, rue Gallieni. Tél. 825.50.30. COLOMBES: Haus de Seine Automobiles S.A. 116, av. Henri Barbusse. Tél. 782.17.90. LE PLESSIS-ROBINSON: Grand Garage Robinson S.A. 36, avenue Léon Blum. Tél. 630.01.09. LE RAINCY: Garage Turco Le Raincy Automobiles S.A. 31, av. Thiers. Tél. 927.32.33. EVRY-VALLOIS: Etolie Auto S.A. 53, rue Marjolain. Tél. 759.97.40. MEAUX: Garage Compagnon S.A. 137/143, av. de la Victoire R.N. N°3. Z.I. Tél. 433.05.52. MELUN: Anciens Ets Dufréney 11, av. du Général Patton. Tél. 439.46.10. MONTGERON: garage des Routiers S.A. Ets Bergeron. 38, av. Jean-Jaures. Tél. 903.09.71. MONTROUGE: Euro-garage S.A. 7577, av. Aristide Briand. Tél. 735.52.20. PARIS 11: Como Automobiles S.A. 82/84 bd Voltaire. Tél. 355.39.17. PARIS 13: Garage Auto-lux S.A. 67/69, rue de Tolbiac. Tél. 583.05.20. PARIS 15: Laos-Automobiles S.A. 96, av. de Suffren. Tél. 567.79.20. PARIS 16: Mercedes-Benz France. 80, rue de Longchamp. Tél. 505.13.80. PARIS 16: N.G.B. 19, rue Greuze. Tél. 553.76.82. PARIS 19: Continental Automobiles S.A. 16, rue Riquet. Tél. 607.15.41. PORT-MARLY: Port-Marly Garage S.A. 10, rue de St-Germain. Tél. 958.44.38. SAINT-DENIS: Garage Moderne S.A.R.L. 24, bd Carnot. Tél. 822.24.24.





Le Monde

## politique

RELATIVES EN SUÈDE

peuvent renverser  
favorable à la gauche

Le 18 septembre, les élections législatives suédoises ont été marquées par une victoire sans précédent de la gauche. Le parti socialiste, dirigé par Olof Palme, a remporté 45,5 % des voix, contre 31,5 % pour le parti libéral, dirigé par Carl-Olof Johansson. Cette victoire a permis à la gauche de former une coalition gouvernementale avec le parti radical et le parti chrétien-démocrate.

Le nouveau gouvernement suédois a pour mission de mener une politique de réformes sociales et économiques. Le parti socialiste a promis de réduire les inégalités sociales et de renforcer le système de sécurité sociale.

Le parti radical, dirigé par Lars G. Ohlsson, a également obtenu de bons résultats, remportant 15,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus radicales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti chrétien-démocrate, dirigé par Göran Persson, a obtenu 10,5 % des voix. Ce parti a également cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti libéral, dirigé par Carl-Olof Johansson, a obtenu 31,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus libérales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti socialiste, dirigé par Olof Palme, a obtenu 45,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus socialistes, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti radical, dirigé par Lars G. Ohlsson, a obtenu 15,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus radicales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti chrétien-démocrate, dirigé par Göran Persson, a obtenu 10,5 % des voix. Ce parti a également cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti libéral, dirigé par Carl-Olof Johansson, a obtenu 31,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus libérales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti socialiste, dirigé par Olof Palme, a obtenu 45,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus socialistes, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti radical, dirigé par Lars G. Ohlsson, a obtenu 15,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus radicales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti chrétien-démocrate, dirigé par Göran Persson, a obtenu 10,5 % des voix. Ce parti a également cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti libéral, dirigé par Carl-Olof Johansson, a obtenu 31,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus libérales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti socialiste, dirigé par Olof Palme, a obtenu 45,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus socialistes, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti radical, dirigé par Lars G. Ohlsson, a obtenu 15,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus radicales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti chrétien-démocrate, dirigé par Göran Persson, a obtenu 10,5 % des voix. Ce parti a également cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

Le parti libéral, dirigé par Carl-Olof Johansson, a obtenu 31,5 % des voix. Ce parti a traditionnellement été associé à des positions plus libérales, mais il a cherché à se rapprocher du centre pour participer au gouvernement.

**M. Chevènement : si M. Mitterrand est candidat en 1981, il y aura « un accord général » au sein du parti socialiste**

Invité, dimanche 16 septembre, du Club de la presse d'Europe 1, M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré, à propos des élections présidentielles de 1981 : « Je crois que M. François Mitterrand est l'homme - qui, en France, dans l'état actuel des choses - et cela ne plaît pas à tout le monde ; il suffit d'écouter les uns et les autres - incarne le mieux la possibilité d'un changement qui est devenu nécessaire ». Si le premier secrétaire du P.S. décide d'être candidat, a-t-il ajouté, « je pense qu'un sens du parti socialiste il y aura un accord général pour qu'il porte les couleurs du socialisme », indiquant que le « projet socialiste » n'a pas pour but d'être « le programme du candidat » que le P.S. « désignera démocratiquement », mais « un support », le député de Belfort a également indiqué : « Nous ne sommes pas des nationalistes (...) L'indépendance na-

tionale que nous préconisons est une indépendance ouverte sur le monde, il n'est pas question d'autarcie ou de repliement ». « M. Giscard d'Estaing peut être battu, a-t-il dit d'autre part, et il doit être battu en 1981. (...) Avec nous ceux qui le voudront, ila seront les bienvenus, parce que c'est cela le salut public (...), y compris ceux qui votent aujourd'hui pour l'U.D.F. (...) Il y en aura certainement - naturellement aussi ceux qui votent pour le R.P.R. »

Interrogé sur les problèmes de défense, M. Chevènement a indiqué : « Nous considérons que la France doit conserver son statut de grande nation, ce qui ne l'empêche pas le cas échéant de remplir ses obligations à l'égard de ses alliés. Cela signifie par conséquent que nous ne pourrions pas admettre qu'un mépris des traités, la République fédérale d'Allemagne puisse avoir accès à l'arme nucléaire. Nous sommes contre, très franchement contre. (...) En cas d'agression, nous remplirons nos obligations. »

Répondant à une question de M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'« Humanité », le chef de file du C.E.R.E.S. a dénoncé « un singulier manque de vigilance démocratique » de la part du P.C. et sa « grave responsabilité », en déclarant : « Quand le pouvoir incube le dirigeant d'un parti d'opposition (M. Mitterrand dans l'affaire de la radio-République), nous devons avoir une autre attitude. »

M. Jean-Pierre Chevènement a suggéré d'autre part la création, « dans le cadre d'un monopole aménagé », de radios « qui auraient des cahiers des charges, dans le cadre du service public, avec la collectivité ». Il a ajouté : « Nous pensons par exemple qu'il faudrait créer des sociétés régionales de radio et de télévision ; nous proposons que P.R.3 laisse place à vingt-deux sociétés régionales de radio et de télévision. »


le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :  
**L'ÉPARGNE**  
Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à : APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Les débouchés les plus assurés dans l'avenir, ce sont les carrières d'ingénieurs : ingénieurs de tous niveaux spécialisés dans les techniques de pointe  
**POUR DEVENIR INGÉNIEUR EN AUTOMATIQUE ET ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE**  
**CHARLIAT - GRANDES ÉCOLES**  
(78 ans d'expérience)  
offre encore quelques places en Sup et Spé aux élèves sortant d'un cycle secondaire scientifique ou technique.  
40, boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Tél. : 206-16-77  
58, rue Méridienne, B.P. 1012, 76014 ROUEN CEDEX - Tél. : (35) 72-80-94.

**7, rue Delabordère.**

A Neuilly-sur-Seine  
un petit immeuble.  
Une construction raffinée.  
Quinze appartements seulement.  
Renseignements, vente :  
Gefic, 4 place d'Iéna  
75116 Paris.

  
Livraison 2<sup>e</sup> trimestre 80.  
**7237878**

**Dans le quartier St James**

**La commission d'enquête sur l'information publique a déposé ses conclusions**

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les conditions de l'information publique a tenu sa dernière séance samedi 15 septembre, en l'absence des commissaires U.D.F. Ceux-ci avaient décidé de ne plus participer aux travaux de la commission après la démission du rapporteur, M. Jacques Doufflaiges (U.D.F.), le 13 septembre (le Monde du 15 septembre).

Le rapport de la commission, qui a été déposé samedi à la présidence de l'Assemblée, comprend les conclusions rédigées par le nouveau rapporteur, M. Claude Martin (R.P.R.) et U.D.F. R.P.R. P.S. et P.C. Le procès-verbal des quatre-vingt-dix-sept auditions aux quelles avait procédé le commissaire ne sera pas publié.

Ces documents seront rendus publics au terme du délai de cinq jours francs, à compter de la date de publication du dépôt au Journal officiel, délai pendant lequel peut être déposée une demande de constitution de l'Assemblée en comité secret pour décider de la publication du rapport. Cette procédure n'ayant jamais été utilisée, on peut estimer que le rapport sera publié le 24 septembre.

**M. FILLIOUD (P.S.) : pas de rapport, pas de coupable.**

M. Georges Fillioud, député socialiste, membre de la commission d'enquête, a déclaré, dimanche 16 septembre : « Une investigation de six mois, sur des faits connus et reconnus, démontrant le dévoiement des structures et le vice

des mœurs, n'aurait abouti qu'à quinze lignes d'un texte anodin. » M. Fillioud a ajouté : « L'objectif des néo-gaullistes était de démontrer que l'État giscardien s'était emparé de l'appareil à son profit exclusif, tandis que les néo-libéraux voulaient démontrer que la conjonction de la vérité était encore bien pire au temps de l'État U.D.R. Les deux partenariats, ayant d'égales raisons, sont parvenus à se neutraliser. En neutralisant la commission, pas de conclusions, pas de rapport, pas d'information sur l'information, pas de problème, pas de coupable. Lorsqu'une instruction se termine par un non-lieu, les suspects sont encore plus innocents qu'avant puisque le juge l'a dit. Chirac n'a pas gagné, Giscard non plus. La démocratie a perdu une petite chance. »

M. Jacques Delors, député national du parti socialiste et président de la commission économique et monétaire de l'Assemblée parlementaire européenne, estime, dans une interview publiée lundi 17 septembre par le « Monde », que « les communistes ont tort de traiter les Français comme des imbéciles ». « Ceux-ci ont assez d'intelligence, indique-t-il, pour juger à la fois de l'incapacité de ceux qui nous gouvernent et des difficultés de la situation. » Assurant que la gauche « est à la fois un espoir et un multiplicateur »,

M. Jean Foyer, député R.P.R. du Maine-et-Loire, président de la commission des lois, indique dans le « Courrier de l'Ouest », à propos de la prolongation de la loi sur l'interruption volontaire de

**Amorce de dialogue entre le parti radical et les amis de M. Robert Fabre**

La Fédération pour une démocratie radicale, qui regroupe les amis de M. Robert Fabre et d'autres anciens membres du M.R.G., s'est déclarée, dimanche 16 septembre, « favorable à une rencontre avec les instances dirigeantes du parti radical afin d'étudier la perspective de constituer la gauche radicale-socialiste, l'autre gauche ». Cette prise de position est une réponse à l'invitation adressée le 13 septembre à la F.D.R. par M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical et candidat à la présidence de cette formation. Celui-ci avait souligné que s'engageait une réflexion sur l'actualité d'un retour des amis de M. Robert Fabre au parti radical (le M.R.G. est né d'une scission du parti radical). Il avait aussi estimé, le 14 septembre, à Marseille, que son

parti devait « changer de langage à l'égard du gouvernement en marquant son désaccord sur certains points sans remettre en cause l'action globale des pouvoirs publics, mais en se passant désormais de l'accord de ses partenaires ».

Dans leur réponse, les dirigeants de la Fédération pour une démocratie radicale font référence à la formule « l'autre gauche » employée le 12 septembre par M. Bariani pour définir l'objectif des radicaux. Ils estiment que « la perspective de forger une gauche véritable, utile au pays, avec tous ceux qui ont compris que le sectarisme politique actuel est totalement dépassé », se place dans la logique de la « voie » qu'ils avaient « définie depuis quelque temps ».

grossoire, que, « si le gouvernement ne cherche pas, comme en 1974, à faire adopter la loi sur l'accroissement en additif les voix de l'opposition à celles d'une partie de la majorité », il restera « discipliné vis-à-vis de la majorité. Si, au contraire, on agit comme précédemment, je reprendrai ma totale liberté de jugement et cela indépendamment de mon propre parti ».

Le débat sur la prolongation de la loi de 1974, votée pour cinq ans, doit avoir lieu au Parlement en novembre.

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi dans laquelle il demande le remboursement des frais de campagne des listes n'ayant pas obtenu 5 % des suffrages exprimés le 10 juillet lors de l'élection des représentants

de la France à l'Assemblée des Communautés européennes. Pour compenser les dépenses entraînées par l'application de leur proposition, le sédu du P.C.F. suggèrent l'augmentation de l'imposition minimale des sociétés à l'impôt sur leurs bénéfices.

M. Alain Poirer, président du Sénat, a inauguré dimanche 16 septembre, à Fleury-Donau-mont (Meuse), sur le lieu des batailles de Verdun, et en présence de plusieurs centaines d'anciens combattants français et allemands, une statue dédiée à Notre-Dame de l'Europe. L'évêque de Verdun, Mgr Boillon, a béni cette statue et prononcé une allocution dénonçant notamment le « nationalisme egoïste » qui inspire encore certains discours.

## au Sicob 79 un ordinateur reconnaît la voix de son maître.

Le rêve de tous : être maître absolu de son informatique. Chez Nixdorf c'est une réalité : au Sicob, pour la première fois venez parler à l'ordinateur. La parole expression suprême de la supériorité de l'homme enfin comprise par une "machine" docile et obéissante.

Sur le stand Nixdorf, en plus de la présentation de l'ordinateur à entrée vocale, vous assisterez et vous participerez aux démonstrations des

matériels conçus et réalisés pour servir la communication de l'entreprise : le 8811 terminal-téléphone, le 8870 ordinateur "à vos mesures", le 620, multi-ordinateur universel avec matériel et logiciel à l'évolution dissociée, les systèmes 8864 Nixdorf conçus pour faciliter la communication au guichet dans les établissements financiers.

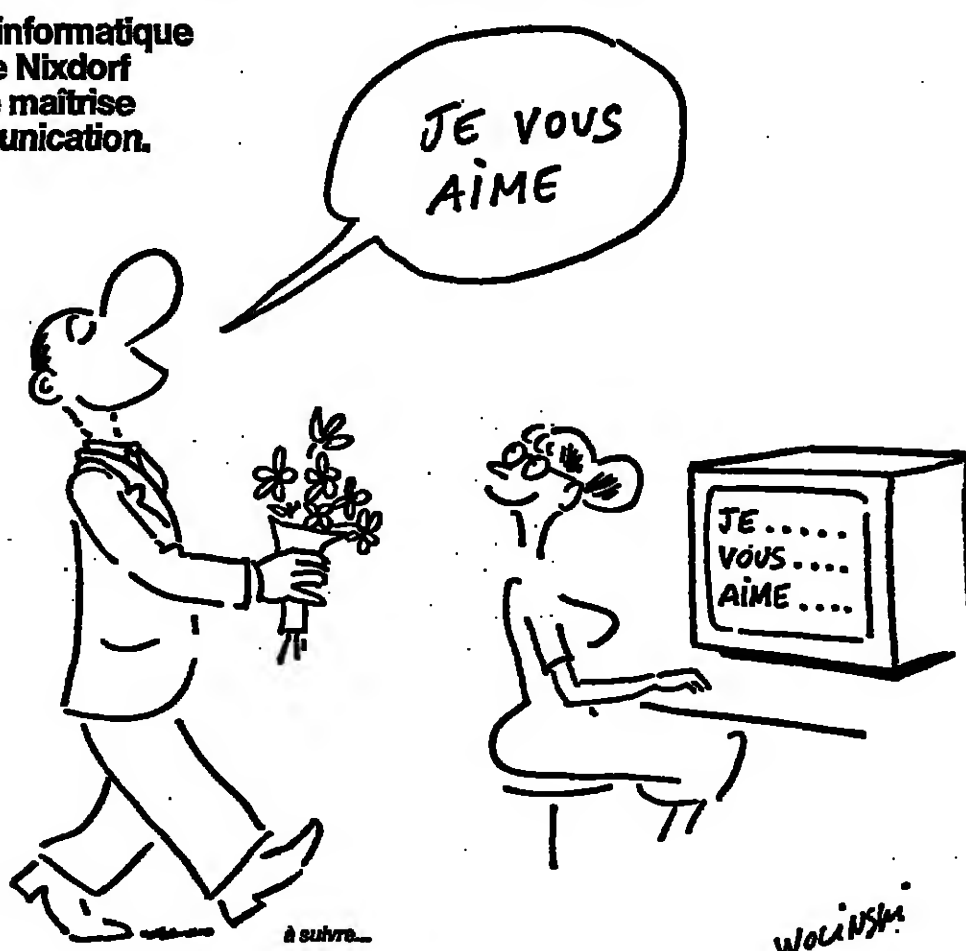
Venir au stand Nixdorf c'est déjà

chercher à améliorer la communication de votre entreprise.

Tous les visiteurs du stand Nixdorf recevront un poster inédit réalisé spécialement par Wolinski pour Nixdorf, Stand 3 DE 3467

Nixdorf Computer S.A.  
7-13, boulevard de Courbevoie  
92200 Neuilly-sur-Seine  
Tél. 747.12.70

Quand l'informatique s'appelle Nixdorf l'homme maîtrise la communication.



**NIXDORF**  
COMPUTER



# POLITIQUE

## L'avenir des départements et territoires d'outre-mer

« Lors de son voyage à la Guadeloupe, en janvier dernier, le président de la République déclarait qu'il fallait faire des départements et territoires d'outre-mer un exemple de ce que la société française est capable de concevoir en matière économique, de justice sociale et de liberté démocratique ». Mais l'histoire de la politique française d'outre-mer est si riche en promesses non tenues que ces nouvelles orientations rencontrent quelque scepticisme. Quelles garanties présente-t-elle pour l'avenir, cette fois, jusqu'au bout de ses intentions ? Avec vous les moyens politiques et financiers de conduire cette nouvelle politique ?

— Ce qui est, à mes yeux, la base de la philosophie du président de la République, sa conception de l'avenir de l'outre-mer, c'est, comme il l'a dit au cours de son voyage dans le Pacifique, que les dernières séquelles de la colonisation et du colonialisme doivent être éliminées, que la France n'a plus d'ambition coloniale et ne reste donc dans aucun de ces départements et de ces territoires par la contrainte. Nous restons outre-mer parce que les populations l'ont décidé ainsi.

— La première observation à faire est que la politique de l'outre-

mer est l'un des aspects de la politique nationale dans lequel les décisions et les conceptions du président de la République inspirent le plus directement notre effort.

« D'autre part, le premier ministre est lui-même un homme d'outre-mer, et il porte un intérêt soutenu à ces questions. C'est dire que ces problèmes sont réellement suivis, étudiés, et les solutions recherchées au niveau le plus élevé de l'Etat. Le secrétaire d'Etat, en la matière, n'est que le porte-parole d'une politique définie au plus haut niveau de l'Etat. C'est une chose qui n'a pas toujours paru évidente aux populations de l'outre-mer quand j'affirmais de façon très claire, et quelquefois même avec une certaine fermeté, le désir de décoloniser la société d'outre-mer, de bâtir outre-mer une authentique société française et donc d'engager des réformes aussi fondamentales que les réformes foncières en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe, ou que la participation d'élites originaires des départements et territoires à la gestion de leurs propres affaires. Donc, au niveau de l'engagement et de la doctrine, il n'y a aucune ambiguïté.

« On peut résumer notre politique en quelques points fondamentaux :

1° Les populations des départements et territoires d'outre-mer sont librement françaises. Elles se prononcent au cours de libres consultations, dont le caractère démocratique n'a jamais été contesté. Il n'y a eu, par exemple, aucune contestation après les élections territoriales récentes en Nouvelle-Calédonie ; celles-ci ont été parfaitement démocratiques, et on a assuré l'égalité de tous dans la propagande, en particulier à la télévision. A chaque consultation, le nombre de ceux qui ont choisi de rester Français s'accroît. C'est très net partout et particulièrement sensible à la Réunion, dont on peut dire que le processus est irréversible.

2° Les méthodes de l'administration et la gestion des territoires peuvent être adaptées aux contextes locaux, particulièrement dans les territoires dont la spécificité est reconnue par la loi, mais elles doivent répondre aux mêmes principes fondamentaux qu'en métropole.

3° Sur le plan de la liberté d'expression, trop longtemps certains se sont imaginés que l'outre-mer devait être asservi à des formes d'expression particulières et qu'un certain nombre de restrictions pouvaient être concevables. Il doit être dit très clairement que chacun a le droit de défendre les idées qu'il veut défendre. Chacun a le droit de défendre n'importe quelle idée, y compris l'idée d'indépendance, et chacun a le droit d'utiliser pour défendre ses idées tous les moyens légaux. Par contre, chacun doit évidemment respecter la loi, comme en métropole. Voilà quelques-uns des principes auxquels il faut ajouter la volonté du gouvernement de développer dans chacun des départements et territoires un combat pour la prospérité et pour le développement qui anime peu à peu ceux-ci à un niveau de vie comparable à celui de la métropole, et sa volonté de bâtir une société ayant les mêmes règles de cohabitation et les mêmes structures qu'en métropole. Une plus grande justice sociale doit se manifester outre-mer.

« L'effort est déjà très substantiel » — Et les moyens ?

— L'effort pour le développement de l'outre-mer est déjà très substantiel. En Guyane, par exemple, le premier ministre a donné un contenu financier au « Plan vert », qui demeurerait jusqu'à présent au stade de la théorie et de décisions d'intention. Dans les cinq ans à venir l'ensemble des efforts qui vont être engagés pour créer en Guyane les infrastructures nécessaires au développement, consolider l'implantation des entreprises déjà installées, créer celles qu'il est prévu de créer dans le domaine forestier et agricole, tout cela va représenter un effort de l'ordre de 250 millions de francs sur cinq ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980. Pour un petit département de soixante mille habitants, c'est un effort considérable. Dans le projet de budget pour 1980, la somme prévue s'élève à plus de 50 millions de francs.

« Deuxième exemple : à la suite des difficultés provoquées par la crise du nickel le gouvernement a décidé de réaliser un déficit budgétaire de la Nouvelle-Calédonie en lui apportant un concours financier de 80 millions de francs, plus des avances de trésorerie (55 millions de francs).

« Aux Antilles, où nous venons de connaître un cyclone qui a dévasté la production agricole, le président de la République a décidé que l'aide qui serait apportée à la Martinique et à la Guadeloupe serait identique. Dans ses formes et son pourcentage de participation de l'Etat, à ce qui a été fait dans les conditions les plus favorables pour des départements français métropolitains victimes de calamités. C'est ainsi qu'en un an on va reconstituer la bananeraie et donner un nouveau départ à la production agricole antillaise.

Les rentes de situation des importateurs et des fonctionnaires

« Il faut ajouter à cela les efforts sur le plan social. Il s'agit par exemple de l'extension des protections sociales. Le fait aussi que tous récemment les aides sociales accordées aux familles pour la rentrée scolaire ont été étendues aux DOM le fait que nous étudions en ce moment comment nous allons y étendre les aides au chômage sous une forme adaptée, tout ce qui est fait pour donner aux populations des équipements sociaux et des établissements scolaires de qualité avec le budget de l'Etat, tout cela montre que les moyens de la République ne manquent en aucune façon.

— Quand vous affirmez, comme le chef de l'Etat, que

## Un entretien

par celles du président de la République, constituent un sujet de surprise et d'agacement. Mais la clé de la présence de la France dans les départements et les territoires d'outre-mer, c'est l'accession des populations à une véritable société française, avec ses spécificités. Il faut mener à terme les réformes engagées, c'est fondamental, même si cela choque ceux qui bénéficient de ces rentes de situation et de ces privilèges. Les extrémistes qui se réclament de la gauche, eux, à l'inverse, font le pari que ces tensions et cet héritage du passé colonial créeront tellement de difficultés de cohabitation entre les uns et les autres, tellement d'indignation dans la population, et particulièrement dans la jeunesse,

### Nous n'avons plus de colonies

— Pensez-vous pouvoir mener à bien vos projets économiques et sociaux dans un contexte politique international qui n'apparaît pas toujours très favorable à la France dans le Pacifique et aux Antilles ? On peut faire référence notamment à la motion adoptée en juillet dernier par le Forum des Etats du Pacifique du Sud qui a réaffirmé l'attachement des divers pays représentés aux principes de l'autodétermination et de l'indépendance, ainsi qu'au sommet des pays non alignés qui vient de se tenir à La Havane et qui a exprimé la haine anticoloniale des peuples de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane française.

— C'est un sujet essentiel. Première observation : l'hostilité à notre présence dans les départements et territoires d'outre-mer n'est pas aussi répandue et évidente qu'on pourrait le penser. Nous collaborons très étroitement à la conférence du Pacifique sud dans toute une série de domaines économiques, techniques et scientifiques et nous y jouons un rôle important. La Polynésie entretient avec le Japon des relations d'excellente collaboration dans le domaine de la pêche. Il en sera de même, bientôt, pour la Nouvelle-Calédonie. De très nombreux pays américains collaboreront avec nous dans la zone des Caraïbes et ont d'excellentes rela-

que la présence française apparaîtra comme insupportable. Ils spéculent sur le développement des contradictions : c'est une attitude très marxiste et je comprends parfaitement qu'ils s'indignent de voir que l'on réalise des réformes qui sont de nature à faire diminuer ces tensions, à créer un consensus social plus large et à rapprocher les diverses communautés dans chaque département et territoire. Qu'ils s'indignent de ne voir conduire outre-mer une politique réformatrice, je le comprends, car je diminue la portée de leur combat. La preuve en est évidente : partout, outre-mer, les résultats des partis qui se réclament du président de la République et de la présence française progressent.

tions sur place avec nos élus et notre administration.

« Deuxième observation : l'hostilité à la présence française et le genre de déclaration faite par les non-alignés sont bien souvent entre ces pays le seul point commun qui leur reste. Ils n'hésitent donc pas à réitérer leurs accusations et leurs affirmations, car c'est pour eux un sujet facile sur lequel tous se rassemblent. Mais ils en restent chaque fois aux déclarations d'intention — nous nous en rendons compte, d'ailleurs — et ils n'ont jamais réussi à mettre ensemble en place une véritable politique d'opposition à la présence française.

« Troisième observation : nos départements d'outre-mer ont vécu trop longtemps repliés sur eux-mêmes, et l'un des objectifs du gouvernement est de s'efforcer de leur donner une très large ouverture vers leurs voisins. Nous n'avons rien à perdre à le faire. Il faut par exemple que les pays voisins des Caraïbes viennent voir et mesurent mieux ce que la France a fait dans ses départements américains, et il faut, inversement, que les Antillais, surtout les jeunes, aillent voir ce que sont les sociétés et les résultats économiques atteints par des pays voisins. La comparaison est entièrement à l'honneur de la France. Pour la Réunion, il en est de même.

« Nous sommes maintenant, outre-mer, assez forts, assez stables et assez sûrs de nous-mêmes pour pouvoir sans complexe procéder à cette large ouverture.

# SPECIAL USA

1490 F



vol régulier  
**NEW YORK**  
aller-retour

Super Apex 14/60 jours, ouvert à tous. Il est proposé sur la base individuelle. Ce tarif préférentiel est également proposé sur **CHICAGO**

aller-retour 1.665 F. Profitez des avantages ICELANDAIR, "Pionnier" sur la route de l'Atlantique Nord :

- 5 vols New York, 2 vols Chicago par semaine, au départ de Luxembourg
- tarifs valables pour départ en Novembre 79 et du 15 Janvier au 29 Février 80
- réservation et règlement plus de 30 jours avant le départ
- accords privilégiés avec les compagnies américaines sur les vols intérieurs U.S.A. (permettant une économie pouvant atteindre 40 %)
- réduction enfants
- pas de majoration pour départ Week-End.

Fidèle à sa tradition d'accueil et de service, ICELANDAIR vous reçoit à bord... ses hôtesses parlent français.

**ICELANDAIR**  
le nouveau nom de LOFLEIDIR ICELANDIC

Consultez votre Agent de Voyages ou retournez ce coupon 32, rue du 4 Septembre 75002 Paris

Nice 83.73.41 et vous recevrez la documentation choisie.

□ gamme de tarifs préférentiels ICELANDAIR, quelle que soit la durée de votre séjour

□ retour par les Bahamas

□ escale touristique en Islande

□ "Visit USA Programme"

NOM \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

# LOTO

## SUPERCAGNOTTE

DES VENDANGES

### 10 MILLIONS



19 SEPTEMBRE

مكتبة الامم المتحدة







## POLITIQUE

**M. MICHEL JOBERT : une politique dangereuse et des structures périmées.**

Le conseil national du Mouvement des démocrates, que préside M. Michel Jobert, souligne, dans un communiqué « l'échec de la politique présidentielle depuis cinq ans, tant sur le plan des résultats matériels que sur celui des perspectives, qu'une philosophie du verbalisme et de la désignation continue à braver ». Ce texte poursuit : « Au lieu de l'analyse en système, l'incitation générale à la responsabilité. Au lieu d'une fausse économie, la relance de l'initiative et de l'investissement. Au lieu de l'argent public gaspillé, la définition d'un véritable plan pour l'industrie et l'innovation. Au lieu d'une démolition arrangeante, l'action pour l'indépendance et de nouvelles solidarités. Au lieu d'une classe politique en proie à ses contradictions, une autre attitude des responsables : voici l'alternative qu'il faut de présenter à la France ».

M. Jobert écrit en conclusion : « Les Français ont le devoir de se libérer des catégories politiques dans lesquelles ils sont enfermés : aucune fatalité ne les contraint à perpétuer, notamment au-delà de 1981, une politique dangereuse et des structures périmées ».

**M. MESSMER : après Joffre, Foch.**

Sous le titre « Après Joffre, Nivelle, à quand Foch ? », *présence lorraine*, journal mensuel dont M. Pierre Messmer est le directeur politique, estime, à propos de l'action de M. Raymond Barre, que « le véritable redressement nécessite une autre stratégie, et pour l'élaborer et l'appliquer, un autre généralisme ». Le chef du gouvernement, estime le député R.P.R. de la Moselle, « a vu indirectement son échec puisqu'il réclame un surcroît de deux ans. Mais il persiste et signe, avec le même entêtement que Nivelle en 1918. Pour gagner la guerre, il a fallu faire appel au maréchal Foch ».

Le groupe de réflexion du Mouvement démocrate-socialiste, que préside M. Max Lejeune, a tenu samedi 15 et dimanche 16 septembre deux journées d'étude consacrées aux « adaptations du socialisme dans la société contemporaine ». Estimant que « la condition fondamentale du développement du socialisme humaniste est la défense intransigeante de la liberté », il a décidé d'encourager « toute tentative de renforcement de la solidarité de la Communauté européenne, notamment dans le cadre d'une défense partagée ».

**M. PIERRE ZARKA SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE DE FRANCE**

Le conseil national du Mouvement de la jeunesse communiste de France a élu dimanche 16 septembre M. Pierre Zarka, trente et un ans, député de la Seine-Saint-Denis, secrétaire général. Il remplace M. Jean-Michel Catala, qui occupait ce poste depuis 1975 et qui, âgé de trente-sept ans, a été appelé à prendre de nouvelles responsabilités, précise le M.J.C.F. dans un communiqué. Le prochain congrès du mouvement, ajouté ce communiqué, aura lieu du 31 janvier au 3 février 1980.

Il a le 16 septembre 1948 à Paris, M. Zarka est entré aux Jeunesses communistes en 1962. Membre du secrétariat national de ce mouvement depuis 1972, député depuis 1978, il a été élu membre du comité central du P.C.F. au XXIII<sup>e</sup> congrès, en mai 1979.

LE MONDE  
LES BUREAUX

**LE P.S.U. DÉSIGNERA EN NOVEMBRE SON CANDIDAT À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**

La direction politique nationale du P.S.U. s'est réunie à Paris les 15 et 16 septembre pour préparer le conseil national qui se tiendra les 17 et 18 novembre. Le rapport d'activité du bureau politique, qui établit le bilan de l'élection européenne et faisant état des divergences apparues à ce sujet au sein de la majorité issue du congrès de Saint-Etienne, en janvier dernier, a été adopté par 30 voix contre 7, vingt et un membres de la direction politique s'abstenant ou ne prenant pas part au vote.

Le conseil national, qui est l'équivalent d'un congrès, avec cette différence que les instances dirigeantes n'y sont pas soumises à réélection, sera préparé sur la base de quatre textes d'orientation émanant des deux tendances de la majorité et des deux courants minoritaires. Il désignera le candidat du P.S.U. à l'élection présidentielle de 1981. Il s'agira vraisemblablement de Mme Eugénie Bouchard, secrétaire nationale.

La direction politique a évoqué, d'autre part, l'entrevue qui doit avoir lieu, le 28 septembre, entre une délégation du P.S.U. et une délégation du P.S.

**Deux élections municipales...**

**NORD : Tourcoing (2<sup>e</sup> tour).**  
Inscr. : 55 987 ; vot. : 30 291 ; expr. : 29 246.

M. Patrick Bernard (P.S.), candidat d'union de la gauche, 13 137 voix, élu.

M. Stéphane Dermaux (C.N.I.P., sout. U.D.F.), conseiller général, candidat de la majorité, 14 083.

Il s'agissait de pourvoir le siège de conseiller municipal devenu vacant depuis le décès, en juillet dernier, du maire de la commune, M. Guy Châtillon (P.S.). Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr. : 55 987 ; vot. : 27 321 ; expr. : 26 443. — M. M. Bernard (P.S.), 11 953 ; Dermaux (C.N.I.P.), 18 128 ; Edmond Lehenbre (« Tourcoing veut vivre »), 1 297 ; Michel Callens (écot.), 1 288 ; Joseph Renard, ex-élu, 765 ; Hervé Lepoutre (div. maj.), 474. La participation au corps électoral a été plus forte au deuxième tour de scrutin qu'au premier (54,18 % contre 48,79 %). Le candidat d'union de la gauche a recueilli 51,82 % des suffrages exprimés et l'a donc emporté assez nettement (1 838 voix) sur celui de la majorité (48,17 %), qui avait fondé sa campagne sur les tensions existant entre socialistes et communistes au sein de la municipalité. La composition du conseil municipal de Tourcoing n'est pas modifiée (26 P.S., 15 P.C.).

**HERAULT : Villeneuve-lès-Maguelonne (2<sup>e</sup> tour).**  
Inscr. : 1 899 ; vot. : 1 561 ; expr. : 1 529.

Liste d'union de la gauche, soutenue par le P.C., 586 voix (moyenne de liste), 20 élus ; liste d'union des démocrates et des socialistes, soutenue par le P.S., 359 voix (moyenne de liste), aucun élu ; liste d'entente et d'intérêts communaux, 352 voix (moyenne de liste) 1 élu avec 531 voix.

La municipalité d'union de la gauche, élue en mars 1977, avait été dissoute le 15 juillet dernier à la suite d'un conflit entre le maire, M. Emile Malafosse, et ses conseillers municipaux. Le budget municipal avait été repoussé. Seul le maire avait voté pour les autres membres du conseil votant contre ou s'abstenant. Depuis sa dissolution, la municipalité était administrée par l'ancien juge Jacques Badigne. M. Malafosse, qui conduisait la liste soutenue par le P.S., est nettement battu. Cinq des conseillers qui figuraient sur la liste élue en mars 1977 ont été réélus sur la liste soutenue par le P.C. Celle-ci avait recueilli au premier tour 35,99 % des suffrages exprimés (520 voix de moyenne de liste), la liste soutenue par le P.S. 38,49 % (492 voix de moyenne) et la liste d'entente et d'intérêts communaux 25,49 % (414 voix).

**... ET UNE CANTONALE**

**ISERE : Mens (1<sup>er</sup> tour).**  
Inscr. : 2 284 ; vot. : 1 974 ; expr. : 1 937.

M. Pierre de Villard, U.D.F.-C.D.S., 1 014 voix, élu ; M. Pierre Rolland, div. g., maire de Mens, 923.

Les résultats du scrutin du mois de mars, à l'issue duquel M. Pierre Rolland, soutenu par le P.S. et le M.R.G., avait devancé, au second tour, M. Pierre de Villard de deux voix (896 contre 894), avaient été annulés par le tribunal administratif de Grenoble à la suite d'erreurs matérielles dans le déroulement des opérations de dépouillement. Cette fois, le candidat de la majorité l'emporte avec 51 voix de plus que son adversaire.

Jusqu'en mars dernier, le siège cantonal était détenu par M. Brauer (M.R.G.), qui ne s'était pas représenté. L'élection de M. de Villard ne modifie pas le rapport des forces en présence au conseil général, où la gauche demeure nettement majoritaire, avec 33 sièges sur 58.

**ANCIENS COMBATTANTS**

**LE BUREAU DE L'UFAC RENOUVELLE SA DEMANDE D'AUDIANCE À M. BARRE**

Le bureau national de l'Union française des associations de combattants, constatant qu'il n'a pas encore reçu de réponse à la demande d'audience adressée au premier ministre le 29 juin, a décidé de renouveler cette demande d'audience, les pourparlers sur le rapport constant ne pouvant reprendre que si M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat, reçoit d'autres directives gouvernementales.

L'UFAC rappelle que, le 27 juin, les pourparlers au sein de la commission tripartite ad hoc avaient été rompus par le secrétaire d'Etat, celui-ci refusant aux membres de la commission de prendre connaissance du pré-rapport établi par les parlementaires appartenant à tous les groupes, qui y siégeaient.

Le bureau de l'UFAC a constaté d'autre part que le projet de budget pour 1980 ne résout aucunement les problèmes posés et que le gouvernement reste opposé au rétablissement de la fête nationale du 8 mai, malgré le vote unanime du Sénat. En conséquence, il a décidé d'appeler les unions départementales et locales à organiser par toute la France, du 24 au 27 octobre, des journées nationales d'action. Une manifestation sera organisée à Paris le 24 octobre.

M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, se rendra en Pologne en visite officielle du 28 septembre au 3 octobre sur l'invitation du général Grudzien, son homologue polonais. Au cours de ce voyage, M. Plantier inaugurera notamment l'exposition permanente française du camp de concentration nazi d'Auschwitz.

**VIENT DE PARAÎTRE**

**ATLASECO 79**  
Atlas économique et politique mondial

**observateur**

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 34 F



**Fiat, OM, Lancia, Unic, Magirus-Deutz. Il y a plusieurs façons de dire Iveco.**

Iveco, cinq marques européennes qui, ensemble, ne représentent pas moins de 350 années d'histoire des véhicules industriels.

La mise en commun des traditions, des ressources, des technologies a permis de développer la recherche. D'intégrer la production. De créer une gamme commune de véhicules plus fiables, plus sûrs, spécialisés dans chaque type de transport.

De former un réseau international de dealers possédant de nombreuses années d'expérience acquise au contact des transporteurs.

**Priorité à la recherche**

La qualité naît dans les laboratoires d'Iveco. A Turin, à Ulm, dans la soufflerie d'Orbassano, sur les pistes d'essais de La Mandria, de Nardò, de Trappes et de Markbronn. Sans oublier cet immense laboratoire qu'est le monde, l'expérience inappréciable des cinq marques dans les marchés les plus divers.

**Un véhicule pour tout travail**

Iveco, c'est le choix parmi 260 modèles et environ 800 versions.

Une solution appropriée pour chaque type de problème : route, chantier, distribution en ville, transport de personnes, services. Iveco, c'est aussi la garantie offerte par une organisation qui suit individuellement chaque véhicule pendant toute sa vie de travail.

Une organisation qui ne comprend pas moins de 4000 centres d'assistance dans 100 pays.

**IVECO**

Une expérience vaste comme le monde

**25 TOUT LE SUD  
D'ANGLETERRE :  
reche d'rgent**

**INCE ELA**

الجمهورية الجزائرية



Le Monde

# Société

DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

## Vingt-cinq militants bretons répondent de quarante et un attentats

Un nouveau procès de militants autonomistes bretons s'ouvre, ce lundi 17 septembre à Paris, devant la Cour de sûreté de l'État. Un procès important si l'on en juge par le nombre des prévenus cités et des attentats qui leur sont reprochés. Vingt-cinq personnes, au total, poursuivies à des titres divers pour vols dans les

carrières, détention et transport d'explosifs, participation à une association de malfaiteurs, reconstitution de ligue dissoute et, enfin, pour quarante et un attentats et tentatives d'attentats.

Tous ces faits, « en relation avec une entreprise individuelle ou collective consistant ou

tendant à substituer une autorité illégale à celle de l'État », ont été commis entre le mois de mai 1974 et le mois de juin 1978.

Parmi ces vingt-cinq militants bretons du mouvement F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée révolutionnaire bretonne), un mineur dont le cas sera sans doute dissocié

dès le début de l'audience, et MM. Yann Fougère et Ange Péresse, le premier résident en Irlande et le second en République fédérale d'Allemagne, qui seront jugés par défaut. Quatorze inculpés sont détenus et neuf autres sont libres. Les débats doivent durer au moins une quinzaine de jours.

Jamais autant de militants autonomistes bretons ne s'étaient retrouvés sur les bancs de la Cour de sûreté de l'État. Parmi eux figurent des responsables importants de la lutte qui mène depuis longtemps les milieux « nationalistes révolutionnaires bretons ». MM. Lionel Chenaviers et Patrick Montautier, par exemple, condamnés tous deux à quinze ans de réclusion criminelle le 30 novembre 1978 pour l'attentat contre le château de Versailles, sont accusés d'avoir participé à vingt attentats, dont dix-sept en commun. Le plus spectaculaire d'entre eux fut commis le 22 octobre 1977 contre le relais de télévision de Fré-en-Pail (Mayenne). Les débats ont été estimés à 800 000 francs. Les deux hommes avaient été arrêtés le 27 juin 1978 au lendemain de l'attentat contre le château de Versailles. Considérés comme les animateurs du F.L.B.-A.R.B. de Ile-et-Vilaine, anciens militants du mouvement « Strollad ar Vro » (Parti du pays) dont Patrick Montautier fut même le secrétaire adjoint, leur groupe, composé notamment d'Alain Coviaux, Daniel Hamon, Jean-Michel Hellequin, a reconnu au total vingt-cinq attentats par explosif.

Le groupe du Finistère a lui, à son actif, seize attentats. Bien que n'ayant pas officiellement de dirigeants, il était, semble-t-il, dominé par M. Yann Poulard, agriculteur, lui aussi condamné par la Cour de sûreté de l'État le 30 mars 1977 à trois ans d'emprisonnement, avec sursis pour tentative d'attentat par explosif. Ce groupe avait de nombreux contacts avec celui du département voisin. Les policiers s'en sont aperçus à la fin de l'année dernière et à l'été 1978. Les débats permettront peut-être de situer véritablement le rôle de chaque accusé dans l'organisation et sa place dans la

hiérarchie du mouvement. L'enquête a minutieusement reconstitué toutes les réunions et les rencontres au cours desquelles des programmes furent élaborés et des attentats décidés. Même si certains des inculpés sont revenus sur leurs déclarations, les principaux organisateurs et recruteurs du F.L.B.-A.R.B. ont reconnu la presque totalité des faits qui leur sont reprochés. La plupart ont affirmé avec flegme leurs convictions et exposé les raisons de leur combat dans un « manifeste des nationalistes révolutionnaires bretons emprisonnés » et ont observé à l'automne dernier une grève de la faim pour obtenir notamment « le respect de tous les procès en un seul, l'annulation du jugement de la Cour de sûreté de l'État du 25 juillet 1978, et un véritable

### Les inculpés

Voici la liste des vingt-cinq inculpés du procès qui débute ce lundi à Paris : Jacques Bruchet, soixante-trois ans, sans profession ; Lionel Chenaviers, vingt-neuf ans, typographe ; Alain Coviaux, vingt-huit ans, dessinateur ; Bernard Delacour-Minot, vingt-huit ans, chanteur ; Jacques Denis, trente et un ans, représentant de commerce ; Yann Fougère, soixante-neuf ans, mareyeur ; Alain Furet, vingt-neuf ans, marchand ambulant ; Rémi Goulaire, cinquante-huit ans, mécanicien ; Daniel Hamon, trente-deux ans, employé municipal ; Jean-Michel Hellequin, vingt-trois ans, étudiant ; Michel Herjéan, trente-six ans, électromécanicien ; Erwan Le Coadic, vingt-deux ans, étudiant ; Bernard Le Fouest, trente-trois ans, agent technique ; Jean-François Le Guellon, trente-deux ans, ouvrier tourneur ; Patrick Montautier, vingt-neuf ans, chauffeur-livreur ; Eric Parisse, vingt-sept ans, employé de bureau ; Philippe Parisse, vingt-trois ans, secrétaire ; Alain Pellé, trente-trois ans, ingénieur en armement ; Ang Péresse, soixante-neuf ans, employé de commerce, et son fils, Gerhard Péresse, trente ans, enseignant ; Yann Poulard, quarante-trois ans, agriculteur ; Serge Rojinsky, trente-deux ans, instituteur ; Michel Salomon, vingt-cinq ans, vendeur ; Guy Stéphan, trente-cinq ans, ouvrier peintre ; et enfin un mineur âgé de dix-sept ans, lycéen.

statut légal du prisonnier politique en France. » Mais, si l'on retrouve à travers les déclarations-programmes et autres manifestes des idées malines exprimées par les militants autonomistes ou séparatistes bretons, c'est la première fois qu'apparaissent visiblement les liens de certains d'entre eux avec des hommes comme Yann Fougère, considéré par les policiers comme un « patron du F.L.B.-A.R.B. ». Agé de soixante-neuf ans, exploitant une entreprise de marquage en Irlande, Yann Fougère participe, en 1957, à la fondation du premier mouvement régionaliste et fédéraliste créé en Bretagne après la guerre, le M.O.B. (Mouvement pour l'organisation de la Bretagne). En 1973, il fut à l'origine du « Strollad ar Vro ». Sous-préfet

à Morlaix pendant la dernière guerre, il avait été condamné le 29 mars 1944, à Rennes, aux travaux forcés à perpétuité par contumace, pour intelligence avec l'ennemi, puis acquitté par le tribunal permanent des forces armées de Paris, le 3 juin 1955. Citons également le cas de M. Ange Péresse, dont les liens avec certains des prévenus sont documentés. Il fut l'adjoint de Célestin Lainé, commandant de la formation Perrot de la Résistance, exécuté par la Résistance. Ange Péresse, dont le fils Gerhard comparait également devant la Cour de sûreté de l'État, avait été condamné à mort par contumace, le 25 juin 1946, par la cour de justice de Rennes.

Inutile de dire que ces aspects du mouvement séparatiste breton seront sans doute exploités par le ministère public, comme ce fut le cas lors du procès de l'attentat du château de Versailles où une partie du réquisitoire de l'avocat général, M. Raoul Bételle, était axée sur ce thème. Les débats risquent donc d'être animés d'autant qu'il sera également question de violence dont affirmèrent avoir été victimes certains détenus bretons de la part de policiers du S.R.P.J. de Rennes, et notamment M. Christian Merer, le professeur de philosophie détenu à Fleury-Mérogis qui a porté plainte auprès du procureur de la République de Rennes (le Monde date 18-17 septembre). Certes, M. Merer ne sera pas dans le box des accusés puisqu'il fait partie des militants arrêtés au printemps dernier après l'attentat contre la maison de M. Le Tallec, chef du S.R.P.J. de Rennes, mais cette affaire de sévices sera vraisemblablement évoquée par les défenseurs des prévenus.

ainsi que les conditions de détention de ces derniers. Une association des familles des détenus bretons s'est constituée le 27 mars dernier à cet effet.

Autant d'interrogations qui interféreront dans les débats qui, dès l'ouverture du procès, seront marqués par la traditionnelle question de l'incompétence de la Cour de sûreté de l'État que les défenseurs ont l'intention de soulever. L'un des inculpés, M. Jacques Bruchet, ingénieur, a d'ailleurs adressé une lettre au président de la Cour, M. Claude Aliser, indiquant qu'il refusait cette « juridiction d'exception assujettie au pouvoir

politique, attentatoire aux libertés à l'esprit de la convention de sauvegarde des droits de l'homme ». M. Bruchet se réfère au traité franco-breton de 1932 pour contester la légitimité de la Cour et déclare vouloir comparaître « devant une juridiction bretonne siégeant en Bretagne ». Même si elle est rejetée, comme c'est probable, c'est la première fois qu'une telle demande est établie dans les formes et avant l'audience.

Le climat qui précède l'ouverture de ce procès est donc loin d'être à la sérénité.

MICHEL COLE-RICHARD.

### Institut de Gestion de Personnel

#### RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 79-81

L'INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL est un programme spécialisé d'insertion professionnelle, développé par l'Institut de Gestion Sociale.

25 diplômés, niveau DUT, DEUG, BAC + 2 seront sélectionnés, pour suivre un cycle de formation technique de 2 ans, organisé en alternance (entreprises-école) avec les milieux professionnels et débouchant sur les carrières de relations sociales et de gestion des hommes.

La sélection se fera en septembre  
Renseignements et Inscriptions :  
25, rue François 1<sup>er</sup> - 75008 PARIS

### ANCIENS COMBATTANTS

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINE-SAINT-DENIS  
D'ALGER

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

200 modèles et  
pour chaque type  
de distribution  
on peut servir  
la clientèle par une  
répartition  
plus ou moins  
complexe sans  
problème de

## VERS TOUT LE SUD DE L'ANGLETERRE: Flèche d'Argent

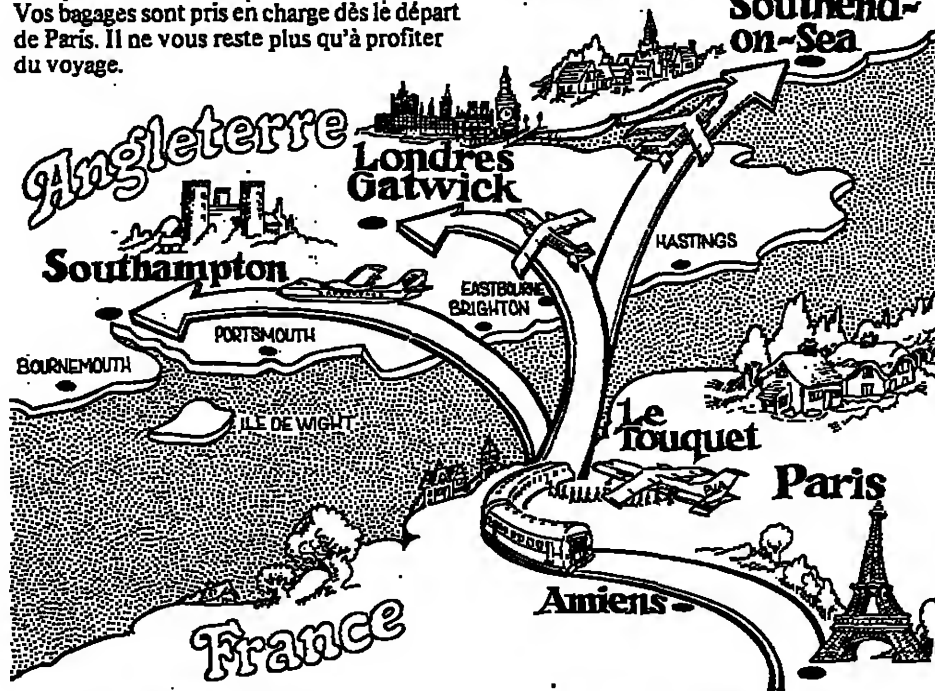
SNCF BIA

### ORIGINAL

La Flèche d'Argent est un service unique associant le train et l'avion. Un train exclusif vous attend, plusieurs fois par jour à la Gare du Nord et vous conduit au pied de la passerelle de l'avion sur l'aéroport du Touquet. Vos bagages sont pris en charge dès le départ de Paris. Il ne vous reste plus qu'à profiter du voyage.

### RAPIDE

En trois heures, après votre départ du centre de Paris, vous êtes arrivés dans un des trois aéroports de votre choix : Londres-Gatwick, Southampton ou Southend-on-sea, bien desservis par le rail.



### ECONOMIQUE

420 francs aller-retour, quel que soit le choix de votre aéroport d'arrivée, c'est le tarif "Visite". Pour les groupes, il existe une tarification encore plus avantageuse.

### TOURISTIQUE

Laissez-vous choyer, prenez un verre, réchauffez-vous, admirez les paysages de la Picardie, dans le train exclusivement réservé aux passagers de l'avion, qui vous conduira au cœur de la charmante Angleterre.

RÉSERVATIONS : 934.50.08. RENSEIGNEMENTS DANS LES GARES, BUREAUX DE TOURISME SNCF OU VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

## ATLASECO 79

L'ATLAS ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DU NOUVEAU observateur



180 pays - 260 pages  
92 cartes - 360 tableaux  
en vente, 34 F, chez tous les marchands de journaux.  
Si vous ne trouvez pas ATLASECO en kiosque, utilisez le bon ci-dessous.

Bon (à découper ou à recopier) à retourner à : ATLASECO, 9, rue d'Abockir - 75002 PARIS.  
☐ Je désire recevoir ATLASECO édition 1979 au prix de 34 F (étranger 40 F).

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

Ci joint mon règlement par : ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal ☐ Mandat-lettre (libellé à l'ordre de S.G.B.)

POUR L'ÉTRANGER : ATLASECO PEUT ÊTRE COMMANDE, SUR PLACE, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX.



## JUSTICE

## DANS LA BANLIEUE DE NANTES

Une jeune femme  
séquestrée depuis six ans

(De notre correspondant.)  
Nantes. — Mme Claudine Leprieux, substitut du procureur de la République de Nantes, a fait placer en détention, dimanche 16 septembre, un couple de sexagénaires domiciliés dans la banlieue sud de Nantes, à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Il est reproché à M. Roudaut, magasinier, et à son épouse d'avoir séquestré pendant six ans leur fille Marie-Josée, âgée aujourd'hui de trente-trois ans.

C'est le prochain démantèlement de la famille Roudaut qui a permis la découverte de cette affaire. Le couple cherchait à vendre sa maison et c'est un acheteur, intrigué par le refus obstiné du ménage de lui ouvrir l'une des pièces du rez-de-chaussée, qui a alerté la gendarmerie. Les enquêteurs devaient découvrir, samedi matin, la jeune femme étendue sur un grabat au milieu d'une pièce d'une dizaine de mètres carrés dont la fenêtre était munie de barreaux de fer et la fermeture de la porte renforcée de loquets et serrures de sécurité. Pour tout mobilier, la pièce compor-

tail une chaise débranchée et un seau hygiénique.

La jeune femme avait malgré de 13 kilos par rapport à son poids de 1973 et sa taille s'était tassée de 5 centimètres. Son état physique et mental a conduit le médecin qui l'a examinée à ordonner son hospitalisation.

Pour expliquer leur attitude, M. et Mme Roudaut ont affirmé qu'ils aimaient bien leur fille et que, s'ils la gardaient ainsi, c'était pour l'empêcher de faire des bêtises. Après une enfance difficile, Marie-Josée Roudaut aînée d'une famille de sept enfants, dont seule la dernière, âgée de dix-huit ans, vivait encore au domicile de ses parents, s'était signalée entre 1968 et 1973 (alors qu'elle avait entre vingt et vingt-sept ans) dans ce gros bourg rural, à une trentaine de kilomètres de Nantes, par de nombreuses incartades allant de larcins à des fugues. Et, brutalement, en 1973, on n'entendit plus parler d'elle. « On nous avait dit de bien la surveiller », ont expliqué les parents aux gendarmes.

J.-C. M.

## EN BRIEF

● La fraude du casino de la Grande-Motte. — Après les incriminations pour infraction à la législation sur les jeux de deux membres du comité directeur du casino de la Grande-Motte (Hérault), MM. Bernard Pons et Henri Lafarge (le Monde des 7 et 16-17 septembre) cet établissement a été fermé jeudi 13 septembre sur décision du ministre de l'intérieur qui a retiré l'agrément au comité directeur. Les policiers de la brigade des courses et jeux continuent leurs investigations mais cette fois à propos du fonctionnement d'un jeu, le chemin de fer, où des irrégularités auraient également été commises. D'autre part, il semble bien que des croupiers de ce casino se soient livrés à des malversations avec la complicité d'un moins un baron (joueur complice).

● Après la mort d'un malade hospitalisé, une information judiciaire a été ouverte par le parquet d'Orléans. Le 29 août, M. Fausto Bejarana, âgé de soixante ans, était tombé d'une fenêtre du service neurologique de l'hôpital d'Orléans. Il était mort quelques heures plus tard et la famille avait déposé une plainte contre l'administration de l'hôpital. — (Corresp.).

● Un enfant de sept mois est mort asphyxié, samedi 15 septembre, dans un foyer maternel de La Clotat (Bouches-du-Rhône). Le feu, qui s'est déclaré simultanément dans deux chambres séparées l'une de l'autre, serait, d'après les premières constatations, d'origine criminelle.

## FAITS DIVERS

## DANS LE RHONE

Les habitants d'une cité s'opposent  
à l'arrestation d'un jeune immigré  
recherché pour vols

## Cinq policiers ont été blessés

L'interpellation d'un jeune homme recherché pour vols, samedi 15 septembre, à Vaux-en-Velin (Rhône), a provoqué la colère de la population, en majorité immigrée, du quartier de la Grapinière, qui a pris à partie les enquêteurs. Cinq policiers, dont un commissaire, ont été blessés, et cinq véhicules et une ambulance des pompiers endommagés.

Recherché pour plusieurs vols à main armée, Akim, âgé de dix-sept ans, avait été repéré, samedi après-midi, dans cette « cité-ghetto » de Vaux-en-Velin, une banlieue de Lyon. Se sachant poursuivi, il s'était réfugié dans un appartement. Le quartier était aussitôt quadrillé par la police. Alors que les gardiens de la paix essayaient d'enfoncer la porte, Akim avait tenté de se suicider en s'ouvrant les veines avec un tesson de bouteille. Les hostilités ont commencé lorsque les voisins, les passants, ont vu les policiers encercler le jeune homme ensanglanté.

Des adultes d'origine maghrébine se sont massés devant l'immeuble, lançant des pierres et des bouteilles et s'en prenant aux voitures et à l'ambulance des pompiers qui venaient chercher le blessé. Le bagarre, qui a duré une heure, ne s'est achevée que par le départ des policiers de la cité. Le jeune homme, transporté avec du retard à l'hôpital, a perdu beaucoup de sang, mais ses jours ne sont pas en danger.

Ces hostilités, affirme-t-on dans la cité de Vaux-en-Velin, ne sont que l'effet le plus grave de la dégradation des relations entre la police et les familles qui occupent les immeubles tristes et sales de la Grapinière. Les habitants reprochent aux forces de l'ordre les rondes incessantes, les vérifications d'identité, les brutalités gratuites à l'égard des jeunes, tous suspects d'être des délinquants. Plusieurs camarades d'Akim se trouvaient sur les lieux lorsque les policiers quittaient l'immeuble. Ils se sont portés spontanément au secours du jeune homme, qu'ils admiraient pour ses vols audacieux de voitures, son mépris du danger et de la police. Ils savaient aussi qu'Akim faisait l'objet d'un avis d'expulsion.

SÉRIE D'ATTENTATS  
CONTRE LES LOCAUX  
DU MINISTÈRE DU TRAVAIL  
À PARIS

Une série d'attentats a eu lieu, samedi 15 et dimanche 16 septembre, contre des locaux du ministère du travail et de la participation à Paris. Samedi, à 20 h. 55, une explosion a endommagé la façade d'une annexe commune à ce ministère et à celui de la santé et de la sécurité sociale, 52, rue d'Estades (7<sup>e</sup>). Les vitres du bâtiment ont volé en éclats ainsi que celles de certains immeubles riverains. Deux autres engins ont été désamorçés peu de temps après, dans le même bâtiment près d'une autre entrée, 14, avenue Duquesne, par les fonctionnaires du laboratoire central de la préfecture de police. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Une autre explosion a eu lieu dimanche 16, vers 7 heures, au siège de la Sonacotra (Société nationale de construction pour les travailleurs), 42, rue Cambronne, à Paris (15<sup>e</sup>), causant d'importants dégâts dans l'immeuble ainsi que dans les bâtiments voisins. Des véhicules en stationnement ont été endommagés. Un passant a été légèrement blessé par le souffle de l'explosion. L'attentat a été revendiqué dans un coup de téléphone à l'Agence France-Presse par des « groupes autonomes pour l'action armée ». Inconnus jusqu'alors, en réponse, a affirmé le correspondant, « à l'abus de pouvoir qu'exerce l'état policier et ses patrons ».

Dimanche 16, à 17 h. 50, des hommes circulant à bord d'une voiture ont tiré des coups de feu contre la façade de l'immeuble qui abrite, 1, boulevard des Invalides (7<sup>e</sup>), le ministère du travail et de la participation, et le secrétariat d'état aux travailleurs manuels et aux immigrés. Des balles ont été retrouvées à l'intérieur d'un local où se trouvent des photocopieuses. Il n'y a pas eu de blessés. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« LE MATIN » PUBLIE  
DES PHOTOS DE M. TILLIER  
PRISES PAR J. MESRINE

Le Matin publie dans son édition du lundi 17 septembre quatre photos, que lui a adressées Jacques Mesrine, représentant M. Jacques Tillier, journaliste à l'Express, prises lors de son agression, le 10 septembre, dans une grotte de la forêt d'Alaise (Oise). Sur la première de ces photos, prises par le malfaiteur lui-même avec un appareil à développement instantané, M. Jacques Tillier est montré pendant qu'il se débattait. La seconde le présente nu, les mains entravées derrière le dos. Sur la troisième et la quatrième, le journaliste apparaît ensanglanté, couché sur le ventre, après avoir été blessé par les trois balles tirées par Jacques Mesrine. Le malfaiteur a ainsi adressé au Matin et à l'Express une copie de la lettre qu'il avait envoyée vendredi 14 septembre, à notre rédaction (le Monde daté 16-17 septembre).

COLLISION AÉRIENNE  
AU COURS DE LA FÊTE  
D'HAZEBROUCK

## Huit morts

(De notre correspondant.)

Lille. — Deux avions de tourisme, des « Ballye », sont entrés en collision, le dimanche 16 septembre, dans l'après-midi, et se sont écrasés dans une pâture, à Morbecque, près d'Hazebrouck, dans le Nord. Des appareils, en partie calcinés et détruits, on a retiré huit cadavres : les corps des deux pilotes, le docteur Baccuet, de Vieux-Berquin (Nord), et M. Driencioi, de Calonne-Ricourt (Pas-de-Calais) ; et ceux de Mlle Régine et Martine Baey, âgées respectivement de dix-huit et quinze ans ; Eric Smal, quinze ans ; M. et Mme Platel et leur fils âgé de cinq ans.

Ces deux appareils, de l'Aéro-club de Meryille, faisaient des baptêmes de l'air à l'occasion de la fête d'Hazebrouck. Le temps était magnifique. On ne s'explique pas les raisons de cet accident.

● Deux faux policiers. — Deux faux motards de la gendarmerie ont interpellé, samedi 15 septembre, en plein centre d'Agen (Lot-et-Garonne), une automobile et lui ont demandé, sous le prétexte que ses pneumatiques étaient lisses, de payer immédiatement une amende de 400 francs. Après s'en être acquittée, la conductrice demanda un reçu que les faux policiers l'envoyèrent chercher à la gendarmerie. C'est là qu'elle se rendit compte qu'elle avait eu affaire à des escrocs. Elle a déposé plainte. C'est la deuxième fois — depuis l'annonce du projet gouvernemental de paiement immédiat des amendes — que des automobilistes se sont abusés par de faux policiers. A Toulouse, déjà, dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, de faux motards s'étaient fait régler directement des amendes par des automobilistes qui avaient oublié d'attacher leurs ceintures de sécurité (le Monde du 4 septembre).

## Au BHV Rivoli.

# -20% et crédit gratuit\* 9 mois sur tous les tapis d'Orient.

## De quoi aimer deux fois l'Orient.

Iran, Turquie, Chine, Afghanistan, Pakistan, Inde. Depuis toujours, ils sont noués à la main par des artisans garants de traditions séculaires.

Depuis toujours, ils sont en laine ou en soie, aux couleurs chatoyantes ou fondues. Depuis toujours, ce sont des pièces uniques qui ne cessent de prendre de la valeur. Tous ces chefs-d'œuvre sont au BHV Rivoli, tous accompagnés d'un certificat d'authenticité.

Le BHV c'est aussi une large gamme de prix : de 120 F à 140.000 F. Et jusqu'au

13 octobre, vous bénéficierez de 20% de réduction et du crédit gratuit sur toute la collection.

## Le BHV vous en dit plus sur les tapis :

- Exposition permanente de plus de 20 très beaux tapis anciens ;
- Conférences faites par D. et P. Chevalier experts près le syndicat français des experts professionnels en œuvres d'art, les Samedis 22 Septembre et 13 Octobre à 17h et les Mercredis 26 Septembre et 3 Octobre à 18h30.
- Démonstration de restauration d'un tapis d'Orient le Mercredi et le Samedi de 11h à 18h30 jusqu'au 13 Octobre.

\* à partir de 850 F d'achats.

Après acceptation d'un découvert en compte Cofinaga. Non cumulable avec franco-province et opérations promotionnelles en cours. A l'exception des articles marqués d'un point vert et des services.



Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

**BHV**

McCham-Gilksan



ité s'opposent  
jeune immigré  
sur vols

Le 15 septembre

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979. Cette augmentation est due à la progression du budget de l'État, qui est de 14,5 %, et à la part de l'éducation qui est de 16,85 % contre 17,8 en 1979.

mois  
ent.

rient.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Bouillat, a déclaré à la presse que le budget de l'éducation pour 1980 augmentait de 10 % par rapport à 1979.

Le 15 septembre

## ÉDUCATION

### LE PROJET DE BUDGET POUR 1980

#### La part de l'éducation diminue dans l'ensemble des dépenses de l'État

Il faut avoir une « claire conscience des exigences nationales », déclarait M. Christian Bouillat, ministre de l'éducation (« le Monde » du 14 septembre) pour expliquer la priorité donnée par le gouvernement aux dépenses militaires.

A maintes reprises, le ministre a d'autre part insisté sur la nécessité de redéployer les moyens, de s'attacher au « qualitatif » et non plus au « quantitatif ». Cela n'avait pas empêché le budget de l'éducation pour 1979 de progresser un peu plus que l'ensemble du budget de l'État. Ce n'est plus le cas. Avec un total de 89 milliards, le projet de budget du ministère de l'édu-

cation pour 1980 augmente de 10 % alors que la progression du budget de l'État atteint 14,5 %. La part de l'éducation n'y est plus que de 16,85 % contre 17,8 en 1979.

La baisse des effectifs scolaires — phénomène apparu il y a un an — et la stabilisation envisagée pour les prochaines années justifient, pour le ministre, la faiblesse du recrutement : deux mille six cent soixante-douze créations d'emplois sont prévues.

Si, au total, le budget de l'éducation reste considérable, la marge de manœuvre est faible, les dépenses de per-

sonnel absorbant 88,9 % des crédits. Elles atteindront 79 155 millions de francs en 1980 (71 169 millions en 1979). Les crédits d'action sociale (bourses, transports) diminuent, passant de 4 milliards 11 millions à 3 milliards 806 millions en raison de la prise en charge par d'autres budgets de l'aide aux maîtres d'apprentissage.

En revanche, contrairement au budget de 1979, les investissements progressent de 12 % en autorisations de programmes, passant de 2 milliards 581 millions à 2 milliards 892 millions.

Les dépenses de personnel, qui représentent l'essentiel du budget de l'éducation, augmentent un peu plus chaque année, bien que le recrutement diminue fortement. Cette progression s'explique en fait par l'actualisation des traitements et le « vieillissement » du corps enseignant où l'on enrégistre peu de départs à la retraite.

La diminution encore accentuée en 1980 des créations d'emplois repose sur les prévisions d'effectifs. On estime qu'il y aura 55.000 élèves de moins dans les écoles élémentaires en 1980, soit l'équivalent de la baisse enregistrée cette année en maternelle, où elle devrait être moins spectaculaire l'an prochain (moins 18.000). Les collèges ne devraient pas être atteints par ce phénomène avant 1985 ; si l'on y prévoit 12.000 élèves de moins en 1980, cette diminution devrait être en partie compensée par une augmentation des effectifs des sections d'éducation spécialisée (+ 7.000). En revanche, la progression qui affecte les établissements de second cycle devrait continuer, notamment dans les lycées, où les effectifs devraient augmenter de 33.000 à la rentrée 1980.

Ce sont donc ces établissements qui bénéficient en priorité des créations d'emplois d'enseignants. Le projet de budget pour 1980 prévoit 3.672 emplois nouveaux, obtenus en outre en réduisant les emplois d'enseignants et en supprimant des postes dans d'autres secteurs.

• Dès la rentrée 1979, (collectif

budgetaire) on compte des moyens nouveaux (648 emplois d'enseignants) et des suppressions de postes (458 dans les établissements de formation, 1.200 surveillants d'externat, 70 personnels administratifs).

• A la rentrée 1980, 2.552 emplois d'enseignants sont créés (2.173 dans les lycées, 570 dans les lycées d'enseignement professionnel, 400 dans les collèges et 200 suppressions dans les écoles) ainsi que 370 emplois de personnels administratifs et de service.

En revanche, des postes sont supprimés : 2.940 personnels en formation, 1.000 surveillants d'externat.

A ces mesures il convient d'ajouter diverses régularisations et transferts, parmi lesquels la titularisation de 2.784 instituteurs remplaçants (le plan de titularisation devrait être achevé au budget de 1981) ; la prise en charge progressive, depuis la loi de 1975, des personnels des établissements pour enfants inadaptés (1.674) ; celle de l'enseignement primaire en Polytechnique (265) ; la suppression de 40 emplois à l'administration centrale.

Pour la première fois depuis 1975, le nombre de postes mis au concours de recrutement des professeurs du second degré, qui avait considérablement diminué, restera équivalent à l'an dernier : 2.000 postes au CAPES ; un millier à l'agrégation.

Si n'est plus question de recruter de nouveaux maîtres auxi-

liaires (qui occupent actuellement 10 % des postes), on reconnaît au ministère qu'il y aura toujours nécessairement une frange d'auxiliaire. Si celle-ci est forte dans l'enseignement technique (15 %) elle ne dépasse pas 5 % dans les disciplines générales, ce qui est considéré comme un taux raisonnable.

L'examen de la répartition des créations d'emplois d'enseignants, montre que, après les lycées, le ministère accorde une relative priorité aux enfants en difficulté en attribuant 940 postes aux groupes d'aide psycho-pédagogique et 145 aux sections d'éducation spécialisée.

#### 10 milliards pour l'enseignement privé

Les crédits de fonctionnement progressent faiblement (5 % de plus par élève). Or, ils sont presque pour moitié consacrés aux dépenses de chauffage. Si les tarifs du mazout devaient encore augmenter, il est à craindre que les sommes allouées soient insuffisantes. Ces crédits prennent en compte le fonctionnement des centres de formation d'apprentis. Le nombre de jeunes orientés vers cette voie devrait passer de 210 000 à 225 000 et le ministère met l'accent sur le développement de l'inspection de l'apprentissage.

La politique du ministère de l'éducation en matière d'action sociale vise à « réorienter » vers le second cycle, et en particulier l'enseignement technique, les

sommes consacrées aux bourses plutôt que de distribuer un nombre important de bourses peu élevées aux élèves des collèges, où la gratuité des livres se met en place.

Les dépenses d'investissement augmentent de 13 % en autorisations de programmes. Comme elles étaient auparavant tombées à un faible niveau, elles permettront davantage d'entreprendre des travaux de maintenance des bâtiments que de construire.

Pour le premier degré (275 millions) ce sont les départements qui décident de l'affectation des crédits et, pour l'enseignement secondaire (2 535 millions), ce sont les préfets de région, à qui le ministère conseille de se consacrer en priorité à l'installation d'équipements permettant des économies d'énergie : 90 millions sont d'ailleurs affectés à la construction de bâtiments administratifs.

Au total, les crédits consacrés par l'État à l'enseignement privé atteindront 10 milliards en 1980. Comme pour l'enseignement public, la plus large part des dépenses est consacrée à l'ajustement des salaires des personnels. Il faut d'autre part payer l'application de la loi Guerneur destinée à harmoniser la situation des enseignants des établissements privés sous contrat avec celle des établissements publics. En 1980, il en coûtera 270 millions.

CATHERINE ARDITTE

## TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRANGE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

## CTM COMPUTER en France

Le constructeur CTM, une entreprise du groupe Diehl, compte aujourd'hui plus de 2 500 installations avec une progression moyenne de 70 % par an.

Le produit et ses applications : une gamme complète d'ensembles de gestion, disques souples ou disques rigides, adaptés avec applications de gestion (commandes, facturation, comptabilité, finances, salaires, prix de revient, lancement de fabrication...), installés clés en main par le réseau CTM France.



Veillez bien nous rendre visite au SICOB du 19 au 28 septembre

SICOB

niveau 4, zone A stand 4100

# Franck et Fils.

## Toutes nos envies de tricot.

17-29 septembre.

Revoir la Quinzaine du tricot. A nouveau, pendant 15 jours du 17 au 29 septembre, vous allez découvrir chez Franck et Fils toute la maille, sous toutes ses formes et dans toutes ses matières. De quoi vous passer toutes vos envies de tricot.



Franck et Fils  
Le grand magasin du seizième.

80, rue de Passy, Paris 16<sup>e</sup>. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muette.











**A'LIN DOUTET** | **JASON HILL** | **SACHA BARRON** | **JOE WILSON** | **CARL DE PAULIS**

★ Discographie chez WEA.







PAL  
 DU FEST  
 TA



Je suis là

DI 17 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

ARDI 18 SEPTEMBRE

CHÂNE FR 3

et

FRANCE CULTURE

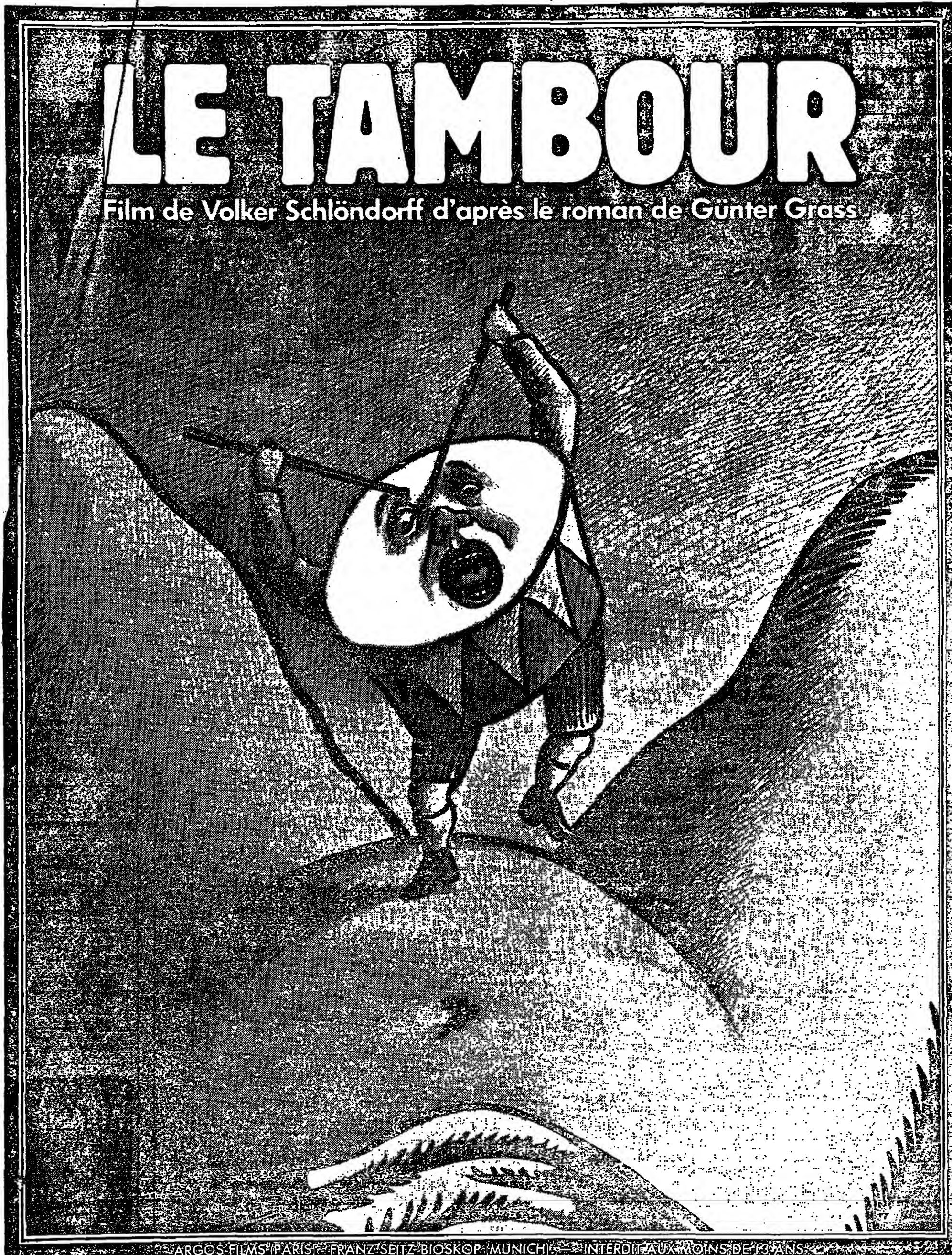
SORTIE A PARIS ET PÉRIPHÉRIE LE 19 SEPTEMBRE

# PALME D'OR DU FESTIVAL DE CANNES

ex aequo avec "Apocalypse Now"

## LE TAMBOUR

Film de Volker Schlöndorff d'après le roman de Günter Grass

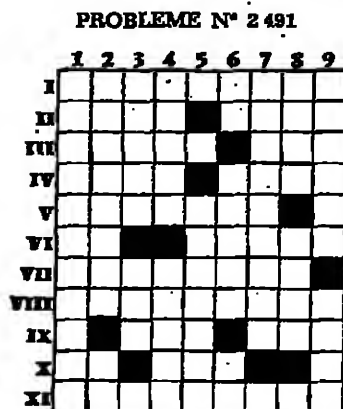


\* LE TAMBOUR est programmé en exclusivité à Paris aux Cinémas : GEORGE V VO 70 mm son stéréo  
KINOPANORAMA VO 70 mm son stéréo - UGC BIARRITZ VO - UGC ODEON VO - BIENVENUE MONTPARNASSE VO - UGC OPERA VO  
PARAMOUNT OPERA VF - PARAMOUNT MONTPARNASSE VF - CAPRI GRANDS BOULEVARDS VF - PARAMOUNT GOBELINS VF  
PARAMOUNT MONTMARTRE VF - UGC GARE DE LYON VF - et dans toute la périphérie



# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



**PROBLÈME N° 2491**

**HORIZONTALEMENT**

1. Ce qu'on peut faire de bon quand on a la guigne. — II. Son odeur évoque les grandes grèves; Se déplace comme une lavandière. — III. On y fabrique des boîtes de vitesses; Saint pour la Bretagne. — IV. Abri pour une veuve; Fit un travail d'horticulteur. — V. Caractère qu'on peut attribuer à ceux qui ont

**LE MONDE**

me propose de vous offrir des appartements à Paris, à la vente, à la location, à la location à long terme.

**L'APPEL**

vous recherchez.

beaucoup trop de livres. — VI. Abréviation indiquant qu'il n'y aura pas de quartier; Peut être particulier pour ceux qui veulent s'isoler. — VII. Peut se mettre dans un bouquet. — VIII. Évoque une certaine maladresse. — IX. Boisson pour les Anglais; Pas fin. — X. Au bout du compte; Souvent avec les autres. — XI. Peut être classée avec les moules.

**VERTICALEMENT**

1. Qui ne s'ouvre donc pas facilement. — 2. Comme de bonnes intentions; Rejoignait le troupeau. — 3. Se jette dans l'Adriatique; Pourra devenir un bon sujet. — 4. Parfois galantes dans une galerie; Versé quand on est touché. — 5. Empêche le jus de se répandre. — 6. Tunisie (épelle); Mis à plat; Peut faire supposer bien des choses. — 7. De toutes petites pièces. — 8. N'est parfois qu'un banc; S'intéresse aux religions. — 9. Un Lillois très lyrique; Élément d'une alternative.

**Solution du problème n° 2490**

**Horizontalement**

I. Loquacité. — II. Union. — III. Boisés. — IV. Est; Upas. — V. Réunion. — VI. Assur. — VII. Cartel. — VIII. Lignes; Ici. — IX. Etal; Rome. — X. Hien. — XI. Ane; Ase.

**Verticalement**

1. Libérables. — 2. Ode; Ut. — 3. Quitus; Nain. — 4. Uns; Nu-celle. — 5. Aie; Iran. — 6. Cœur; Réa. — 7. Inspections. — 8. An; Esc. — 9. Epistoliers.

GUY BROUTY.

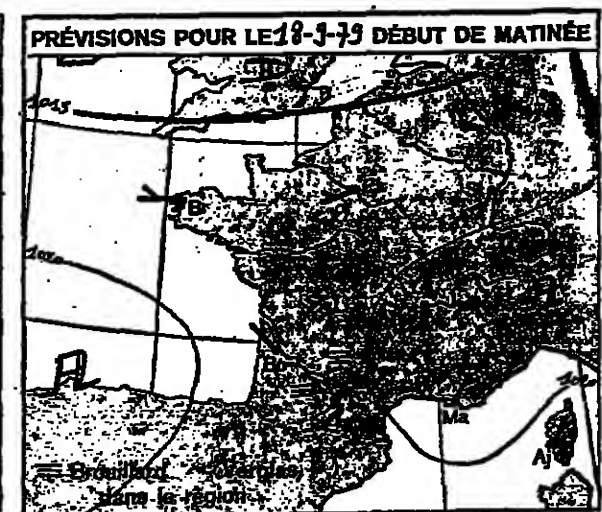
## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 septembre à 8 heures et le mardi 18 septembre à 4 heures :

Au nord des hautes pressions qui pénétreront de l'Atlantique à l'Europe centrale, la partie active des perturbations océaniques circulera de Terre-Neuve à la Scandinavie sans affecter la France.

Mardi 18 septembre, le temps restera bien ensoleillé sur toute la France. Il fera très frais le matin, et quelques bruyards se formeront passagèrement en Aquitaine, dans le Massif Central et dans le Nord-Est. Enfin, le soir, des nuages orageux se développeront dans le Sud-Ouest.



Les vents, de direction très variable, seront faibles.

Les températures maximales s'élevont un peu.

Le lundi 17 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1019,1 millibars, soit 764,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Alsace, 24 et 14 degrés; Biarritz, 27 et 15; Bordeaux, 25 et 13; Brest, 21 et 7; Orléans, 21 et 6; Cherbourg, 19 et 9; Clermont-Ferrand, 20 et 7; Dijon, 20 et 6; Grenoble, 21 et 10; Lille, 18 et 6;

Lyon, 19 et 9; Marseille, 26 et 16; Nancy, 18 et 8; Nantes, 23 et 9; Nice, 25 et 20; Paris-Le Bourget, 19 et 4; Pau, 27 et 13; Perpignan, 26 et 17; Rennes, 22 et 8; Strasbourg, 17 et 4; Tours, 22 et 5; Toulouse, 27 et 11; Poitiers-Pierre, 22 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 20 degrés; Amsterdam, 16 et 9; Athènes, 23 et 17; Berlin, 14 et 9; Bonn, 16 et 3; Bruxelles, 16 et 9; Casablanca, 25 et 20; Copenhague, 14 et 10; Genève, 19 et 8; Lisbonne, 24 et 17; Londres, 14 et 10; Madrid, 29 et 16; Moscou, 14 et 6; Nairobi, 24 (max); New-York, 22 et 18; Palma-de-Majorque, 28 et 18; Rome, 27 et 18; Stockholm, 12 et 8.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 16 septembre 1979 :

### DES DECRETS

● Relatifs au contrat de capitalisation :

● Portant publication de la convention générale relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre la République française et la République du Niger, signée à Niamey le 15 mars 1975 ;

● Portant incorporation dans le code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code ;

● Portant statuts particuliers des corps de l'administration scolaire et universitaire et fixant les dispositions applicables aux emplois de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire ;

● Relatif aux inventions de salariés.

## Animaux

● La Société protectrice des animaux, dont le siège est 39, boulevard Berthier, 75017 Paris, indique qu'on peut la joindre désormais au téléphone par le 380-40-66.

Ce numéro unique remplace désormais les anciens numéros. En revanche, les numéros d'appel des refuges Grémont, à Gennevilliers, 30, avenue du Pont-de-Saint-Denis, restent identiques (refuge : 798-17-40; service recherches : 798-8-98).

## Visites, conférences

### MARDI 18 SEPTEMBRE

**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES.** — 15 h. Avant l'église Saint-Paul, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux, c. Evénements : le tournoi de 1587 et la mort de Henri II.

15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Penne : « Salon doré de hôtel de Lamoignon » (Casse nationale des monuments historiques).

15 h. Métro Solferino, M. Maguene : « Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes » (Commence d'ici et d'ailleurs).

21 h. Métro Saint-Paul-le-Rois, M. Guasco : « Le Marais illuminé » (Lectures-Visites).

15 h. Métro Etienne-Maël, M. Tournier : « Les Halles, la tour des Miracles, la tour de Jean-sal-Feur ».

**CONFÉRENCES.** — 20 h. 30. P.S. 15, rue Georges-Buis, Naim Eslan : « De l'Orient et de l'Occident ».

19 h. 13, rue Edouard-Maël : « La base de toute activité » (Méditation transcendante).

## LETTRES

● L'écrivain espagnol Luis Benguer est mort samedi 15 septembre à Cadix, à l'âge de cinquante-cinq ans. Son livre le plus connu, *Ey Mundo de Logon*, écrit en 1968, a remporté un immense succès en Espagne et en Amérique latine.

## PRESSE

● A « l'Express », M. Edouard Bailly s'est vu notifier jeudi 13 septembre par écrit les motifs de son licenciement. Le syndicat S.J.P.-C.F.D.T., dans un communiqué, réclame « la prétendue insuffisance professionnelle » et estime que « les vrais motifs de ce licenciement sont à chercher d'une part dans deux conceptions différentes du travail des journalistes et de ce qui doit être une information honnête, d'autre part dans les autorités judiciaires de ce journaliste », et il lui renouvelle son soutien.

L'Association des journalistes spécialisés de l'Amérique latine et des Caraïbes — que préside M. Edouard Bailly — y voit pour sa part une « atteinte inquiétante au statut des journalistes et aux principes fondamentaux de la liberté d'information ».

## VIENT DE PARAÎTRE

### ATLASECO 79

Atlas économique et politique mondial

### observateur

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX — 34 F

## MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES

MENUISERIE SUR MESURE

### le bois

universel

6, rue Bouin - 92 700 Colombes

Téléphone : 782-40-69

## Institut de Gestion Sociale



**1980-1985 : NOUVELLE DONNE POUR L'ENTREPRISE UN AN POUR CHOISIR, CINQ ANS POUR GAGNER**

**9 et 10 Octobre 1979 au Palais de l'Unesco.**

mardi 9 octobre

### FACE AUX MUTATIONS DES ANNÉES 80.

**Président :** Gabriel VENTEJOL ; Président du Conseil Économique et Social.

**Prendre en compte les mutations et les réalités des années 80**

Thierry de MONTBRIAL : Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales

Jean de MARCILLAC : Rapporteur Général du Centre d'Étude des Revenus et des Coûts

Jean Daniel LEFRANC : Chef du Service Industriel au Commissariat Général du Plan

**Repenser les choix stratégiques dans un environnement difficile.**

Antoine DUPONT-FAUVILLE : Président du CRÉDIT DU NORD

**Le devenir social des entreprises françaises engagées dans la compétition internationale.**

Yvon CHOTARD : Vice-Président du C.N.P.F., Président de la Commission Sociale

### LES CHOIX SOCIAUX DES DIRIGEANTS

**Président :** Jean-Pierre HULOT ; Directeur des Relations Extérieures de ROUSSEL-UCILAF.

**Face aux incitations des Pouvoirs Publics**

Raymond SOUBIE : Conseiller du Premier Ministre pour les affaires sociales et culturelles.

**et aux comportements des salariés**

Jean BORNARD : Secrétaire Général de la C.F.T.C.

Michel LOGAN : Directeur Général de l'Agence pour l'Emploi des Cadres

Evelynne SULLEROT : Sociologue, membre du Conseil Économique et Social

**Quelle gestion sociale et quelle efficacité pour l'entreprise ?**

Paul DOMINJON : Président de l'Union Patronale de la Région Rhône-Alpes

Jean DUPUY : Sous-Directeur des Affaires Sociales de CREUSOT-LOIRE

Robert JANNET : Directeur de l'Usine de Boishorel de TRÉFIMÉTAUX

Robert RÉMILLON : Président de SAFT

Yves SABOURT : Administrateur, Vice-Président de MATRA

André VAUTHIER : Directeur Général des Établissements Industriels du Loiret, Laboratoires SERVIER

Michel DURAFOR : Ancien Ministre, Président de la Commission de la Production et des Échanges à l'Assemblée Nationale

mercredi 10 octobre

### RÔLE ET MISSION DE L'ENTREPRISE DANS LA SOCIÉTÉ :

que veulent les formations politiques ?  
qu'attendent les chefs d'entreprise ?

Les données du malentendu entre l'entreprise et les formations politiques

René REMOND : Professeur de l'Université Paris X, et à l'Institut d'Études Politiques

**Débat animé par Ivan LEVAT, Éditorialiste à Europe n° 1**

Responsables des formations politiques

Laurent FABUS : Secrétaire National du P.S.

Jean-Pierre FOURCADE : Ancien Ministre, Vice-Président de F.U.D.F.

Antony LE PORS : Membre du Comité Central du P.C.F.

Jean MEO : Conseiller pour les affaires économiques et sociales du Président du R.F.P.

**Des dirigeants d'entreprise**

Bernard BOISSON : Président du C.J.D.

Jean-Claude GAUTIER : Directeur de la Société des VINS DE FRANCE

Faulette LAUBIE : Président de VINCARA, Administrateur de l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprises

**Quel compromis social ?**

Jean MENU : Président de la C.G.C.

Bruno TRENTIN : Syndicaliste, Confédération Generale Italiana del Lavoro

Jacques CHEREQUE : Secrétaire Général adjoint de la C.F.D.T.

### LES IDÉES FOLLES AUJOURD'HUI

#### FERONT L'ENTREPRISE PERFORMANTE DE 1985

**Président :** Armand BRAUN.

Directeur Général de la Société Internationale des Conseillers de Synthèse

Changements, innovations, propositions

Michel CROZIER : Directeur du Centre de Sociologie des Organisations du C.N.R.S.

Luigi FERRO : Directeur Central des Recherches et du Management (FIAT)

Bernard MONTIEL : Directeur de l'Institut de Gestion Sociale

Jean PRIEUR : Rapporteur de la Commission Éducation du VII<sup>e</sup> plan

Roland SVENSSON : Directeur du Centre Suédois d'Études de la Vie au Travail

Georges TAYLOR : Conseiller pour les Affaires Internationales du Groupe PEUGEOT P.S.A.

**Interdépendance de l'innovation technique et de l'innovation sociale**

Conclusion des journées

Roger BURNEL : Président de l'Institut de Gestion Sociale

**Clôture du symposium**

Lionel STOLERU : Secrétaire d'État auprès du Ministre du Travail et de la Participation

renseignements et inscriptions :

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

25, rue François-1<sup>er</sup> - 75008 PARIS - Tél. 225 95 39.

الجمعية الوطنية



# Le Monde DE L'ECONOMIE

## LE RAPPORT DU F.M.I. : les « liquidités » internationales continuent à croître sans désespérer

**I**NFLATION, chômage persistant, menace d'une récession plus ou moins aggravée par les effets de la hausse du pétrole, considérable augmentation des réserves monétaires officielles, tous ces faits doivent bien être reliés entre eux par un fil directeur. Sans doute on le cherchera en vain à travers les analyses partielles et empreintes de conformisme international amant qui propose le rapport annuel du F.M.I. (Fonds monétaire international). Ce document est rendu public avant l'Assemblée générale de cette institution qui se tiendra cette année à Bâle du 2 au 5 octobre, précédée par la réunion, le lundi 1<sup>er</sup> octobre, du comité intermédiaire (dans

compter, entre le vendredi 26 et le dimanche 30 septembre les réunions traditionnelles des groupes des « Vingt-cinq », des « Dix », du comité de développement, etc.).

A défaut de présenter des vues nouvelles susceptibles d'éclairer l'action, le rapport fournit cependant — sans doute devrait-il limiter ses ambitions à cette tâche plus humble mais essentielle — sur l'évolution du système international des paiements une moisson de chiffres et de renseignements indispensables.

Voici d'abord comment se présentent à la fin de l'année dernière l'état et la répartition des réserves de change dans le monde :

EN MILLIARDS DE D.T.S. (1)

	1960	1970	1974	1975	1976	1977	1978
Pays industriels	48,5	65,2	97,9	104,1	113,5	139,5	169,4
dont États-Unis	18,4	24,5	38,1	42,4	45,2	55,1	61,4
Allemagne	7	13,5	26,5	28,5	30	32,7	41,4
France	1,9	4,8	11	10,9	14,3	19,1	23,7
Suisse	2,3	5,1	7,4	8,9	11,2	11,4	10,5
Royaume-Uni	2,1	2,8	4,7	4,7	5,8	7,3	13,1
Autres pays	1,3	5	7,2	10,8	8,4	4,4	10,7
Pays de production primaire les plus développés (pays, Yougoslavie, Australie...)	3,4	6,5	17,3	15,3	15,8	15,9	20,9
principaux pays exportateurs de pétrole (2)	3	5,6	28,4	43,3	55,1	62,2	65,2
Autres pays en voie de développement	1,6	13,9	25,9	25,1	24,1	44,2	52,5
TOTAL	63,3	93,3	179,5	193,9	201,8	261,7	279,4

(1) D.T.S. vaut environ 1,3 dollar et 5 francs.  
(2) Arabie, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Saoudite, Émirats arabes unis, Venezuela.

Selon les experts du Fonds, les caractéristiques de l'évolution des réserves au cours de cette année ont été le taux de croissance très élevé de leur montant nominal et les variations importantes de cette croissance d'une année sur l'autre. Ce tableau justifie amplement cette double remarque, comme on peut voir au premier coup d'œil. En outre, on ne peut pas se faire une image exacte et par conséquent de forme de la réalité. Sur les livres du F.M.I., les réserves en or sont encore évalées sur la base d'un prix de 35 D.T.S. l'once, soit environ 46,5 dollars, ce qui est manifestement tout à fait irréaliste alors que le prix du marché s'élève aujourd'hui aux alentours de 500 dollars l'once. Sur la base de ce cours d'évaluation théorique, le stock d'or officiel représente seulement quelque 35,5 milliards de dollars. C'est ce chiffre qui se

trouve inclus dans le total des réserves mondiales à la fin de l'année dernière, estimées selon le tableau ci-dessus, à 279,4 milliards. Sur la base d'un prix dérivé du marché, le stock mondial a, dit un peu plus loin le rapport, accusé de « brusques variations, passant du sommet de la fin de l'année 1974 de 153 milliards de D.T.S. à un autre sommet de fin d'année de 177 milliards, après le creux de 117 milliards en 1976 ». Cette aléas à la variabilité de la valeur du stock d'or est à ajouter au fait que le métal jaune constituerait décidément une base instable au système monétaire (mais qu'en est-il du dollar et de ce fait que les fluctuations de sa valeur sont littéralement noyées par le flux croissant des émissions ?) Depuis la fin de 1978, la hausse de l'or sur le marché a encore été d'en-

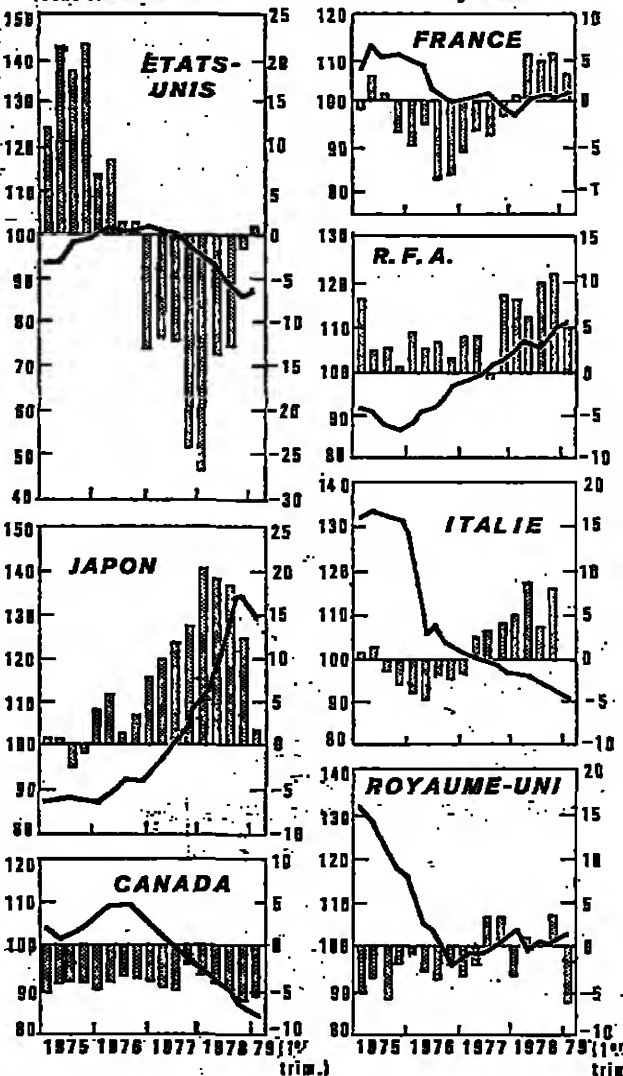
viron 50 %, si bien qu'aujourd'hui (mais cela peut changer demain, et pas seulement à cause des variations du prix du métal précieux) le stock d'or officiel vaudrait quelque 270 milliards de dollars, soit une somme du

même ordre de grandeur que les avoirs en devise américaine des banques centrales.

Le montant des réserves en devises, c'est-à-dire essentiellement en dollar, a encore augmenté en 1978 de 17 %, après

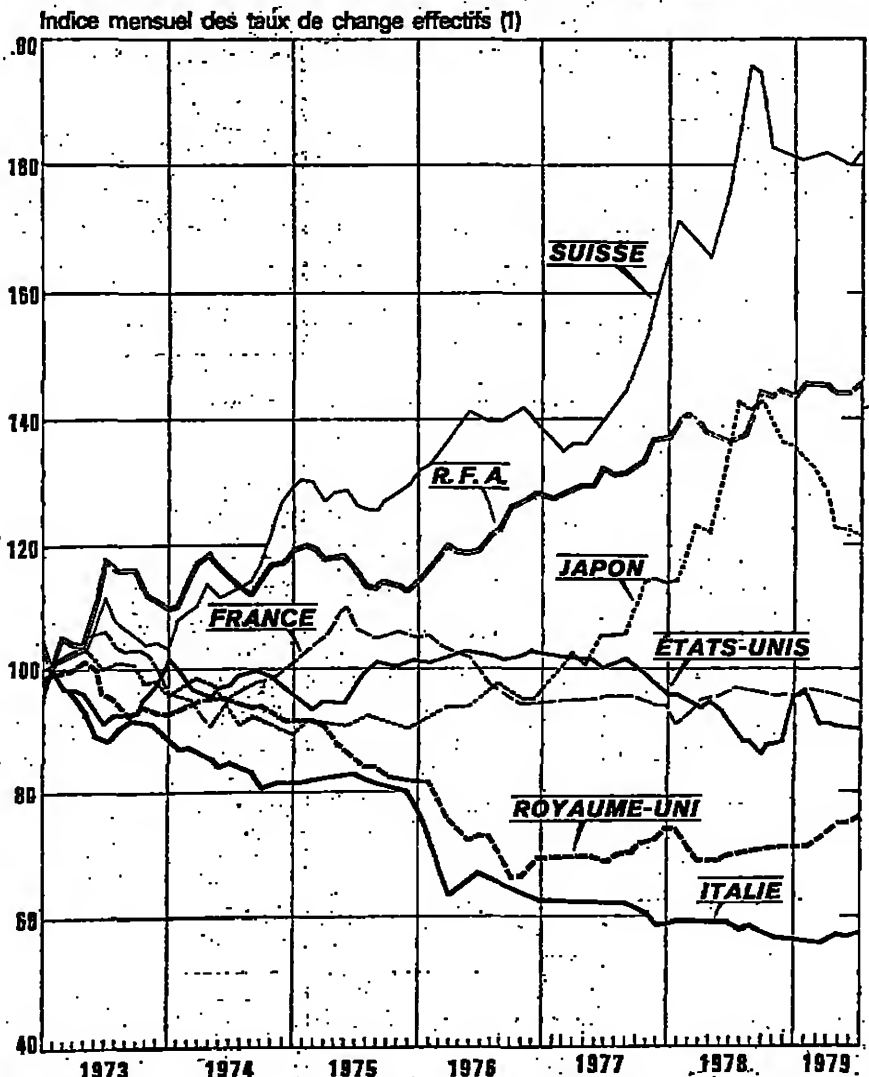
### LES VARIATIONS DU TAUX DE CHANGE SUIVANT PLUS OU MOINS L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Balance des paiements courants (en milliards de dollars-E.U.) (échelle de droite)  
Taux de change effectif (1) (indice 1977 = 100) (échelle de gauche)



(1) Voir note du graphique sur la réversible ascension des monnaies fortes.

### L'IRRÉSISTIBLE (DEPUIS 1978) ASCENSION DES MONNAIES FORTES



(1) Le taux de change, dit « effectif », est un indice calculé par le Fonds monétaire à partir des variations du taux de change de chaque pays par rapport aux monnaies de ces principaux partenaires commerciaux (avec pondération pour tenir compte de l'importance relative des courants d'échange). Depuis le 1<sup>er</sup> novembre dernier, la hausse rapide des monnaies qui ont le plus monté dans le passé a cessé, elle a même fait place à une baisse prononcée du yen. Cette baisse a fait toutefois qu'aujourd'hui environ la moitié de la hausse enregistrée depuis le printemps de 1977.

avoir progressé de 28 % en 1977. Calculé en D.T.S., ce total a augmenté de 10 % seulement, à cause de la dépréciation du dollar : de 200 milliards de D.T.S. en janvier 1978, il est passé à 221 milliards en décembre de la même année, soit une hausse de quelque 20 milliards de dollars. Pour des raisons d'exactitude, il vaut mieux, dans le nouveau système monétaire dont la « surveillance » est confiée au F.M.I. en vertu de la réforme mise en vigueur en avril 1978 (accords dits de la Jamaïque conclus en janvier 1976), ne pas se servir de chiffres trop précis, car la valeur de l'unité de compte utilisée, à savoir le D.T.S., varie elle-même quotidiennement.

Au cours des cinq premiers mois de 1979 on a assisté à une nouvelle augmentation de 11 milliards de D.T.S. (plus de 14 milliards de dollars), à quoi les experts du Fonds ajoutent les effets sur la liquidité internationale de la création du système monétaire européen, dont l'une des conséquences est de remettre dans le circuit, sous forme d'ECU, l'équivalent de 12 milliards de D.T.S. d'or.

Grâce notamment à une active politique d'emprunts sur le marché, les pays en voie de développement non pétroliers ont continué à accroître d'environ 20 % leurs réserves l'année dernière.

Sur le fait que la principale source d'actifs de réserves soit désormais l'emprunt auprès des banques privées, les économistes du Fonds monétaire font des commentaires incolorés, alors qu'il s'agit manifestement d'un phénomène susceptible de changer la notion même de réserve dont le caractère d'actif monétaire devient moins net. De même, le F.M.I. remarque que l'instabilité des taux de change a en tendance à se réduire à partir de novembre 1978, mais ne rapproche pas ce fait de l'énormité des interventions sur le marché des banques centrales.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 23.)

### Le chômage est-il nécessaire ?

**A**LORS que les experts du Fonds monétaire se bornent, dans leur rapport annuel (dont nous présentons ci-contre une analyse), à qualifier de « troublante » (disturbing) les maux — inflation, chômage, déséquilibres financiers — dont souffrent simultanément les économies des pays industrialisés, les économistes du GATT montrent le chemin, en considérant que ces phénomènes n'apparaissent fatals que parce qu'on les analyse à la lumière d'une théorie sans fondement. Cette différence notable d'approche tient-elle à d'autres traditions ou bien au fait que la liberté d'esprit s'élève plus facilement dans une organisation internationale installée à Genève que dans une réorganisation à la fois, et à quelques autres qui relèvent de notre sujet de façon trop lointaine pour être mentionnées ici.

Dans son étude sur les perspectives du commerce mondial, dont le Monde du 11 septembre a déjà publié quelques extraits, l'équipe de M. Olivier Long fait un certain nombre de remarques de caractère général, mais propres à expliquer pourquoi une politique telle que celle de M. Raymond Barre depuis trois ans n'est pas suivie de tous les heureux effets qu'on pourrait en attendre.

Le meilleur moyen d'affecter les ressources disponibles en vue de se rapprocher à terme du plein emploi n'est-il pas de laisser jouer à plein le mécanisme des prix ? Tout autant que M. Raymond Barre, les auteurs de l'étude en sont convaincus. Ils écrivent : « Le chômage actuel résulte non pas de l'insuffisance de la demande totale, mais d'un manque de coordination à l'intérieur de l'économie. Quand les prix sont établis, cette coordination est assurée par les rapports de prix... ». Mais ils ajoutent aussitôt : « En période d'inflation, la plupart des prix montent, mais ils ne le font pas de la même manière ni au même moment. En conséquence, les rapports de prix ne permettent guère, à aucun moment, de décaler les informations dont ont besoin les investisseurs pour prendre les décisions. Le volume de l'investissement total dans les entreprises s'en trouve déprimé (et il faut que l'État assume d'importantes déficits pour compenser l'excédent d'épargne sur l'investissement), tandis que les capitaux tendent à s'orienter vers des placements à amortissement rapide. L'effet conjugué de ces deux phénomènes ralentit l'accroissement de la productivité du travail. »

Autrement dit, pas de politique efficace de libération des prix si la monnaie, à travers quoi s'exprime la valeur des biens et des services, perd simultanément ses qualités d'instrument de mesure. La tâche prioritaire est donc de combattre l'inflation (ce qui ne veut pas dire qu'il faille attendre la victoire pour supprimer les contrôles...). C'est ici que nos auteurs s'en prennent à la plus dangereuse illusion du gradualisme selon lequel il faut procéder par petites touches. « L'impasse, au niveau des politiques macro-économiques, écrit-il, résulte d'une théorie analytiquement fautive du coût à court terme (sous la forme de pertes d'emploi et de production) d'une politique anti-inflationniste plus ferme. Cette théorie repose sur la croyance que l'inflation ne saurait être combattue qu'au prix d'un accroissement du chômage, et elle se traduit par des tentatives de calculer ce qui sera le chômage « nécessaire » pour réduire l'inflation dans une proportion donnée. Cette théorie ne tient malheureusement pas compte du fait que, même si la stabilisation des prix entraîne un certain chômage passager, le chômage dû à l'inflation diminuera dans le même temps. Pour cette raison, et d'autres encore, le chômage durant la période de stabilisation n'a pas de relation fixe avec une quelconque caractéristique structurelle de l'économie. En fait, il dépend presque exclusivement de la vision de l'avenir que se forme l'opinion publique. Si celle-ci se trouve persuadée que l'inflation va être réduite, chaque individu et chaque groupe social ajustent leur comportement économique d'une façon qui conduit en définitive à réduire au minimum le chômage transitoire. »

Voilà qui amène les économistes du GATT à ne pas voir dans un fort déficit des finances publiques un moyen de soutenir l'activité, comme voudrait le faire croire maintenant, après tant d'autres, le gouvernement français : « Les interventions massives sur le marché des changes, l'incapacité de réduire le déficit du budget de l'État, et d'autres signaux semblables rassurent de la politique des pouvoirs publics ne font que renforcer le sentiment que l'inflation va persister et rendre inutilement coûteux tout succès éventuel de l'action anti-inflationniste. » — P. F.

**8 heures par jour vous travaillez pour de l'argent**

**Et pendant ce temps-là votre argent qu'est-ce qu'il fabrique ?**

**Ribourel investissements**

Veillez m'adresser, sans engagement de ma part, votre Brochure Investissements.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Tél. bureau : ..... Tél. domicile : .....

A envoyer à JACQUES RIBOUREL, 120, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : 256.00.90.

**LA PIERRE TRAVAILLE MIEUX DANS LES LOISIRS**

Journal officiel

Annuaire

Visites, conférences

MANUELS

LETTRES

PRESSE

ATLASECO 79

le bois universel



## La guerre pour sortir de

On ne cesse ces dernières années de voir de lucides observations s'élancer des perspectives de guerre engendrées par notre monde actuel : « La prochaine guerre mondiale est très proche », prédit, de long-temps, Pékin, récemment encore par la bouche du maréchal Yeh Chien-ying. En écho en quelque sorte à cette prophétie terrifiante, Léopold Sédar Senghor croyait pouvoir déclarer en juin 1978 que « la troisième guerre mondiale avait commencé en Angola ».

par PIERRE PASCALON (\*)

Il est sûr que le spectre de la guerre semble bien se profiler inéluctablement à l'horizon, quelle que soit la voie empruntée pour surmonter la crise, qu'on poursuive et qu'on accense un développement externe de type libéral ou qu'on vise un développement interne de type plus dirigiste.

Il est certain que nombre de gouvernements — le gouvernement français en particulier — espèrent sortir demain de la crise en favorisant mieux que par le passé encore le dynamisme des firmes privées dans le cadre d'une économie de libre concurrence internationale. Il est vrai que l'expérience de nos pays après 1945 semble montrer en effet que la croissance — et donc l'emploi — a été obtenue prioritairement par les échanges extérieurs, à tel point que l'on a pu

(\*) Professeur à la faculté de sciences économiques de Clermont.

dire que durant cette période la croissance avait été « tirée » par les exportations. On comprend donc que, forts de cet acquis historique, nos gouvernements mettent beaucoup d'espoir dans ce type de croissance libérale externe pour venir à bout du chômage actuel, d'autant que la théorie des relations économiques internationales leur « prouve » que le libéralisme concurrentiel international a la vertu de promouvoir très également le progrès économique et social de toutes les nations.

On ne reprendra pas ici par le menu ces théories « réelles » du commerce international (de la théorie classique ricardienne jusqu'aux raffinements néo-classiques contemporains autour du théorème d'Heckscher-Ohlin-Samuelson) qui s'attachent à mettre en relief les gains réalisés par chaque nation de l'ouverture libre de ses frontières dans le cadre d'une division internationale du travail. Il est clair, pour ces économistes, que c'est le

libre-échange et la spécialisation internationale du travail qui conduisent le monde au progrès — l'affectation et la distribution des ressources et des activités économiques étant assurées dans les meilleures conditions par le mécanisme du marché — et il est non moins certain, d'après ces auteurs, — là est l'essentiel — à consigner pour notre propos — que l'ordre international qui se forme ainsi grâce à l'activité des marchands contraints par la concurrence à servir les intérêts de tous est un ordre de paix. Tout ce courant doctrinal ne cesse en effet d'assurer que le commerce libre entre les nations conduit à la paix grâce à l'intervention de la « main invisible ». Cette bonne nouvelle de « l'évangile marchand » ne se démentira jamais, de Montesquieu, hier, pour qui le commerce mondial « porte naturellement à la paix », jusqu'à Samuel Pisar, aujourd'hui, pour qui le commerce international est « l'arme de la paix ».

### Exporter ses difficultés

Mais, dans la réalité, l'emploi, le progrès et la paix s'obtiennent-ils bien par le marché et par le libre-échange ? Rien n'est moins assuré. Il est vrai, en effet, que les conclusions des théories du commerce extérieur ne sont acquiescées qu'en supposant une économie internationale constituée d'éléments équivalents, l'échange étant entre les partenaires la manifestation d'un sentiment de solidarité économique dans un espace de justice. Mais le monde concret étant fait de disparités de structures et d'asymétries de toutes sortes, l'échange entre unités inégales

risque d'être inéluctablement plus avantageux pour le partenaire le plus puissant, le commerce présent comme arme de la paix dans le cadre des mécanismes de marché devenant ainsi dans la réalité une arme au profit des plus forts dans un univers marqué d'antagonismes et de conflits aigus.

Faudrait-il des preuves à ces affirmations ? Non, les tenons. Il suffit, en effet, de regarder un instant plus attentivement la situation de guerre économique qui caractérise présentement notre monde occidental. Chaque

pays cherchant au mieux à « exporter » ses difficultés, c'est bien sûr d'abord la guerre commerciale entre grands pays développés soucieux de maintenir leur domination, condamnés au commerce extérieur, face à des pays en voie de développement qui ne veulent plus être « seulement des fournisseurs de la croissance, mais des partenaires » (selon la formule de M. Claude Chevreton).

Mais, comme dans la crise de la décennie 30, la guerre commerciale s'appuie aujourd'hui sur une guerre monétaire. Que signifient, en effet, les taux de change flottants qui prévalent depuis 1972, sinon que, dans le « non-système monétaire international » actuel, la guerre commerciale entre États est engagée et que ce sont les nations les plus fortes qui profitent de ce système de change, puisque ce sont elles qui ont au mieux la capacité de régler la flotaison à leur bénéfice avec ce choix ultra-libéral. Mais, dès lors, ne peut-on point craindre — ne serait-ce qu'à cause des similitudes très flagrantes qui existent entre le déroulement et les manifestations de la crise actuelle et ceux de la crise de l'entre-deux-guerres — que cette guerre commerciale, cette guerre monétaire, ne débouche, au final, sur une guerre militaire.

Il n'est pas sans intérêt d'observer qu'Adam Smith lui-même, plaidant en faveur de la liberté des échanges, n'en percevait pas moins dans sa *Richesse des nations* ces déviations possibles de l'esprit de commerce en esprit de conquête et, au final, l'illusion sans doute de la paix par les mécanismes du marché. Les marxistes, bien sûr, mais aussi les keynésiens, ne sont pas loin, eux non plus, de partager les

trinités de l'économiste classique du dix-neuvième siècle, l'auteur de la *Théorie générale*, en particulier, notant que le commerce extérieur est « un expédient pour protéger l'emploi à l'intérieur du pays par des ventes au dehors et par des restrictions d'importations : moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte ».

### Dirigisme et nationalisme guerrier

Il est sûr que face aux difficultés présentes beaucoup de gouvernements sont tentés de trouver le salut dans un développement plus autarcique et plus dirigiste, en suivant les enseignements de Keynes et de ses héritiers selon lesquels les pays doivent apprendre à assurer et à maintenir le plein emploi, chez eux au moyen de leur seule politique interne.

Le plein emploi est, on le sait bien aujourd'hui, l'objectif fondamental des keynésiens. Or, pour ces derniers, le libéralisme ne peut pas parvenir à garantir ce plein emploi. Keynes s'élevait déjà dans son « tract on monetary reform » contre les conséquences sociales néfastes du libéralisme international et de l'étalon-or, l'auteur fustigeait en effet, dans cet ouvrage les « règles du jeu » de l'étalon-or qui revenaient à sacrifier l'équilibre intérieur à l'équilibre extérieur, le plein emploi à la stabilité du taux de change. De même, dans la « théorie générale », Keynes s'attaque au libéralisme traditionnel et à ses prolongements sur le plan économique : affirmation inconditionnelle de la loi des débouchés et confiance illimitée dans des mécanismes autocorrecteurs capables de rétablir spontanément l'équilibre de plein emploi. Il soutient que le chômage est une « conséquence inévitable de l'individualisme tel qu'il apparaît dans le régime capitaliste moderne » et il montre corrélativement que ce système d'économie libérale ne corrige pas ce « chômage involon-

Et d'affirmer que « la compétition autour des débouchés » est « une des causes majeures de la guerre ».

Mais la guerre n'est-elle pas aussi inévitable si, délaissant pour l'essentiel le développement externe libéral, on cherche à sortir de la crise en s'appuyant sur un développement interne dirigiste.

« Mais alors que faire ? » Pas question, pour les keynésiens d'accepter le renversement de ce système, la collectivisation totale des moyens de production. Pour « remédier au mal sans aggraver le libéralisme et le rendement », il est nécessaire d'après les keynésiens « d'élargir les fonctions de l'État », les pouvoirs publics devant intervenir conséquemment au moyen de politiques économiques nationales qui ne doivent viser qu'un seul but : celui du plein emploi. À « l'internationalisme libéral », les keynésiens opposent, en effet, le « nationalisme dirigiste » : il ne faut pas hésiter d'après ces économistes à se libérer des contraintes de l'échange international par des variations du cours de change mais aussi, si les besoins, par une certaine protection douanière, et à mettre en place à l'intérieur de chaque pays une « politique d'intérêt national » et « d'investissements nationaux » pour résorber le chômage et la sous-emploi de la demande effective.

Ce n'est pas le lieu ici de détailler les armes de la politique économique keynésienne, les modalités concrètes des thérapies monétaires et budgétaires préconisées par les keynésiens pour relancer la demande effective en agissant sur les trois variables qui sont à considérer : la consommation, l'intérêt et l'investissement. Ce qui est plus important pour notre sujet, en effet, c'est de noter que pour les keynésiens, la mise en œuvre simultanée de ces politiques

SIEMENS

Une très large gamme d'ordinateurs compatibles, "made in Europe".

Venez voir au Sicob.

Le 30° Sicob est pour vous l'occasion de découvrir que la gamme d'ordinateurs Siemens est l'une des plus larges et des plus complètes proposées en Europe. A cette gamme, vient s'ajouter une grande variété de périphériques répondant à de multiples applications (terminaux bancaires, imprimante à laser, etc.). Cette richesse en périphériques est aussi une caractéristique de l'informatique Siemens.

Chaque système dispose de logiciels d'applications modulaires et comprend de nombreux traducteurs de langages, des moniteurs de télétraitement, et un système universel de gestion de base de données - UDS. Sur notre stand, nous présentons sept logiciels d'application touchant les domaines de la gestion, de la planification, de la recherche documentaire et de la conversion de programmes.

Pour découvrir l'une des plus larges gammes d'ordinateurs "made in Europe", venez nous voir au Sicob, ou contactez-nous : Siemens Data S.A. B.P. 109, 93203 Saint-Denis, Cedex 1 Téléphone : 252.60.32

Au Sicob : Niveau 3, Zone BQ, Stand 3255.



Siemens Data : l'alternative européenne en informatique

Atelier de poterie  
"LE CRU ET LE CUIT"  
accueil en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
RUE LACEPEDE, PARIS-5  
Téléphone : (1) 4611 707-52-64

POUR COMPRENDRE LA MONNAIE  
lire  
MECANIQUE DES MONNAIES  
Jaques RIEUD  
prof. Guitton  
Editions de la RPP  
17 avenue Dauphine 75017 Paris 21 05 43  
Diffusion : Armand Colin

PARIS STOCKHOLM  
NON STOP SUR DC9  
CHAQUE JOUR  
AVEC SAS 7420614  
SAS  
SCANDINAVIAN AIRLINES  
PARIS 15 h 15 ..... STOCKHOLM 16 h 15

EXCLUSIF  
Jacques Attali :  
"Pouvoir et déclin de la médecine"  
provocantes, surprenantes, les vues d'un "économiste engagé"  
également, James D. Watson, François Nourissier, Jean-François Lacronique, Joel de Rosnay, etc... dans le n° 9 (été).  
"Prospective et Santé" trimestriel  
5, rue Clément-Marot 75008 Paris  
Tél. 225 1374  
Le numéro : 30 F  
Abonnement annuel : France : 90 F  
Étranger : 100 F  
prospective et santé  
Pour votre avenir, une revue différente, des réflexions provocantes sur des thèmes fondamentaux.



Intérêts dirigistes dans les pas  
de la crise est favorable à la paix :  
« Si les nations, écrit, Keynes,  
pouvaient apprendre à maintenir  
un plein emploi au moyen de leur  
politique intérieure, les deux guerres  
aussi faut-il ajouter, les deux  
populations pouvaient atteindre un  
niveau d'équilibre, il ne devrait  
pas y avoir de crise économique  
proprement dite, et de ce fait les  
intérêts des deux pays les uns  
contre les autres. »

Est-ce donc à dire qu'au

lance, faisait ainsi de la guerre  
le résultat inévitable de ce type  
de développement interne diri-  
giste en quête du plein emploi.  
Est-il bien utile, pour en per-  
sister, de rappeler l'expérience  
des deux guerres ? Certes, aux Etats-Unis  
et en Europe, on s'efforça d'abord  
de résoudre le chômage massif  
consécutif à la crise de 1929 par  
des dépenses de guerre, des tra-  
vaux à grande échelle (routes  
et autoroutes, chemins de fer,

programmes d'aménagement fon-  
cier), conformes dans leur  
esprit, aux idées keynésiennes.  
Mais des politiques « padlockées »  
de relance, couronnées de succès  
incontestables, devinrent rapide-  
ment déclinantes, au par-  
cours, à partir de 1935-1936, sous  
l'impulsion des maîtres « des poli-  
tiques » de réarmement à outrance  
qui, au début, avaient le malin  
coquin de préparer les indus-  
trieux à l'issue tragique que  
l'on connaît.

Le développement interne d'optique keynesienne ou possède la clé merveilleuse au progrès dans l'investissement. En effet, n'est-ce pas la politique monétaire du taux d'intérêt pour réaliser l'investissement privé autrement nécessaire à la responsabilité croissante dans l'organisation directe de l'investissement. Investissements publics dans la recherche et le développement. On pense, bien sûr, à des investissements d'infrastructure, aux travaux « préconçus » de Keynes. Mais les investissements portant ceux investissements étant hors produits ou non, pour les investissements en processus du multiplicité, les investissements dans la recherche et le développement allaient devenir rapidement dans la réalité l'instrument par lequel les investissements dans la conjoncture économique, les dépenses militaires devaient prendre une place de plus en plus importante. Les investissements concernés des politiques de re-

## Le « complexe m

Mais l'expérience d'après 1945 montre l'importance décisive des dépenses militaires pour compenser la faiblesse des demandes intérieures, stimuler les progrès techniques et les approvisionnements militaires, ainsi qu'à résister, approximativement le plein emploi. On sait d'ailleurs que P. A. Baran, E. H. Carr et J. C. Garreau ont pour en rendre aux communistes les plus marquants — ont souligné le rôle essentiel de ces dépenses militaires dans les plus larges du complexe militaro-industriel » dans la croissance de nos pays après la guerre. Les dépenses militaires sont bien de reconnaître en effet l'importance du secteur militaro-industriel lorsqu'on sait que les dépenses militaires dans le monde se seraient élevées à près

## Militaro-industriel

de 400 milliards de dollars en 1976, dont 308,3 pour les pays développés — soit la valeur totale du produit intérieur d'un pays comme la France —, que selon certaines informations, les dépenses militaires aux Etats-Unis — soit la valeur totale de dépenses — ont subi un ralentissement uniforme ou dans le cas même le secteur public ou privé — dans les dernières années, d'activités d'intérêt militaire, soit un chiffre correspondant à l'ensemble de la main-d'œuvre nationale dans les Etats-Unis, soit un chiffre correspondant à la population de l'Europe (O.E.C.E. non comprise). Mais, dès lors, comment penser que ce monde de dépenses militaires en augmentation — soit la valeur réelle des dépenses militaires de 20 % en dix ans, de 1967 à 1976 — que ce monde de dépenses militaires aux trois points névralgiques : l'Afrique, le

Proche-Orient, le Sud-Est asiatique — puisse éviter un jour plus ou moins prochain un troisième conflit généralisé ?

Il semble donc bien que, quelle que soit la perspective retenue pour essayer de sortir de la crise — développement externe de type libéral ou développement interne de type plus dirigiste, — nos pays soient condamnés à voir tous leurs efforts dévies en destin guerrier. Y a-t-il une fatalité de la guerre qui fasse déraiper inexorablement les meilleures stratégies de paix économique ?

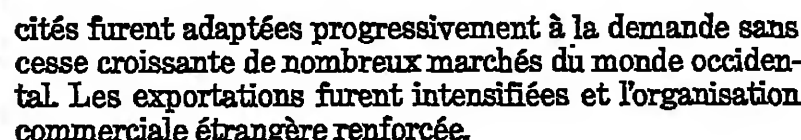
Il est vrai que, dans le passé, aucun régime n'a trouvé le secret de la civilisation complexe que nos civilisations contemporaines ont atteinte. Mais les historiens et les économistes, les techniciens et les philosophes, les hommes de bien l'histoire des hommes est bien l'histoire des guerres. Et, nous venons, au bonnet fin, à nous intéresser à la question que nous venons de poser, à la fois et qui nous rappelle — si nous tentons de l'oublier — que la guerre, dans son rôle essentiel de régulateur, assure une fonction infiniment de régénération et de réajustement à l'ensemble des sociétés concrètes issues des « luttes-concours » et des « conflits-coopérations » que nous avons inévitablement les hommes.

Mais l'expérience d'après 1945 montre également l'importance décisive des dépenses militaires pour compenser la faiblesse des demandes intérieures, stimuler les progrès techniques et les appareils productifs, et attirer ainsi l'investissement approprié, même le plein emploi. On sait d'ailleurs que F. A. Brahan, P. M. Sweeney et J. K. Galbraith — pour ne citer que quelques-uns des plus importants économistes américains — ont tous souligné le rôle essentiel de ces dépenses militaires et, de façon plus large, du « complexe militaire-industriel » dans la croissance économique des Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale. Force est bien de reconnaître en effet l'importance du secteur militaire dans ce pays, et l'on sait que les dépenses militaires de ce monde se seraient élevées à près

de 400 milliards de dollars en 1976 (dont 308,3 pour les pays développés) — soit la valeur totale du produit intérieur d'un pays comme la France — que selon certaines informations, les dépenses militaires dans le monde ont augmenté de 60 milliards de dollars par an pendant ces dix dernières années.

Ces chiffres sont alarmants et valent en uniforme ou dans le civil : dans le secteur public ou privé, à des activités liées aux activités d'intérêt militaire, à l'industrie armementaire, à l'ensemble de la main-d'œuvre utilisée dans l'industrie manufacturière en Europe (O.R.S.S. non comprise), mais, dès lors qu'il s'agit de dépenses militaires, « ça surajoute »... Avec une progression en valeur réelle des dépenses militaires de 20 % en dix ans, jusqu'en 1976, que ce chiffre est démultiplié trois fois, cela représente un accroissement de points névralgiques, à l'échelle

**Extrait du discours de Eberhard von Kuenheim, Président du Directoire de BMW AG devant l'Assemblée Générale des actionnaires à Munich le 10 juillet 1979.**



Les succès remportés par BMW en 1978 étaient en partie le fruit des efforts et des décisions des années précédentes. La gamme automobile BMW avec ses 3 modèles de base et son coupé s'est avérée à nouveau répondre aux besoins du marché tout en restant extrêmement attractive. Les capa-

**BMW investira 3 milliards de DM au cours des 5 années à venir.**

L'augmentation de la capacité des usines de Dingolfing, Landsberg, Berlin et Munich — ici, notamment dans le domaine de la production de moteurs — se poursuit comme prévu. L'usine de Berlin sera, par exemple, dotée d'un centre de machines outillages NC (à contrôle numérique) qui servira au groupe entier. La production de Dingolfing augmente chaque année grâce à son extension continue. Au cours des 5 années à venir, le volume des investissements sera plus que doublé et dépassera 3 milliards de DM. Les investissements au niveau des usines ont pour objectif premier le renouvellement constant et la modernisation régulière de tout le parc de machines. L'exemple de Berlin indique la voie choisie — seule une politique de renouvellement, d'innovations et de technologies ultramodernes nous assurera à

tous, à toute l'industrie allemande, la survie. En raison du coût de fabrication élevé, du haut niveau des exigences dans notre pays et de la pénurie des ressources, nos meilleurs stouts sur le terrain restent le dynamisme du personnel, le goût du risque de la libre entreprise, la créativité et l'intelligence de tous les responsables de l'économie.

Le sujet actuellement "à la une" est l'avenir de l'approvisionnement en énergie. Permettez-moi de faire le point de la situation à l'aide de quelques thèses.

1<sup>re</sup> thèse: l'approvisionnement suffisant des marchés en pétrole brut n'est pas un problème technique mais uniquement un problème politique. Ce fait, non seulement complique les pronostics, mais surtout l'élaboration de solutions valables.

2<sup>e</sup> thèse: il serait néanmoins dangereux d'attribuer aux hommes l'absence de pouvoir dicté dans

3<sup>e</sup> these: une augmentation des prix de l'énergie — à laquelle il faut s'attendre — incitera davantage les consommateurs à faire les économies d'énergie nécessaires que toute contrainte réglementaire.

4<sup>e</sup> thèse : la demande croissante pour des organes moteurs sobres en consommation d'énergie amènera tous les constructeurs par le jeu de la concurrence à mettre au point et à développer des produits à consommation d'énergie réduite.

5<sup>e</sup> thèse : le rôle de l'Etat n'est pas pour autant limité à une fonction d'observateur. Nonobstant ses devoirs dans le domaine social, il lui incombe de veiller à ce que le marché reste transparent et que des sources d'énergie de remplacement soient développées et mises à l'épreuve.

l'une de ces sources d'énergie alternatives. Un pays hautement industrialisé comme la République Fédérale Allemande ne peut renoncer aux centrales nucléaires, surtout si la pression permanente du coût la contraint à rationaliser de plus en plus. Rationaliser c'est automatiser, donc consommer davantage d'énergie.

### Libre concurrence et non mesures dirigistes

Ces thèses signifient-elles que nous pouvons rester les mains croisées à attendre, puisque de toute façon il n'y a rien à faire. Non, je ne me serais pas bien fait comprendre. L'usage économique des richesses de la terre doit être pour nous trois

une direction générale pour nous-mêmes — producteurs et consommateurs — une obligation absolue. Par contre, c'est sur la façon d'y arriver que les avis sont une fois de plus partagés. Les uns misent sur des mesures dirigistes et donc sur le dirigisme de l'économie et des hommes, autrement dit sur la paralysie des initiatives et du progrès — les autres croient en la liberté des décisions, les actions courageuses et le pouvoir imposant des solutions progressistes.

Que peut donc faire le marché par

Permettez-moi de répondre à cette question en prenant pour exemple le cas de BMW. A partir de l'automne 79, toutes les BMW consommeront en moyenne 7 % de moins de carburant que les modèles comparables de l'année précédente. L'industrie automobile allemande s'est engagée vis-à-vis du gou-

vernement fédéral à réduire d'ici à 1985 la consommation de carburant des modèles de 10 à 12%. D'ici à quelques mois BMW aura déjà atteint plus de la moitié de ce pourcentage. Il faut noter qu'une limitation de vitesse — sans cesse évoquée — aurait des conséquences extrêmement graves pour l'industrie automobile de l'Allemagne de l'Ouest et par conséquent sur l'économie et, en particulier sur l'emploi dans notre pays.

Notre secteur d'activité vit pour 50 % des exportations dans des pays où la limitation de vitesse est instaurée. Une limitation aurait des répercussions graves sur nos ventes puisque nos véhicules seraient ainsi privés de la preuve de leurs qualités. Le succès remporté à l'étranger ne peut s'expliquer, en filigrane que par la conception technique supérieure de nos véhicules en harmonie avec les exigences du marché intérieur.

## Équipement électronique du moteur et ordinateur de bord.

Quelle est donc la stratégie de BMW AG face aux nouvelles exigences du marché ?

En automne dernier, nous avons ouvert les portes de notre département de recherche à plusieurs spécialistes de la Presse. Nous leur avons présenté un moteur

conçu d'après un principe BMW très efficace et nous leur avons fait la démonstration de l'arrêt automatique de certains cylindres en cas d'utilisation partielle de la puissance du moteur. Nous leur avons également présenté le moteur BMW Diesel à turbo-compresseur. Toutes ces innovations diminueront de façon considérable — lorsqu'elles seront mises en fabrication de série d'ici à quelques années — la consommation de carburant. Nous avons pu lire par la suite dans les revues spécialisées de nom-

breux pays que BMW, grâce à ces nouveautés présentées, devenait le leader du progrès technologique automobile. Dès cet automne, nous serons le premier constructeur à équiper certains véhicules de notre gamme, d'un moteur à contrôle électronique digital mis au point pour nos véhicules en collaboration avec la firme Bosch, équipe-

ment qui garantira une puissance optimale et par conséquent, une consommation on ne peut plus économique.

L'ordinateur de bord est disponible dès maintenant pour nos modèles de haut de gamme. Il facilite au conducteur la saisie d'informations différentes grâce à ses 12 fonctions. Je voudrais souligner l'une de ces informations: l'indication exacte de la consommation instantanée, moyenne de carburant. L'enregistrement de valeurs limites pour la consommation ou la vitesse se traduira par une conduite empreinte du souci de réaliser une économie d'énergie.

Nous avons réussi à réduire le poids des modèles de la série 7 en utilisant de nouvelles technologies, jusqu'à 70 kg selon le modèle, malgré de nombreuses améliorations au niveau de l'équipement et de la performance de la série 7 s'intègre donc à merveille dans le contexte actuel. Elle conserve son stylisme dépourvu de prétention, fonctionnel. Nous n'avons pas voulu y apporter de modifications esthétiques.

Fidèles à la marque, le moteur était au premier plan de nos préoccupations: tous les grands moteurs 6 cylindres seront dotés d'une injection électronique, L-Jetronic de Bosch. La BMW 728 est remplacée par la 728i, la BMW 730 par la 732i, alors que la 735i devient la 735i avec le moteur 3.5 l qui a déjà fait ses preuves sur le coupé. L'augmentation de puissance se situe entre 15 et 25 CV.

Grâce à une nouvelle amélioration des chambres de combustion et à l'augmentation de la compression de 9:1 à 9.3:1, on obtient un meilleur taux de combustion et une diminution de la consommation spécifique. Il en résulte des moteurs plus puissants mais pourtant plus économes.

Au sommet de la gamme apparaîtra, en 1980, la BMW 745i. Cette automobile traduit l'objectif de nos travaux de recherche: pas d'augmentation de cylindrée, pas plus de 6 cylindres, mais la combinaison d'un moteur de 3,2 litres avec la technologie de la turbocompression. Mathématiquement cela nous donne une cylindrée de 4,5 litres,

**BMW, l'exportateur de modèles haut de gamme**

Avec la nouvelle génération de la série 7, nous pourrions poursuivre les succès commerciaux que cette série, en particulier, a remportés l'an dernier. En Allemagne, les séries 7 BMW ont atteint en 1978 environ 23% du marché et enregistré une augmentation de 51% des immatriculations par rapport à 1977; dans la même catégorie, ses concurrents n'ont progressé que de 18%. A l'étranger, les BMW docette série ont fait mieux encore.

En 1978, les exportations ont dépassé de 78% celles de l'année précédente. De tous les exportateurs allemands, BMW a le mieux réussi dans les modèles haut de gamme sur le marché européen. Pour consolider ce succès, pendant le premier semestre 1979, les marchés étrangers ont été livrés en priorité au détriment du marché intérieur.

La BMW Steyr Motoren GmbH, société créée le 11.79 est chargée de développer les moteurs nationaux.

de la mise au point du moteur Diesel. Nous avons pu poser, il y a quelques jours, les premiers jalons de son usine Steyr en Autriche. A partir de 1982, elle produira, par an, 100 000 moteurs de 1000 cm<sup>3</sup>, pour un investissement 50 000 marks, essence qui ne peuvent être fabriqués à Munich faute de capacité. Elle emploiera environ 150 personnes et réalisera, d'après nos prévisions, un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards de shillings autrichiens. Nous avons prévu d'acheter à la Steyr Motoren GmbH pour notre programme de fabrication environ 50 000 moteurs Diesel par an. Notre part du marché mondial, tel qu'il est possible de l'imaginer aujourd'hui, serait alors d'environ 15 à 20%.

Des automobiles BMW équipées de moteurs Diesel, certains d'entre vous y voient peut-être la rupture avec notre tradition. Mais je puis vous assurer que ces voitures resteront pourtant de vraies BMW. Ce moteur Diesel sera conforme à l'image BMW.

Vous imaginez sans doute les difficultés énormes que rencon-

trent sur le marché de la moto un constructeur tuc à la concurrence japonaise, cent fois supérieure, alors qu'à ses propres capacités sont restreintes et la main-d'œuvre chère dans son pays. Cependant, les mesures que nous avons été obligés de prendre, en raison d'une situation critique, sur le plan monétaire en particulier, commencent à faire sentir leurs heureux effets. Le nombre des commandes enregistrées pendant les 6 premiers mois de 1979 a été de 44% supérieur à celui de l'année précédente. On peut donc supposer que les chiffres de vente de la fin de l'année dépasseront les résultats de l'année précédente.

**La conscience de la  
qualité, base de notre  
réussite.**

Quelle est la situation du marché automobile en 1979? Au cours des 6 premiers mois de 1979, BMW AG a pu augmenter sa production automobile de 11%. Ce taux de croissance est supérieur au taux moyen national de notre activité. En Allemagne les immatriculations BMW ont augmenté de 11% alors que le nombre total des immatriculations de la République Fédérale n'a progressé que de 7%. Nos exportations ont augmenté de 8%, contre 5% pour l'ensemble du secteur. Le chiffre d'affaires de BMW AG s'est élevé à 3,5 milliards de DM, pour le premier semestre ce qui correspond à un taux de croissance de 18% par rapport à l'année précé-

Selon toute vraisemblance pour BMW, 1979 se terminera encore par des résultats extrêmement positifs. Ce n'est pas cette année qui nous posera des problèmes, ni le fait que les entrées de commandes fléchissent actuellement dans notre secteur d'activité. Le ralentissement du boom, nous l'avons prévu. Cette évolution ne nous surprend donc pas. Le mot clé des années à venir sera la "qualité" et la compétition se jouera à ce niveau: qualité des machines, des constructions, des produits, des collaborateurs conscients de la signification de la qualité. Nos collaborateurs l'ont été hier, ils le seront également demain.



CORRESPONDANCE

# A propos de « l'impôt mondial » et l'aide au tiers-monde

L'article intitulé « L'impôt mondial » paru dans le Monde de l'économie du 17 juillet, sous la signature d'Yves Laulan, était consacré aux transferts de ressources des pays riches vers les pays pauvres, transferts considérés par l'auteur comme plus importants qu'il n'est généralement reconnu.

M. Jean Chaudouet, du ministère de la coopération (services des études économiques et des questions internationales), nous fait part de ce propos de sa « surprise ».

L'auteur reconnaît d'abord que « si l'on se penche sur les réalisations effectives, le bilan paraît quelque peu décevant », puisque l'objectif de transférer 0,7 % du P.N.B. des pays riches au titre de l'aide publique au développement « est loin d'avoir été atteint par la plupart des pays ».

Mais il présente ensuite une thèse selon laquelle, « en dépit de l'échec apparent », un véritable impôt mondial se serait mis en

place ces dernières années, de façon pragmatique et souple, par le biais du marché, et grâce à l'inflation.

Et il énumère une série d'arguments et d'évaluations à l'appui de cette thèse.

Pourtant, je me demande si l'auteur n'a pas privilégié certains aspects des phénomènes, aux dépens de ceux qui risquent de compromettre sa démonstration et si, en conséquence, ce dépeintement impressionnant a des chances de convaincre les observateurs... et en premier lieu les bénéficiaires.

L'auteur pense qu'il s'agit d'un « transfert indirect et prendre en compte ».

En réalité, ce qui doit être pris en compte, n'est-ce pas la réduction du service de la dette qui résulte chaque année de ces mesures d'annulation ? Or le montant de cette réduction est très modeste, de l'ordre de 1 ou 2 % peut-être, et non de 35 %, de l'A.P.D. totale des pays du CAD.

Il n'y a pas de miracle.

L'auteur a certes raison de rappeler qu'une partie des prêts au tiers-monde sont consentis à des taux privilégiés, et que, par suite de l'érosion monétaire, l'emprunteur ne rembourse pas en termes réels.

Mais — malheureusement pour le tiers-monde en tout cas — il ne s'agit pas des effets de l'inflation. Car celle-ci provoque tout aussi bien une baisse en valeur réelle des sommes empruntées, ce qui oblige, par exemple pour réaliser un projet d'assainissement, à revoir les plans de financement. Le pays en développement doit alors emprunter davantage que ce qu'il avait prévu, ce qui alourdit la charge de sa dette ! Or est le transfert net à son bénéfice ?

On envoie, n'est-ce pas vrai que depuis 1973, l'aide demeurant très inférieure au déficit de la balance des paiements courants des pays en développement non producteurs de pétrole (20 à 40 milliards de dollars), beaucoup d'entre eux ont dû, pour continuer leur effort de développement, s'endetter à des conditions beaucoup moins libérales qu'auparavant ? Les crédits à l'exportation et divers financements privés, obtenus évidemment à des conditions beaucoup plus lourdes que les prêts d'A.P.D., représentaient en 1977, d'après l'O.C.D.E., 67 % de la dette totale du tiers-monde, contre 52 % seulement en 1972.

Une inflation de 10 à 25 % par an érode certes des charges d'amortissement... qui progressent, elles, à un rythme de 25 % !

M. Laulan sait bien que le problème des effets de l'inflation est ambigu et que le phénomène « joue aussi au bénéfice des pays développés vendeurs de produits manufacturés ». L'O.C.D.E., étudiant naguère l'accroissement du déficit des paiements courants, dans les pays en développement non producteurs de pétrole, expliquait, à raison de 50 %, par la hausse des prix du pétrole, pour 1974, et à raison de plus de 80 %, par les relations commerciales avec les pays occidentaux, pour 1975.

Alors pourquoi l'auteur, reconnaissant dans le cours de l'article que « la résultante de ces transferts est complexe et donc incertaine », tranche-t-il dans sa conclusion en affirmant « qu'il s'agit d'un impôt mondial » ? C'est l'inflation qui a permis, dans une certaine mesure, de répondre à l'impérative nécessité d'une redistribution des richesses ?

Le transfert de l'OPEP

Cette conclusion est également contestée par M. Boualem Abassi, statisticien économiste et chercheur à la City University Business School de Londres.

C'est une conclusion magnifique de néo-classicisme qui pourrait paraître très séduisante s'il ne s'agissait d'une contre-vérité. Cette conclusion est atteinte à la suite de deux propositions : l'une concernant les transferts de l'OPEP, l'autre concernant le différentiel entre le taux d'inflation mondial et le taux d'intérêt appliqué au montant de l'endettement.

M. Laulan, ainsi que d'autres économistes, interprètent ce différentiel comme étant un transfert net ou une subvention sans tenir compte de l'évolution des termes de l'échange du pays concerné dans ses relations avec le reste du monde. Là, le voudrait-il renvoyer à un document de la CNUCED (1) publié en 1977 et qui montre qu'il serait erroné d'accepter ce différentiel comme un transfert en soi ou de croire que les dommages subis par un pays donné du fait de l'inflation puissent constituer un avantage pour un pays tiers. Si l'on consi-

dère l'impact de l'inflation sur le fardeau de la dette et les termes de l'échange, il est possible de se faire une opinion relative à un pays donné. Ainsi, les estimations effectuées par cet organisme sur la période 1973-1978 montrent que le fait de l'inflation les pertes des pays créditeurs sont évaluées à 222 milliards de dollars, tandis que celles des pays en voie de développement sont évaluées à 401 milliards de dollars. Par ailleurs, cette étude compare la variation relative des termes de l'échange et du service de la dette pour en tirer un indice de bénéfice-dommage résultant de l'inflation. Les calculs ont porté sur soixante et onze pays et ont montré que 28,4 % d'entre eux, en 1973, 45,8 %, en 1974, 75,7 % en 1975, ont subi des dommages du fait de l'inflation. De plus, en 1975, les pays de l'OPEP et les principaux pays semi-industrialisés d'Asie et d'Amérique latine figurent parmi les « similitudes de l'inflation ». La leçon de cette étude est qu'il faut mettre en perspective l'impact de l'inflation sur la dette extérieure et sur les revenus qui vont servir à alimenter le service de la dette. Jusqu'en 1975 il est ainsi montré que l'inflation a plutôt aggravé les conditions du service de la dette des pays en voie de développement, et qu'en fait d'impôt mondial ce serait plutôt ces pays-là qui l'auraient payé.

Je voudrais maintenant en venir à la proposition relative à l'OPEP ou M. Laulan trouve « raisonnable de considérer que l'aide de l'OPEP aux pays en voie de développement représente en réalité un transfert indirect prélevé par les pays de l'OPEP au détriment des pays industrialisés au bénéfice des pays moins favorisés ».

Il y a là une tentative qui n'est pas loin de faire accroire qu'il y aurait une certaine complaisance des pays industrialisés à accepter un prix du baril de pétrole tel que l'OPEP constitue de fait un agent fiscal mondial. Ce serait alors ignorer toutes les confrontations qui ont cours au sein des institutions internationales ou d'arènes telles que celle du dialogue Nord-Sud à Non, je ne crois pas qu'il faille prendre l'aide consentie par les pays de l'OPEP autrement que celle des pays industrialisés : à savoir une aide libérale consentie par

ces pays et qui a été prélevée sur leurs ressources propres.

(1) UNCTAD (Initiales en anglais de la CNUCED), document TD/AC.2/4, 30 juin 1977.

De son côté, M. Madiabala Kidiku, étudiant en sciences du travail à l'université catholique de Louvain (Belgique), exprime de façon synthétique son désaccord avec l'analyse proposée :

Tout en reconnaissant au passage le rôle des pays de l'OPEP dans la redistribution des ressources mondiales, l'auteur note cependant que l'essentiel de « l'impôt mondial » serait supporté par les pays industrialisés importateurs de pétrole. On n'est pas loin des arguments de certains économistes qui ont trop tendance à imputer à la hausse des prix des matières et de l'énergie à base de pétrole les difficultés que traversent les pays industrialisés.

Les ajustements en hausse des prix du pétrole et des autres matières premières sont devenus pour les pays en voie de développement une question de vie ou de mort.

Actuellement, cette hausse n'est toutefois guère un processus linéaire illimité, surtout en ce qui concerne les matières premières autres que le pétrole. On sait d'expérience que l'économie d'un grand nombre des pays du tiers-monde est marquée du sceau indélébile des monoproductions, ce qui les rend encore plus vulnérables et leurs recettes d'exportation tributaires des aléas de l'économie mondiale.

Aujourd'hui, l'impôt mondial, aide financière aux pays sous-développés, sont des mots vides de contenu, au service d'un système absurde qui ne peut intéresser que ceux des hommes saisis d'une sorte de fétichisme des chiffres, très éloignés des problèmes concrets des hommes.

A l'inverse, il existe, pas seulement dans le tiers-monde, mais en Europe, des voix qui s'élèvent pour réclamer une véritable coopération entre les pays riches et les pays en voie de développement. Elles prônent par exemple la recherche des contrats à terme de l'échange établis que dans un plan d'ensemble bien établi, associerait deux ou un groupe de pays. Et parmi les saines méthodes de ces contrats on compte : les régulateurs volontaires, les nécessités de croissance des pays industrialisés, les besoins de développement des

## vient de paraître

Les questions énergétiques, l'approvisionnement, l'avenir de l'industrie, dominent l'actualité. Pour en connaître et comprendre les principales données :

Publiés par le ministère de l'Industrie

LES CHIFFRES-CLES DE L'ENERGIE  
Edition 1979 ..... 136 pages

LES CHIFFRES-CLES DE L'INDUSTRIE  
Edition 1979 ..... 186 pages

LES CHIFFRES-CLES DES MATIERES PREMIERES  
Edition 1979 ..... 110 pages

LES CHIFFRES-CLES DE L'INFORMATISATION  
Edition 1978 ..... 80 pages

EDITIONS LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire 75348 Paris Cédex 07

le monde grand du télé est fin

Voix et Expression  
DIRIGEANTS - CADRES  
VENDEURS, sous contrat

Parler avec aisance  
Maîtriser votre  
émotivité  
Décider

ces de VOTRE FORMATION

24, rue St-Barthélemy, 75005 PARIS  
Tél. : 235-18-10 - 329-15-42

L'ORDINATEUR DOMESTIQUE

le magazine de l'informatique pour tous

chef de votre marchand de journaux

L'ordinateur individuel  
41, rue de la Grange-aux-Belles, 75006 Paris

## Eau chaude solaire: la théorie.

## Eau chaude solaire: la pratique.

Données pour le calcul par ordinateur d'une installation solaire pour la production d'eau chaude sanitaire

STIEBEL ELTRON

Caractéristiques de la maison

Inclinaison du toit (degrés) ☐ 30° ☐ 45° ☐ 60°

Terrasse ☐ Oui ☐ Non

Impossibilité de montage sur le toit ☐ Oui ☐ Non

Orientation de l'axe du toitage

Exemple

Nombre de personnes au foyer

Besoin quotidien d'eau chaude par personne

Remarques

Date

L'énergie solaire est entrée dans notre vie. Chaque jour, dans toutes les régions de France, Stiebel Eltron en fait la preuve. Chaque jour, des milliers de français chauffent l'eau de leur maison, ou celle de leur piscine, grâce au système solaire complet Stiebel Eltron.

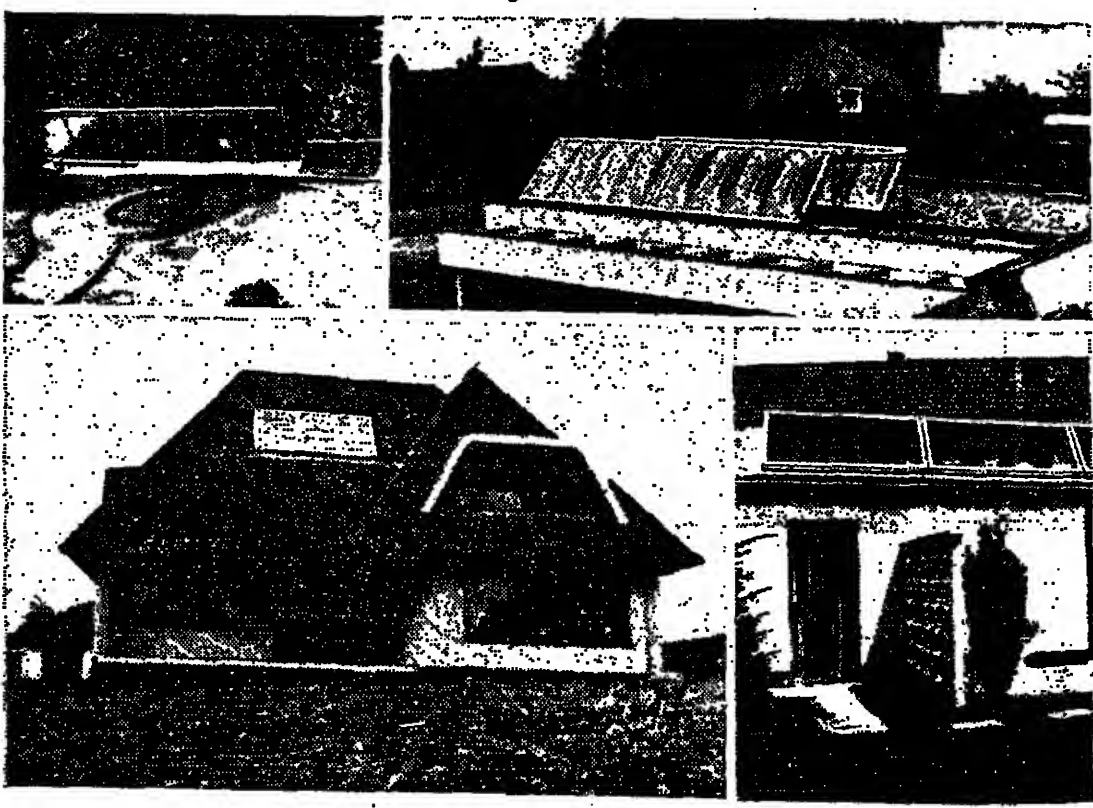
Vous êtes propriétaire d'une maison individuelle, ou vous envisagez d'en faire construire une ? Interrogez l'ordinateur Stiebel Eltron. Gratuitement, il définira vos besoins en énergie solaire, et vous proposera une installation adaptée à ces besoins.

Il vous suffit pour cela de remplir la feuille de diagnostic ci-contre, et de l'envoyer à : Stiebel Eltron, 22, avenue de l'Escouvier, Parc Industriel, 95300 Sarcelles.

Faites-le dès aujourd'hui. Et découvrez vous aussi un nouveau confort, plus économique, plus naturel, plus sûr : le confort solaire. Avec la garantie de Stiebel Eltron, le spécialiste européen de l'application au confort domestique des énergies nouvelles.

STIEBEL ELTRON

Le confort solaire.



THOMSON



et l'aide au tiers-monde

en 1979 et qui a été publiée  
et dont les pages...

Le 29 juin 1979 THOMSON ERICSSON et LMT (Le Matériel Téléphonique)  
ont fusionné pour donner naissance à la Société  
LE MATERIEL TELEPHONIQUE THOMSON-CSF qui représente aujourd'hui  
18.000 personnes et un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de francs.

**vient  
de  
paraître**

LES CHIFFRES CLES DE  
L'ENERGIE  
LES CHIFFRES CLES DE  
L'INDUSTRIE  
LES CHIFFRES CLES DES  
MATIERES PREMIERES

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

LES CHIFFRES CLES  
DE L'INDUSTRIE  
ET L'ENERGIE

# le nouveau grand mondial du téléphone est français

Le 29 juin 1979 THOMSON ERICSSON et LMT (Le Matériel Téléphonique)  
ont fusionné pour donner naissance à la Société  
LE MATERIEL TELEPHONIQUE THOMSON-CSF qui représente aujourd'hui  
18.000 personnes et un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de francs.

Les matériels et les services offerts en commutation publique  
et en téléphonie privée, sont désormais commercialisés  
sous la marque THOMSON-CSF TELEPHONE.

THOMSON-CSF TELEPHONE c'est 15 millions de lignes téléphoniques  
à travers le monde, dont 2 millions de lignes électroniques,  
le premier réseau de distribution en France, et une implantation industrielle  
et commerciale internationale couvrant plus de 90 pays.

Son expérience des télécommunications, son appartenance à THOMSON-CSF,  
un des leaders mondiaux de l'électronique professionnelle,  
permettent à THOMSON-CSF TELEPHONE d'offrir une gamme complète  
de systèmes (téléphonie publique et privée, commutation de données)  
répondant aux besoins du présent et déjà conçue  
pour les réseaux intégrés du futur.

## THOMSON-CSF TELEPHONE

146, bd de Valmy, 92707 Colombes Tél.: (1) 785.45.45. Télex: 620179F

le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique

Le solaire: la pratique



# La chute de la productivité aux États-Unis : le début du déclin industriel ?

(De notre correspondant.)

Washington. — Est-ce le déclin ? Au-delà des commentaires sur la récession qui commence, une inquiétude beaucoup plus fondamentale s'est glissée dans l'esprit de nombreux Américains ces derniers mois. Le tassement, voire la stagnation de certains indices, et en particulier ceux de la productivité, qui servaient de fondement à tout l'édifice économique des États-Unis et à leur niveau de vie, pose en effet de graves questions et pas seulement à court terme. La comparaison avec ce qui se passe dans d'autres pays industrialisés est encore moins réjouissante.

**S**UR le plan du niveau de vie, les États-Unis ont cessé depuis longtemps d'apparaître comme un idéal inaccessible : le P.N.B. américain par habitant est déjà inférieur à celui de la Suède, de l'Allemagne fédérale, de la Suisse et du Danemark, et le Japon lui-même, avec 7 % en dessous, n'est plus très loin. Le salaire horaire « élargi » — compte tenu des primes et autres avantages sociaux — était l'an dernier de 8,26 dollars, selon le ministère américain du travail, soit le cinquième du monde après celui de la Suède, de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne fédérale.

La France venait au septième rang avec 6,90 dollars, le Japon au neuvième (5,85 dollars), mais l'évolution des chiffres depuis vingt ans ne laisse aucun doute sur l'issue de la course. Si l'on prend pour base 100 le salaire

horaire américain « élargi » à diverses époques, et après les corrections dues à l'inflation, l'Allemagne de l'Ouest est passée, toujours selon le ministère américain du travail, de l'indice 22 en 1960 à l'indice 111 en 1978 ; la France de 31 à 84, le Japon de 10 à 68. Or, pendant le même temps, le même salaire n'a guère progressé aux États-Unis : pas plus de 1 % (au-dessus de l'inflation) entre 1972 et 1977, selon l'O.C.D.E.

## Le partage du gâteau

Les responsables ne s'inquiètent pas outre mesure de ce phénomène : « Nous étions le modèle, donc la cible, et il est normal que l'on nous rattrape », disent certains, non sans fierté. En outre, nous avons aidé les Européens et les Japonais à se remettre sur pied après la guerre. C'est donc un succès pour nous aussi. Il reste que l'attraction, que les vœux, la fascination, que les États-Unis exerçaient sur le reste du monde s'en trouvent réduites. A niveau de vie égal, le mode de vie européen paraît plus séduisant à beaucoup, en particulier dans les pays du tiers-monde. De là à s'inquiéter d'un « drainage des cerveaux » en sens inverse, vers l'Europe ou le Japon, il n'y a qu'un pas que certains experts commencent à franchir.

Cette stagnation du niveau de vie a une incidence plus menaçante encore que relève M. Barry Bosworth, ancien directeur du conseil gouvernemental pour la stabilité des salaires et des prix, actuellement chercheur à la Brookings Institution : la tradition américaine, selon lui, veut que « l'on se soucie moins de la répartition, de savoir qui a obtenu quelle part du gâteau, que de l'expansion de ce gâteau et de la part qui revient à chacun ». Autrement dit, la croissance « est le moyen par lequel nous nous sommes traités les uns les autres ». Si l'on a plus de croissance, le débat sur la répartition s'exagère, comme en Grande-Bretagne dans les années 60, mais à une tout autre échelle : « Nous aurons plus de problèmes à cet égard, car notre population est beaucoup plus hétérogène que celle des Européens ». Sans croissance, nous aurons au-delà de très sérieux problèmes sociaux et politiques.

Or ce ralentissement de la croissance et du niveau de vie a pour première cause l'affaiblissement

du principal pilier du miracle américain : la productivité du travail. Ce phénomène, que l'on évoque de plus en plus pour expliquer l'inflation, a fait l'objet d'une étude publiée début août par la commission économique conjointe des deux Chambres du Congrès. Entre 1950 et 1977, y lit-on, la productivité s'est élevée quatre fois plus vite au Japon qu'aux États-Unis ; en France, en Italie, en Allemagne, deux fois et demi plus vite. Bien que nos travailleurs produisent plus que leurs camarades étrangers, l'écart se réduit rapidement. Si les tendances actuelles se maintiennent, les travailleurs allemands et français nous rattraperont dans six ans ; les Japonais et les Canadiens suivront peu après.

Là encore, le plus inquiétant n'est pas ce rattrapage par d'autres pays, mais la stagnation américaine, une stagnation qui s'est gravement accentuée au cours de la dernière période. La croissance de la productivité dans le secteur privé est passée, selon le même rapport de la commission, de 3,2 % entre 1947 et 1955 à 2,3 % entre 1955 et 1973, puis à 1,1 % entre 1973 et 1978. Encore cette dernière moyenne cache-t-elle le tournant qui s'est produit depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche : après la « bonne » année, 1976 (+ 3,5 % de hausse de la productivité, le secteur privé), les chiffres sont tombés à + 1,6 % en 1977, à + 0,4 % en 1978 et enfin à - 3,3 % (en taux annuel) pendant le premier semestre de 1979. C'est la première fois que la productivité baisse en chiffres absolus aux États-Unis depuis le grand ralentissement de 1973-1974.

Une des raisons de l'accentuation du phénomène est deux fois plus au dollar, que le rendement de l'emploi. Les quelque huit

millions de personnes nouvelles que le gouvernement actuel a mises au travail comportent une forte proportion de femmes et de jeunes sans qualification, ce qui a fait baisser les rendements. Mais le recul de la productivité a des causes plus profondes. Les investissements sont faibles, insuffisamment stimulés par une épargne dont le niveau, tant en ce qui concerne les individus que les entreprises, est le plus bas de tous les pays industrialisés : une famille américaine ne consacre guère plus de 5 % de son revenu à l'épargne, contre 18 % en France et 12 % en R.F.A. Là encore, la chute s'est accélérée depuis trois ans, le gouvernement n'ayant rien fait pour protéger les épargnants de l'inflation. Non seulement les intérêts des livrets (5,25 %) ne couvrent même pas la moitié de la hausse des prix, mais l'épargnant doit encore payer des impôts sur ces intérêts, alors qu'il déduit au contraire de son revenu imposable les intérêts des emprunts qu'il souscrit auprès des banques : il est beaucoup plus avantageux de s'endetter que d'épargner.

Les investissements, en outre, ne vont pas là où ils seraient les plus bénéfiques pour la productivité. « En raison du coût élevé du capital et d'autres facteurs », note, par exemple, M. Jordan Baruch, vice-ministre du commerce, les responsables de l'industrie ont tendance maintenant à se concentrer sur des investissements rentables à de plus en plus court terme. C'est surtout vrai dans les grandes entreprises, dont les directeurs sont des financiers prudents.

L'un de ces « autres facteurs » est la multiplicité des réglementations introduites par le gouvernement et le Congrès pour « humaniser » l'industrie. Sur les 8 milliards de dollars d'investissements supplémentaires (en termes réels) opérés par l'industrie en 1977 par rapport à 1969 — un accroissement en soi très modeste —, les trois quarts ont été consacrés à la protection de l'environnement, à la santé et à la sécurité du travail. De plus, les experts du Fonds ne se prononcent pas sur ce qu'ils appel-

lent la « recherche défensive », c'est-à-dire sur les instruments qui leur permettent d'échapper aux objections des quarante et une agences gouvernementales chargées des contrôles et de leurs cent mille fonctionnaires.

Sans doute ce renforcement des contrôles est-il normal au moment où l'on a abordé la phase « postindustrielle » du développement. Il a eu des effets bénéfiques dans l'industrie automobile notamment en réduisant sensiblement la pollution et, bientôt, la consommation de carburant. Mais ce sont les Européens qui ont inventé le frein à disque. D'une manière générale, les dépenses consacrées à la recherche et au développement ont diminué en termes relatifs, passant de 3 % du P.N.B. en 1968 à 2,2 % en 1978, de 78 % des capitaux investis en 1963 à 47,5 % en 1978.

Le gouvernement a eu sa part dans cette évolution, qui a commencé avec la réduction des crédits à la NABA après le débar-

quement sur la Lune en 1969. Or c'est l'Etat fédéral qui assume plus de la moitié des dépenses de recherche dans le pays, surtout dans le domaine des sciences fondamentales. Un résultat est que le nombre des brevets délivrés aux États-Unis à des inventeurs américains a diminué de 20 % entre 1971 et 1978, alors que celui des bénéficiaires étrangers augmentait dans le même temps de 25 %.

Il ne s'agit pas de noircir le tableau à l'excès. Tout en perdant progressivement leur avance, les États-Unis restent en tête, même par rapport à l'Allemagne fédérale et au Japon, dans le domaine de la productivité : celle-ci continue de progresser à un rythme rapide dans l'industrie aéronautique, les télécommunications et l'informatique — le vrai point fort de la technologie américaine, avec les retombées que l'on sait en ce qui concerne la défense — sans parler de l'agriculture, arme absolue des exportations.

## L'insécurité reste-t-elle un stimulant ?

Il reste que la chute d'une série d'indices importants pose des questions sur la santé de l'ensemble du système, sans se limiter pour autant à une thérapeutique unique. Une partie des remèdes dépend peut-être du gouvernement et du conseil national de la productivité mis sur pied par M. Carter en octobre dernier. Sans doute recommandera-t-on un allègement de la fiscalité de nature à favoriser les investissements, en particulier un raccourcissement des délais d'amortissement, beaucoup plus longs qu'en Europe. Le Congrès, qui a déjà réduit très sensiblement l'an dernier le taux d'autofinancement, ne se fera sans doute guère prêter pour accorder de nouvelles concessions aux industriels.

Mais la cure exige aussi une modification des comportements. Curieusement, les Américains ont emprunté quelques habitudes européennes ces derniers temps, mais pas les meilleures : l'accumulation à l'infini, par exemple, et ce que l'hebdomadaire *New Republic* appelle la

tendance à « s'atteler pour construire de petites forteresses de prospérité au milieu du chaos de l'économie moderne ». Cette tendance est d'autant plus inquiétante que les risques, pour l'Américain moyen, sont plus grands : encore aujourd'hui, il peut perdre son emploi beaucoup plus facilement qu'ailleurs et se retrouver dans une situation plus grave, sans les mêmes compensations financières et avec un système d'assurance santé rudimentaire. Or, à l'heure des groupes d'intérêts, du lobbyisme et de la « pourjardisation », l'insécurité n'est plus le facteur de mobilité et d'innovation qu'elle a pu être autrefois : c'est peut-être même le contraire qui est vrai. « Il se peut, écrit le *Washington Post* après avoir noté « l'extraordinaire sécurité financière dont jouissent les Européens ou les Japonais éduqués », que dans un monde de très grandes organisations, la sécurité produite de meilleurs résultats économiques que la crainte de perdre son emploi. »

MICHEL TATU.

## Le rapport du F.M.I. : les « liquidités » internationales continuent à croître sans désespérer

(Suite de la page 23.)

Le Fonds conclut que probablement ces interventions sont à l'origine d'une importante création de liquidités, alors qu'il s'agit d'un phénomène qui, au cours des années 1977 et 1978, précipitait, à l'instar de toutes les données, les achats massifs de dollars par la Bundesbank, la Banque nationale suisse et la

Banque du Japon, n'ont-ils été pour rien dans le retour en force de l'inflation dans ces pays ? Au cours de l'année 1978, un seul groupe de pays a vu ses réserves de change globalement diminuer : ce sont les pays exportateurs de pétrole. La hausse du prix décidée depuis lors par l'O.P.E.P. devrait corriger cette évolution.

### La précaire liquidité des Fonds

En conséquence du recours toujours croissant au marché international, l'appel aux ressources du F.M.I. pour financer les déficits a diminué, et cela en dépit d'un tirage des États-Unis sur leur tranchée de réserve (3 275 millions de D.T.S.) et des Pays-Bas (100 millions), opérations plus que compensées, il est

ressources comptabilisées du Fonds de 29 à 39 milliards de D.T.S. L'accroissement de plus d'un tiers qui doit normalement être suivi d'une nouvelle augmentation de 50 % (à hauteur de 59 milliards de D.T.S.) si la prochaine révision des quotas, décidée par la précédente assemblée générale de fin septembre,

ment ne répond à cette condition), des pays à balance des paiements excédentaires. Cette dernière condition ne s'applique qu'à dix-huit des cinquante-trois pays que les États-Unis solent en déficit. Après les nouveaux tirages qui se sont élevés à 3,1 milliards de D.T.S. l'année dernière (un montant très faible par rapport à l'importance des déficits à financer), l'encours des prêts du F.M.I. était égal, le 30 avril 1979, à 10,1 milliards de dollars, ce qui était moins que l'encours enregistré douze mois auparavant mais représentait tout de même 26 % du total des quotas. C'est pourquoi la liquidité du Fonds est relativement serrée.

L'année 1979 devait être encore marquée par une augmentation du déficit global des pays en voie de développement non pétroliers, que le F.M.I. estime à 43 milliards de dollars, contre 21 milliards en 1978 et 21 milliards en 1977. De 1974 à 1978, le nombre des pays éprouvant des difficultés à rembourser leur dette extérieure est passé de trois à dix-huit, l'encours de ces dix-huit représentant 12 % du total de la dette des pays en voie de développement.

En sens inverse, l'excédent des pays de l'O.P.E.P. qui était globalement tombé à 8 milliards de dollars en 1978, devrait, en 1979, remonter à 43 milliards de dollars. Ces excédents étant déposés dans les grandes banques du monde industrialisé (y compris des banques des pays communistes qui opèrent sur le marché international), ajoutons qu'il devrait en résulter une nouvelle et forte expansion des prêts en euros.

C'est avec une extrême prudence que les auteurs du rapport, signé par M. Jacques de la Rosière, directeur général du

Fonds, abordent deux des questions controversées sur lesquelles on s'attendrait que cette institution, étant donné son rôle et ses attributions, prenne parti. La première est précisément l'éventuel contrôle à instituer sur le marché des eurodollars, actuellement en cours de discussion au sein de la B.R.I. (Banque des

règlements internationaux, dont le siège est à Bâle). Les conclusions du F.M.I. sont pour le moins contestables, la mesure où elles sont claires. Selon ses experts, il n'y aurait pas de relation évidente entre, d'une part, la croissance des eurodollars et, de l'autre, la croissance des réserves.

### Un profond dérèglement

Sur la question de savoir si les taux de change flottants sont par eux-mêmes un régime propre à perpétuer l'instabilité, les experts du Fonds ne se prononcent pas non plus, tout en faisant remarquer que la stabilisation doit bien avoir des avantages puisque c'est un fait qu'entre partenaires commerciaux très proches, les accords visant à limiter les fluctuations se sont étendus et renforcés, comme en

témoigne la création du S.M.E. et la multiplication des interventions du taux de change entre les dollars des États-Unis et du Canada.

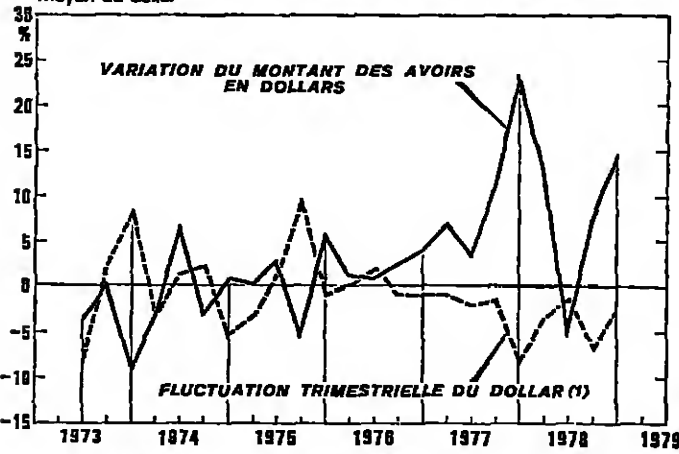
En résumé, le fait le plus important qui ressort d'une analyse de la situation monétaire dans le monde est que le système continue à engendrer une énorme émission de moyens de paiement par accumulation in-

terminée des créances sur l'actif des banques centrales et des banques commerciales. Alors que de 1950 à 1969 les réserves officielles avaient augmenté au rythme annuel de 3 % — de 5 % pour les avoirs en devises —, elles s'accroissent au rythme de 15 % depuis la généralisation des changes flottants en 1973, après avoir littéralement « explosé » pendant les premières années de cette décennie. Comme le montre notre graphique sur les variations trimestrielles des avoirs officiels en dollars, le montant de ces dernières augmente lorsque la valeur de la devise américaine diminue, ce qui montre à l'évidence le lien entre l'accumulation des réserves et les achats de soutien de la monnaie des États-Unis. La succession rapide de périodes d'absorption massive de dollars par les banques centrales et de période de dégorgeement illustre le profond dérèglement du système.

PAUL FABRA.

### LES INTERVENTIONS DE PLUS EN PLUS MASSIVES SUR LE MARCHÉ DES CHANGES OCCASIONNENT DES CHANGEMENTS BRUSQUES DANS LE MONTANT DES RÉSERVES EN DOLLARS

Variation trimestrielle : 1° - des avoirs de change en dollars de cinq pays (R.F.A., Japon, Suisse, France, Royaume-Uni) et 2° - du taux de change moyen du dollar



(1) La valeur du dollar ici retenue est une moyenne pondérée du taux de change de la devise américaine sur les cinq marchés.

vrail, par les remboursements effectués par la Grande-Bretagne (1 021 millions de D.T.S.) et l'Italie (846 millions). Notre graphique illustre cette évolution. Il ne faudrait pas en conclure que le Fonds se trouve pour autant plus « riche ».

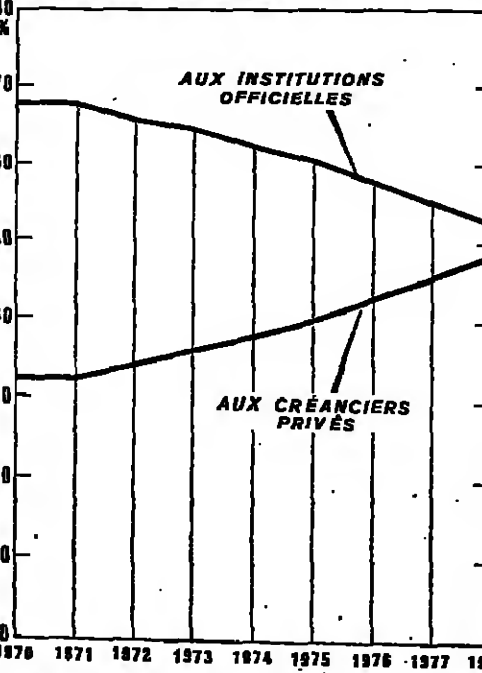
Pourtant, la sixième augmentation des quotas, devenue effective l'année dernière, a porté les

passé dans les faits pour devenir effective, il faut que les souscriptions versées par les pays membres représentent 75 % du total. Cependant, une fraction seulement des ressources du Fonds est essentiellement utilisable. Ne sont « utilisables » que les devises convertibles (pratiquement aucune des monnaies des pays en voie de développe-

**VERS L'EXPERTISE COMPTABLE**  
préparation au  
**D.E.C.S.**  
autres préparations :  
— BTS Comptabilité  
— Capacité en Droit  
**L'ÉCOLE CHEZ SOI**  
enseignement privé à distance  
1, rue Théâtre  
75240 PARIS CEDEX 05  
Tél : 329.21.99

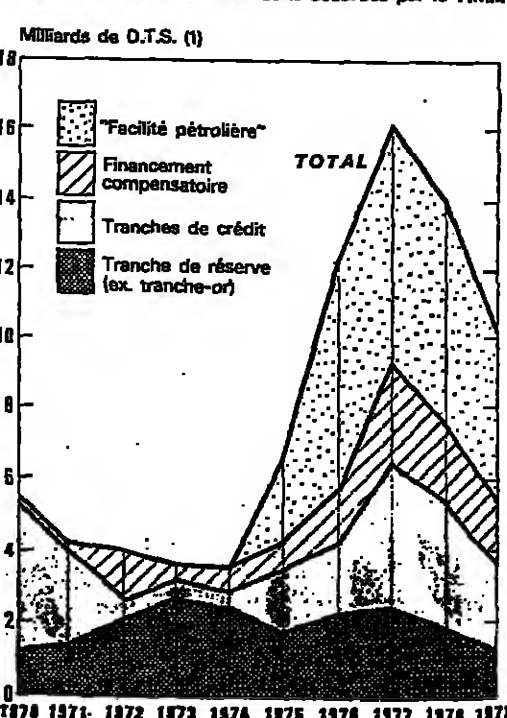
### L'APPEL CROISSANT DES PAYS DÉFICITAIRES AU MARCHÉ DES CAPITAUX RÉDUIT L'UTILISATION DES RESSOURCES DU F.M.I.

Pourcentage (par rapport à leur dette totale) de la dette due à des institutions officielles et de la dette due à des créanciers privés par les pays en voie de développement non pétroliers.



Notre graphique sur l'utilisation des ressources du F.M.I. représente l'encours des crédits accordés. Cet encours, de l'ordre de 10 milliards de dollars, représente moins du cinquième du total des crédits accordés par les banques privées.

Ventilation des différents crédits accordés par le F.M.I.











emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**HOOVER**  
recherche pour son  
Etablissement de DIJON

Dans le cadre du développement de son activité de télétravail sur IBM 370/158 OS/VS 1

**analyste-programmeur**  
confirmé en P.L.I

Expérience professionnelle minimale 3 ans  
Anglais courant indispensable  
Connaissance du GAP 2 souhaitée

Envoyer C.V. photo et prétentions à  
J. GUYOMARCH - HOOVER - BP n°9  
21600 LONGVIC

**INGENIEUR CONSEIL**  
ETABLISSEMENT FINANCIER  
STRASBOURG

La SADE (Société de Développement Régional couvrant la région Alsace), a pour vocation d'apporter aux firmes régionales les moyens de financement - long et moyen termes - nécessaires à leurs investissements.

Elle recherche un ingénieur diplômé (X. ECP, ENSAM...). Age optimum 35 ans, ayant l'expérience de l'entreprise industrielle ou du cabinet d'organisation.

Travaillant de façon très autonome, il sera chargé de l'étude et du montage des opérations de financement de caractère technique. Il interviendra également comme conseil en gestion et en organisation. La connaissance des problèmes de gestion financière et des mécanismes de crédit est souhaitée mais n'est pas indispensable.

Adresser C.V. en rappelant la référence 9303 M à FRANCE CADRES 22 rue Saint Augustin 75002 Paris.

**Fleetguard**  
Filiale de Cummins Engine Company  
ET L'UN DES PLUS GRANDS FABRICANTS AMERICAINS DE FILTRES POUR MOTEURS DIESELS,  
INSTALLE UNE UNITE DE PRODUCTION A QUIMPER.  
DANS LE CADRE DE CETTE IMPLANTATION, NOUS AVONS A CREER  
LES POSTES SUIVANTS :

**cadre financier**  
FONCTION : Définir le système comptable industriel et animer le service comptable de l'usine.  
PROFIL : Formation DECS (HEC ou équivalent apprécié) ayant acquis dans un groupe multinational une expérience spécialisée de plusieurs années en gestion financière, comptabilité industrielle, prévisions et contrôle budgétaire, trésorerie et rapports financiers américains.

**ingénieur de produit**  
FONCTION : Concevoir et réaliser de nouveaux produits, mettre en place un support technique destiné au marketing, coordonner la politique produit de la nouvelle usine avec les autres usines de la société.  
PROFIL : Expérience de la filtration souhaitée. Formation ingénieur ou équivalent. Anglais courant.

**responsable achats/approvisionnements**  
FONCTION : Définir une politique d'achats, créer un réseau de fournisseurs, négocier les marchés, gérer son budget.  
PROFIL : Une expérience complémentaire de la gestion d'approvisionnement serait appréciée.

**ingénieur méthodes**  
FONCTION : Etudier, réaliser et mettre en route les procédés et les gammes de fabrication. Définir et mettre en place le système de gestion de production et le calcul des coûts.  
PROFIL : Formation ingénieur mécanicien/électromécanicien (type ENSI - AMI) ; expérience méthodes et bonne pratique de l'Anglais.

Tous les POSTES seront situés à QUIMPER. Bonne pratique de l'ANGLAIS NECESSAIRE  
Période de stages aux Etats-Unis.

Si vos qualifications et votre expérience répondent à nos besoins, veuillez écrire en ANGLAIS, en joignant un C.V. détaillé en ANGLAIS + photo à :  
FLEETGUARD - 10, rue Albert-Stephan - 21 du Petit Goëlen, 29000 QUIMPER.

**A.F.P.A.**  
L'Association nationale pour la formation  
Professionnelle des Adultes recherche  
en urgence

**LES DIRECTEURS**  
de ses Centres de  
DUNKERQUE et LIEVIN

Ceux-ci (ou celles-ci) devront avoir :  
- 35 ans minimum ;  
- une formation de niveau II ou III en mécanique, métallurgie ou électro-métallurgie ;  
- une expérience du milieu industriel dans des fonctions d'encadrement ;  
- une certaine familiarité avec les problèmes de formation d'adultes.

Toutes les précisions sur la rémunération proposée et les avantages offerts seront fournies en réponse aux lettres, accompagnées d'un C.V. très détaillé.

Ecrire à Mme BARSKY  
Direction du Personnel  
A.F.P.A.  
13, place de Villers  
93103 MONTREUIL.

Importante société Vendéenne  
Leader dans sa spécialité recrute

**Chef de Personnel Usine**

Une formation supérieure et plusieurs années d'expérience en milieu industriel sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à notre conseil

**Michel AUBRY** 10 Impasse Pierre Luth  
85000 La Roche sur Yon

**EN BOURGOGNE**

Une importante société de dimension nationale recherche pour un de ses établissements situé dans une ville industrielle près de CHALON S/SAONE, spécialisé dans l'automatisme électronique.

**DUT ou BTS électronique**

Dans un premier temps les embauches se feront par des contrats à durée déterminée de 6 mois.

**titulaires du Bac F2 ou équivalent**

Les postes à pourvoir sont pour le Service Contrôle.

Les candidats devront être familiarisés avec les techniques les plus récentes en électronique.

Ecrire avec C.V. détaillé à No 24.950 CONTEXTE Publi-Net 20, Avenue Opéra 75000 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Une entreprise industrielle  
(400 millions de CA) filiale de  
**THOMSON BRANDT**,  
créée à LYON  
dans le cadre de son Service Qualité  
un nouveau poste

**INGENIEUR FIABILITE**

ayant reçu une formation d'ingénieur à dominante électrique et s'intéressant aux problèmes de statistiques, il sera chargé de mettre en oeuvre des méthodes de fiabilité d'un produit grand série et les essais correspondants dans le cadre de laboratoires existants.

Une expérience de contrôle qualité sera la bienvenue.

Ecrire CABINET GATIER, Soc F 54,  
32 rue Barrême, 69006 LYON.  
Réponse assurée et motivée.

groupe  
**CESI-cefi**

ORGANISME DE FORMATION  
(11 Etablissements Régionaux)  
recherche :  
a) pour PARIS et la Région NORD  
b) pour ORLÈANS et  
Région CENTRE-AUVERGNE

**2 INGENIEURS**

pour promouvoir et animer des stages destinés à des Cadres en Gestion et Organisation de la production.

Profil :  
- 30 ans et plus  
- au moins 5 ans d'expérience en Gestion de production  
- spécialité professionnelle en automatisation, informatique ou électronique appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au Service du Personnel  
(IC) groupe CESI/CEFI - 45, rue de l'Est 92100 BOULOGNE  
ne pas téléphoner.

CESI formation - conversion - perfectionnement - CEFI  
intervention - ingénierie de formation

**direction foncière**  
groupes d'habitations

RHÔNE-ALPES. Vous vous sentez prêt à donner une dimension nouvelle à votre carrière. Agé d'au moins 32 ans, diplômé d'une Grande Ecole, vous réunissez les qualités de négociateur et d'organisateur optimisées par un tempérament de "gagnier", allié à une aisance dans les contacts humains à tous niveaux. Votre action s'est concrétisée à des postes de haut niveau au sein de sociétés importantes du secteur immobilier vous amenant à mettre en oeuvre une politique structurée en matière de recherche foncière et d'habitat groupé.

Venez rejoindre à notre siège (région Rhône-Alpes) l'équipe dirigeante de notre société qui a su conquérir une notoriété nationale dans le domaine de la construction individuelle. Vous devrez vous y affirmer comme le patron de la Direction "Groupes d'habitations", en expansion remarquable (25 personnes), participant activement à l'orientation de la stratégie de développement tout en ayant la responsabilité de sa concrétisation "sur le terrain" (recherche foncière, montage, réalisation et gestion d'opérations en secteur groupé). A un niveau élevé vous assurerez la qualité des relations avec l'Administration, les collectivités locales et tout autre interlocuteur concerné.

Merci d'adresser votre dossier détaillé de candidature sous référence 7912-M à notre conseil qui garantit la plus entière discrétion.

55 rue de la République - 69003 Lyon cedex 01  
tél. (78) 28.51.65 annecy - grenoble

**Cabinet Gatier**

**ingénieur fabrication** 78.000 +

Filiale d'un important groupe industriel français, notre société métallurgique (C.A. 160 M de P. 800 personnes) recherche l'ADJOINT DU DIRECTEUR DE FABRICATION.

De formation A.M. (ou équivalent), le collaborateur recherché :  
- supervisera la production et sera responsable de la bonne marche des ateliers et de la qualité du travail fourni ;  
- assurera l'encadrement (un Chef d'Atelier, 3 Contrôleur, 20 A.M.) ;  
- participera aux relations avec les services clients et O.L. ;  
- participera aux modifications et aux améliorations de l'outil de travail.

Le poste est situé à 150 km au Sud de Paris. (Logement assuré).

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8431-M à  
CNPG 105 avenue Victor Hugo - 75116 Paris

**Ingénieur Informaticien Lyon**

Ingénieur de formation, vous avez acquis une première expérience informatique de 4 ans et souhaitez élargir votre champ de compétences.

Dans ce cas, vous pouvez participer, en tant que CHEF D'EXPLOITATION GROS SYSTEME au développement d'une importante société de services informatiques, mettant en place un nouveau centre de traitement à LYON.

Vous aurez, après formation complémentaire, à :  
- maîtriser la configuration de la configuration biprocesseur,  
- contrôler les moyens logistiques, la maintenance du matériel et la sécurité du centre,  
- diriger et animer les équipes d'exploitation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 79 805 M à notre conseil

**EMPLOI RHONE-ALPES**  
centor  
17, rue Louis Guérin - 69100 Villeurbanne  
Tél. : (78) 89.37.16

ORGANISME D'AMENAGEMENT  
recherche

**ECONOMISTE DÉBUTANT**  
OU CONFIRME

C.V. ORBAP-PREFECTURE - 80000 AMIENS.

ETABLISSEMENT PUBLIC  
situé à 250 km Paris recd.

**ASSISTANT TECHNIQUE**

à la SOUS TRAITANCE dont la mission sera d'encadrer et de favoriser le travail en sous-traitance entre les entreprises régionales. Il suivra également les problèmes de sous-traitance, important chantier nucléaire. Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste, ayant 10 ans d'expérience et du goût pour les contacts.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prétent. sous réf. 7912-M à notre conseil qui garantit la plus entière discrétion.

**CABINET OPERT**

La Ville de VILLEURBANNE (69) 11900 hab. recrute UN INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE Qualités demandées au futur candidat :  
- connaissances des chantiers (bâtiment, V.R.D., espaces verts) ;  
- Avoir de sérieuses connaissances sur tous corps d'état, afin de diriger les rendez-vous de chantier, d'assurer le suivi des travaux et de coordonner les différents corps d'état ;  
- Direction du service sécurité et circulation.

Organisme agréé - Creuse recherche

**ANALYSTE HB-64-70**  
Envoyer C.V. et prétentions à M.S.A. - B.P. 169 - 22011 Guéret

**BEGHIN-SAY**  
DIVISION KAYSERSBERG  
(3 000 personnes, CA 1,3 milliard de francs)

Pour notre Département Emballages situé dans un cadre agréable d'Alsace et dont l'activité s'étend à tout le Marché Commun

Nous offrons une situation intéressante avec d'importantes possibilités de développement de carrière à

**DEUX JEUNES INGENIEURS**  
issus d'une Grande Ecole

**ADJOINTS AU DIRECTEUR**

ils seront chargés, l'un de la promotion et de la production d'appareils fonctionnant à l'énergie solaire, l'autre de la mécanisation de chaînes d'emballages chez nos clients.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions sous référence K 16 A Monsieur MATTIE - BEGHIN-SAY 26/32, rue Beaulon - 75008 PARIS

**IRAM**  
INSTITUT SCIENTIFIQUE  
FRANCO-ALLEMAND  
recherche pour  
Grenoble

**UN INGENIEUR MECANICIEN EXPERIMENTE**

Il participera au sein d'une équipe de 4 personnes à l'étude, puis à la construction d'antennes paraboliques de 15 m de diamètre de haute précision (70 microns).

La tâche consistera en :  
- la mise sur pied d'un projet d'antenne ;  
- la collaboration avec les autres spécialistes de l'équipe (analyse de structure, calculs, etc.) ;  
- le suivi de la fabrication sous contrat industriel.

Possibilité d'évolution du travail au-delà des 6 ans prévus pour l'étude et la construction.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. à :  
INSTITUT DE RADIO ASTRONOMIE MILLIMETRIQUE, 51, avenue des Martyrs, 38002 GRENOBLE CEDEX

IMPORTANT GROUPE  
METALLURGIQUE ET MINIER  
recherche  
POUR SON COMPLEXE INDUSTRIEL  
SITUE DANS LE NORD

**ingénieur métallurgiste**  
X. MINES, CENTRALE,  
PHYSIQUE ET CHIMIE DE PARIS

Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, son premier poste sera un poste d'études métallurgiques (Hydrometallurgie et Génie Chimique).

Il évoluera rapidement vers un poste de production. Poste convenant à un jeune ingénieur de haut niveau spécialisé en hydrometallurgie et Génie Chimique, lisant couramment l'Anglais, Allemand souhaité.

Adresser dossier de candidature détaillé. Référence 975 à :

**SVP RESSOURCES HUMAINES**  
65 avenue de Wagram 75017 Paris  
CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE  
COOPERATIVE AGRICOLE  
300 millions C.A. 350 salariés  
recherche

**Jeune controller**

ayant acquis une expérience de 4 à 5 ans dans une Direction Financière ou un Service de Contrôle de Gestion. Age 25 ans minimum. Directement rattaché au D.G. il devra :  
- mettre en place et gérer un système légal et opérationnel de contrôle de gestion ;  
- assister la Direction dans l'analyse des résultats, la réduction de l'application de solutions ;  
- superviser la comptabilité générale.

La réussite à ce poste suppose :  
- une formation E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent ;  
- le sens des relations et une certaine autorité.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous le N° 7.890, Agence RAYAS, B.P. 10, 61002 ALENÇON, qui transmettra.

**GROUPE BANCAIRE PRIVE**  
recherche pour LYON le

**responsable**  
DES SERVICES JURIDIQUE  
ET CONTENTIEUX

de sa délégation régionale RHONE-ALPES. Solide formation juridique et connaissance des procédures-crédit appréciées.

Ecrire avec C.V. photo et salaire actuel s/réf. 2673 à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.



OFFRES D'EMPLOI	Le 18/9	Le 18/9
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	50,98
IMMOBILIER	12,00	14,71
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	65,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le 18/9	Le 18/9
OFFRES D'EMPLOI	50,00	50,98
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# Ingenieurs Grandes Ecoles ou Universitaires

(Société Industrielle des Nouvelles Techniques Radioélectriques et de l'Electronique Française)  
emploie plus de 1 500 personnes. Elle a réalisé pour l'année 1978 un chiffre d'affaires de 322 Millions de Francs.  
SINTRA conçoit et fabrique des systèmes destinés aussi bien aux besoins de la Défense qu'aux besoins civils.  
SINTRA connaît sur ses marchés une progression régulière et désire intégrer rapidement des JEUNES INGENIEURS, au sein de sa

## Division Etudes/Systèmes

### Télématique

Pour concevoir des systèmes informatiques temps réel dans le domaine de la télématique et des bases de données. (Réf. DES/VI-M)  
Pour conduire les grands projets à caractère informatique, mis en œuvre de matériels et de logiciels. (Réf. DES/IV-M)  
Pour définir et étudier des nouveaux produits dans le domaine des terminaux de télécommunications. (Réf. DES/IV-M)  
En plus du sens de la créativité, de l'aptitude au travail en équipe, et du goût des contacts clients, seront appréciées les connaissances suivantes :  
- sécurité et T et Grandes Administrations  
- emploi des bases de données et techniques d'accès, recherche documentaire,  
- frontal de communication,  
- architecture de systèmes et langage de haut niveau.

### Systèmes Informatiques

Pour son activité « Systèmes Informatiques » dans le domaine militaire.  
Outre la connaissance de la clientèle et du besoin, le candidat possèdera des compétences dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :  
- architecture des systèmes informatiques répartis,  
- transmission des données, téléinformatique,  
- systèmes d'aide au commandement, de défense aérienne, ou d'électronique navale,  
- nouvelles technologies de visualisation,  
- techniques de programmation et langages,  
- matériels embarqués à bord d'avion.  
Nationalité française. (Réf. DES/IV-M)

### Logiciels Micrologiciels

Etude et suivi de logiciel de base et réalisation de micro-programmes pour microprocesseurs bit slice.  
Compétences appréciées en Analyse Numérique et Traitement du Signal.  
Quelques années d'expérience souhaitées. (Réf. DES/G1-M)  
Conception et réalisation de programme bibliothèque (domaine Traitement de signal, Traitement d'image), support technique pour centre de calcul PDP et MITRA.  
Compétences requises :  
- Informaticien (2 à 3 ans d'expérience souhaitée),  
- logiciel de base PDP ou MITRA,  
- programmation en assembleur et langage haut niveau (FORTRAN, APL...),  
Nationalité française. (Réf. DES/G2-M)

### Traitement de Signal

Etude de conception de systèmes de traitement de signal.  
Connaissances dans plusieurs des domaines suivants :  
- théorie des antennes,  
- théorie de la détection,  
- traitement du signal,  
- analyse numérique.  
Quelques années d'expérience souhaitées.  
Nationalité française. (Réf. DES/G4-M)

### Systèmes Logiques

Conception et réalisation de maquettes de systèmes logiques, bonnes connaissances demandées dans les domaines suivants :  
- automates séquentiels,  
- familles de circuits logiques,  
- microprocesseurs.  
Quelques années d'expérience souhaitées.  
Nationalité française. (Réf. DES/G3-M)

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo retournée, et rémunération actuelle) sous la référence correspondante au  
SERVICE DU PERSONNEL  
SINTRA 26, rue Malekoff - 92600 ASNIERES.  
(Réponse et discrétion assurées).

## emplois régionaux

NOUS SOMMES UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS ET NOTRE DEVELOPPEMENT NOUS CONDUIT A POURVOIR DES POSTES EN

Province

Nous recherchons plusieurs

### INGENIEURS

DE HAUT NIVEAU

auxquels seront confiés, rapidement après formation sur le terrain, la responsabilité humaine, commerciale et technique d'activités décentralisées du service public « eau et assainissement ».  
Ces postes nécessitent un niveau d'études supérieures et une expérience de quelques années, serait appréciée si elle a conduit le candidat à diriger effectivement des équipes et à assumer directement les responsabilités commerciales, techniques et financières d'un véritable Chef d'entreprise.  
Des informations détaillées sur ces postes seront fournies au candidat sur le 21 23 79 à CONTESSA Publi, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour son

AGENCE DE LILLE

UN RESPONSABLE

DE PROGRAMMES

3 à 5 ans d'expérience dans l'immobilier. Il devra assumer, sous l'autorité du Directeur de l'Agence, la gestion financière, juridique et administrative de programmes immobiliers. Formation supérieure exigée (Bachelors P.O., H.E.C., I.N.S.E.C., Sup. de CO, licence en Droit).  
Adresser C.V. photo et prétentions à M. RICHES (mentionner sur l'enveloppe) à l'agence, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

TOULOUSE

GRUPE ALIMENTAIRE

recherche

JEUNE CADRE

ayant une formation complète Supérieure DES complet et 3 années d'exp.  
Rattaché au Directeur de la comptabilité du groupe, il sera chargé dans un premier temps de missions spécifiques. Puis la réussite à ce poste, qui est une création, permettra une extension des responsabilités. Connaissances en informatique nécessaires.  
Merci d'adresser C.V. avec fonctions et prétentions au N° GA 945 à Madame LAUREN LEPY, Conseil d'entreprise, membre C.S.N.C.R., 22, rue Saint-Antoine, 31000 TOULOUSE.  
Discrétion absolue.

SKIS ROSSIGNOL S.A.

recherche

pour renforcer sa

DIRECTION FINANCIERE

1) CONTROLEUR

DE GESTION

ayant quelques années d'expérience dans l'élaboration et le suivi des prévisions ainsi que dans le contrôle comptable. Formation souhaitée : E.S.C. (gestion financière) ou D.E.C.S. minimum ou équivalent.  
La pratique de la consolidation sera appréciée.  
Formation souhaitée : E.S.C., E.S.E.C., I.A.E., ou équivalent.  
Pour ces deux postes, déplacements fréquents : 40 % environ. Alternance d'out-angles indispensable.  
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous numéro 423 à I.F.P.A., 30, avenue Mèrechot, 38000 GRENOBLE.  
Discrétion absolue.  
Réponse assurée si enveloppe avec adresse jointe.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE

Filière d'un

recherche pour son

BOURSE

JEUNE HOMME

de formation supérieure

(École de commerce, gestion...)

Pour participer à la

direction commerciale

Allemand, anglais courant.

Adr. lettre manuscrite, C.V., pré-

sente, R.I.O.L. (mentionner/envel.)

EMPLOIS ET CARRIÈRES

30, rue Vernet - 75008 PARIS

• VOUS ÊTES JEUNE

ET VOUS AVEZ :

- une bonne formation de base

commerciale et financière,

(H.E.C., E.S.E.C., Sup. de

CO, Sciences P.O., etc.) ;

- le goût du contact humain

et la capacité de synthèse

rapide susceptible d'appuyer

vos dynamismes commer-

cial.

• VOUS RECHERCHER :

- une vie active, qui suppose

une certaine mobilité.

UNE DES TROIS PREMIÈRES

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT BAIL

MOBILIER

recherche :

UN ATTACHÉ

DE DIRECTION

après formation au sein

d'une équipe dynamique, à né-

gocier des contrats de crédit

bail en aidant les P.A.E. à

résoudre leurs problèmes d'équi-

pement.

Résidence :

grande ville de province.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.,

photo et prétentions à n° 23.742

CONTESSA Publi,

30, av. Opéra, 75040 Paris-10

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

une des premières sociétés de conseil et services en informatique

recherche pour ses activités dans le domaine bancaire

## UN INGENIEUR EN CHEF

SPECIALISTE DE L'ORGANISATION BANCAIRE

- Ingénieur Grande Ecole - 30 ans minimum pouvant justifier d'une expérience bancaire de quelques années au cours de laquelle il aura participé à la conception et la réalisation de systèmes d'information ainsi qu'à l'organisation et la mise en place des procédures dans les services.  
- Ses principales qualités sont la capacité de conception, l'esprit d'équipe, le pragmatisme, et le sens de la négociation.  
- Sa mission consistera à mener des interventions d'étude et de conseil auprès d'entreprises du secteur financier dans le domaine de l'informatique et de l'organisation, en particulier pour l'élaboration de cahier des charges, l'étude de choix de moyens, la définition et la mise en place de procédures d'organisation.  
Envoyer C.V., manuscrit et prétentions - SLIGOS - Service du Personnel 91, rue Jean-Jaurès - 92887 PUTEAUX en précisant la référence A1.

## 2 INGENIEURS "LOGICIEL"

Formation grandes écoles ou université.

pour son équipe d'intégration :  
- intégration de produits et logiciels  
- définition des procédures de génération du système  
- gestion des logiciels produits.  
pour son équipe de développement :  
- développement de logiciels de tests et diagnostics d'un système de télécommunications  
- coordination avec les équipes d'étude du matériel pour les questions de localisation de pannes et de testabilité.  
Ces postes conviendront à des ingénieurs ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise dans le développement de systèmes informatiques ou de télécommunications, si possible dans les domaines ci-dessus.  
Une bonne connaissance des microprocesseurs et des méthodes modernes d'ingénierie du logiciel est souhaitable.  
Envoyer C.V. et prétentions avec photo à N° 25064, Contessa Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Sté d'Electron. Banque Ouest

recherche

POUR SON EXPANSION

PLUSIEURS

• INGENIEURS

ELECTRONICIENS

- CONFIRME

• INGENIEURS SYSTEMES

- CONFIRME EN

ELECTRON. ET INFORMAT.

• SECRETAIRE

- SERVICE COMMERCIAL

- ANGLAIS, ESPAGNOL.

Env. C.V. photo et prétentions

à T 1500 M. REGIE-PRESSE,

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Vous avez une expérience de la

vente, des qualités de ténacité

et d'efficacité, le sens du contact,

donnez :

ANIMATEUR

DES VENTES

Chargé de la promotion et de la

commercialisation auprès

de produits chimiques après

d'une grande administration.

La poste basée à PARIS exige

une très grande disponibilité,

composée des déplacements

hebdomadaires

sur l'ensemble du territoire.

Agente de maîtrise. Fin

+ interressant + frais + volt.

Formation agricole souhaitée

mais non indispensable.

Adresser C.V. serrer, 518, à

P. LICHOU S.A., B.P. 220

75003 Paris Cedex 02, qui tr.

Société de service, leader dans

l'informatique statistique

et scientifique

recherche :

INGENIEURS COMMERCIAUX

(DEBUTANTS OU CONFIRMES)

Chargés de la vente de services

(études et traitements) pour les

départements de statistiques

decisionnelles et d'ingénierie.

Adr. C.V., photo et prét. sous

ref. 1801, à SWEET'S, B.P. 207,

75042 Paris Cedex 09

Centre de Recherche

Z.I. Palaiseau, rech. :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

INGENIEUR ANALYSTE

Connaissances MITRA souh.

Ecr. sv. C.V. à Adressa Cérbus,

2, avenue du Javel, 91120 Palaiseau

Rech. personne motivée pour

occuper fillette 17 mois presen-

tant troubles de comportement.

Tél. 678-36-66, 9 à 18 heures.

SOCIÉTÉ BANQUE SUD

recherche :

COMPTABLE CONFIRMÉ

2<sup>e</sup> Achetez (Honnê)

pr tenue comptes INFO, BILAN,

et comptes auxiliaires. Expérience

HCM ou construct. souhaitée.

Libre rapid. - Tél. : 08-95-04



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**, filiale du plus grand constructeur mondial d'ordinateurs interactifs, poursuit son expansion et le développement de son DÉPARTEMENT APRES VENTE.

**Inspecteurs de maintenance confirmés** (Réf. M 82)

Une formation technique et une expérience professionnelle de 2 à 5 ans vous ont donné la pratique des relations avec la clientèle et de la maintenance de systèmes. Nous vous offrons de poursuivre votre évolution de carrière en occupant à des plus larges responsabilités dans l'une ou l'autre des deux voies :

- 1 - Sur le terrain : responsabilité de territoire.
- 2 - En secondant le superviseur de nos ateliers de réparation à Rungis.

Anglais nécessaire. Postes à pourvoir en région parisienne et en province.

**Ingénieurs de maintenance** (Réf. M 83)

Votre formation technique s'accompagne d'une expérience de 6 à 10 ans, qui vous a permis d'acquiescer à de hautes responsabilités techniques et/ou d'encadrement. Nous vous proposons deux opportunités de développement de carrière :

- 1 - Vers le support technique de haut niveau dans la maintenance de systèmes.
- 2 - Vers des responsabilités d'encadrement dans l'une de nos agences de province, existant ou à créer. Anglaise indispensable. Formation de 3 à 6 mois assurée en France et aux USA. Postes à pourvoir en régions parisiennes, nord, Rhône-Alpes et sud-ouest.

Pour vous informer sur ces opportunités et nous faire connaître votre offre de collaboration, écrivez en précisant la référence appropriée et le lieu de travail souhaité à la Direction du Personnel

18, rue Sourin - Silic 225  
94528 RUNGIS Cedex.

**THOMSON-CSF**

**DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
Département Radio - Téléphone

**INGÉNIEUR CHEF DE PRODUIT**

**Responsable commercial d'une famille de produits :**

- Il en suivra le développement pour s'assurer que les objectifs seront atteints.
- Il assistera sur le terrain les services de vente.
- Il fera la synthèse des informations commerciales (besoins clientèle, concurrence évolution technique), définira les nouveaux produits et proposera une

**POLITIQUE DE VENTE**

Le candidat retenu devra avoir une formation de Haut niveau

**DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS**

et une expérience technique ou commerciale de 5 ans minimum.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo, en précisant rémunération souhaitée à J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé-Blanc, 92231-GENNEVILLIERS.

**Directeur du personnel... et auvergnat**

Voulez-vous devenir le Directeur du Personnel, d'une affaire scandaleusement implantée en Auvergne ? Quelques mots sur le poste : une usine en construction, à terme 350 personnes. Tout est à mettre en place... Rapidement. Très rapidement. Votre fonction et le reste : recrutement des ouvriers, A.M., employés et cadres. Formation. Rémunération. Relations sociales. Contacts extérieurs. Etc., etc... Une coopération quotidienne avec l'équipe d'ingénieurs enthousiastes est de règle...

Vous assurerez au siège à Paris une fonction de conseil pour les affaires sociales de la société française auprès du Directeur Général, des cadres supérieurs, des commerciaux, des employés. Vous entretenez des contacts en anglais avec vos collègues des autres filiales et de la maison mère au Danemark.

Vous avez une expérience de l'industrie et de la fonction personnel. Vous aimez la vie d'usine à feu continu. Vous créez plus que vous ne vous souciez des limites de votre description de fonction. Vous apportez des idées réalistes à une entreprise qui va réussir dans tous les domaines. Ecrivez à SIRCA sous la référence 794 274 M.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES SYNTIC

**UNE DES TOUTES PREMIÈRES SOCIÉTÉS**  
leader dans le domaine  
DES PARFUMS ET PRODUITS DE BEAUTÉ

réputée pour sa créativité

recherche pour sa Direction  
**MARKETING INTERNATIONAL PARFUMS**

**UN CHEF DE PRODUITS**

**confirmé (Hme ou Fme)**

pourrait présenter une expérience réussie de plusieurs années dans un poste de CREATIVITÉ et GESTION PRODUITS, acquise dans une société de parfums et cosmétiques.

Il lui sera confié :

- la création,
- le développement,
- la promotion

de plusieurs lignes de parfums.

Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions, sous n° 23.563, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS 1<sup>er</sup>.

**Dans quelques mois**  
**directeur général maintenance**

Aujourd'hui, Directeur Commercial. Vous vendez des engins de maintenance en usine. Peut-être même avez-vous l'habitude du matériel importé. Demain... Directeur Général, après quelques mois avec votre prédécesseur. C'est-à-dire appelé à d'autres fonctions dans le Groupe qui contrôle cette filiale spécialisée et lui donne les moyens de réussir.

Très vite vous serez pratiquement le seul responsable du choix des méthodes, de vente et de SAV, du recrutement de vos collaborateurs et de vos résultats. Dans le cadre d'un plan de développement, vous serez appelé à la progression de la part de marché, le développement du CA et la rentabilité. Dans l'immédiat, vous ne pourrez pas grand chose sur le constructeur étranger que vous représenterez en France mais vous serez entendu en fonction de votre compétence et de votre savoir faire. Dans ce domaine vous bénéficierez évidemment de l'appui de tout le Groupe.

Parce que vous vous êtes déjà fait un nom dans le métier vous savez qu'un travailleur dur on peut se tailler une place sur ce marché. Votre âge, votre formation supérieure, vos références professionnelles et vos aptitudes de dirigeant doivent "Nouveau" permettre de gagner. Veuillez écrire aux Conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 794 272 M.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DES SYNTIC

**ANSWARE**

Importante Société de Services et de Conseils en informatique, dans le cadre de son expansion, recherche

**informaticiens**

• Vous êtes **JEUNES DIPLÔMÉS** option INFORMATIQUE **INGÉNIEURS** (INSA, ENSSET, ENSIMAG, INSA...) **UNIVERSITAIRES** (MAGE, DUT).

• Vous avez pratiqué un langage évolué (Cobol, PL 1) ou Assemblage (IBM 370, IBM 3700 ou IBM 370).

• pour les Non-Débutants, une expérience en IMS, ou CICS, ou PROTEGE est souhaitée.

• Notre activité vous permettra, après FORMATION, de pratiquer immédiatement les techniques de gestion (base de données, temps réel), ou de travailler sur des systèmes.

Cette expérience diversifiée vous mènera à des fonctions de haut niveau.

Envoyer sous référence 8102/79 votre C.V. détaillé, photo, prétentions et détail de disponibilité à

**ANSWARE**  
135, Rue de la Pompe - 75019 Paris.  
Discretion assurée, réponse rapide.

**Auditeurs**

RANK XEROX, filiale du Groupe XEROX, recherche pour sa Division Audit Interne :

**Auditeur Informatique** (Réf. C. 16)

Diplômé d'une Grande Ecole Scientifique ou Commerciale, il a fait ses preuves pendant 3 à 5 ans en tant que Chef de Projet dans un environnement IBM 370. Soucieux d'élargir son champ d'action, il souhaite se voir confier la responsabilité des audits dans le domaine informatique d'une entreprise internationale.

Sa mission consistera, en particulier, à analyser les systèmes avant et après leur implantation pour s'assurer qu'ils correspondent bien aux besoins des utilisateurs.

**Auditeur Interne Opérationnel** (Réf. C. 17)

Diplômé d'une Grande Ecole Scientifique ou Commerciale, il a acquis une première expérience soit en Cabinet d'Audit externe, soit dans le Service Audit interne d'une grande Entreprise.

Il aura pour mission de fournir à la Direction une information indépendante sur la gestion de la Société en réalisant des contrôles d'ordre ponctuel sur les différentes fonctions de l'Entreprise.

Par leurs recommandations, ils assureront un rôle de conseil auprès de la Direction du Groupe.

Les postes (basés dans la banlieue nord-est de Paris), constituent tous deux un excellent tremplin pour évoluer dans notre structure, tant en France qu'à l'étranger.

La connaissance de la langue anglaise est requise.

Merci d'envoyer lettre de candidature + C.V. sous références respectives à Yves KERNEVEZ, Service Recrutement - RANK XEROX - 93607 AULNAY-sous-BOIS cedex.

**RANK XEROX**

**KODAK PATHÉ**  
recherche

pour sa Direction Informatique équipée d'un 3032 sous MVS

**INGÉNIEUR**  
**OPTION INFORMATIQUE**

Fonction :

- Chargé d'assurer la formation au sein de l'Exploitation Informatique il doit concevoir, préparer et animer l'ensemble des cours destinés au personnel de cette Exploitation.
- Il participe en continu à l'étude des évolutions techniques.

Profil :

- Formation : Maîtrise Informatique ou Ingénieur.
- Réelle motivation pour une activité de formation.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. et photo (retournée) sous réf. 107 Service du Personnel KODAK PATHÉ 8/26, rue Villiot - 75012 PARIS

**ingénieurs technico-commerciaux**  
débutants  
**et ingénieur technico-commercial**  
confirmé  
**EXPORT**  
**SECTEUR MECANIQUE**  
**PARIS**

**FILIALE (8000 PERSONNES) D'UN GROUPE MULTINATIONAL** nous cherchons à développer notre pénétration sur le MARCHÉ EUROPEEN

**LES HOMMES QUE NOUS RECHERCHONS :**

- Diplômés école ingénieurs (ETACA, ENSI, VIOLET...) possédant de bonnes connaissances techniques (Mécanique).
- Langues : allemand et/ou anglais Indispensable.
- Esprit critique.

**LES POSTES :**

- En liaison avec nos filiales européennes, ils auront pour mission :
- d'analyser les marchés et de définir des priorités d'actions
- de mettre en œuvre ces priorités d'actions (coordination entre les clients, l'engineering et les services financiers) pour aboutir à l'établissement du contrat
- de faire vivre le contrat avec les différents services concernés (conformité des programmes de fabrication, respect des délais de livraisons, niveau de qualité, suivi des prix).

L'INGÉNIEUR CONFIRMÉ sera EN OUTRE RESPONSABLE DE LA COORDINATION DES DIFFÉRENTS MARCHÉS EUROPEENS.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 25234 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmet.

**Burroughs**

DEUXIÈME CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE

recrute des

**Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur commercial**

pour accroître le nombre de ses

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

**à PARIS et en PROVINCE**

• Nous vous proposons des postes qui vous permettront d'acquiescer une solide expérience du terrain.

**VOUS DEVREZ :**

- rencontrer et conseiller les chefs d'entreprise dans leurs problèmes d'organisation et de gestion ;
- commercialiser et mettre en place les équipements adaptés à leurs besoins.

**NOUS VOUS ASSURERONS** une formation complémentaire des votre entrée dans la Société et tout au long de votre carrière.

**NOUS VOUS PROPOSERONS** d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Si cette proposition répond à votre ambition, envoyez lettre, curriculum vitae, photo à la Direction du Personnel

**BURROUGHS S.A.**  
2301243 et L. C. 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

**RACAL DANA** Mesure électronique

Filiale du groupe Racal, nous commercialisons des appareils de mesure fiables et performants. Nos applications concernent l'instrumentation générale, la métrologie, les télécommunications et les systèmes. Nous recherchons sur Paris, Lyon et Toulouse un

**ingénieur technico-commercial**

Vous aurez l'entière responsabilité de votre secteur de clientèle. Outre une solide formation en électronique et une bonne connaissance de l'anglais, vous avez si possible une première expérience commerciale, ou, pour le moins, une solide motivation à la vente. Nous vous garantissons une rémunération adaptée à votre expérience, un intéressement au CA, une voiture de société.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous réf. B 3779 à M. Collet, 1, rue de Béri 75008 Paris.

**Bernard Julhiet**  
**Psycrom**

membre de Syntec

**CHEF SERVICE MAINTENANCE**

**TERMINAUX INFORMATIQUE EN CLIENTÈLE PARIS**

Une Société spécialisée dans la maintenance de systèmes informatiques (terminaux et réseaux de Télétransmissions), filiale d'un des tout premiers groupes français de conseil et de services en informatique, crée le poste de responsable du service maintenance, Paris et région Parisienne, en forte expansion. Ce poste peut convenir à un ingénieur électronique ayant au minimum 3 ans d'expérience à un poste de responsabilité techniques et humaines dans le service maintenance d'un constructeur de matériels informatiques (de préférence Perli-Informatique ou Télétransmissions) et connaissant donc bien les réalités du terrain pour les avoir vécues et dominées.

Si vous voulez en savoir davantage sur la Société et le poste AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT demandez une documentation sous référence 2008 à F. DOZOL - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle 75015 PARIS - Tél. 250.84.30

J.P. 101/20



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**TELECOM**

Radio - Téléphone

**DE PRODUIT**

INGENIEURS

général maintenance

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

La C.S.E.E. - 5000 personnes dont plus de 500 ingénieurs et cadres - électricité et électronique - installations électriques et réalisation de produits, équipements et systèmes - technologie de pointe

ACTIVITES ET SERVICES DEMANDEURS

**centre de travaux**  
ingénieurs électriciens  
chargés d'affaires

Pour, au niveau d'un Centre Paris ou Province :

- diriger et optimiser les moyens
- superviser les propositions du BE
- assurer les relations avec le client.

INGENIEURS AVEC EXPERIENCE HT et BT des installations électriques industrielles, tertiaires, éclairage public et (ou) réseaux.

**engineering**  
jeunes spécialistes systèmes

Pour fonctions de chef de projets :

- responsable de l'étude et de la réalisation de systèmes spécifiques
- coordination : affaires téléphoniques, automatismes, systèmes informatiques, télétransmissions

INGENIEURS GRANDES ECOLES + expérience 2-3 ans dans un domaine de pointe.

**exportation**  
spécialiste commercial  
et technique

Chargé de :

- assister le directeur de zone
- participer aux manifestations commerciales
- prospecter clientèle potentielle

INGENIEUR ELECTRONICIEN + 3 à 5 ans exp. ou ingénieur d'affaires

**informatique**  
responsable projet  
applications production

Pour prendre en charge avec de courts déplacements en usines :

- l'analyse fonctionnelle
- l'analyse organique
- la formation

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES + 2 à 5 ans analyste ou chef de projet.

**juridique**  
pratiquien d'entreprise

Pour :

- assister le chef de Service en particulier pour les contrats internationaux (anglais)
- prendre en charge une part des problèmes juridiques des départements commerciaux.

FORMATION SUPERIEURE DROIT + 8 à 10 ans expérience - cabinet international - et/ou industrie.

**télématique**  
spécialiste commercial  
et technique

Chargé au sein de l'équipe de :

- commercialiser équipements et systèmes auprès des administrations et grandes entreprises
- assurer l'entretien des études et fabrications
- participer à la préparation des évolutions.

INFORMATIQUES ou ELECTRONIQUES ayant 2-3 ans conduite projets téléinformatique.

**usine de Périgueux**  
ingénieur électronicien  
chef de plateforme

Chargé de :

- diriger 8 à 10 techniciens de mise au point de produits et sous-ensembles
- définir les outils de réglage
- participer à la définition des produits.

INGENIEUR DIPLOME + 5 à 7 ans expérience production.

ECRIREZ en mentionnant l'accent sur vos conceptions et attentes professionnelles et vos aptitudes caractéristiques que sur votre acquis actuel.

Direction du Service Emploi et Développement des Cadres

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES

17, Place Etienne Pernet 75015 Paris

**csee**

**KODAK PATHÉ**

pour la Direction Informatique

équipes d'un 3302 MVS

**INGENIEUR**  
OPTION INFORMATIQUE

Fonction :

- Chargé d'assurer la formation des équipes d'ingénieurs et techniciens de l'entreprise
- Chargé de la mise au point des programmes de formation
- Chargé de la mise au point des programmes de formation

Poste :

- Formation : MVS
- Formation : MVS
- Formation : MVS

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

Filiale d'un Important Groupe International recherche

**INGENIEUR**  
**CHEF DE PRODUIT**

COMPOSANTS ELECTRONIQUES 130/150 000 F

pour lui confier la responsabilité du développement commercial, sur le marché mondial, d'une ligne de produits.

Il prépare les plans de commercialisation, fait les prévisions de ventes, oriente l'activité de l'équipe de vente, assure lui-même les négociations à haut niveau.

Diplômé d'une grande école, son expérience technique ou industrielle dans l'électronique est solide et il développe, depuis plus de 5 ans, une action commerciale qui lui a donné une très bonne connaissance du marché des composants au plan international.

Anglais indispensable.

Ce poste basé à PARIS comporte des déplacements fréquents de courte durée à l'étranger.

Ecrivez C.V. détaillé à D. JOUSSET sous réf. 77 379 M

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 Paris.

**SG2**

Société Générale de Service et de Gestion, filiale de la Société Générale

recherche des

**Ingénieurs**  
**Grandes Ecoles**  
**Expérimentés**

pour animation de groupe d'études informatiques.

Ce poste de responsable de département requiert en particulier l'expérience de conduite de grands projets informatiques.

Les candidatures sont à adresser, sous la réf. JLM 1 à SG2

12/14, avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

GRUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL recherche

**MEDECIN**

ayant ou non l'expérience de l'industrie pharmaceutique.

Attaché à la Direction de l'Information Médicale, ce médecin devra en collaboration avec les cadres de cette Division :

- déterminer les axes de lancement et de développement des médicaments,
- collaborer à la rédaction des textes en traduisant le message médical en message promotionnel,
- maintenir la liaison avec l'hôpital par les travaux post-visa,
- participer à la formation technique et au recyclage des visiteurs,
- assurer la correspondance avec le corps médical.

La poste est à pourvoir dès que possible dans la banlieue Ouest parisienne.

Ecrire à No 24.627 CONTEXTE Publiaté 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société recherche pour son bureau d'études spécialisé en constructions métalliques et off-shore

**ingénieur**  
grande école

possédant une expérience de 3 à 4 ans acquise dans un bureau d'études charpentes métalliques lourdes ou off-shore.

Réf. 3641A

**ingénieurs**  
grandes écoles débutants

Réf. 3641B

Pour tous ces postes qui impliquent des séjours éventuels de longue durée à l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi à AXIAL PUBLICITE, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Pour renforcer son équipe informatique, pour participer à la mise en place de nouveaux matériels et logiciels et pour assurer l'évolution des systèmes en place.

Les services organisation et informatique du

**Groupe BEL**

recherchent

UN OU UNE

**Programmeur Système**

Poste pouvant évoluer rapidement vers la fonction d'ingénieur système.

- Formation supérieure (en informatique)
- Une première expérience en système souhaitée
- Forte motivation.

Prière d'adresser C.V. et rémunération au Service du Recrutement - Société des Fromageries BEL 9, rue d'Anjou 75008 PARIS.

**Ingénieur**  
**technico-commercial**

pour la Direction Informatique

équipes d'un 3302 MVS

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

**VOTRE CARRIERE AU FUTUR**

Spontanément, vous êtes attiré par la vente, mais une carrière commerciale réussie ne se fait pas n'importe où.

CONTROL DATA : - 50.000 personnes dans 35 pays - 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires vous offre la garantie d'une expansion durable et solide : plus de 40 % d'augmentation des bénéfices en 1978 et une gamme de produits et de services diversifiés et prestigieux qui comprend les systèmes les plus puissants au monde.

CONTROL DATA vous fait aujourd'hui une proposition concrète.

**JEUNES DIPLOMÉS**  
**GRANDES ECOLES D'INGENIEURS**

nous avons conçu pour vous un programme complet de formation rémunérée de plusieurs mois vous permettant de vous familiariser avec l'entreprise et ses gammes de produits et de développer vos connaissances techniques et commerciales pour devenir

**INGENIEUR COMMERCIAL**

dans l'un des départements Grands Systèmes, Périphériques.

Si vous êtes disponible avant décembre 1979, proposez votre C.V. à M. GARY Service Recrutement CONTROL DATA 195, rue de Bercy, 75012 Paris.

**GD**  
**CONTROL DATA**

**AGP**  
EXPANSION

Jeune diplômés (-ées) de l'enseignement supérieur (Commercial - Droit - Economie)

- Vous avez la volonté d'aboutir dans les actions que vous entreprenez
- Vous appréciez les contacts humains
- Vous aspirez à la possibilité de vous réaliser
- Vous acceptez les rigueurs de l'autodiscipline comme fonction de votre réussite

Nous vous proposons un emploi passionnant à la mesure de vos ambitions.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : Service Pub. 13, rue Maréchal 75002 Paris (Merci de préciser s'il s'agit d'un envoi par tél. N° 78617) (Réponse assurée)

**Ordina**  
recherche

**CONSULTANT**

Ce poste intéressera jeune Psychologue ayant 2 à 3 ans d'expérience dans cabinet de recrutement ou Direction de Personnel, souhaitant élargir son action et ses responsabilités.

Envoyer C.V. et prétentions à J. LAFFARGUE ORDIS - 10, rue Auber 75009 PARIS.

**PERNOD**

développe ses structures informatiques (équipement : IBM 370 - 512 K, 20 terminaux intelligents...), et recherche pour faire face à leur extension normale et à un très important projet de télétraitement

**responsable études informatiques**

placé auprès du chef de service, le candidat retenu devra :

- mener personnellement en liaison directe avec les services utilisateurs un certain nombre de projets importants,
- animer l'équipe de spécialistes chargés de la mise en oeuvre technique du projet,
- être associé à la totalité des projets traités par le service,

de façon à prendre progressivement la responsabilité totale de l'ensemble du secteur Etudes.

Le poste exige de son titulaire :

- une formation supérieure (Ecoles d'ingénieurs ou de gestion par exemple),
- une expérience - en informatique de gestion - d'environ 5 ans de conduite de projets de nature et de contenu diversifiés, acquise au moins en partie en tant que responsable au contact d'utilisateurs au plus haut niveau.

La Société fortement structurée au sein d'un groupe dynamique offre d'intéressantes perspectives de carrière à un candidat à la fois créatif et soucieux d'efficacité.

Lieu de travail : CRETEIL.

Adresser CV et prétentions à PERNOD, Direction des Relations Humaines, 120, avenue Maréchal Foch, 94015 CRETEIL.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**HEWLETT PACKARD**

FRANCE  
DIVISION EUROPEENNE DE L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE  
GRÉNOBLE

Dans un secteur en pleine expansion, nous connaissons un développement exceptionnel (taux de croissance de notre groupe supérieur à 30%). Pour y faire face, nous recherchons :

**JEUNES CADRES**  
pour notre département financier.

Débutants dans une structure à dimension humaine, ils évolueront dans un contexte international offrant de nombreuses opportunités de carrière.

**FONCTION CONTRÔLE DE GESTION**

Chargés dans un premier temps de la mise en place d'un système de gestion analytique, ils (elles) évolueront vers le contrôle de gestion d'une de nos familles de produit.

Formation : ESSEC, HEC, Sciences PO PARIS options comptable/contrôle de gestion, diplômés d'ingénieur plus MBA ou IAE.

**SERVICE IMPORT-EXPORT (transports-douanes)**

Chargés de la mise en place des systèmes et procédures destinés à optimiser la gestion de nos importations et exportations.

Formations : ESSEC, HEC, Sciences PO, Paris, MBA... Formation juridique appréciée.

**AUDITEUR INTERNE EUROPEEN**

Basé(e) à Grenoble, mais rattaché(e) à l'équipe européenne d'audits, il(elle) sera amené(e) à exercer son activité dans les différents pays européens.

Il(elle) aura en outre au plan local la responsabilité de projets opérationnels.

Tous ces postes s'adressent à des débutants ou de jeunes cadres ayant une première expérience professionnelle de préférence impliquant l'utilisation de l'outil informatique.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour des renseignements complémentaires appeler John VINE  
jusqu'au 24 SEPTEMBRE de 14 h à 18 h au (76) 25.81.41.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés à  
HEWLETT PACKARD - Service du Personnel  
5, rue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

**DU PONT**

**BERG ELECTRONICS**

L'utilisation sans cesse accrue de l'électronique et la qualité de nos produits assurent à notre Division Berg Electronics d'exceptionnelles perspectives de développement.

Nous désirons proposer à un

**JEUNE DIPLOMÉ**

ELECTRONIQUE ou ELECTROTECHNIQUE

de rejoindre notre équipe.

Nous vous confierons la commercialisation d'éléments d'interconnexion pour les industries de l'électronique. Vous participerez à la définition de la stratégie de vente et serez responsable de votre secteur : suivi de la clientèle existante et prospection de nouveaux marchés.

Nous souhaitons que vous ayez une formation en électronique ou électrotechnique (École Supérieure ou IUT) et une connaissance de l'anglais indispensable pour votre formation initiale et votre développement ultérieur.

Une formation de quelques mois sur nos produits vous sera assurée dans l'usine de Du Pont Nederland.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, en précisant la rémunération souhaitée sous réf. M 353 à DU PONT de NEMOURS (France) S.A. - Service du Personnel - B.P. 85 - 91403 ORSAY

La journée d'information et d'entretien  
aura lieu dans nos locaux  
le 27 Septembre 1979.

**Fonction: marketing**  
**Tempérament: opérationnel**

140 000 +

Il est essentiel de justifier d'une réussite dans une direction commerciale/vente, et souhaitable d'avoir eu de plus des responsabilités dans la fonction marketing. Le poste que nous vous proposons est rattaché au directeur de notre division, et en relation permanente avec le directeur des ventes.

Vos missions sont : le recueil d'informations pour la mise en place de la politique de produit et de vente, la construction d'outils concrets pour commerciaux à partir d'études statistiques, jusqu'à l'élaboration et au suivi des actions publicitaires.

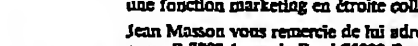
L'administration des ventes et la formation vous sont également rattachées.

Vous superviserez une vingtaine de collaborateurs (la force de vente se compose d'une centaine de commerciaux).

Nous sommes parvenus à la diffusion de machines à traiter le courrier, filiale d'un groupe très important.

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous saurez mettre en place une fonction marketing en étroite collaboration avec le terrain.

Jean Masson vous remercie de lui adresser vos dossiers de candidature sous référence B 2783 1 rue de Berni 75008 Paris.



**Bernard Julhiet**  
**Psycom**

membre de Syntec

**Responsable**  
**d'exploitation**

Depuis vos études supérieures (il y a déjà) quelques années car vous avez passé la trentaine !, vous avez acquis une expérience technique et humaine. Les IBM 370 vous sont familières. Quant à animer un effectif de plus de 60 personnes... Vous en avez vu d'autres ! Vous parlez aussi anglais ? Alors vous êtes l'homme que nous recherchons et voilà le rôle que nous vous attribuons :

- organisation et gestion du service. (Méthodes de travail, orientation et coordination des actions...)

- maintenance et évolution des systèmes d'exploitation OS / VS 2 (IMS, DLI)

- Gestion des budgets.

Tout cela, sous l'autorité du chef de département, dans un important groupe industriel (mécanique lourde), situé en proche banlieue Sud.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyez votre CV détaillé mentionnant vos désirs de rémunération, sous référence 1375, à : rsc carrières - 14, rue de Castiglione - 75001 - PARIS.

**PREMIER GROUPE**  
**DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCE DU SECTEUR PRIVE**

recherche

Pour sa Division spécialisée dans la distribution de produits d'épargne et d'investissement libellés au nom de compte mobiliers et immobiliers

**1 Formateur**

Minimum 30 ans

Solide formation générale

« Description du poste »

Le titulaire assurera la formation initiale des candidats à notre Force de Vente. Cette formation, très diversifiée, portera sur la connaissance de nos produits dans leur contexte économique et réglementaire et sur la Vente elle-même appuyée sur une large contribution des moyens audiovisuels les plus modernes. La formation initiale des candidats à notre Force de Vente dure 1 mois.

« Profil du candidat »

Le candidat devra présenter "EN MEME TEMPS" des caractéristiques suivantes :

**PÉDAGOGUE**

avec une bonne aisance verbale, un don naturel de la communication, singulièrement appliqué aux jeunes, une grande puissance de travail accompagnant une grande maîtrise technique, une capacité naturelle certaine à l'explication, à l'enseignement et à l'écoute, une grande rigueur intellectuelle et morale, des dispositions particulières pour l'imagination, la créativité et le renouvellement.

**VENDEUR**

car nous ne cherchons jamais la formation à la Vente à un théoricien plus ou moins technocrate coupé de l'action directe et de l'évolution constante et rapide du public, besoins, motivations et réactions confondus.

Offre dans l'ordre chronologique :

- Un stage de formation initiale rémunéré de 1 mois.

- Un stage de Vente de six mois dans notre Force de Vente aux conditions statutaires de nos vendeurs débutants : minimum garanti mensuel conditionné par des résultats.

- L'affectation à notre section de formateurs spécialisés avec :

- Un traitement fixe allant de 4 000 à 5 500 francs mensuels selon l'évolution personnelle dans la hiérarchie professionnelle.

- Des frais professionnels au cas de missions de formation hors de l'habitation.

- Une importante commission sur les Ventes réalisées et impérativement exigées pour la mission dans la fonction.

- Un plan de carrière présentant les mêmes possibilités et perspectives que celles offertes à nos spécialistes de la Vente et du Management (successivement échelons intermédiaires : cadres - cadres supérieurs).

Env. : Sengo 13 r. Marivaux, 75002 Paris (Merci de préciser l'enveloppe, N° 878)

France Loisirs

200 Points de Vente - 1 catalogue trimestriel - Ventes par correspondance - Chiffre d'affaires 1978 : 425 MF - progression annuelle + 25%

recherche son FUTUR

**directeur commercial adjoint**  
**points de vente**

150.000 + - Diplômé de l'enseignement commercial supérieur, il devra avoir une expérience de plusieurs années dans la direction effective de cadres et dans le secteur de la distribution.

Il fera partie de l'équipe de Direction Points de Vente et sera responsable de la réalisation d'un chiffre d'affaires important et de plus de 100 personnes.

Adresser lettre, CV, photo en indiquant préférences à No 25.241 Condesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**GROUPEMENT D'ASSURANCES**  
**recherche**

**6 PROGRAMMEURS**  
**DEBUTANTS**

Liberté des obligations militaires ; possédant Bac C, D, ou T.

APRÈS FORMATION RÉMUNÉRÉE, ils (elles) seront intégrés(es) à l'équipe actuelle au vu du renforcement du service informatique.

Avantages sociaux (5x8x14, horaires variables, Restaurant d'entreprise...).

Env. C.V. + préférences à STAG, Service du Personnel, 22, quai de la Mégisserie, 75001 PARIS

**La Direction Administration et Gestion Commerciale (130 personnes)**  
**d'une importante société internationale (47 000 personnes)**  
**recherche pour la banlieue Sud de Paris**

**directeur**  
**administratif**  
**adjoint**

Il sera chargé sous l'autorité du directeur administratif de la gestion de plusieurs services (40 personnes environ) : Douanes, Entrepos, Transports, Contrôle des Inventaires.

De 30 ans minimum et de formation ESC ou MBA, il aura une connaissance éprouvée de la fonction administrative dans le cadre d'une activité internationale.

Une expérience d'au moins cinq ans à un haut niveau de responsabilité avec pratique courante de l'anglais est exigée.

Il aura déjà exercé des fonctions d'encadrement dans un environnement qui aura obligé à faire preuve à la fois de fermeté et de souplesse dans les négociations.

Ce poste est évolutif en raison de notre croissance forte et soutenue sur des marchés porteurs : électronique et informatique.

Envoyer C.V., photo et préférences à Media System, sous réf. 4864, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

**un responsable système**  
**peut-il espérer devenir**  
**directeur de l'informatique ?**

Oui, chez nous ! Nous sommes l'une des premières compagnies d'assurances françaises (Paris) et proposons à un ingénieur grande école, ayant une solide expérience des fonctions système et méthodes, de créer son équipe pour démanteler un 303X, d'en profiter pour organiser l'exploitation et inciter les études à adopter des méthodes modernes ; enfin, nous l'associons à l'élaboration de la nouvelle politique informatique du groupe. A vous de faire le reste... et il y a du travail !

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3566 LM) à "Carrières de l'Informatique".

**analyste 100 000 F/an**

Un groupe industriel prestigieux installé à Pantin (93), (500 MF, 1500 p.), souhaite vous confier la réalisation, sur son 370/DOS-VS, de sa nouvelle génération d'applications commerciales.

Vous avez une formation supérieure, maîtrisez le COBOL et avez acquis, en 5 ans, une solide expérience et, en particulier, celle de la mise en œuvre de DL1 et de CICS.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3636 LM), à "Carrières de l'Informatique".

**contrôleur comptable 130 000 F + /an**

Un groupe d'entreprises liées à la distribution et aux services (C.A. : 2 milliards de F), à PARIS cherche un contrôleur comptable. Il est chargé de suivre les budgets des directions régionales et des centres d'exploitation, de déceler et d'analyser les écarts, de vérifier et de contrôler les comptabilités des mêmes unités.

Ce poste s'adresse à un praticien de la comptabilité ayant une bonne puissance de travail, le goût de la chasse (aux abus, aux erreurs...) et des déplacements (3 ou 4 jours par semaine).

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3633 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
**10, RUE ROYALE - 75008 PARIS**  
**LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES**

**MEMBRE DE SYNTec**

**COMPAGNIE INTERNATIONALE**  
**SPECIALISEE DANS LES TRAVAUX D'ESPACES VERTS**  
**recherche**

**UN INGENIEUR D'AFFAIRES**  
**expérimenté**

Il aura une formation de base en AGRONOMIE et une expérience en irrigation - plantation, paysagisme.

Il devra avoir une bonne connaissance de l'anglais et si possible une expérience des Affaires au Moyen-Orient.

Il assumera un rôle COORDONNATEUR :

- en préparant les réponses aux appels d'offres,

- en assurant jusqu'à la remise des offres les relations techniques avec les clients,

- en répartissant les tâches entre les Sociétés actionnaires ou extérieures pour la réalisation des soumissions.

Il sera basé à Paris et sera amené à se déplacer en Europe et dans les pays du Moyen-Orient.

Adresser votre C.V., manuscrit et photo à No 25.070 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS**  
**DE RENOM INTERNATIONAL**  
**RECHERCHE**

**UN ADJOINT A SON DIRECTEUR**  
**DES AFFAIRES INFORMATIQUES**

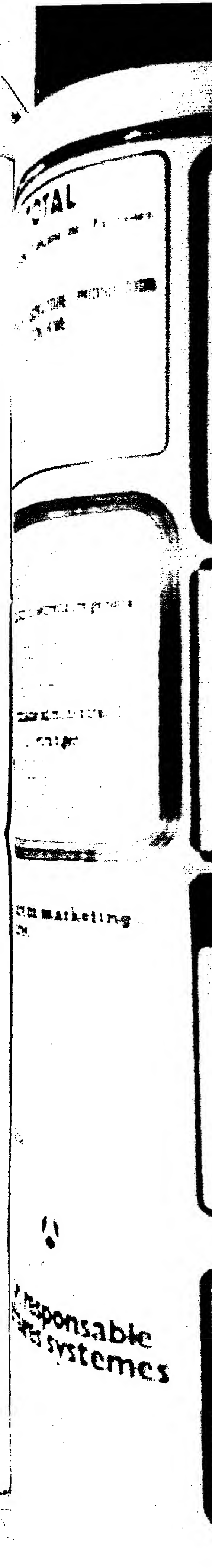
PARIS - 180.000 FRANCS +

Il participera à l'élaboration et à l'implantation d'une nouvelle politique informatique. Il collaborera à l'établissement d'un important budget annuel dont il aura la responsabilité. Il assurera la supervision d'équipes spécialisées dans les techniques de pointe, l'organisation et les méthodes (bases de données, matériels répartis, transmissions, procédures, méthodes).

Il fournira l'assistance aux équipes d'étude et de programmation afin de garantir la cohérence de la conception et de la réalisation des projets informatiques.

Le candidat retenu (35 ans minimum), de formation supérieure, aura une expérience informatique de 7 ans au moins de solides connaissances techniques, l'habitude de l'encadrement et de l'assistance.

Env. sous référence 080 à : A.J. CONSEIL, 123, avenue de Villiers - 75017 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.









offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**DARTY**

**DARTY**

**DARTY**

## réviseur comptable

E.S.C. (option Finances-Comptabilité) ou DECS  
Ayant de préférence une première expérience, même très courte, dans la fonction.

Après une période de formation, il aura pour mission essentielle l'amélioration des procédures comptables, la révision et le suivi comptable de plusieurs sociétés de service après-vente situées à Paris et en banlieue. Ce poste sera rattaché au Directeur Financier et ouvre de larges possibilités d'évolution.

Adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération souhaitée au Directeur du Personnel Réf. DAF 123, avenue Galliéni 93140 BONDY

## MARKETING MANAGER

Une Société française filiale d'un groupe international spécialisé dans le moulage et la décoration de pièces en matière plastique et principalement de bouchons, crée le poste de MARKETING MANAGER. Le candidat retenu, obligatoirement bilingue français-anglais, aura de préférence une formation de base technique complétée par une bonne par une bonne expérience marketing.

La rémunération, fonction de l'âge, des compétences et de l'expérience, sera satisfaisante. Basé en région parisienne, le candidat effectuera de nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Sa mission sera double : d'une part, au niveau de la filiale être responsable du plan marketing pour l'ensemble de ses produits dans le cadre de la politique marketing du groupe, et d'autre part, au niveau du groupe, participer à la politique marketing du secteur bouchons spéciaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. sous référence 7366/S à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE recherche

## UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

SIÈGE : PARIS - 125.000 +

Dépendant du Directeur de la Division Exploitation, il assurera d'abord des missions fonctionnelles de coordination technique et de gestion pour l'ensemble des Centres Informatiques.

Puis promu à la DIRECTION D'UN CENTRE, il participera à l'élaboration du plan et du budget et sera responsable de son exploitation et de l'augmentation de ses effectifs (plus de 100 personnes).

Le candidat retenu, de formation supérieure, aura une expérience des techniques informatiques sur gros équipement, des fonctions d'étude système et exploitation. Il aura déjà animé des techniciens.

Ecrire sous référence 081 à A.L. CONSEIL

123, avenue de Villiers - 75017 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

## SIEMENS DATA

recherche pour son Département Informatique «Grands Systèmes».

### Ingénieurs Commerciaux

Ils seront chargés de prospecter le marché, d'informer et de conseiller les clients, existants ou potentiels, dans la définition de leurs besoins, de négocier et gérer les contrats.

références: 04

### Ingénieurs Technico-Commerciaux

Ils apporteront leur assistance technique aux Ingénieurs Commerciaux, pour l'analyse des besoins des clients et la définition de solutions informatiques. Ils superviseront la mise en exploitation et le démarrage des installations.

références: 05

### Techniciens de Maintenance

Ils assureront la préparation de l'implantation du matériel, sa mise en route, la maintenance et le dépannage.

références: 06

### Instructeurs de Haut Niveau

Ils devront en collaboration avec les chefs de service, mais aussi avec les clients, définir les besoins en formation. - planifier les cours en ce qui concerne leur contenu, forme, durée et date. - assurer la réalisation de ces cours.

références: 07

Pour ces postes, il est demandé quelques années d'expérience, et la pratique de l'allemand serait souhaitée.

### Traducteurs Allemand/Français

Pour traduction de documentation promotionnelle.

références: 08

### Secrétaire de Direction

La candidate devra être capable d'assurer un secrétariat de Direction, en faisant preuve d'autonomie. Il est demandé plusieurs années d'expérience et la parfaite connaissance de la langue allemande.

références: 09

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste à :  
SIEMENS DATA  
Département du Personnel  
BP 122 - 93204 ST. DENIS Cedex 1

Nous sommes un Groupe de Sociétés qui a su en quelques années prendre une place importante dans le secteur de la distribution physique (C.A. annuel : Frs 50 millions)

Nous recherchons pour l'intégrer à notre équipe de vente un

## CADRE COMMERCIAL

(banlieue Paris-Nord)

Sa mission essentiellement sur le terrain sera de prospecter, négocier et entretenir une clientèle diversifiée et sélectionnée. Il devra se créer des contacts de haut niveau.

Si vous avez 30 ans environ, des connaissances de gestion commerciale et une solide expérience de la vente acquise dans le secteur tertiaire (minimum 3 ans), si vous savez créer, promouvoir, convaincre, si vous voulez vous joindre à une équipe jeune pour qui le mot dynamisme a une résonance,

si vous voulez une rémunération à la taille de vos résultats, vous devez prendre contact avec

FORMADIS qui gardera l'aspect confidentiel de votre candidature. Nous souhaitons que vous ayez une formation supérieure.

Envoyer C.V. lettre manuscrite, photo et présentations à :  
FORMADIS - Mr MARQUET  
154 X Garonor 93608 Aulnay sous Bois

Vous avez une solide formation. Vous avez l'expérience de la F.A.M.E. Vous avez une grande pratique du terrain et maîtrisez les divers moyens de promotion. Vous avez assumé des responsabilités commerciales, et élaboré un budget. Et vous cherchez aujourd'hui un poste de

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Notre division équipements de formation se développe en France et à l'Export (30 pays) et cherche un LEADER bilingue anglais.

Siège Banlieue Sud - voyages 1/3 du temps. Commentez votre personnalité et les tâches où elle s'exprime le mieux. Nous vous enverrons un dossier. Ecr. à PROVALEX, 15, av. Victor-Hugo, 75116 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

## jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures  
- collégiales, dégages des obligations militaires  
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans :

## L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 25266 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société française Hoechst

souhaite renforcer à son Siège Social ses services centraux de gestion et plan, d'organisation et de comptabilité.

Nous vous proposons, suivant vos caractéristiques plusieurs postes de

## contrôleurs de gestion

et d'

## organiseurs

orientés vers des missions de :

## GESTION INDUSTRIELLE

Vous serez chargé de proposer et mettre en œuvre un projet Production utilisant les méthodes modernes d'informatique : téléprocessing et bases de données.

## ORGANISATION COMPTABLE

Vous élaborerez des projets de réorganisation de la comptabilité générale et analytique. Vous présenterez un cahier des charges et vous êtes responsable de la réalisation, en liaison avec les utilisateurs.

Ces postes nouveaux vous offriront de larges possibilités d'initiative et de développement, si vous apportez :

- une solide formation : grande école d'ingénieurs ou de gestion, DECS ou similaire  
- une expérience de 2 à 5 ans minimum plus orientée suivant les postes vers l'organisation, la comptabilité ou la gestion industrielle  
- la connaissance de l'allemand ou de l'anglais.

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez nous votre candidature en précisant la rémunération souhaitée sous réf. 249 à notre Département des Ressources Humaines - Tour Roussel - Nobel Cedex 03 - 92080 Paris La Défense

Hoechst



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

pour son département Instrumentation Scientifique :

## INGÉNIEUR COMMERCIAL (Grande Ecole)

(246. 775)

débutant ou ayant quelques années d'expérience. Pour la promotion des ventes de systèmes des mini-informatiques appliqués au traitement et à l'analyse du signal (acquisition de données transformation Fourier, etc.).

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec présentation, en précisant référence annonce, à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

## ingénieur système cics/os

Vous avez une formation supérieure et trois ans d'expérience. Vous pratiquez l'Assembleur, êtes rodé à l'OS comme au télétraitement et avez participé à la génération d'un CICS. Nous sommes la filiale d'un groupe bancaire (Paris-centre) et traitons nos applications sur un 370 et un 303X/OS-MVS. Venez donc rejoindre notre équipe système.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3611LM). "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRETIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

de Distribut. de produits de grande consommation

recherche

UN RESPONSABLE SERVICE ADMINISTRATIF

La fonction :

1) Assurer le contrôle juridique des promotions publicitaires et du programme touchant le droit de la distribution, de la concurrence et de la consommation.

2) Superviser les activités de contentieux, marques et brevets, assurances.

3) Contribuer à l'élaboration, au contrôle et à l'extension des contrats.

Conditions :

3 ans d'expérience juridique, très bon niveau de droit. Anglais courant.

Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à : G. GUY, 15, rue du Midi - 92200 NEUILLY.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

Paris La Défense

recherche

## INGÉNIEURS Débutants

Pour ses Services Préparations Etudes - Génie Civil - Chronométrique Estimation - Planning - Informatique.

## INGÉNIEURS Confirmés

Génie Civil - Génie Climatique - Electricité - Planning.

## INGÉNIEUR

CHEF DE SPÉCIALITÉ

Instrumentation de contrôle

## RESPONSABLES DE CHANTIER

SPECIALISTES CONSTRUCTION

Bon niveau d'anglais exigé.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 25/40, à n° 25.074, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

A.P.A.S.C.

ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE

recrute

## 1 RESPONSABLE INFORMATION

LIBRE DE SUITE

Adr. C.V. prêt à : A.P.A.S.C. Maison pour Tous, CENTRE DES 7 MARS - 75116 PARIS.

Importante Organisation Juive de France recrute

## CADRES

30 ans minimum, formation supérieure, Fortement motivés en vue de la création de

## POSTES DE RESPONSABILITÉS

Rémunération en fonction des compétences. Adresser C.V. et présentations n° T. 015 488 M

REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

## Ingénieur Technico Commercial

Agro ou équivalent

pour son département phytosanitaire, pour le marché du MOYEN-ORIENT.

A notre sens, pour réussir il faut :  
- avoir une solide expérience technico-commerciale des pesticides dans cultures tropicales,  
- parler couramment l'anglais,  
- connaître le marché du MOYEN-ORIENT.  
- Se déplacer fréquemment (50 % à 60 %).

Si vous pensez correspondre à ce profil, merci d'envoyer C.V., photo et présentations en précisant sur l'enveloppe la réf. 1913 à



(Réponses et discrétion assurées)

## LE CENTRE DE LA SOUCHE

vous propose un stage de formation (durée 5 mois) pour vous aider à réaliser votre projet.

CETTE FORMATION EST AGREEE PAR L'ETAT.

Bénéficiaires : L.E.D.S.P.

Place de la Souche, 91310 MONTLEERY

TEL. : 981-72-58

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH

- Equipement automobile

- Appareils ménagers

- Radio Téléphones

- Caméras et projecteurs Bauer.

recherche pour son activité

EQUIPEMENTS AUTOMOBILE ET D'ATELIER

## Chef de Vente Régional

Formation supérieure commerciale et gestion.

Expérience souhaitée du milieu automobile.

Sera responsable de plusieurs départements et d'une équipe d'inspecteurs techniques et commerciaux.

Avantages sociaux.

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo au Département Gestion du Personnel 32, avenue Michelet 93404 SAINT OUE.



THOMSON-CSF

## INGENIEURS D'ETUDES

(SUPELEC - GRENOBLE - TOULOUSE-ENSI...)

LA DIVISION AVIONIQUE

recherche des

## Electroniciens débutants

pour leur confier, au sein de ses équipes techniques à MALAKOFF, des travaux de

CONCEPTION et REALISATION de

PROTOTYPES d'EQUIPEMENTS AVIONIQUES

Plusieurs postes sont offerts dans des secteurs de technologies avancées ou dominent selon le cas :

- électronique numérique

- électronique analogique

- les hyperfréquences (antennes et circuits).

Possibilités d'évolution intéressantes au sein du groupe. Envoyer C.V. et photo en précisant les centres d'intérêts techniques au Service du Personnel - Division Avionique, 68, Av. Pierre Brossollet 92240 Malakoff.



**Offres d'emploi**

**BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE**

**UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE**

SAISON - PARIS - 725 000

La Banque Française de Renommée Mondiale est une entreprise à capital international, spécialisée dans la gestion et l'exploitation de réseaux informatiques. Elle recherche un responsable d'exploitation informatique pour superviser les opérations de maintenance et de gestion des équipements informatiques.

Le candidat devra avoir une expérience de 5 ans minimum en tant que responsable d'exploitation informatique. Il devra être capable de gérer une équipe et de résoudre les problèmes techniques.

Envoyer CV et photo à : **BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**Société HOECHST**

**contrôleurs de gestion**

**organiseurs**

**GESTION INDUSTRIELLE**

La Société HOECHST recherche des contrôleurs de gestion et des organisateurs pour la gestion industrielle. Les candidats doivent avoir une expérience de 3 ans minimum en tant que contrôleur de gestion ou organisateur.

Envoyer CV et photo à : **SOCIÉTÉ HOECHST**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**ROBERT BOSCH (France) S.A.**

**Chef de Vente Régional**

La Société ROBERT BOSCH recherche un chef de vente régional pour la région de Paris. Le candidat doit avoir une expérience de 5 ans minimum en tant que chef de vente.

Envoyer CV et photo à : **ROBERT BOSCH (France) S.A.**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**THOMSON-CSF**

**INGÉNIEURS D'ETUDES**

**LA DIVISION**

**Electroniciens débutants**

La Division THOMSON-CSF recherche des ingénieurs d'études et des électroniciens débutants pour la conception et la réalisation de circuits électroniques.

Envoyer CV et photo à : **THOMSON-CSF**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**La société d'hypermarché la plus performante à l'échelon national, recherche**

**7 Stagiaires Comptables**

avec D.E.C.S. ou plus, avec B.E.P. comptable ou équivalent.

Les candidats doivent avoir 25 ans minimum et répondre aux critères de réussite dans la distribution.

**COMPÉTENCE - DISPONIBILITÉ DYNAMISME - AUTONOMIE**

Des stages auront lieu à LYON et en REGION PARISIENNE.

Les postes à pourvoir sont en REGION PARISIENNE et en REGION LYONNAISE.

Ecrire avec C.V. détaillé sous le réf. n° 500 M à Mme Nelly POITEVIN

**CREED** 12, rue PAIDHERBE 59500 LILLE

**Offres d'emploi**

**SOCIÉTÉ DE PROMOTION SANDERS**

**RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE**

recherche

Le poste exige une bonne pratique : de l'étude des contrats commerciaux, des problèmes d'assurances, de contentieux et de propriété industrielle.

Le candidat doit avoir une expérience de 5 ans minimum en tant que responsable service comptable.

Envoyer CV et photo à : **SOCIÉTÉ DE PROMOTION SANDERS**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**ADMINISTRATION PARIS**

recherche pour diriger équipe de 15 personnes (dont 2 cadres)

**CHEF DE BUREAU**

GESTION - ENQUÊTES - STATISTIQUES

Niveau requis : Statisticien économiste, ENSA ou INGÉNIEUR ou formation équivalente.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photographies à : **ADMINISTRATION PARIS**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ TERTIAIRE**

recherche pour ses activités industrielles dans la région parisienne

**Un Ingénieur Arts et Métiers**

5 ans d'expérience en fabrication mécanique dans le secteur aéronautique.

Anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. HOND mentionnée sur enveloppe à : **IMPORTANTE SOCIÉTÉ TERTIAIRE**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**CHEF DE DISTRICT EXPORT**

bilingue anglais, expérience animation commerciale de préférence biens d'équipement

Il est indispensable, pour réussir dans la fonction, d'être un négociateur adroit et de savoir harmoniser enthousiasme et jugement.

Pour cette activité très autonome, il faut initiative, exigence de soi et disponibilité pour voyager la majorité du temps.

Décrivez clairement ce que vous aimez, ce que vous savez faire et vos prétentions financières.

Ecrire à : **PROVALEX**, 15, avenue Victor-Hugo, 75015 Paris, qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**Groupe bancaire privé, 8<sup>e</sup> arrondissement**

recherche pour ses SICOM

**JEUNE DIPLOMÉ SC. PO - HEC - ESSEC, etc.**

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 8891, COVAF, 40, rue de Chateaufort, 75010 Paris, qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**Filiale de Société Américaine**

recherche

**TECHNICIEN EXPÉRIMENTÉ**

Dans fabrication circuits imprimés pour activités technico-commerciales.

**ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE**

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : **REGIS-PRESSE**, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT**

**A.T.3 - A.T.P. ELECTRONICIENS**

R. T. S. - D. U. T.

3 ANS MINIMUM D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE SUR EQUIPEMENT

INCORPORANT DES MICROPROCESSEURS

— Lieu de travail : ST-OUEN-LAUMONIE

— Restaurant d'entreprise - 13e mois.

Envoyer C.V. à : **ELECTRONIQUE C.E.D.**, B.P. 67 - 93000 CERGY-POISSY Cedex

**Offres d'emploi**

**IMPORTANT CENTRE D'ETUDES du BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS**

recherche pour seconder son SECRETAIRE GENERAL

**UN CADRE ADMINISTRATIF et JURIDIQUE**

(LICENCE OU EQUIVALENT)

ayant une expérience de plusieurs années en entreprise.

Ce poste exige une bonne pratique : de l'étude des contrats commerciaux, des problèmes d'assurances, de contentieux et de propriété industrielle.

Le candidat doit avoir une expérience de 5 ans minimum en tant que cadre administratif et juridique.

Envoyer CV et photo à : **IMPORTANT CENTRE D'ETUDES**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**ÉTABLISSEMENT DE DISTRIBUTION EST PARISIEN**

recherche

**CONTREMAITRE**

Magasins et ateliers Transformation du papier

53.000 F AN +

Envoyer C.V. détaillé et photo N° 31.634, P.A. S.V.P., 31, rue Général-Foy, 75008 Paris.

**Offres d'emploi**

**Le Centre d'Etudes Supérieures du Management Public**

recherche

**POUR UN DE SES CLIENTS**

**DIPLOMÉS (ÉES) EN INFORMATIQUE**

(GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITÉ)

ayant des connaissances en gestion et organisation administrative (réf. 02) ou en système (réf. 5)

**POUR CONCEPTION ET RÉALISATION D'APPLICATIONS AVEC BASES DE DONNÉES ET TÉLÉTRAITEMENT SUR HB 66-DPS**

Expérience souhaitée - Lieu de travail : PARIS

Adresser C.V. avec photo et prétentions à : **CESMAP**, 67, av. Lénine, 94112 Arcueil Cedex.

**Offres d'emploi**

**GRUPPO INTERNATIONAL DE GRAND STANDING**

recherche

pour sa filiale parisienne

**CONTROLLER**

Le candidat retenu aura une expérience préalable de cette fonction de préférence dans le secteur édition (livres, disques ou musique)

Sorti d'une grande école (H.E.C., ESSEC ou équivalent), il doit parler couramment l'anglais.

Une orientation vers la gestion administrative (voire juridique) est aussi importante que la compétence dans le domaine purement financier.

Les candidats sont invités à envoyer leur C.V. détaillé à : **GRUPPO INTERNATIONAL**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**CASTELLI**

**AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAUX ET COLLECTIVITÉS**

recherche

**PROMOTEUR DES VENTES**

Base PARIS, activité sur toute la France, grandes Administrations publiques et privées. Architectes...

Adresser C.V. manuscrit et dét. avec photo à : **CASTELLI**, 15, boulevard Ney, 75018 Paris.

**Offres d'emploi**

**Ingénieurs et techniciens confirmés**

**FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT**

recherche des ingénieurs et techniciens confirmés dans le domaine du traitement du pétrole brut et du gaz naturel pour postes d'ingénieurs d'affaires et d'assistants. Anglais indispensable.

Postes proche banlieue Paris (métro).

Ecrire sous référence 8.844 à **PUBLIPANEL**, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**JEUNES DIPLOMÉS DÉBUTANTS**

Votre formation : Sup. de Commerce, I.E.P., Maîtrise de gestion.

Nous vous proposons : 1 an de stage dans les services de gestion et d'organisation, pour vous former.

Ensuite : affectation dans un poste opérationnel en Agence ou au Siège.

Nous sommes un Groupe de 3.500 personnes. C.A. 2 milliards de francs.

Implantés dans Service technique, Négociation de combustibles, Installation, sur l'ensemble de la France et à l'étranger.

Nous préparons notre avenir, venez préparer le vôtre avec nous.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 1958 à **SWEET'S**, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA**

2.500 personnes - C.A. 800 millions de francs

Fabrication et pose canalisations en béton Engineering, fourniture d'usines de préfabrication Produits en main - Champ d'activité International.

recherche

**JEUNES INGÉNIEURS PONTS et CHAUSSEES - MINES - CENTRALE**

Pour son Département Etudes et Projets PARIS

Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés d'école ou de université (production, commercial, travaux) pour déboucher à terme sur responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo à **Société des Tuyaux BONNA**, B.P. 371-06, 75386 PARIS CEDEX 06.

**Offres d'emploi**

**LABORATOIRES OPHTHALMOLOGIE**

recherche leur

**délégué à l'information médicale**

Secteur REGION PARISIENNE SUD et CENTRE FRANCE

Il faut :

- le baccalauréat
- avoir 25 ans minimum
- résider à Paris ou Région Parisienne
- posséder un véhicule personnel.
- Fixe + Primes + Intéressement + Frais.
- Formation assurée
- Expérience de la visite médicale souhaitée.

Envoyer C.V., manuscrit + photo à : **LABORATOIRES M. FAURE**, B.P. 131 - 07104 ANNONAY CEDEX

**Offres d'emploi**

**GROUPE DE MAGASINS, PARIS**

recherche

**CHEF DES SERVICES COMPTABLES**

(Comptabilité générale et analytique)

Dépendant de la Direction Générale

Le candidat, de 30 ans environ, devra :

- posséder le D.E.C.S.
- avoir des notions d'informatique.
- avoir 5 ans d'expérience.
- être apte à diriger 20 personnes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec réf. détaillée, photo et prétentions à : **GROUPE DE MAGASINS**, 100 rue de la Vierge, 75001 Paris.

**Offres d'emploi**

**IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCES**

600 personnes

recherche

**2 CADRES EN ORGANISATION**

(hommes ou femmes)

de formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion ou équivalent)

Ils seront chargés au sein d'une équipe de l'organisation des différents services de la société.

L'un des postes sera réservé à un candidat possédant 1 à 3 ans d'expérience en milieu, soit assurance, soit organisation dans secteur tertiaire.

L'autre poste sera réservé à un candidat débutant (formation assurée).

Adresser C.V. + photo + prétentions à : **STAO**, 22, quai de la Mégisserie, 75001 PARIS

**Offres d'emploi**

**SOCIÉTÉ D'ETUDES FINANCIERES ET ECONOMIQUES**

recherche

**Offres d'emploi**

**UN CADRE COMMERCIAL**

désireux de :

- promouvoir et développer la vente de services et produits au sein d'un marché industriel et bancaire.
- concevoir ou participer à l'élaboration de nouvelles méthodes de vente.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (B.E.C. ou équivalent), excellent négociateur, homme de terrain et d'écoute (justifiant si possible d'une première expérience en marketing ou vente et de connaissances financières).

Adresser C.V. et prétentions à : **STAO**, 22, quai de la Mégisserie, 75001 PARIS, qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**THOMSON-CSF**

**2 PROGRAMMEURS GESTION**

Formation niveau DUT INFORMATIQUE

Débutants ou quelques années d'expérience

Connaissant COBOL et systèmes OS éventuellement.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions au SERVICE DU PERSONNEL, B.P. P.-Brasserie, 92340 MALAKOFF.

**Offres d'emploi**

**EUROPEAN HEADQUARTERS OF A DIVISION OF A MAJOR U.S. ELECTRONICS COMPANY LOCATED IN PARIS**

is looking for a :

**FINANCIAL ANALYST**

The job requires :

- 3 to 5 years experience in finance good knowledge of U.S. standards of accounting, profit planning and monthly reporting.
- Sales administration and inventory control experience would be helpful.
- Fluent english necessary while german would be an asset.
- E.E.C. Citizen or french work permit.

Please send complete resume and salary requirements to : General Instrument Europe, S.A. rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

**Offres d'emploi**

**BANQUE ETRANGERE PARIS, recherche**

**CADRE D'EXPLOITATION (classe 7/8)**

possédant : 5 à 7 ans d'expérience dans la gestion des comptes de sociétés acquies de préférence au siège d'un établissement de taille moyenne.

- une excellente connaissance de l'anglais,
- la maîtrise des problèmes posés par les relations avec des filiales de sociétés étrangères,
- une disponibilité pour des déplacements de courte durée en Europe.

Dépendant d'un Directeur Adjoint, ce cadre se verra confier la responsabilité du développement d'un secteur pour lequel la banque occupe déjà une position prépondérante.

Adresser C.V. détaillé + photo sous réf. 7384/S à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

Discrétion d'usage assurée.

**Offres d'emploi**

**Société Internationale de Conseil en Organisation et Formation, recherche pour ses bureaux de Paris**

recherche

**UN COLLABORATEUR**

ayant :

- Expérience démontrée de ventes de Services à haut niveau
- Maîtrise de l'italien et/ou de l'espagnol (parlé et écrit)
- Compréhension de l'anglais.

Rémun. non inf. à 120 000 F.F. plus Intéressement aux résultats : de 0 à 40 % du salaire de base

Adresser C.V. détaillé avec lettre manuscrite, à **KEPNER-TRISBOCK & C.**, Paul-Cervais, 75013 PARIS

**Offres d'emploi**

**Société d'électronique en pleine expansion**

employant 300 personnes

située en banlieue Ouest de Paris

recherche

**UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF**

Titulaire D.E.C.S. ou équivalent.

- Connaissance parfaite de la législation du travail.
- Dynamisme et grande disponibilité.
- Il travaillera en liaison directe avec la Direction Générale.

Possibilité, si compétent, d'accéder aux fonctions de DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : **G.O.P.**, n° 702, 25, rue Cavendish, 75019 Paris qui transmettra.

**Offres d'emploi**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE**

**RÉGION OUEST PARIS**

recherche

**JEUNE INGÉNIEUR**

attaché à la Direction Industrielle

Formation AM ou équivalent 3 à 5 ans d'expérience

Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Déplacements de courte durée en province et dans les divers pays d'Europe. Situation d'avenir conduisant à un poste à forte responsabilité.

**QUALITÉS REQUISES :**

- dynamisme, sens pratique, bon contact à tous niveaux, esprit de synthèse.

Adresser C.V. et prêt. à n° 24 984, Contesse Publiété, 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS cedex 01, qui tr.

**Offres d'emploi**

**Filiale Médicale d'un Groupe Industriel**

international propose en REGION PARISIENNE un poste de :

**TECHNICIEN (NE) COMMERCIAL (E)**

pour la promotion dans les établissements de soins de sa gamme de matériels de traitement (aspiration - ventilation - réanimation - anesthésie).

- Expérience du milieu hospitalier - Formation médicale ou technique et goût de la compétition nécessaires.

Adresser C.V., photo et prétentions A.M.P. sous référence 7382/S 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra











Le Monde

## régions

## ILE-DE-FRANCE

DEUX DOSSIERS  
DE RENTRÉE

## TRANSPORTS

## Les élus boudent le déficit

Le budget du ministère des transports prévoit que 1639 millions seront versés à la R.A.T.P. en 1980 au titre d'indemnités compensatoires, au lieu de 1616 millions en 1979, anticipant ainsi le vide de la loi sur la réforme des transports parisiens.

Le projet de loi n'a pas encore été étudié par le Parlement et risque donc de subir des modifications, d'autant plus que les élus

de l'Ile-de-France se sont unanimement mobilisés contre lui. Il prévoit que le déficit des transports parisiens (3 milliards de francs en 1979), financé actuellement par l'Etat (70 %) et les départements de l'Ile-de-France (30 %), sera progressivement pris en charge par la région. Sa participation, bloquée à son niveau actuel jusqu'en 1983, se réduira jusqu'à s'annuler au cours des trente prochaines années.

Deux grands dossiers attendent les élus du conseil régional d'Ile-de-France à la rentrée : la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, qui doit faire l'objet d'un débat général au conseil au cours de la prochaine session ; la réforme des transports parisiens, qui va être discutée au Parlement.

Les élus, qui réclamaient depuis longtemps la responsabilité en matière de transports, n'en demandaient pas tant. C'est l'Etat qui, à leurs yeux, est à l'origine du déficit, puisqu'il a bloqué durant des années le prix du ticket de métro ; c'est donc à lui de prendre la désagréable responsabilité de le réduire avant d'en confier la charge à la région.

D'autre part, l'Etat conservera la tutelle des entreprises de transport, et les élus seront ainsi responsables d'un système qu'ils ne contrôlent pas.

Ces arguments convaincront-ils le Parlement ? Certains élus de province n'ont, quant à eux, pas manqué de faire remarquer qu'ils finançaient le déficit de leurs transports collectifs, et que la région parisienne jouissait, en la matière, d'un privilège financier exorbitant.

## LIBRE PROPOS

## Est-ce la faute aux Parisiens ?

Un de nos lecteurs, M. Bernard Marrey, habitant du 8<sup>e</sup> arrondissement et qui signe « un Parisien de souche », manifeste sa mauvaise humeur.

LES régions, depuis quelques années déjà, reprennent la parole, et c'est tant mieux. Mais il est irritant que dans ces discours Paris serve de bouc émissaire. Ecrire et dire, comme on le lit et l'entend tous les jours : « C'est la faute à Paris », « Les vandales, c'est Paris », est une accusation globale, facile, qui ne vise et n'engage finalement personne.

Bien sûr, dans le monde surindustrialisé et surpollué qui est le nôtre, il n'est pas facile de démentir les intérêts de certaines sociétés capitalistes, les vues du gouvernement, la marche lente et inexorable des administrations, les miettes que les citoyens de base espèrent ramasser au passage ; alors on dit : « C'est Paris ». Le saccage du littoral breton ou occitan, c'est Paris ; celui des montagnes savoyardes, c'est Paris. Mais les promoteurs n'y sont pour rien, le gouvernement non plus ; quant aux ponts et chaussées, ils s'efforcent dans des conditions difficiles d'assurer au mieux la mission qui leur est impartie. Les Bretons, Occitans, Savoyards qui ont cru faire de bonnes affaires en vendant leurs terres (pas toujours si mal d'ailleurs) sont de toute façon excusés, puisqu'ils ont été « couillonés » dans leur espoir de devenir les larrons — pardon les associés — des aménageurs.

Personne ne gagne à cette partie de cache-cache. Paris, plus que toute autre, en a souffert : aucune ville, aucun site de France n'a été plus saccagé que Paris ces vingt dernières années, sans qu'aucun moment les Parisiens aient été consultés. Car, vu l'importance de la capitale, il est trop évident que les Parisiens ne pourraient décider de

son sort. Paris est la France ! Seul le gouvernement a la lumière, la pénétration, la largeur de vue suffisantes et la nécessaire distance à l'égard des intérêts privés.

C'est cependant un président de la République qui a fait détruire les Halles, devenues quasi spontanément lieu d'exposition et d'animation de par la simple action de la population parisienne. C'est le même président de la République qui a fait construire 100 mètres plus loin un musée culturel dans lequel la culture est « conditionnée » pour la France entière.

C'est le gouvernement qui a démantelé les quais de la rive droite de la Seine pour « adapter Paris à l'automobile », et c'est lui encore qui a imposé d'en faire autant sur la rive gauche. C'est un autre président, mais toujours un président de la République, qui a ensuite imposé d'abandonner le projet. Même si dans ce dernier cas on peut s'en réjouir, il est étonnant de constater combien les décisions échappent à Paris, et comme la majorité du Conseil municipal est... docile, pour employer un mot aimable.

C'est le gouvernement encore qui, cédant à la pression du « lobby » de la viande, fit construire à grands frais les abattoirs de La Villette, et c'est le président de la République qui, pour passer l'éponge sur ce passé douloureux, suggéra d'y bâtir un musée.

On a « zaccé » la place des Fêtes, « zuppé » Jeanne d'Arc, « zaddé » Montparnasse... Les sociétés immobilières ont expulsé les Parisiens et les ont remplacés par les résidents secondaires. C'est une population bien comme il faut, manifeste peu et vote bien. Les cadres supérieurs des sociétés multinationales ont un appartement à Paris. Les députés, les hauts fonctionnaires de tout poil, préfets, sous-préfets, généraux, professeurs de faculté... ont tous, ou quasiment, leurs pieds-à-terre à Paris. Les Parisiens, eux, ont justement été déportés dans les banlieues, à l'air pur.

Même pour la langue, le français est encore assailli à Paris, capitale de l'Ile-de-France. Or le français, ou ce qu'il en reste, est une langue imposée par Louis XIV, qui était si peu parisien qu'il préférait s'installer à Versailles. Comme l'a justement noté Doudan le 5 juillet 1841 : « Le dix-septième siècle a détruit la vraie langue française. Il en a fait une démolition tout d'une veine, servie dans son corset, parlant toujours du même ton, tandis que la pauvre fille, au seizième siècle, était vive, simple, courante dans les prés, cueillant des fleurs, les jetant pour courir après des oiseaux. Toutes ses paroles étaient variées et colorées comme ses pensées. » Non ! La langue de Paris, c'était plutôt l'argot. Il n'a sans doute pas les lettres de noblesse de l'occitan, du breton ou de l'alsacien, mais il était riche et dru. Mon grand-père, qui était loin d'être une exception, parlait argot, louchébem, javanais et le français qu'il avait appris à l'école. Je ne parle aucune de ces trois langues, mais, comme beaucoup de « scolarisés », un peu d'anglais.

Les maux dont nous souffrons tous viennent des concentrations des pouvoirs. Que ceux-ci soient pour la plupart géographiquement situés à Paris ne donne aux Parisiens que l'avantage d'être mieux assaillis.

## URBANISME

## Les promoteurs piétinent

Il nous est de plus en plus difficile de trouver des terrains constructibles en Ile-de-France. Cette remarque de M. Bruce Karata, P.-D.G. de la Société Koffman and Broad pour la France, souligne les difficultés que rencontrent constructeurs et promoteurs en région parisienne. En effet, forts de quinze ans d'expérience, l'administration et les élus de la région semblent aujourd'hui d'accord pour mettre fin à la croissance urbaine désordonnée.

Au cours des années 1960, il fallait tout à la fois loger les nouveaux arrivants, provinciaux et étrangers qui venaient habiter la région, permettre aux Parisiens dont l'appartement était vétuste ou exigé de trouver un logement en banlieue, enfin faire face à l'accroissement naturel de la région. C'est ainsi que cent mille nouveaux logements étaient mis en chantier chaque année dans Paris et sa couronne. Les maires, pour qui la croissance urbaine était signe de développement puis- qu'elle amenait contribuables et équipements, accueillait à bras ouverts les promoteurs, et les préfectures envisageaient sans hésiter le dépeuplement de la population de certaines communes.

En 1965, grands ensembles et lotissements avaient mité espaces verts et zones rurales. Il devenait donc nécessaire d'essayer de maîtriser cette anarchie urbaine.

C'est ainsi que naquit le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région, qui décidait de « fixer » les développements urbains dans des zones privilégiées : les villes nouvelles, par exemple. D'autre part, en 1967, étaient créés les plans d'occupation des sols qui devaient permettre aux communes de décider de la destination de leurs terrains pour plusieurs années.

A l'heure où le SDAU est en cours de révision, à la demande des élus, et les POS à l'étude dans les municipalités de l'Ile-de-France, quel est le bilan de ces tentatives ? De l'indigestion urbaine est né, au début de la décennie, un nouveau consensus : les maires, constatant que l'arrivée de nouveaux habitants était source de charges nouvelles pour eux (comme le montre l'exemple de Marly-le-Roi) et que leur commune avait grandi trop vite, ont décidé d'utiliser les POS pour se prémunir contre le gigantisme. L'étude des plans déjà approuvés en est la preuve : la plupart d'entre eux sont très restrictifs.

L'administration a décidé pour sa part de protéger vigoureusement de vastes zones vertes, les préfets se font les défenseurs de la pondération. « Je ne suis pas hostile à toute urbanisation du département », affirme M. Jean Clausel, préfet de l'Essonne, « mais nous devons veiller avec les maires à ce que la croissance ne

mette pas en péril certains équilibres ».

Quant aux élus régionaux, ils ont demandé une réunion du SDAU qui soit conforme aux nouvelles aspirations des habitants de l'Ile-de-France, plus préoccupés aujourd'hui de qualité de la vie que de croissance. La réglementation est enfin devenue si sévère qu'il est plus facile à un promoteur de passer par le trou d'une aiguille que de créer une zone d'aménagement concerté, ainsi que le souligne un fonctionnaire.

Les terrains constructibles en Ile-de-France se réduisent donc comme peau de chagrin. Seront-ils suffisants pour répondre aux besoins de la région ? Ce sont en effet, chaque année, cinquante mille logements qui devront être

construits dans la couronne parisienne. D'autre part, la demande se porte aujourd'hui sur les maisons individuelles, qui occupent plus d'espace que les immeubles collectifs. Or, il apparaît si difficile de trouver des terrains constructibles entre les zones naturelles d'équilibre, les POS restrictifs, les terrains agricoles protégés que certains promoteurs ont définitivement quitté la région.

En tout état de cause, les terrains rares sont des terrains chers, et la première conséquence de cette rareté ne tardera pas à se faire sentir : les habitants de l'Ile-de-France qui cherchent un nouveau logement devront y mettre le prix.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## Dans les 8 BHV.\*

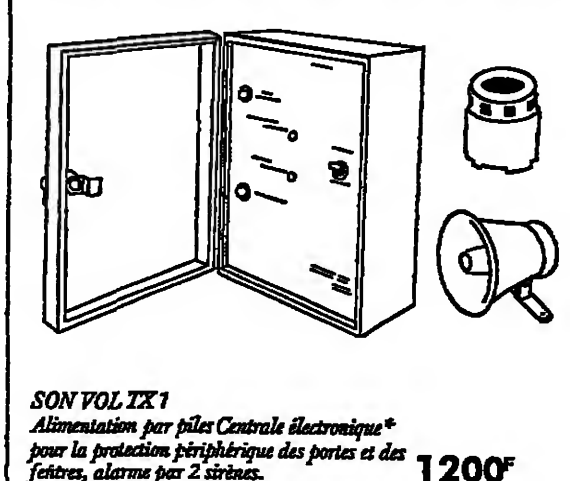
## Alarmez-vous avant.

Pour protéger votre maison des visiteurs inopportuns, les 8 BHV vous donnent à choisir parmi tous les systèmes d'alarme existants, qu'il s'agisse de la protection ponctuelle, périphérique, volumétrique, ou par

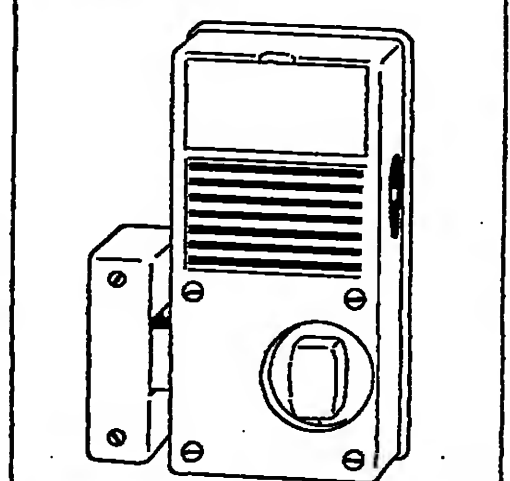
barrage infra-rouge, l'efficacité de ces différents systèmes n'est plus à démontrer.

Avec les conseils de nos spécialistes, vous pouvez vous charger vous-même de l'installation de certains


de ces appareils. Mais si vous préférez faire appel à nos techniciens, ceux-ci viendront chez vous, étudieront les lieux à protéger, et vous établiront un devis avant toute installation.



**SONVOL TX1**  
Alimentation par piles Centrale électronique\* pour la protection périphérique des portes et des fenêtres, alarme par 2 sirènes. **1 200 F**



**Verron alarm CALOR**  
En combinant les fonctions d'une alarme électronique et d'un verrou, cet appareil protège une porte d'entrée contre les tentatives d'effraction. **480 F**



**SAFT BC 120\*\***  
Alimentation par batterie caducimère étanche avec rechargeur - 3 sirènes, dont une homologuée 3 contacts magnétiques à ouverture - 1 contact de choc - 1 sirène de choc. **2 850 F**

Le BHV a sélectionné pour vous des spécialistes pour l'installation des différents systèmes d'alarme. Renseignez-vous au stand sécurité-alarme de votre BHV.

**\*\*En démonstration au BHV Rivoli. Les prix s'entendent sans taxes.**

**\*Existe en alimentation par batterie avec rechargeur (alarme par 3 sirènes) modèle TX BS 2290 E.**

**BHV**

\*Egalement aux BHV LYON-VENISIEUX, GRENOBLE-GRAND PLACES et STRASBOURG-La Place des Halles.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPEINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

## L'EXEMPLE DE MARLY-LE-ROI

## Le prix de la qualité

La commune de Marly-le-Roi, dans les Yvelines, comptait quatre mille habitants en 1945, douze mille en 1962, et le plan de développement intercommunal prévoyait qu'à terme elle en accueillerait quarante-cinq mille. Mais, après les élections municipales de 1965, les choses changèrent, car, conséquences d'un développement trop rapide, la population de Marly (50 % de cadres) portait à la mairie un radical de gauche qui avait fait ses preuves dans l'équipe de football local, M. Jean Béranger.

« Dès notre arrivée, nous avons mené une enquête auprès de la population, explique M. Béranger, puis nous avons élaboré un plan d'aménagement communal fondé sur la décision suivante : la commune ne doit pas compter plus de vingt mille habitants. Nous avons voulu d'autre part réaliser deux équilibres : celui des espaces verts et des constructions, celui de l'habitat et de l'emploi. Nous avons donc racheté un parc qui aurait dû accueillir six cents logements. La volonté des élus, M. Béranger le souligne, a été respectée par l'administration... excepté pour l'« affaire des tours de Marly ». Le projet avait accordé des permis de construire en dérogation avec le plan d'urbanisme alors en vigueur. Le Conseil d'Etat avait annulé ce permis de construire à la demande de la municipalité... alors que les tours étaient déjà occupées. La taille des immeubles qui restaient à construire fut réduite et 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux ont remplacé certains logements.

En 1975, le plan d'occupation des sols fut l'occasion d'une vaste consultation. Les élus et les habitants discutèrent passionnément autour des maquettes de la commune pour aboutir à la même conclusion : « Marly-le-Roi, ainsi que l'explique son maire, ne doit pas trop grandir. Au-delà d'une certaine taille, les habitants ne peuvent plus conserver le contact entre eux ni lier les liens nécessaires à la vie commune. »

Quelques pavillons vont donc être construits à Marly, et la municipalité s'est lancée dans une vaste opération de réhabilitation du vieux centre ville. Mais la « qualité de la vie », l'équilibre urbain, ne sont pas seuls en cause : le développement est devenu synonyme de charges financières nouvelles aux yeux des maires de l'Ile-de-France. « Chaque enfant qui va à l'école nous coûte 8 000 francs, auxquels il faut ajouter 1 300 francs de frais de fonctionnement annuels, explique M. Béranger. Le développement économique de la commune n'a pas suivi la croissance urbaine. Il n'y a aucune usine à Marly et nous ne devons qu'à notre volonté la création de trois mille emplois de bureau. »

Reste une interrogation : le maire de Marly pense encore aujourd'hui à une question qui lui a un jour été posée au cours d'une réunion publique et à laquelle il n'a pas su répondre : « Marly-le-Roi est une commune résidentielle située dans un cadre magnifique. Pourquoi voulez-vous la réserver à vingt mille habitants ? »







## TRANSPORTS

# Vent de relance dans le secteur maritime français

Présentant le projet de budget de son ministère pour 1980 (« le Monde » du 14 septembre), M. Joël Le Theule, ministre des transports, s'est montré relativement optimiste à propos de la situation des chantiers navals, assurant qu'il n'y aurait pas de licenciements en 1979. « Pour tenir », il nous faut encore, d'ici à la fin de l'année, engranger 120 000 tonnes de commandes afin d'atteindre l'objectif que nous nous étions fixé, soit 500 000 tonnes. En 1980, l'objectif, en raison, est d'environ 370 000 tonnes. Le marché mondial de la construction et de la réparation navale semble d'ailleurs se

« réactiver », et certains chantiers français dynamiques (ceux de Dunkerque notamment) devraient être à même d'en profiter.

Un important marché off-shore vient d'ailleurs d'être obtenu par les chantiers navals de La Ciotat. Il s'agit d'une commande de la société britannique Shell Exploration and Production pour la construction d'un pétrolier de 210 000 tonnes en stockage flottant en mer du Nord. Cette commande représente environ 700 000 heures de travail.

Des négociations sont d'autre part en cours

entre les constructeurs français et certains pays africains (Maroc, Sénégal, Côte-d'Ivoire) pour la commande de cargos. Les chantiers de La Seyne (groupe Herlicq) semblent bien placés, si les banques donnent le coup de pouce nécessaire, pour se voir confier par un armateur norvégien la fabrication d'un voilier deux parquets. D'autre part, plusieurs pays du Maghreb, notamment la Tunisie et la Mauritanie, se montrent désireux d'accroître leur coopération avec Paris pour assurer la surveillance de leur zone maritime des 200 milles.

A propos des liaisons sur la Manche par

aéroglisseurs, M. Le Theule a déclaré : « Je suis personnellement favorable à la commande d'un troisième navire parce qu'il s'agit d'une technologie de pointe. »

L'ensemble de ces propos, sensiblement moins pessimistes qu'il y a un an — que confirme ci-dessous M. François Essig, directeur général de la marine marchande — montrent que, au-delà des péripéties du paquebot « France », et en dépit de la concurrence internationale qui ne faiblit pas, les intérêts maritimes français peuvent constituer un secteur d'avenir.

### POINT DE VUE

## Une révolution tranquille

par FRANÇOIS ESSIG (\*)

LES Français ne semblent connaître leur marine marchande qu'à travers des paquebots. Il est vrai que pendant des décennies ces navires constituaient l'essentiel de l'activité, de nos armements, et que les « transatlantiques », les « courriers » d'extrême-Orient ou les paquebots de croisière, sillonnaient les océans, porteurs de l'image de marque de qualité de notre pays. Mais, depuis vingt ans déjà, notre flotte de commerce a été profondément convertie et transformée; elle est aujourd'hui essentiellement organisée pour le transport des biens et marchandises au service du développement de notre commerce extérieur.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1969, la capacité de la flotte commerciale française était de 4,3 millions de tonnes de jauge brute; le 1<sup>er</sup> janvier 1979, elle était de 5,5 millions; le 1<sup>er</sup> janvier 1979, de 11,6 millions.

Ces trois références traduisent très clairement le remarquable effort en faveur du commerce de notre pays. Il est le résultat des efforts poursuivis par les armements français, appuyés vigoureusement par les pouvoirs publics. En dernier lieu, en 1974, le président de la République lançait un plan de développement de la flotte de commerce, auquel ont été consacrés 2,2 milliards de francs de crédits publics. Ce programme d'investissement a permis un très large renouvellement de notre équipement naval, qui fait que notre flotte est, par la jeunesse des navires, la troisième du monde. Certes, par la capacité, nous ne nous classons qu'au neuvième rang, mais parmi les États qui nous précèdent au palmarès, on ne trouve, en dehors des nations traditionnellement maritimes, que les pavillons de complaisance; que les navires disposent aujourd'hui d'un ensemble particulièrement

productif. La France joue ainsi un rôle prépondérant dans le transport maritime, et la technique de construction de ces navires spécialisés a été largement exploitée à l'étranger. Aux cargos dits « conventionnels » ont été progressivement substitués les navires « porte-conteneurs » ou « rouliers », utilisant les techniques les plus modernes de la maintenance. Pour les transports pétroliers, des navires de toutes catégories, jusqu'aux plus grands « tankers », assurent les quatre cinquièmes de notre approvisionnement. Et pour des trafics spécialisés — transport de colis lourds ou de voitures automobiles —, des unités bien conçues ont été récemment mises en flotte.

A l'image de notre activité commerciale extérieure, la marine marchande française exploite un réseau de lignes desservant pratiquement toutes les zones du globe. Bien sûr, la rôle de notre pavillon est plus important sur les trafics concernant les pays traditionnellement liés à la France, l'Afrique notamment. Mais nous avons aussi réussi à consolider nos positions dans d'autres zones, sur l'Atlantique par exemple.

Le caractère tout à la fois dispersé et concentré de ce réseau commercial n'est pas sans poser quelques problèmes. Là où nous avons une position dominante, nous évitons des crises; les jeunes États, par exemple, contestent notre part du marché. Là où notre participation au trafic est modeste, nos armements ne peuvent avoir une influence significative dans ce qu'on appelle les « conférences », centres de décision pour l'organisation du commerce maritime. En tout cas, ce réseau diversifié assure notre présence aux quatre coins de la Terre.

Réseau commercial et navires marchands sont, bien entendu et avant tout, au service de notre

commerce extérieur; c'est la justification première et évidente de l'appui apporté par les pouvoirs publics à l'armement français. Certes, compte tenu de la faiblesse de notre position anglaise, la balance des services de transports maritimes reste toujours négative. Mais, depuis 1970, ce solde déficitaire a été pratiquement diminué de moitié.

Il convient cependant de replacer ce tableau d'ensemble relativement favorable dans le contexte très difficile d'une conjoncture particulièrement déprimée. Le commerce maritime mondial connaît depuis quelques années une crise profonde. Tous les armements, dans tous les pays, sont touchés; rares sont ceux qui ont pu poursuivre une expansion régulière.

Plusieurs phénomènes expliquent cette dégradation. Le changement de rythme dans la croissance de la consommation pétrolière est à l'origine d'un premier déséquilibre. Alors que les armements avaient passé des commandes massives de navires neufs, pour faire face à l'augmentation rapide des trafics, le freinage subit des importations pétrolières dû à la hausse des prix du brut a provoqué un décalage significatif entre l'offre et la demande de transports, qui a entraîné une chute spectaculaire des frets.

Dans le domaine des marchandises diverses et, pour les lignes régulières, de nouveaux concurrents sont apparus provoquant la mise en déséquilibre du marché. Les nouveaux États indépendants ont créé des flottes nationales à la fois pour bien marquer la souveraineté de leur pavillon et pour pouvoir peser sur les coûts de transport susceptibles de handicaper leurs politiques de développement écono-

mique. Les pays du Comecon ont aussi largement investi dans le secteur maritime et sont venus exploiter en « outsiders » des lignes à travers le monde; leur concurrence est aujourd'hui particulièrement redoutée par les pays qui ont une vocation maritime traditionnelle. Notons en passant que le développement de ces flottes s'est fait pour des raisons de présence aussi bien commerciale que politique.

Dans ce climat de crise et de dépréciation des frets, les armements français ne sont pas toujours bien adaptés pour soutenir une compétition dure. Le statut social qui a été fait aux marins français dans la période faste limite la marge de manœuvre de nos compagnies. Et, comme dans d'autres secteurs de notre économie, les structures financières fragiles des sociétés leur permettent difficilement de passer un mauvais cap ou de prendre les risques que pourrait justifier l'ouverture d'un nouveau marché.

A l'inverse de leurs concurrents étrangers, nos armements ont peu développé leurs activités filiales à l'étranger et restent largement cantonnés dans les trafics liés à la métropole. Cela ne leur a pas permis de tenter leur chance sur des fonds de commerce nouveaux ni de répartir les risques en dégageant des bénéfices sur des opérations à l'étranger.

Enfin, la solidarité qui existe dans bien des pays européens entre les « chargeurs » — ceux qui font transporter — et les armateurs nationaux n'est pas aussi bien organisée en France. Les chargeurs, qui recherchent à juste titre les meil-

(\*) Directeur général de la marine marchande au ministère des transports.

leurs conditions de transport, n'ont pas toujours confiance dans l'efficacité des armements et des ports français — et les événements récents ne permettent pas, hélas, de contredire avec vigueur leur opinion. Bien des progrès pourraient être accomplis sur ce terrain, qui serviraient utilement notre marine marchande. Ils favoriseraient aussi notre commerce extérieur qui pourrait s'appuyer sur une chaîne de transports plus efficace.

Le tableau de la situation actuelle ne doit pas être néanmoins exagéré à l'extrême. Les comparaisons avec les pays étrangers montrent que l'armement français a mieux résisté que d'autres aux soubresauts de la crise mondiale. Alors que plusieurs pays européens ont subi une diminution rapide de leurs flottes — la Suède, par exemple, a perdu pratiquement la moitié de sa capacité de transport maritime —, le taux de désarmement des navires français est resté au niveau très faible de 1 % et les sorties de navires de la flotte ont eu une ampleur limitée.

Quelques signes positifs laissent espérer une amélioration de la conjoncture mondiale. L'ajustement s'opère progressivement entre l'offre et la demande de transports pétroliers, les frets se sont récemment relevés dans ce secteur. Trois navires neufs, qui étaient à l'ancrage dans les rades méditerranéennes, viennent d'être vendus ou affrétés. La prudence dans les pronostics doit cependant être de règle, compte tenu du contexte général de l'économie mondiale.

Il est sûr, en tout cas, que tous nos efforts doivent être maintenus pour assurer la compétitivité de notre armement naval. L'adaptation constante de l'outil de production, l'amélioration de la productivité, la recherche dynamique de nouveaux fonds de commerce, l'établissement de rapports solides avec les chargeurs nationaux, sont, avec pru-

dence dans les relations sociales, les conditions indispensables à la consolidation ou au développement de notre marine marchande. Les pouvoirs publics, soucieux de la bonne santé de ce secteur économique, sont prêts à aider à la réalisation de ces objectifs, mais c'est d'abord aux entreprises et aux particuliers sociaux qu'il revient de mettre en œuvre les mesures indispensables.

A ceux qui s'inquiètent de la disparition des paquebots français sur les océans, on peut répondre que la présence du pavillon national est assurée aujourd'hui par des navires modernes qui sont porteurs de l'image de marque de la technologie et du savoir-faire français. Chaque jour, à partir de nos ports et vers les ports des quatre coins du globe, ils assurent des marchandises et des biens façonnés dans nos usines. Ici ou là, les services maritimes qui représentent nos armements défendent en même temps nos intérêts nationaux. N'est-ce pas en définitive la manière la plus efficace d'aider au développement de nos entreprises et à l'emploi de nos concitoyens? Par une économie pondeuse, nos armements n'ont jamais fait la publicité de leurs efforts et de leurs résultats et n'ont pas cherché à faire savoir à l'extérieur de quoi ils sont très fiers en eux-mêmes. Les Français, qui, il est vrai, se passionnent plus pour les exploits de Tabarly ou de Rigoulet, n'ont pas pu ainsi prendre conscience de la révolution tranquille qui s'est opérée dans la marine marchande française. Un outil essentiel pour notre commerce extérieur a été construit. Il peut et doit être encore amélioré pour devenir plus performant. C'est un atout pour l'avenir. Pour les jeunes qui rêvent d'aventures lointaines, c'est la promesse de carrières maritimes au service de leur pays.

chefs d'entreprise,  
artisans,  
commerçants,  
agriculteurs,

leur avenir  
est aussi le vôtre.



le 3<sup>e</sup> PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI  
met à votre disposition 5 mesures spéciales  
pour vous permettre d'embaucher  
ou de former des jeunes  
ou certaines catégories de femmes

#### 1. embauche

Vous bénéficiez d'une réduction de 50% de vos cotisations patronales de Sécurité Sociale pendant un an pour :  
— les jeunes de moins de 25 ans sortis depuis moins d'un an de l'école, de l'université, d'un stage de formation ou du service national;  
— certaines catégories de femmes seules.

Cette exonération est accordée pour un nombre d'embauche au plus égal à l'accroissement de vos effectifs en 1979.

Si vous franchissez le seuil des 9 salariés en 1979 ou en 1980 vous bénéficiez d'un dégrèvement pendant 3 ans sur vos cotisations patronales concernant la formation professionnelle, le logement et le transport.

#### 2. embauche avec prime

L'Etat vous verse une prime de 8.000 F si vous embauchez une personne âgée de plus de 45 ans, au chômage depuis plus d'un an, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une allocation de chômage.

Si vous êtes artisan, vous bénéficiez d'une prime de l'Etat de 5.000 F si vous embauchez votre premier salarié avant le 31 décembre 1981.

#### 3. contrat emploi formation

Si vous avez besoin de donner une formation (120 à 1200 heures) à un jeune de moins de 25 ans ou à une femme seule que vous embauchez, l'Etat vous apporte une aide financière de 26 F par heure de formation.

Cet avantage peut se cumuler avec les mesures concernant l'embauche.

#### 4. contrat d'apprentissage

Si vous embauchez comme apprenti un jeune de 16 à 20 ans et si vous êtes artisan ou chef d'entreprise de moins de 11 salariés, vous bénéficiez d'une exonération de toutes les cotisations sociales, patronales et salariales pendant toute la durée du contrat.

Dans les autres cas, vous bénéficiez d'une exonération des cotisations patronales de Sécurité Sociale pendant un an.

#### 5. le stage pratique en entreprise

Si vous prenez en stage pratique un jeune de moins de 25 ans ou une femme seule, pendant 4 mois, vous bénéficiez :  
— d'une prime en charge par l'Etat des 3/4 de la rémunération et des cotisations de Sécurité Sociale sous condition d'assurer une formation de 120 heures.

#### le 3<sup>e</sup> PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI

vous aide à aider les jeunes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS :  
Des Délégués des Entreprises pour l'Emploi (D.E.P.E.)  
Des Chambres Consulaires  
De la Direction du Travail et de l'Emploi de votre département  
De l'Agence Nationale pour l'Emploi  
Ou téléphonez au 747.74.00

vous aide à aider les jeunes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION

الطريق الى



Jeune 1520

## maritime française

Le ministre de la Pêche et de la Marine, M. La Théule a déclaré que le développement de la pêche maritime française est une priorité nationale. Il a souligné l'importance de la modernisation des équipements et de la formation des professionnels de la mer. M. La Théule a également mentionné les efforts réalisés pour améliorer les conditions de travail des pêcheurs et pour promouvoir les produits de la pêche.


## tranquille

Le ministre de l'Intérieur, M. Roy, a déclaré que la situation en France est calme et que les services de l'ordre sont capables de faire face à toute éventualité. Il a souligné l'importance de la coopération entre les différents services de police et de gendarmerie. M. Roy a également mentionné les efforts réalisés pour améliorer la sécurité des citoyens et pour promouvoir la justice.

## NATIONAL POUR la position 5 mesures mettre d'embauche des jeunes catégories de femmes

Le 3<sup>e</sup> PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI vous aide à aider les jeunes. Ce pacte vise à créer de nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes. Il prévoit notamment la mise en place de programmes de formation et de stages, ainsi que la création de nouvelles entreprises et de nouvelles fonctions.

# VOICI LE DOSSIER 100 000.



**LES SALAIRES DE L'INDUSTRIE**  
(Ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise et ouvriers), 1979.

Pour la première fois en France, un Dossier réalisé à partir de l'analyse de 100 000 bulletins de salaire. C'est la première fois qu'est publiée une enquête aussi approfondie, réalisée dans l'industrie, sur un aussi large échantillon.

Deux caractéristiques en garantissent la fiabilité : les salaires indiqués sont ceux réellement pratiqués, au premier semestre 1979 ; ils émanent directement des entreprises, 42 fonctions ont été retenues. A partir du salaire moyen, quatre critères permettent d'affiner les estimations individuelles : secteur industriel ; localisation ; expérience ; âge.

Ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise et agents de production, chacun y trouve sa fonction et situe son juste niveau de salaire.

Publié par l'Usine Nouvelle, ce dossier exclusif, non vendu dans le commerce, constitue un outil de travail indispensable aux chefs d'entreprise, en même temps qu'une bible de références pour tous les hommes de l'industrie.

**L'USINE NOUVELLE**  
15 RUE BLEUE, 75009 PARIS TEL. 246/03/99.







# Le professionnel

Le professionnel, c'est celui qui a une formation, une qualification, une expérience. C'est celui qui est capable de faire un travail de qualité, de respecter des délais, de respecter un budget. C'est celui qui est capable de travailler en équipe, de communiquer, de résoudre des problèmes. C'est celui qui est capable de s'adapter à un environnement en constante évolution. C'est celui qui est capable de se former, de se perfectionner, de se spécialiser. C'est celui qui est capable de prendre des initiatives, de proposer des solutions, de faire preuve de créativité. C'est celui qui est capable de travailler sous pression, de gérer des conflits, de faire preuve de leadership. C'est celui qui est capable de donner l'exemple, d'être un modèle, d'être un référent. C'est celui qui est capable de faire honneur à son métier, à sa profession, à son entreprise. C'est celui qui est capable de contribuer à la société, de faire du bien, de laisser un héritage. C'est celui qui est capable de vivre avec passion, de trouver du sens à son travail, de se réaliser. C'est celui qui est capable de faire la différence. C'est celui qui est capable de tout.

Le professionnel, c'est celui qui a une formation, une qualification, une expérience. C'est celui qui est capable de faire un travail de qualité, de respecter des délais, de respecter un budget. C'est celui qui est capable de travailler en équipe, de communiquer, de résoudre des problèmes. C'est celui qui est capable de s'adapter à un environnement en constante évolution. C'est celui qui est capable de se former, de se perfectionner, de se spécialiser. C'est celui qui est capable de prendre des initiatives, de proposer des solutions, de faire preuve de créativité. C'est celui qui est capable de travailler sous pression, de gérer des conflits, de faire preuve de leadership. C'est celui qui est capable de donner l'exemple, d'être un modèle, d'être un référent. C'est celui qui est capable de faire honneur à son métier, à sa profession, à son entreprise. C'est celui qui est capable de contribuer à la société, de faire du bien, de laisser un héritage. C'est celui qui est capable de vivre avec passion, de trouver du sens à son travail, de se réaliser. C'est celui qui est capable de faire la différence. C'est celui qui est capable de tout.

Le professionnel, c'est celui qui a une formation, une qualification, une expérience. C'est celui qui est capable de faire un travail de qualité, de respecter des délais, de respecter un budget. C'est celui qui est capable de travailler en équipe, de communiquer, de résoudre des problèmes. C'est celui qui est capable de s'adapter à un environnement en constante évolution. C'est celui qui est capable de se former, de se perfectionner, de se spécialiser. C'est celui qui est capable de prendre des initiatives, de proposer des solutions, de faire preuve de créativité. C'est celui qui est capable de travailler sous pression, de gérer des conflits, de faire preuve de leadership. C'est celui qui est capable de donner l'exemple, d'être un modèle, d'être un référent. C'est celui qui est capable de faire honneur à son métier, à sa profession, à son entreprise. C'est celui qui est capable de contribuer à la société, de faire du bien, de laisser un héritage. C'est celui qui est capable de vivre avec passion, de trouver du sens à son travail, de se réaliser. C'est celui qui est capable de faire la différence. C'est celui qui est capable de tout.

Le professionnel, c'est celui qui a une formation, une qualification, une expérience. C'est celui qui est capable de faire un travail de qualité, de respecter des délais, de respecter un budget. C'est celui qui est capable de travailler en équipe, de communiquer, de résoudre des problèmes. C'est celui qui est capable de s'adapter à un environnement en constante évolution. C'est celui qui est capable de se former, de se perfectionner, de se spécialiser. C'est celui qui est capable de prendre des initiatives, de proposer des solutions, de faire preuve de créativité. C'est celui qui est capable de travailler sous pression, de gérer des conflits, de faire preuve de leadership. C'est celui qui est capable de donner l'exemple, d'être un modèle, d'être un référent. C'est celui qui est capable de faire honneur à son métier, à sa profession, à son entreprise. C'est celui qui est capable de contribuer à la société, de faire du bien, de laisser un héritage. C'est celui qui est capable de vivre avec passion, de trouver du sens à son travail, de se réaliser. C'est celui qui est capable de faire la différence. C'est celui qui est capable de tout.

Le professionnel, c'est celui qui a une formation, une qualification, une expérience. C'est celui qui est capable de faire un travail de qualité, de respecter des délais, de respecter un budget. C'est celui qui est capable de travailler en équipe, de communiquer, de résoudre des problèmes. C'est celui qui est capable de s'adapter à un environnement en constante évolution. C'est celui qui est capable de se former, de se perfectionner, de se spécialiser. C'est celui qui est capable de prendre des initiatives, de proposer des solutions, de faire preuve de créativité. C'est celui qui est capable de travailler sous pression, de gérer des conflits, de faire preuve de leadership. C'est celui qui est capable de donner l'exemple, d'être un modèle, d'être un référent. C'est celui qui est capable de faire honneur à son métier, à sa profession, à son entreprise. C'est celui qui est capable de contribuer à la société, de faire du bien, de laisser un héritage. C'est celui qui est capable de vivre avec passion, de trouver du sens à son travail, de se réaliser. C'est celui qui est capable de faire la différence. C'est celui qui est capable de tout.

Le professionnel, c'est celui qui a une formation, une qualification, une expérience. C'est celui qui est capable de faire un travail de qualité, de respecter des délais, de respecter un budget. C'est celui qui est capable de travailler en équipe, de communiquer, de résoudre des problèmes. C'est celui qui est capable de s'adapter à un environnement en constante évolution. C'est celui qui est capable de se former, de se perfectionner, de se spécialiser. C'est celui qui est capable de prendre des initiatives, de proposer des solutions, de faire preuve de créativité. C'est celui qui est capable de travailler sous pression, de gérer des conflits, de faire preuve de leadership. C'est celui qui est capable de donner l'exemple, d'être un modèle, d'être un référent. C'est celui qui est capable de faire honneur à son métier, à sa profession, à son entreprise. C'est celui qui est capable de contribuer à la société, de faire du bien, de laisser un héritage. C'est celui qui est capable de vivre avec passion, de trouver du sens à son travail, de se réaliser. C'est celui qui est capable de faire la différence. C'est celui qui est capable de tout.

## TIERS-MONDE

### La nouvelle convention entre la C.E.E. et les cinquante-sept pays associés sera signée à Lomé au début de novembre

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Lomé II succédera à Lomé I? C'est en effet dans la capitale togolaise que sera signée, le 30 octobre, la nouvelle convention. Les A.C.P. vont toutefois demander à la C.E.E. par la voix de leur président, M. Saint John, le vice-premier ministre de la Barbade, de procéder à quelques ajustements mineurs des textes de l'accord approuvé en juin.

Cette conclusion heureuse ne signifie pas que l'ensemble des pays A.C.P. soit maintenant pleinement satisfait. Ceux qui, avant l'été, avaient manifesté de la mauvaise humeur, se sont faits une raison : l'association constituée, assurément pour tous les A.C.P. un accord intéressant qu'il n'est pas question de boycotter. Mais n'en continuent pas moins à penser que la Communauté a fait preuve de timidité et que Lomé II ne présente pas par rapport à Lomé I les progrès qu'il était possible d'espérer.

PHILIPPE LEMAITRE.

## AUTOMOBILE

### CHRYSLER DEVRA PRÉSENTER UN NOUVEAU PLAN DE REDRESSEMENT AU GOUVERNEMENT

Les dirigeants de Chrysler ont présenté, samedi 15 septembre, leur plan de redressement à l'administration, qui prévoit notamment une aide gouvernementale de 1,2 milliard de dollars sous la forme de garantie d'emprunt.

M. William Miller, secrétaire au Trésor, a reçu les responsables de la firme automobile, a clairement laissé entendre que le plan ne lui donnait pas satisfaction et que la garantie bancaire du gouvernement ne pourrait être que « substantiellement inférieure » à la somme réclamée.

Les dirigeants de Chrysler vont donc devoir améliorer leur dispositif en tenant compte des observations faites lors de la réunion du 15 septembre. Ce réexamen risque de durer, car il est nécessaire d'obtenir l'accord de tous les parties intéressées. Si l'administration a réaffirmé sa volonté d'aider Chrysler — la faillite éventuelle de la firme aurait de trop graves conséquences, a rappelé M. Eisenstat, un des conseillers de M. Carter — il est bien clair qu'elle n'envisage pas s'engager à la légère. Au cas où le gouvernement déciderait d'intervenir, après un examen approfondi des nouvelles propositions de la firme, il lui faudrait obtenir l'accord du Congrès.

### LES DIRIGEANTS DE GENERAL MOTORS SONT PARVENUS « EN EXTREME » A UN ACCORD

Les négociations, qui se poursuivaient entre General Motors et le Syndicat U.A.W. des ouvriers de l'automobile, en vue du renouvellement pour trois ans de la convention salariale, ont débouché, vendredi 14 septembre, sur la rédaction d'un projet d'accord donnant satisfaction aux deux parties.

Ce résultat n'a pas été obtenu sans difficultés, et ce n'est que moins de trois heures avant l'expiration du précédent contrat que l'accord provisoire a pu être conclu. Rappelons que le Syndicat U.A.W. avait menacé de paralyser, dès lundi, quarante-six des cent trente installations de production du premier constructeur américain, au cas où les négociations ne parviennent pas à aboutir avant vendredi soir.

L'accord conclu en fin de semaine n'est encore que provisoire. Il sera examiné mardi 18 par les représentants des cent cinquante et une sections syndicales U.A.W. de General Motors et un vote de ratification par la base devra intervenir après le 22 septembre.

En fait, le contenu exact de l'accord n'a pas encore été précisé. On sait seulement qu'il comporte des « réajustements » des salaires, une réduction du temps de travail et des dispositions relatives aux retraites. — (Agafl)

● RECTIFICATIF. — Le groupe Fiat nous indique que ses investissements, au cours des cinq prochaines années, s'élèveront à 5 milliards de dollars, et non de Deutschmarks. Ce n'est pas nous l'avons indiqué par erreur dans un article intitulé « Le bel avenir du moteur à explosion » (Le Monde du 14 septembre). Cette somme, précise le groupe, correspond au double des investissements annoncés par Ford, Mercedes et Volkswagen.

## ÉNERGIE

### Nouvelles tensions sur les prix du pétrole brut

Après l'accalmie et la stabilisation des prix qui avaient suivi la réunion de l'OPEP de fin juin, de nouvelles tensions se font jour sur le marché libre. Le pétrole saoudien s'y vend entre 32 et 33 dollars le baril, et les prix atteignent même 37 dollars pour un brut léger d'Afrique.

Cette hausse sur le marché libre risque fort de se traduire par de nouvelles augmentations des prix officiels. Ainsi, selon l'hebdomadaire spécialisé, Middle East Economic Survey, le Nigeria aurait déjà averti ses clients qu'ils devront payer, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, une « prime spéciale de marché » de 5 à 5,5 dollars par baril en plus du prix officiel de 35,50 dollars établi en juin par l'OPEP. Selon M.E.E.S., il est « inévitable que les autres producteurs africains suivent cet exemple. Et ceci aura forcément des répercussions dans le golfe Persique. Il faut, par conséquent, prévoir une autre période d'augmentation des prix durant le quatrième trimestre de l'année, conduisant à la conférence de l'OPEP en décembre à Caracas ».

Déjà, le Venezuela a institué le 16 septembre une prime supplémentaire sur ses bruts. Elle varie de 0,90 à 2,40 dollars par baril, selon la teneur en soufre des bruts. De son côté, le Koweït a

## CONJONCTURE

### LA LIBÉRATION PROGRESSIVE DES PRIX

M. MONORY : une orientation irrévocable  
M. COMBE : des barèmes conseillés pour le pain

« Ma situation personnelle n'a aucune importance », a déclaré au Figaro-Dimanche, le 15 septembre, le ministre de l'économie. Il faut mieux être un fusible destiné à sauter, mais qui a servi à quelque chose pendant un certain temps, plutôt que d'être un fusible qui ne chauffe jamais et qui, en fin de compte, ne sert à rien. M. Monory a ajouté : « La libération progressive des prix est une orientation irrévocable, et à laquelle je suis très attaché. » Le ministre de l'économie estime en effet que c'est non seulement un moyen technique de contribuer à la modification ou à l'amélioration de la situation économique française, mais « une orientation fondamentale, l'annonce de la marche en avant progressive mais ferme vers une société de responsabilité ».

Pour sa part, M. François Combe, président de la Confédération de la boulangerie et pâtisserie française, a déclaré à l'Aurore qu'il était favorable à « l'établissement de barèmes moyens conseillés » fin de donner aux boulangers, « qui ont par-

(Publicité)

### CRÉDIT LYONNAIS LE COUP DE BALAI

Claude Pierre-Brossolette va modifier l'état-major du Lyonnais. C'est le détail avant de l'attaque. Le mécanisme des malversations, le remaniement de la banque mondiale, cette semaine, le « document » de la lettre A.

La lettre A, chaque semaine, « avant les astres », cinquante informations exclusives, économiques, politiques et financières.

Abonnement d'essai (4 numéros) : 125,00 F (T.T.C.).

LA LETTRE A, 10, r. Jean-Goujon 75008 PARIS - Tél. : 225-43-51.

# L'informatique Hewlett-Packard: la fin d'un compromis.

Désormais, refusez de vous accommoder d'un ordinateur ne répondant pas exactement à vos besoins. HP a créé une gamme de systèmes de gestion, à partir de 118 352 F t.t.c.\*, conçue pour s'adapter à vos méthodes de travail.

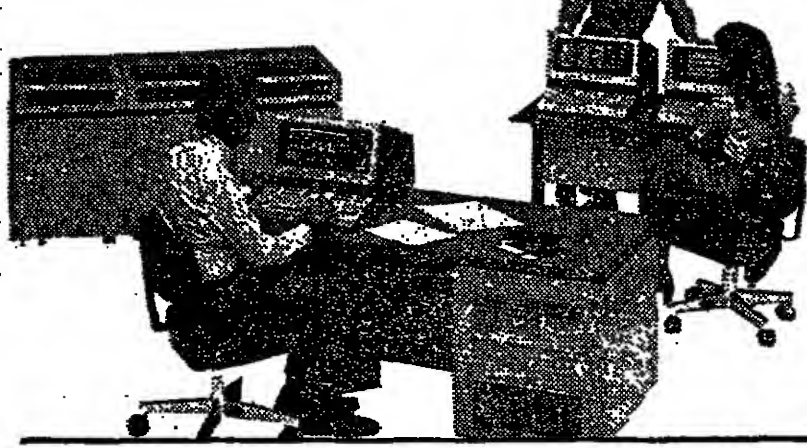
**Le HP 250.** C'est le premier ordinateur sophistiqué facile à utiliser. Le clavier est identique à celui d'une machine à écrire et les touches numériques à celles d'une calculatrice. L'écran mobile facilite la lecture. Même sans formation spécialisée, l'utilisateur se sent immédiatement à l'aise. La gestion de base de données, qui regroupe les informations au sein de fichiers aisément accessibles, fournit en un minimum de temps des données de gestion essentielles et à jour. Prix de base : 118 352 F t.t.c.\*



**Le HP 300.** Ce système évolué prend en charge jusqu'à 16 utilisateurs depuis sa console compacte. Innovation intéressante : son écran. Huit touches de fonction placées à droite de l'écran peuvent être programmées pour guider l'utilisateur pas à pas dans l'exécution de chaque tâche. La gestion de base de données est, là encore, un élément vital pour organiser l'information. Et la souplesse du système d'exploitation permet d'accéder aux données sur un terminal pendant que des programmes s'exécutent rapidement, lot par lot, sur un autre. Prix de base : 236 258 F t.t.c.\*



**Le HP 3000 série 33.** Il a la souplesse de l'ordinateur HP 3000 et le faible encombrement d'un meuble de bureau. Il peut dialoguer avec des terminaux implantés en divers points de l'entreprise et traiter simultanément des travaux en ligne et par lots. Le HP 3000 série 33 utilise cinq langages et dispose en outre de la gestion de base de données. Prix de base : 394 889 F t.t.c.\*



**Le HP 3000 série III.** C'est le plus puissant de la gamme. Il est capable de traiter 4000 transactions par heure sur terminaux multiples. Sa mémoire principale peut atteindre 2M octets plus 960M octets sur disques. Il dispose à la fois de la gestion de base de données et du logiciel de gestion de réseau. Il peut également être connecté aux ordinateurs implantés en milieu industriel. Prix de base : 708 775 F t.t.c.\*



Ne cherchez plus de compromis entre prix et performances. Demandez la documentation complète sur les ordinateurs de la gamme Hewlett-Packard, puissants, souples, économiques : France : B.P. 70, Orsay Cedex. Tél. 907.78.25, Bruxelles : Tél. (02) 660.50.50. Genève - Le Lignon : Tél. (022) 96.03.22.

\* Prix valables au 1/09/79.

HEWLETT PACKARD

Je désire recevoir des informations complémentaires sur les ordinateurs :

☐ HP 250 ☐ HP 3000 série 33 ☐ HP 300 ☐ HP 3000 série III

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Bon à renvoyer à Hewlett-Packard France, 21 de Courtabœuf, BP 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907.78.25.

LE MONDE 79/3



## SOCIAL

## AU TRENTE-QUATRIÈME CONGRÈS DES MUTILÉS DU TRAVAIL

## Les handicapés demeurent les grandes victimes du chômage et de l'inflation

Le trente-quatrième congrès de la Fédération nationale des mutilés du travail, assurés sociaux, invalides civils et ayants droit, réuni du 11 au 16 septembre à Montpellier (Hérault), s'est terminé sur un constat pessimiste, après la visite

de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, et de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'État à l'emploi féminin. Dans leur résolution finale, les participants ont réclamé une meilleure protection des handicapés face

à la crise économique. Dimanche, les congressistes — qui ont renouvelé leur confiance à leur secrétaire général, M. Jacques Chenu, — ont défilé dans les rues de Montpellier.

De notre envoyé spécial

Montpellier. — S'il faut en croire certains de ses dirigeants, la Fédération des mutilés du travail — l'une des plus importantes associations sans but lucratif existant en France, avec 478.000 adhérents — est en pleine mutation. A l'heure de la crise, elle rejette les poncifs, l'image de marque un peu « rétro » dont on l'a souvent affublée, et que concrétise le vieux blason de cette organisation représentant l'aveugle et le paralytique. Cependant, il n'est pas question de rompre le dialogue avec les pouvoirs publics ni d'abandonner la tradition d'indépendance et d'apolitisme qui caractérise le mouvement. Le congrès a en effet rejeté, à l'unanimité des 458 délégués présents, un amendement de la délégation de la Nièvre qui demandait, au bénéfice des conseillers municipaux, l'abrogation de deux articles des statuts interdisant tout cumul entre un mandat politique et une responsabilité au sein de la Fédération.

Mais le ton même des débats, aussi nerveux qu'au congrès précédent aux Sabres-d'Olonne, il y a deux ans, montre que « tout ne va pas pour le mieux dans la France de M. Barrot ». C'est ce qu'a exprimé le délégué du Var venu dire l'importance de tant de travailleurs invalides réduits à vivre d'expédients parce que les rentes et pensions

ne suivent pas la hausse du coût de la vie. « Les mutilés du travail », s'est-il écrié, « ont des problèmes. Les déclarations d'auto-insuffisance nous laissent froids et ne trompent plus personne ».

Dans son rapport moral, M. Jacques Chenu avait d'ailleurs décrit sans complaisance la dégradation des conditions de vie des plus défavorisés : « Si, comme on nous le dit, la société de consommation, c'est fini, que restera-t-il pour ceux qui en ont toujours été rejetés ? ». M. Chenu a traduit l'inquiétude des mutilés du travail à propos du chômage : rares sont désormais ceux d'entre eux qui arrivent à se reclasser professionnellement. Selon lui, un million de handicapés pourraient occuper un emploi. Or cinq cent cinquante mille seulement bénéficient des postes qui leur sont réservés dans les entreprises de plus de dix salariés. Quant au contentieux actuel de la Sécurité sociale, il n'est pas de nature à rassurer les accidentés du travail : « L'Etat », a-t-il dit, « ne peut pas retrouver un métier, ne vitent que grâce aux prestations sociales. Lier la croissance des dépenses de santé au produit intérieur brut », a-t-il dit Chenu, « n'est pas satisfaisant. La santé est une chose précieuse pour tous. Une

limitation imprudente des prestations pourrait conduire à priver les malades les moins fortunés des découvertes les plus récentes de la médecine ».

Invité vendredi par les congressistes, M. Jacques Barrot, dont c'était la première grande mission officielle en tant que successeur de Mme Simone Veil, s'est fait un succès facile en annonçant, heureux hasard, la parution au Journal officiel du samedi 15 septembre de l'arrêté portant revalorisation (de 5 % à 17 %) des indemnités journalières dues au titre de l'assurance maladie et de la réparation des accidents du travail.

D'autre part, pour M. Barrot, les dernières statistiques des accidents du travail sont « encourageantes » : en 1977, malgré l'augmentation du chiffre des (un million d'accidents du travail), le nombre d'accidents mortels (moins de 10 %) a diminué, notamment celui des accidents mortels (moins de 10 %). Le ministre reconnaît toutefois qu'il ne faut pas se précipiter, et que « des progrès restent possibles et nécessaires », surtout dans les branches à hauts risques, comme le bâtiment, les travaux publics, la métallurgie.

Enfin, à propos de la Sécurité sociale, M. Barrot a déclaré : « Laisser le système s'envoler comme il l'a fait au cours des derniers dix-huit mois, avec des dépenses croissantes des dépenses maladie de plus de 20 %, par an, c'est non seulement aller au-devant de grands déboires financiers, c'est aussi laisser notre système social se pervertir ». Cependant, a-t-il confirmé, le gouvernement n'envisage pas deux niveaux de prestations, l'un minimal, assuré par la Sécurité sociale, l'autre complémentaire, aux mains de l'assurance privée :

« Ce serait, effectivement, créer une sécurité sociale de pauvres et une sécurité sociale de riches ». Mme Nicole Pasquier, au nom de M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a évoqué le projet de loi en préparation visant à interdire le licenciement d'un salarié pendant la période de suspension de contrat qui suit un accident. Ces promesses n'ont guère ému, semble-t-il, les congressistes.

Beaucoup sont venus décrire les problèmes concrets de l'homme frappé dans sa chair, dans sa vie professionnelle, dans son existence sociale même, par un accident survenu dans l'usine, sur le chantier, ou plus fréquemment encore sur le chemin du travail. Et l'on a donc parlé du prix du pain, de la hausse des fruits et légumes et des loyers, toutes choses qui pèsent lourdement sur les revenus les plus modestes.

Dans sa résolution finale, le XXXIV<sup>e</sup> congrès réclame le renforcement des mesures de prévention, l'amélioration des conditions de travail, le paiement intégral du salaire pendant l'arrêt du travail et l'attribution d'une rente égale à la fraction du salaire correspondant au taux d'incapacité. Il dénonce aussi « les attitudes répétées à notre système de protection sociale », dont l'équilibre financier exige notamment l'allègement des cotisations des non-salariés sur celles des salariés, et demande « le déploiement des cotisations, une large politique de prévention et de dépense de tous les risques sociaux ». Il affirme enfin sa volonté de promouvoir une Sécurité sociale « gérée par les représentants élus des travailleurs ». Mais ces revendications, comme le constatent les participants, « étaient déjà, pratiquement, celles d'il y a deux ans ».

JEAN BENOÎT.

+ Avenue Emile-Loubet, Saint-Etienne.

## Retour à la normale à Air Inter

La direction d'Air Inter a indiqué que « la reprise du trafic était normale depuis le samedi 15 septembre à 18 heures ». « Toutes les liaisons prévues sont assurées », a-t-il communiqué à cette occasion. « Aucune perturbation de service n'est envisagée en début de semaine. Les liaisons régulières seront normalement assurées tant de Paris vers la province que de la province vers Paris ».

Le trafic de la compagnie était perturbé depuis le 12 septembre par une grève du personnel au sol à laquelle s'était associé le personnel navigant. Ce mouvement était motivé par le licenciement d'une employée du service de nettoyage à bord des appareils.

Le président d'Air Inter, M. Robert Vergnaud, a indiqué, au cours d'une déclaration à Antenne 2, qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur cette décision. « Que se passerait-il, a-t-il déclaré, si nous nous voyions contraints de nous démettre de nos fonctions, depuis que l'aviation existe, de donner ce que nous n'avons pas utilisé au personnel de la piste, à notre arrivée à destination le soir ».

décoller, provoquant ainsi la colère des passagers d'un Airbus. Enfin, M. Robert Vergnaud a souligné que les syndicats n'ont pas respecté le préavis de grève légal de cinq jours. « J'en tirerai les conséquences sur le plan légal », a-t-il conclu.

L'intersyndicale des personnels navigants et au sol de la compagnie, qui a décidé le 15 septembre dans l'après-midi de suspendre la grève, a annoncé pour sa part qu'elle continuerait son action pour obtenir la réintégration de la femme de ménage licenciée. En cas de refus de la direction, une nouvelle grève pourrait être envisagée, indique-t-on de source syndicale.

Les quatre bouteilles de jus d'orange retrouvées dans la voiture de la femme de ménage n'étaient pas destinées aux passagers et faisaient partie des prestations de bord pour les équipages, affirme-t-on chez les navigants, qui précisent : « Nous sommes usés, notre présence de ces débris, et il est de notoriété, depuis que l'aviation existe, de donner ce que nous n'avons pas utilisé au personnel de la piste, à notre arrivée à destination le soir ».

## A La Réunion

## FIN DE LA GRÈVE DES EMPLOYÉS DES SUCRIERES DU NORD-EST

De notre correspondant

La Réunion. — La plus longue grève qu'a connue l'industrie sucrière de La Réunion a pris fin lundi matin 17 septembre, aux usines de Quartier-Français et Beaufonds, après dix jours d'un conflit qui a gravement perturbé le déroulement de la campagne sucrière sur toute la côte est de l'île. Les ouvriers des usines, qui demandaient le paiement d'un treizième mois de salaire et l'extension de la convention collective au personnel saisonnier, ont obtenu satisfaction avec le soutien des planteurs de la région qui, en établissant avec leurs chargements de canne des barrières sur les routes, ont accéléré l'ouverture des discussions et la mise au point d'un accord.

La grève déclenchée dans les deux usines de la Société sucrière du Nord-Est avait entraîné la mise en chômage technique d'environ huit mille planteurs et journaliers agricoles. Les conséquences du conflit ont été ressenties dans

trois autres usines, puisqu'il avait été demandé aux planteurs de réduire leurs apports afin de traiter les 15 000 tonnes de canne coupée qui ne pouvaient être broyées par les deux établissements touchés par la grève.

A La Réunion, l'industrie sucrière emploie près de mille cinq cents salariés permanents, auxquels s'ajoutent huit cents à mille saisonniers. Depuis plusieurs années, elle est entrée dans un processus de concentration. Le nombre des usines, qui était de douze en 1965, est aujourd'hui de sept et sera réduit à cinq au cours des prochaines années. On observe le même phénomène pour les sociétés exploitantes, qui ne sont plus que trois à l'heure actuelle contre six en 1968.

La fermeture envisagée de deux nouvelles usines, parmi lesquelles figure Quartier-Français, pourrait entraîner près de cinq cents licenciements. — H. B.

## AFFAIRES

## L'accord entre B.S.N.-Gervais-Danone et Pilkington

## INQUÊTUDE EN BELGIQUE

De notre correspondant

Bruxelles. — La vente par B.S.N. de ses activités verrières à l'étranger provoque une vive émotion en Belgique, où Glaverbel passe maintenant sous contrôle du groupe britannique Pilkington. Glaverbel emploie six mille personnes en Belgique, et l'inquiétude est vive pour l'emploi — d'autant plus que les Britanniques n'ont pas prouvé bonne réputation ces dernières années, plusieurs entreprises du Royaume-Uni se sont retirées du pays sans se soucier des répercussions sociales.

Glaverbel, qui traverse une crise grave, venait d'entreprendre à Charleroi un plan de restructuration évalué à 1 milliard et demi de francs belges (200 millions de francs français).

Les organisations syndicales regrettent de ne pas avoir été consultées, et elles pensent qu'il n'est pas bon que Glaverbel reste sous contrôle d'une multinationale, au risque de freiner l'ave-

nir du secteur verrier belge. Elles notent aussi que Pilkington est en pointe pour la recherche et que, dès lors, l'importante section recherche de Glaverbel risque de devenir inutile. Le ministre des Affaires économiques, M. Willy Claes, n'avait été prévenu que trois jours avant la conclusion de l'opération.

P. de V.

● L'IDI dans l'édition. — Soprameco-IDI vient de décider de participer, à hauteur de 30 %, à la constitution du pôle de 500 000 francs des Editions Jean Picolet. La S.D.R. Bretagne en a, de son côté, souscrit 10 %, l'animateur de la société étant le principal actionnaire, personne physique, avec 25 %. Les Editions Jean Picolet publieront deux collections, l'une de dossiers d'histoire contemporaine, l'autre de textes celtiques, bretons, gallois, irlandais ou écossais anciens ou modernes.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U.	6,2280 4,2300	65 - 40	85 - 55	140 - 90
\$ Can.	3,6380 3,6410	10 - 10	35 - 6	10 + 50
Yen (100)	1,8900 1,8960	+ 40 + 80	+ 120 + 170	+ 440 + 425
DM	2,3340 2,3360	+ 70 + 90	+ 160 + 180	+ 510 + 560
Fl. (100)	2,1250 2,1270	+ 20 + 45	+ 40 + 85	+ 240 + 280
F.S. (100)	14,3300 14,3320	+ 25 + 100	+ 125 + 150	+ 425 + 475
F.S. (100)	2,6850 2,6900	+ 190 + 220	+ 400 + 435	+ 1200 + 1265
L. (1 000)	5,1990 5,1995	- 100 - 40	- 230 - 160	- 785 - 840
S.	8,10 8,11 1/2	- 250 - 220	- 535 - 520	- 1100 - 990

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	\$ E.-U.	Fl.	F.S.	L.	S.
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Aller vivre  
dans les Ardennes.  
Qui contacter?

(24) 57.12.12

## Avis financiers des sociétés

## CE QUE NOUS AVONS FAIT EN 1978 POUR 10.540 ENTREPRISES,

En 1978, comme les années précédentes, l'action du Crédit Hôtelier Commercial et Industriel s'est orientée selon deux grands axes :

- le soutien aux entreprises petites et moyennes,
- l'aide au développement régional.

Les chiffres sont éloquentes. Sur 10.540 entreprises ayant reçu un prêt du Crédit Hôtelier Commercial et Industriel, 80 %

employaient moins de 50 salariés. Plus de 70 % des investissements ont été réalisés dans des agglomérations de moins de 50.000 habitants, et 9 prêts sur 10 ont été étudiés et décidés dans les régions. 3784 millions ont ainsi été accordés à des entreprises de tous les secteurs : industrie, commerce, tourisme. 21.300 emplois ont été créés grâce à cette action.

Avec 16 milliards de prêts directs en cours, le Crédit Hôtelier Commercial et Industriel joue un rôle essentiel dans la vie économique des régions. Et il s'affirme comme le grand spécialiste des Petites et Moyennes Entreprises. Elles sont 10.540 à avoir bénéficié en 1978. Elles seront plus nombreuses encore en 1979.

## NOUS POUVONS LE FAIRE EN 1979 POUR LA VOTRE.

CREDIT  
HOTELIER COMMERCIAL  
ET INDUSTRIEL  
plus proche pour mieux vous aider.

78, rue Olivier-de-Serres - 75739 Paris Cedex 15 - Tél. 828.40.00

## IMMIGRATION

## RÉFÉRENDUM A LEVALLOIS SUR L'ACCUEIL DES IMMIGRÉS

La procédure de référendum communal s'enrichit d'une nouvelle expérience. Plus de onze mille habitants de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) ont déjà participé au référendum organisé du 12 au 18 septembre par la municipalité communiste sur le thème : que faire des terrains laissés vacants par le départ des ateliers de la SOPAC ? Les électeurs ont le choix entre trois propositions : permettre à la SONACOTRA qui a acheté le terrain, d'y construire un foyer pour travailleurs immigrés ; confier le terrain à la municipalité qui y construira quarante logements sociaux et 4 000 mètres carrés d'ateliers ; avancer tout autre suggestion.

Cette consultation met l'accent sur deux difficultés d'actualité : d'un côté la désindustrialisation et l'importance du chômage (deux mille cinq cents chômeurs), de l'autre l'accueil des étrangers. La population immigrée dépasse 23 % à Levallois (11,80 % dans le département) et cela fait dire au maire, M. Parfait Jans, que « la commune assume toutes ses responsabilités vis-à-vis des immigrés dans tous les domaines de la vie sociale, mais que l'on est arrivé à un niveau au-dessus du supportable tant pour les familles immigrées que françaises ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## RANK XEROX

Une expérience nouvelle. Du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre, Rank Xerox fait vivre Mantes-la-Jolie, ville moyenne de sept mille habitants, à l'heure de l'informatique et de la télématique la plus moderne en matière de communication de bureau. Il s'agit d'une véritable étude sociologique face à des matériels sophistiqués présentés au prochain SICOB, tels que les copieurs, télécopieurs ou machines de traitement de texte, qui ont été installés dans la vie quotidienne des administratifs sans préparation préalable : télécopieur 400 dms un architecte de la ville, photocopieur Xerox 9400 à la mairie, Xerox 2300 chez un concessionnaire Renault, Xerox 2450 dans un centre commercial, machine à écrire 800 C, etc. L'enjeu de cette expérience sera tout autant humain que technique, étant donné le bouleversement profond des structures de travail et de la communication dans les années 80.

Le France reste actuellement encore sous-équipée en la matière, avec seulement 400 000 copieurs pour 1,2 million d'entreprises industrielles et commerciales, 15 000 machines de traitement de texte et 10 000 télécopieurs.







UN JOUR  
DANS LE MONDE

## 2. IDEES

PHILOSOPHIE : « Qu'est-ce que la vérité ? », par Jacques Bourgeois ; « La révolte de l'esprit », par Jean Lucrot ; à propos des traductions de Popper ; « La falsification des mots », par Paul Fabra.

## 3. ASIE

AFGHANISTAN : M. Hafizullah Amin, nouveau chef de l'Etat.

## 3. DIPLOMATIE

La France expose à ses partenaires ses demandes d'adaptation du traité d'Entente.

## 4-5. AFRIQUE

MAURITANIE : la visite à Paris du premier ministre mauritanien.

ZIMBABWE-RHODÉSIE : le vol du bateau, tentative des fermiers blancs.

## 6. PROCHE-ORIENT

ISRAËL : l'officier Pinto a pris les proportions d'un scandale national.

## 7. AMERIQUES

EL SALVADOR : une fusillade fait trois morts dans la capitale.

## 8. EUROPE

## 9-12. POLITIQUE

M. CHEVÈNEMENT : « Si M. Mitterrand est candidat en 1981, il y aura un accord général », au sein du P.S.

## 13-14. SOCIÉTÉ

JUSTICE : devant la Cour de cassation, vingt-cinq militaires bruxellois répondent de leurs faits et gestes.

FAITS DIVERS : série d'attentats contre des locaux du ministère du travail à Paris.

Dans le Rhône, les habitants d'une cité s'opposent à l'installation d'un jeune immigré recherché pour vol.

## 15-16. ÉDUCATION

La loi de budget pour 1980.

Réunion en congrès à Strasbourg, les conseillers d'orientation ne veulent pas devenir des « régulateurs du marché de l'emploi ».

## 17. SPORTS

VOILE : premiers éléments pour comprendre le drame du Fastnet.

CYCLISME : la victoire de Soukhorouchenko dans le Tour de l'Avenir.

## 18-19. CULTURE

CINÉMA : la Viedette, de Reinhold Hauff.

VARIÉTÉS : Harry Belafonte à l'Olympia.

## LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 28 à 38

Le rapport du F.M.I. : les « liquidités » internationales continuent à croître mais désemparent par Paul Fabra.

La guerre pour sortir de la crise actuelle, par Pierre Pascal.

La chute de la productivité aux États-Unis : le début du déclin industriel, par Michel Tatu.

## 40. RÉGIONS

ILE-DE-FRANCE : deux dossiers de rentrée : les transports et l'urbanisme.

## 41. ENVIRONNEMENT

Vo-t-on construire une centrale nucléaire en Auvergne ?

## 42. TRANSPORTS

POINT DE VUE : « Une révolution tranquille », par François Essig.

## 43-46. ÉCONOMIE

FISCALITÉ : « Les trois défauts de la taxe professionnelle », point de vue par Jean-Pierre Fourcade.

ÉNERGIE : nouvelles tensions sur les prix du pétrole brut.

SOCIAL : les handicapés demeurent les grandes victimes du chômage et de l'inflation.

## LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (20) : Émissions classées (20 à 30) : Carnet (40) ; Audiovisuel (21) : « Journal officiel » (22) ; Méthodologie (22) ; Mots croisés (22) ; Source (41).

Le numéro du « Monde » daté 10-17 septembre 1979 a été tiré à 539 867 exemplaires.

A B C D E F G

Les Cinq estiment cohérentes leurs politiques respectives  
de lutte contre l'inflation

L'or dépasse pour la première fois les 350 dollars l'once

La hausse du métal jaune se poursuivait lundi matin 17 septembre, sur les marchés internationaux. A Londres, l'once d'or (31,1 grammes) s'échangeait légèrement au-dessus de 350 dollars, record absolu, en fin de matinée (contre 45,80 vendredi).

Sur les marchés des changes, la chute de la livre sterling semblait s'accroître, à 9,05 francs contre 9,21 francs vendredi 14 septembre, le mouvement se produisant dans un marché très

actif. La devise américaine, en légère baisse contre le yen japonais, se montrait en revanche assez soutenue à Francfort (1,814 DM contre 1,812) et à Paris (423 F, inchangé). Dans un marché assez calme, le franc français faisait bonne contenance vis-à-vis des devises fortes. Il est vrai que les autorités monétaires ont de nouveau relevé, lundi, d'un huitième de point, à 11 1/8 %, le loyer de l'argent au jour le jour.

Afin d'essayer de calmer la fièvre persistante sur le marché des changes — l'or a dépassé pour la première fois les 350 dollars l'once — le F.M.I. a décidé, lundi, de faire passer la limite de la hausse de l'or à 100 dollars l'once.

Sur ce dernier point, un accord de principe a été conclu sur l'opportunité de créer, après nouvelles études, un « compte de substitution » auprès du F.M.I. Son objectif sera de recevoir, de la part des banques centrales qui en feront la demande, des dépôts en dollars en échange d'avoirs en D.T.S. Les décisions concernant les modalités et le montant de cette opération délicate (le Monde du 15 décembre) ne seront prises qu'au mois de mars prochain lors de la réunion à Hambourg du comité intermédiaire.

C'est l'appréciation de la conjoncture et des politiques mises en œuvre pour y faire face, qui a donc été l'objet principal des échanges de vue. D'après les renseignements qu'on a pu recueillir, le ton général des entre-

tiens reflétait les difficultés de la situation, mais après chaque ministre eût fait le point, tous ont conclu que les politiques suivies, qui mettaient l'accent sur la lutte contre l'inflation, étaient compatibles entre elles. Cette insistance sur la cohérence des actions menées par les uns et les autres n'était pas étrangère aux déclarations d'un influent parlementaire américain du parti démocrate, Henry Reuss, président de la commission de la Banque de la Chambre des représentants.

Reuss, dont les propos ont connu une large diffusion dans la presse américaine, se faisait l'écho des partisans d'une politique d'expansion, reprochant aux autorités monétaires allemandes de pratiquer des taux d'intérêt « trop hauts », ce qui oblige les autorités américaines à porter les leurs à un niveau plus élevé qu'il ne le faudrait.

Les ministres des Cinq — les États-Unis étant représentés par M. William Miller, secrétaire au Trésor, accompagné de M. Paul Volcker, président du Système de réserve fédérale — ont estimé qu'on n'assistait pas, à proprement parler, à une « surenchère » des taux d'intérêt. Ils ont dit qu'ils n'ont pas fait remarquer que les taux à court terme étaient tout juste égaux aux taux d'inflation.

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

Les Américains ont toutefois convenu qu'il convenait de veiller à « ne pas aller trop loin ». Cette « modération » n'est-elle pas de nature à éviter la spéculation des marchés, de la crainte que l'inflation ait encore des beaux jours devant elle ?

## A Cherbourg

Après trois jours de violence, les ouvriers  
ont réoccupé l'usine Lardet-Babcock

De notre correspondant

Cherbourg. — En grève depuis plus de trois mois, les ouvriers de l'usine Lardet-Babcock ont réoccupé leur entreprise, samedi soir 15 septembre, après le départ des forces de l'ordre et des transporteurs chargés de démanteler les matériels qu'ils retenaient bloqués depuis le mois de juin.

Autorisée par une ordonnance en référé d'un juge du tribunal de Cherbourg en date du 7 juillet, cette opération a conduit les autorités à faire intervenir plusieurs sections de gendarmes mobiles et de C.R.S. afin d'assurer la protection du personnel chargé d'un démantèlement qui n'a pas été sans poser de sérieux problèmes (voir le Monde du 16-17 septembre).

Finalement, le patron a pu faire enlever la plus grande partie des matériels prêts à être livrés en France et à l'étranger.

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T.  
REPRENNENT  
LEURS DISCUSSIONS  
SUR L'UNITÉ D'ACTION

La C.G.T. a réuni, lundi matin 17 septembre, sa commission exécutive avant de reprendre, le même jour à 16 heures, les discussions entamées, vendredi 14 septembre, avec la C.F.D.T. Les deux délégations devaient s'efforcer de trouver un accord, en dépit de divergences non négligeables sur les revendications prioritaires et les modalités d'action. Elles devaient aussi tenir compte des propositions de rencontre et de concertation lancées par le premier ministre.

Dans sa réponse à M. Raymond Barre, la C.G.T. se déclare prête à « engager de véritables négociations », après avoir rappelé que dans le passé, « le gouvernement n'a pas tenu ses engagements » contenus dans une précédente lettre du premier ministre, celle du 27 avril 1978. Dressant un sombre bilan de la situation économique et sociale, M. Georges Séguy écrit à M. Barre : « Dans ces conditions, il est compréhensible que la C.G.T. prenne les initiatives qui permettent aux travailleurs d'exprimer un mécontentement qui ne peut que grandir. »

LE CHIC, LE RÊVE...  
TISSUS "COUTURE"  
AUTOMNE-HIVER

• Nouveaux imprimés exclusifs.  
• Tweeds d'Écosse, d'Irlande.  
• Draps, reversibles, pois de charneau, cachemires, loutres légers pour manteaux.  
• Mohairs anglais, prince de Galles.  
• Torsades, jerseys style tricot.  
• Impressions de charme, après 18,50 F.  
• Draperies "rétro" (de dames...)  
• Jolies d'Australie, flanelles.  
• Soies brochées, lamées, imprimées.  
• Dentelles, nouveaux unis, crêpes.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Méthode TELEC

## Lecture Rapide

Amélioration des lectures et de la concentration intellectuelle.

Stages intensifs (3 jours + 1) :

• mardi 9, 16, 23 Oct. et 25 Mars ou

• jeudi 8, 15, 22 Nov. et 24 Avr.

Stages progressifs

(10 séances de 30-45 min. + 1 h) :

• jeudi de 9h à 12h15 du 4 Oct. au 13

Dec. et le 28 Avr. ou

• mercredi de 9h à 12h15 du 14 Nov.

au 30 Janv. (sauf congés scolaires) et

le 18 Juin.

## Organisation du

temps de travail

du Personnel Cadre

Application de méthodes pour

ALLÉGER LE TRAVAIL

professionnel et personnel.

3 jours : 10-11-12 OCTOBRE,

CALENDRIER ANNUEL

SUR DEMANDE

CPM - CENTRE MALESHERBES

108 Bd Malesherbes PARIS 75017

Tél. 756.51.34